



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12982 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 24 OCTOBRE 1986

Un accord interallemand

Le théâtre de la grande négociation Est-Ouest sur le désarmement n'obéit pas aux règles de la dramaturgie classique, notamment celle de l'unité de lieu. En marge de la performance des deux acteurs principaux, MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, s'est déroulée à Bonn une bien étrange rencontre, celle d'une délégation du Parti social-démocrate ouest-allemand, conduite par M. Egon Bahr, et d'une délégation du Parti communiste d'Allemagne de l'Est (SED), dirigée par un membre éminent du bureau politique, M. Hermann Axen.

Ces derniers ont présenté, mercredi 22 octobre, un projet d'accord prévoyant un corridor totalement exempt d'armes nucléaires en Europe centrale, sur une largeur de 300 kilomètres également répartie entre les deux blocs. Cette zone d'armement s'étendrait principalement sur le territoire des deux républiques allemandes mais aussi sur celui de la Tchécoslovaquie.

On peut crâiner M. Egon Bahr, conseiller de M. Willy Brandt sur les problèmes de sécurité, d'une certaine constance dans sa recherche d'un dialogue avec l'Est, que son parti soit au pouvoir ou dans l'opposition. Mais on peut aussi s'interroger sur le sens d'initiatives qui risquent de conforter les craintes des alliés de la RFA pour le cas où le sort des urnes serait favorable au SPD lors du prochain renouvellement du Bundestag. Comment en effet, à l'heure où l'on s'inquiète à Paris, à Bonn et à Londres d'un possible désengagement nucléaire américain en Europe, ne pas se préoccuper d'une attitude favorisant ce fameux « découpage ».

La préférence affichée par certains dirigeants sociaux-démocrates allemands pour le concept de sécurité européenne, au détriment de la concertation au sein de l'alliance occidentale pour élaborer des réponses aux dernières propositions soviétiques, n'est d'ailleurs pas du goût de tout le monde au sein même du SPD, où certains membres de l'entourage de M. Johannes Rau ne dissimulent pas leur irritation devant cette « dérive » neutraliste dont les principaux héritiers sont RSD. Willy Brandt et Egon Bahr.

La crédibilité du candidat social-démocrate à la chancellerie serait alors en cause : on ne peut tout à la fois proclamer solennellement son attachement à l'engagement occidental de la RFA et mener cette « politique étrangère parallèle » dénoncée par M. Kohl.

D'autant plus qu'en la matière les cartes sont quelque peu brouillées : il est difficile de croire que Berlin-Est bénéficierait de la même marge de manœuvre qu'il s'agisse de négocier avec un parti social-démocrate en charge du pouvoir à Bonn...

Nombreux sont également ceux qui se demandent si le SPD ne va pas trop loin dans la « réconciliation » en entretenant avec le Parti communiste de RDA des relations beaucoup plus étroites et chaleureuses qu'avec certains partis frères d'Europe occidentale, à commencer par le Parti socialiste français...

A quelques jours d'un sommet franco-allemand où il sera beaucoup question des conséquences de la rencontre de Reykjavik, il y a là, pour le président français Mitterrand, matière à réflexion sur les malices de l'histoire.

En dépit des expulsions de diplomates

Moscou et Washington veulent poursuivre le dialogue sur le désarmement

Washington n'a pas encore réagi aux nouvelles mesures de représailles dans la « guerre des diplomates », mais s'est félicité que M. Gorbatchev, dans son allocution télévisée du mercredi 22 octobre, ait « exprimé son optimisme à propos de la

réduction des armements ». Le chef du PC soviétique s'était prononcé pour la poursuite du dialogue, mais avait présenté l'ensemble de ses propositions comme un « paquet » qui doit faire l'objet d'un accord global.

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a calmé le jeu des relations soviéto-américaines en prenant des mesures de rétorsion moins « dures » qu'il ne vent bien le dire pour répliquer à la décision de Washington d'expulser cinquante-cinq diplomates soviétiques. Mais le chef du Kremlin, en affirmant, pour la première fois, que l'ensemble de ses propositions en matière de désarmement constituent un « paquet » à prendre ou à laisser, complique singulièrement la

tâche des négociateurs de Genève et fait reculer considérablement leurs chances d'aboutir à un résultat dans un avenir prévisible.

M. Gorbatchev, qui s'adressait mercredi 22 octobre au soir à ses concitoyens à la télévision, n'a pas révélé lui-même la nature des représailles décidées : « Nous prendrons des mesures de rétorsion très dures, pour ainsi dire sur un pied d'égalité. Nous n'allons pas tolérer des pratiques aussi scandaleuses », a-t-il déclaré. L'expulsion des cinquante-cinq diplomates soviétiques est, selon lui, une action

« simplement insensée pour un esprit normalement constitué, après une rencontre aussi importante » [que celle de Reykjavik].

Par fierté sans doute, jugeant ces détails indignes de sa fonction, mais peut-être aussi pour éviter, par la simple arithmétique, de faire comprendre lui-même à son public que la rétorsion ne se situait pas vraiment « sur un pied d'égalité ». M. Gorbatchev a laissé à un autre le soin d'exposer ces mesures.

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 3.)

La réforme Devaquet présentée au Sénat

L'Université sans passion

Le Sénat examine à partir du jeudi 23 octobre le projet de loi sur l'enseignement supérieur préparé par M. Alain Devaquet et adopté par le conseil des ministres du 11 juillet dernier. Cette nouvelle réforme universitaire, trois ans à peine après la loi Savary, réalise l'une des promesses électorales de la majorité. Mais elle suscite dans le monde universitaire comme dans la classe politique plus de lassitude que de passions.

Depuis six mois, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur s'est employé, non sans succès, à dédramatiser le débat. Faut-il de vents porteurs, il a godaillé discrètement, en faisant le moins de vagues possible, et il entame la discussion parlementaire avec de bonnes chances de faire voter son texte sans déclen-

cher de tempête. M. Paul Sérany, sénateur centriste de Seine-et-Marne et rapporteur du projet, l'a bien noté : ce projet de réforme universitaire « ne déclenche ni enthousiasme ni une opposition farouche. C'est un projet calme, sans aspérité, qui constitue une étape vers l'autonomie véritable des universités ».

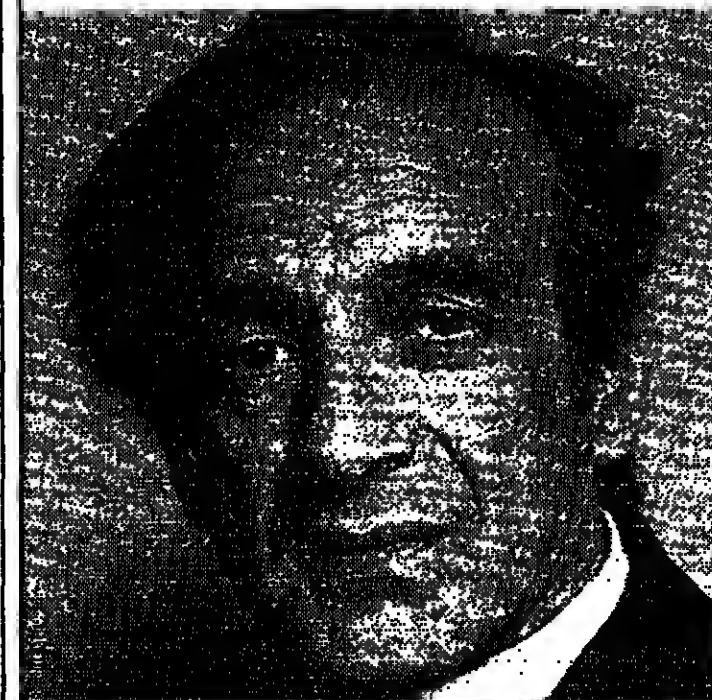
Sans doute bon nombre d'universitaires proches de la majorité ont-ils été frustrés au printemps dernier de la réforme radicale — de la revanche brutale — dont rêvaient les syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et l'Union nationale inter-universitaire (UNI). A défaut de Blitzkrieg, ils ont admis qu'il était plus réaliste politiquement — et peut-être plus payant — d'exploiter sur le terrain les zones de flou de la réforme proposée et de pousser aussi loin que possible la logique libérale qui l'inspire.

Sans doute, les présidents d'université ont-ils été, dans leur ensemble, choqués par le manque de concertation qui a entouré la préparation du projet. Et la majorité d'enseignants restent réfractaires à la réforme Devaquet, comme en témoigne la pétition très critique qu'ils viennent d'adresser au ministre : parmi les signataires on relève en effet les noms de quarante des soixante-douze présidents en exercice, ainsi que d'une cinquantaine d'anciens présidents, dont MM. René Rémond, René Luchaire, Robert Escarpit ou Mielbel Alliot, l'époux de Mme Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation.

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 13
et l'entretien avec M. Savary,
ancien ministre de l'éducation.)

ELIE WIESEL Prix Nobel de la Paix



ROMANS. RÉCITS. ESSAIS. THÉÂTRE.

S E U I L

Six mois après la catastrophe nucléaire

« Normalisation » à Tchernobyl

Trente et un morts, deux cents irradiés hospitalisés, près de cent mille personnes évacuées sur un rayon de 30 kilomètres, et une Europe en état de la Scandinavie à l'Italie : l'explosion du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, est, à ce jour, le plus grave accident survenu dans le domaine nucléaire civil. Six mois après l'explosion, le 26 avril dernier, les autorités soviétiques affirment que tout est rentré dans l'ordre. Mais le sort des personnes évacuées reste un grand point d'interrogation.

KIEV
De notre envoyé spécial

Des maisons de briques au toit de fibre-ciment, propres et bien alignées ; des palissades de planches fraîchement peintes en vert, entourant des carrés de terre sablonneuse qui forment les fameux lopins individuels ; en fond de chaque « jardin » — encore virtuel — on retrouve les traditionnels cabinets d'aisance de nos campagnes d'entre-deux, ainsi que le tas de bois et l'étable où l'on engraisse le cochon et où l'on trait la vache. « Le cochon, nous l'avons acheté après l'installation ici, mais la vache est une évacuée comme nous », précise la

kolkhoziennne aux yeux clairs, les pommettes empuirées par l'émotion. Ce n'est pas tous les jours qu'une délégation étrangère rend visite au village de Nebret, qui n'est pourtant qu'à une soixantaine de kilomètres de Kiev, à mi-chemin entre la centrale et la capitale.

Si des étrangers ont le droit de visiter Nebret, et en particulier les lotissements neufs construits l'été dernier pour les évacués, c'est que l'on y trouve les preuves tangibles de l'énorme mobilisation qui a suivi la catastrophe de Tchernobyl. Ce quartier de Berezianka a été créé de toutes pièces en trois mois (juin, juillet, août) par « les travailleurs de Crimée » qui ont laissé leur plaque sur la maison commune — provisoire — et dressé un petit mémorial de marbre à l'entrée du lotissement. Un village modèle, en quelque sorte, avec des pavillons-témoins. « Nous avons cinquante-deux villages comme celui-ci », affirme M. Anatoli Gritzenov, vice-président du comité agro-industriel de la région de Kiev.

Avant le 26 avril, Nebret n'était qu'un village perdu d'autres, perdu aux confins de l'Ukraine et de la Biélorussie. Une région plate et marécageuse, couverte aux deux tiers d'une forêt qui rappelle les landes de Gasco-

gne, avec quelques boulaux en plus. Ici, on est loin des terres noires de l'Ukraine fertile. Au kolkhoze Léline (1 800 vaches), on produit du lait et de la pomme de terre. Ce n'est pas la Beauce.

Mais voici que, début mai, arrivent des convois de réfugiés comme on n'en avait plus vu depuis la guerre. Le kolkhoze Droujba (Amitié), qui se trouvait à dix-huit kilomètres de la centrale de Tchernobyl, a été évacué le 4 mai avec ses 6 400 vaches — le reste du bétail, laissé sur place, a été abattu. Le kolkhoze Léline doit donc accueillir du jour au lendemain les travailleurs sinistrés du kolkhoze frère, ainsi que leurs vaches qu'il faut nourrir et traire, alors même que leur lait est inutilisable. Rude épreuve ! Les paysans, qui n'ont pas eu le droit d'emmener le moindre mobilier, doivent s'entasser chez l'habitant. Il va falloir partager les terres du kolkhoze Léline, défricher de nouvelles parcelles et prêter la main aux camarades de Crimée ou de Kiev venus construire de nouveaux logements.

« Le sol et le climat ici sont les mêmes que chez nous, observe le chef du kolkhoze. Nous allons donc continuer à produire le lait et la pomme de terre, mais en moins grande quantité. »

ROGER KANS.

(Lire la suite page 14.)

L'ancien empereur Bokassa a regagné Bangui



Jean-Bedel Bokassa, ancien empereur de Centrafrique, a quitté la France mercredi soir 22 octobre, dans des conditions rocambolesques, pour Bangui. A son arrivée, il a été emmené « manu militari » par la garde présidentielle, et incarcéré.

PAGE 44

L'immigration aux Etats-Unis

Une nouvelle loi va permettre à des millions d'étrangers « illégaux » d'accéder à la citoyenneté américaine.

PAGE 9

Le découpage électoral définitivement adopté

Le premier ministre a utilisé le couperet de l'article 49-3 et l'opposition a renoncé à déposer une motion de censure.

PAGE 10

Un nouveau patron pour IG Metall

L'objectif des trente-cinq heures relancé par le syndicalisme allemand.

PAGE 40

Le Monde DES LIVRES

- Doris Lessing chez les paumés.
- Erskine Caldwell le survivant.
- Il y a cent ans, le manifeste du symbolisme.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 25 à 38

Le sommaire complet se trouve page 44

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 825 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 615 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 OL. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 6 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 6 sh. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ

Débats

Il n'est jamais trop tard pour avoir raison

Des voies d'avenir : co-surveillance, contrats d'objectifs et congés sabbatiques partiellement rémunérés

par BERNARD IBAL (*)

ENTREPRISE

Les ingénieurs et cadres CFTC tiennent leur congrès le 25 octobre. A cette occasion, leur président, Bernard Ibal, expose ses idées sur l'évolution des emplois et de l'unité de production. De son côté, André Courtaigne examine les constituants modernes de cette « personne » qu'est devenue l'entreprise.

Le syndicalisme de lutte des classes ne paie plus. La CGT s'exaspère vainement et la CFDT en fait l'autocritique. La CFTC, elle, n'a pas changé d'attitude : son leader,

Jean Borna, est le seul dirigeant de centrale syndicale à ne s'être jamais réclamé d'un parti ou d'un vote politique. Et, depuis sa naissance au début du siècle, la CFTC n'a eu aucun ennemi social a priori, elle cherche des partenaires, même si la politique contractuelle n'exclut ni la fermeté ni parfois le conflit.

Le chômage est un tunnel dont on ne sort que par des promesses. Faut-il dès lors s'accommoder d'une société duale, faite d'élites au travail et de masses assistées sans emploi ? Ce serait désespérant et indigne de la société en général et du syndicalisme en particulier.

L'audace consiste à redéfinir courageusement le concept de travail. Aujourd'hui, le travail n'est généralement considéré comme productif que s'il sert immédiatement à une consommation ou à une prestation. Or, plutôt que de payer des chômeurs effectivement inutiles, la société doit peu à peu reconnaître comme travaux rémunérables des travaux à rentabilité différée. C'est déjà le cas du secteur quaternaire, et singulièrement de la recherche fondamentale.

1966, qui institue la structure directeur-conseil de surveillance dans les sociétés anonymes.

Dès lors, le conseil de surveillance a un pouvoir a posteriori de contrôle qui peut inclure, avec voix délibérative, des représentants des salariés. Ainsi le personnel peut se sentir partie prenante de l'entreprise sans que soit mise en cause la dynamique de la libre entreprise.

Une hiérarchie « responsabilisante »

Cette forme de participation est d'autant plus urgente que l'on parle à juste titre de fonds salariaux et d'épargne d'entreprise qui exigent encore plus cette structure de contrôle (à l'instar aussi de l'intéressement). Cette co-surveillance appelle des syndicalistes formés et informés, ce qui interdit la mise en cause du « monopole syndical ».

De plus, le syndicalisme chrétien de l'encadrement propose les contrats d'objectifs, véritable organisation contractuelle et personnalisée du travail. Il s'agit de définir périodiquement, par écrit et après concertation personnelle, le plan de charge, les buts et les moyens de la mission devant se faire essentiellement a posteriori sur des critères tant qualitatifs que quantitatifs, en tenant compte de la conjoncture et de la situation globale de l'entreprise. Les contrats d'objectifs tendent à substituer à la hiérarchie pyramidale une hiérarchie responsabilisante.

Bruit social et fruit social

Au siècle de la conquête de l'espace et des nouvelles technologies, ce secteur doit être encouragé, sans oublier les entreprises privées. Autre exemple parmi d'autres : la proposition CFTC d'une vraie rémunération d'un conjoint volontaire au foyer, dont la présence éducative rend service à long terme à l'équilibre national. Pensons surtout à la formation des jeunes, si rentable à moyen et long terme, formation dont les entreprises seront toujours plus acheteuses.

La solution n'est-elle pas dans ce que la CFTC appelle la co-surveillance ? Celle-ci n'ajoute ni la responsabilité patronale de la gestion ni l'unicité de la direction. Pour cela, il faudrait d'abord généraliser la loi du 24 juillet

quante trimestres de cotisations retraite.

Il s'agit soit de partager équitablement le salaire du poste de travail entre le vacancier et son remplaçant, soit, de façon plus décisive, de mettre en place une assurance ou une épargne congé sabbatique dont le coût diminuerait d'autant les charges d'ASSE-DIC.

Certes, tenir compte de la crise pour adapter l'homme à des temps nouveaux n'a pas le caractère spectaculaire de la révolte désespérée ou de la volte-face sans vergogne. Certes, refuser le raidier idéologique sans tomber, comme d'autres, dans l'absence de projet culturel, c'est inventer l'avenir sans donner lieu à la surprise quotidienne de positions au coup par coup. A un syndicalisme du bruit social qui a fait son temps, la CFTC oppose un syndicalisme du fruit social.

(*) Président de l'Union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC.

Un corps social dont la tête est le client

Les Grecs auraient placé l'entreprise dans leur panthéon Et nous, qu'en ferons-nous ?

QUAND ils sont entrés dans l'ère industrielle, nos prédécesseurs n'avaient pas une idée claire de l'entreprise. Faute de mieux, ils la dotèrent d'une organisation calquée sur celle de l'Etat démocratique. Le suffrage universel est devenu l'assemblée générale des actionnaires, le Parlement, le gouvernement, le président de l'administration, le conseil de direction, directeur et en un président-directeur général, dont un facétieux faisait remarquer qu'il ne lui manquait plus que le titre d'archevêque. Le personnel n'était relié à l'entreprise que par un contrat de louage de service comme s'il lui était extérieur.

Aujourd'hui encore, chacun veut réduire l'entreprise à celle de ses parties qui lui conviennent le mieux : à son capital, à ses actionnaires ou, à sa forme juridique, mon entreprise « est » une société anonyme, — à ses comptes, à son patron, à son personnel ou à ses installations. Ah ! la persistance de la cheminée d'usine pour illustrer ce qu'est l'entreprise.

Il est temps de comprendre que l'entreprise est une personne ; un tout, un « corps social » fait de plusieurs membres qui sont les clients, les actionnaires, les dirigeants, le personnel et les fournisseurs. Tous sont nécessaires à l'entreprise et en sont une partie, même si les liens juridiques qui les relient à elle sont de nature différente.

On peut les classer dans un ordre variable pourvu que le client reste en tête. Dans les économies de marché, il est le souve-

rain, comme l'est le citoyen dans les démocraties. Par son choix dans les supermarchés, il décide de l'embauche des uns et du licenciement des autres. Le fonds de commerce est fait de sa fidélité. Si, en France, tout finit par une chanson, en économie, tout commence par la consommation. Trop de budgets d'entreprise, trop de grands plans économiques l'ignorent.

Un « milieu de vie »

Le rôle du dirigeant est de coordonner toutes ces parties pour les entraîner et les faire concourir à la bonne marche de l'entreprise. Il se trouve être un arbitre entre des forces complémentaires et antagonistes. Il ne peut tout donner à aucune, mais à chacune sa part. Sa morale doit se juger sur les conséquences ultimes de ses décisions, sur les effets des effets, plus que sur les intentions apparentes. Mieux vaut licencier un petit nombre aujourd'hui que tout le personnel dans un an.

L'entreprise est un milieu de vie qui a remplacé le village. L'homme d'aujourd'hui y passe plus de temps de veille que dans sa famille. De même qu'il existe un esprit de clocher ou de famille, il existe une culture d'entreprise faite de méthodes, de comportements, de fierté partagée de

(*) Président du Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprise français.

l'œuvre accomplie qui façonne la mentalité de ses membres. Elle peut faire éclore leurs dons ou au contraire les dessécher. C'est un des premiers choix offerts au management.

Sachant que ses éléments : actionnaires, personnel, dirigeants, peuvent changer, on peut se demander ce qui assure la permanence de l'entreprise. Ce sont les connaissances qu'elle a accumulées et qui lui permettent de servir ses clients mieux que les autres. N'est-ce pas, l'entreprise est aussi un noyau de connaissances, de savoir-faire. La pointe de l'entreprise est peut-être sa faculté de créer des connaissances nouvelles. C'est là sa sève, ses chromosomes, ce qui la fait grandir, se multiplier et la rend féconde plus encore qu'efficace.

Cela confère à l'entreprise un certain droit au respect. On ne peut en disposer comme d'un objet, que l'on nationalise au fil des hasards de la politique. De même, on ne cède pas une entreprise, qui est faite d'hommes, mais seulement son capital, c'est-à-dire certains droits sur elle.

Enfin, l'entreprise est aujourd'hui l'ultime espoir des plus pauvres : chômeurs de longue durée, hommes du tiers-monde, du quart-monde attendus d'elle non seulement les biens dont ils ont besoin, mais le moyen de les acheter, l'occasion d'exercer leurs facultés d'agir et de penser, et de se sentir membres d'une communauté vivante.

Les Grecs l'auraient placée dans leur panthéon. Et nous, qu'en ferons-nous ?

COURRIER DES LECTEURS

Les protestants dans les sondages

Un pasteur réformé de Montpellier, M. Parmentier, nous écrit après la publication dans le Monde du 1^{er} octobre d'un sondage SOFRES sur le sentiment religieux des Français :

J'ai été surpris de la présentation du sondage sur « Les Français et la religion », par ailleurs tout à fait intéressant. Ce titre me paraît mensonger. En fait de religion, il n'est question que du catholicisme. Appa-

remment, protestants, musulmans, juifs et d'autres n'existent pas. Etrange pour un travail qui se veut rigoureux. A tel point que, si l'on ne figure pas sous la rubrique « catholique », on est automatiquement « sans religion ». C'est indécent, ne trouvez-vous pas ? Et comment osez-vous parler de « l'identité catholique de la France » ? Quel étrange écarnement ! On croyait le triomphalisme catholique en voie de disparition, mais il semble reculer de plus belle...

[Les protestants sont traditionnellement sous-estimés dans les sondages. Dans celui que le Monde a publié, 1 %

seulement des 1500 Français interrogés se sont déclarés protestants. Compte tenu de la faiblesse de cet effectif, les instituts de sondage regroupent les protestants avec les fidèles des autres religions, à distinguer des catholiques et des « sans-religion ». Il faudrait des échantillons plus larges pour isoler l'opinion de la famille protestante, qui compte 850 000 fidèles environ. — R.T.]

Pas de conflits artificiels !

Vous avez publié dans le Monde du 11 octobre, sous le titre « Le crépuscule des jansénistes », un article de mes camarades en cours de scolarité à l'ENEA, appartenant à la section CFDT. Or les jugements qu'ils portent accablent une image par trop sommaire de l'Ecole comme de l'administration (...).

Les effectifs d'abord. Dans n'importe quel établissement d'enseignement à finalité professionnelle, on ne peut fixer la taille d'une promotion sans analyse sérieuse et préalable des débouchés. Au cours des années 1972-1985, on a sans doute surestimé les perspectives de recrutement (...).

Le profil sociologique des énarques, ensuite. (...) Il est rare que le problème ait été posé d'une manière aussi caricaturale, en opposant le fonctionnaire sérieux et loyal, provincial et sorti du rang au carriériste parisien issu de l'enseignement supérieur (...).

Les deux concours sont l'un comme l'autre nécessaires et justifiés. La « troisième voie », dont les rédacteurs de l'article sont peut-être nostalgiques, était un système discriminatoire (...). Alors, ne créons pas de conflits artificiels sur des bases aussi contestables.

PIERRE POUJONAUD, ancien élève de l'ENEA (Paris).

Que lire ? le dernier Duras ou le Dernier des Mohicans ?

Les livres sur Minitel. La sélection du Monde. Les dernières critiques.

Le Monde sur Minitel 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 695872 F
Télécopieur : (1) 45-53-06-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Associés directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des locataires du Monde

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

La Monde DPG 706-010 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Spadapost, 45-48 38 th Street, L.L.I., N.Y. 11164. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address change to Le Monde c/o Spadapost, L.L.I., N.Y. 11164.

ABONNEMENTS

BP 597 09

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

399 F 763 F 1 069 F 1 300 F

2 - SUISSE-TURISME

304 F 572 F 1 004 F 1 200 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse : déclarations ou avis ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les montants proposés en espèces d'appoint.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression : 7, rue de Montesson PARIS-15

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

« CES PATRONS QUI GAGNENT » de Jean Baumier

Le vent en poupe

POUR son système Etre (1), Jean Baumier s'est fait plaisir. Se détachant des paysages moroses qu'offre la conjoncture économique, il a regardé vivre des hommes. Et pas n'importe lesquels. Ceux qui, grâce au trépan de l'entreprise qu'ils ont menée au succès, ont réussi une percée internationale.

La galerie de ces « patrons qui gagnent » est forcément un peu arbitraire, comme celle d'un collectionneur qui médite subtilement ses goûts et la notoriété des peintres qu'il expose. Mais comment faire autrement ? Mieux vaut s'arrêter devant ceux qui sont déjà sous les feux de la rampe, et essayer de comprendre comment ils en sont arrivés là.

C'est donc le Gotha de l'industrie qu'a choisi de nous présenter Jean Baumier, après nous avoir offert il y a trois ans celui de la banque (2). Hexagone oblige ! C'est par les Français que l'on ouvre le jeu, et diffuserai successivement, France Bouygues, Alain Chevalier (Moët-Hennessy), Antoine Ribaud (BSN), François Dalle (L'Oréal), les Vuitton, les Cartier et leurs successeurs, les industriels de la neige (Roger Godino et les Arcs, Salaman, Rensignat, Pomagail), Bernard Tapie, Bidermann, et le numéro un en chiffre d'affaires : Elf-Aquitaine. Place ensuite aux challengers étrangers : Nestlé, Apple, Bartels (Robert Maxwell et Rupert Murdoch), les frères Phillips, Aldo Moris (Sony).

Ce sont autant de petites « nouvelles » que notre auteur consacre à ces héros de roman, si bien que l'on respire allègrement dans ces pages, très joliment écrites, où l'on apprend sans peine les chances et les risques du combat des affaires.

Le secret de ces gagnants ? Jean Baumier reste prudent — et il a bien raison — dans le dernier chapitre, où il essaie de trouver le fil qui relie tous ces personnages. Les uns sont nés riches, d'autres pauvres ; des diplômés lo, et non là ; tel connaît une ascension fulgurante, et son érudite, une progression lente et sûre. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils savent constamment s'adapter, ce qui est du domaine du don, de l'instinct. Jean Baumier a su faire découvrir le côté « grand artiste » des managers heureux, un monde où la grâce l'emporte sur l'application.

PIERRE DROUIN.

(1) Ces patrons qui gagnent. Plon, 264 pages, 75 F.
(2) Ces banquiers qui nous gouvernent. Plon, 1983.

Succession ouverte à l'UNESCO

Les mystères de la place de Fontenoy

L'annonce par M. M'bow qu'il ne briguerait pas, dans un an, un troisième mandat de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (le Monde du 8 octobre) crée-t-elle plus de difficultés qu'elle n'en résout ?

On pourrait le croire, à voir, place de Fontenoy, certains des détracteurs d'hier de M. M'bow, se gratter le crâne avec l'expression de la plus vive préoccupation : « Maintenant il n'y a plus d'élus, il va falloir que les grands États accouchent enfin d'une réforme concrète de l'UNESCO et non plus de réformes. Il va aussi falloir dénichier le grand commis aux nerfs d'acier qui l'appuiera sans compromis. » Bref un Lycurgus international.

Et puis est-on sûr même que M. M'bow, toujours si vert à soixante-cinq ans, ait dit son dernier mot ? M. Doudou Diène, Sénégalais comme lui et nouveau porte-parole de l'UNESCO, ne montre-t-il pas, en montrant plutôt convenablement lorsqu'il affirme, démonstration dédaignée à l'appui, que « la décision de retrait de M. M'bow est sans ambiguïté ». D'autres hauts fonctionnaires invitent en revanche à lire de plus près la « déclaration surprise » prononcée le 6 octobre par le directeur général.

Il en ressort que le « départ » prochain de M. M'bow a été annoncé aux quatre coins de la Terre sur la foi d'une simple petite phrase : « Je ne suis pas candidat pour un troisième mandat », signifiant à la fin d'un plaidoyer pro domo qui aurait pu tout aussi bien se terminer par un nouvel acte de candidature...

« De fortes pressions sénégalaises »

Outre que celui qui n'est plus demandeur aujourd'hui peut le redevenir demain si on insiste comme il faut, d'autres « UNESCOlogues » tiennent que le discours du 6 octobre « devait bien se terminer par une troisième candidature de M. M'bow », mais que « celui-ci en a été dissuadé par de fortes pressions sénégalaises ». Selon les mêmes sources, le président Abdou Diouf (cinquante et un ans) aurait « l'intention dans cinq ans de quitter le pouvoir, comme avant lui Léopold Senghor, dans un pays en proie à de désespérants fléaux économiques, et de succéder à M. Peres de Cuelar à la tête des Nations unies ». D'ici là, M. Diouf eschoterait que se soit accompli du théâtre mondial la « figure conflictuelle » de son compatriote, sans compter que, le cas échéant, on voit mal deux ressortissants du même petit État diriger deux grandes institutions internationales, même s'il y a eu des précédents.

Un autre observateur tenu à l'anonymat estime que le voyage accompli ces jours-ci en Côte-d'Ivoire par M. M'bow et ceux qu'il va entreprendre au Vatican et peut-être en Amérique latine ont pour but de permettre au « D.G. » de sonder quant à son éventuel maintien le président Houphouët-Boigny (rival de M. Diouf sur la scène africaine), le pape Jean-Paul II (dont le poids moral est considérable à l'UNESCO) et les dirigeants d'un continent d'où, en l'état actuel, il y a le plus de « risques » que vienne le futur directeur général.

Champagne et cotillons

Ces assertions assez rétrospectives vont de pair avec une « levée en masse » de candidats — masqués ou officiels — à la délicate succession de M. M'bow. C'est là où il faut se demander si certains ont vraiment pris la mesure de la tâche cyclopéenne qui attend le prochain patron d'une UNESCO malade d'elles-mêmes, amputée de ses deux principaux membres anglosaxons (États-Unis et Royaume-Uni) et dont la seule fonction risque un jour d'être celle de trésorier-payeur de quelque deux mille cinq cents bureaux.

Il y a une espèce de fatéisme dans cette organisation internationale, comme au reste dans d'autres, de voir irrémédiablement fondre la part budgétaire dévolue à la manifestation des études. Sauf mauvaise lecture de

multiples notes et rapports de l'UNESCO, la somme consacrée à la réalisation des projets durant les neuf premiers mois de 1986 a été de 45 millions de dollars. Elle avait atteint 67 millions de dollars durant les neuf premiers mois de 1981.

Cette érosion implacable n'est qu'un défi parmi d'autres lancés aux candidats. Or plus d'un semble briguer la difficile succession dans l'esprit « champagne et cotillons » du héros américain de la Vie parisienne d'Offenbach.

« Paris, Paris
Je reviens encore
Houtra, houtra, houtra ! »

Il est cependant des candidats donnés pour sérieux, y compris naturellement parmi les Latino-Américains, tel M. Enrique Iglesias (1), ministre uruguayen des affaires étrangères, très coté dans les chancelleries de tous bords. Parmi les autres personnalités citées précédemment avec l'étiquette d'un réformateur, on trouve le sévère démocrate-chrétien Kurt Furgler (né en 1924), ancien président de la Confédération helvétique ; l'actuel premier ministre social-démocrate finlandais, Kalevi Sorva (né en 1930) ; le très modéré prince chérifien Saïdullah Khan (né en 1933), qui fut un probant haut-commissaire aux réfugiés ; le bourreau du travail Boutros Boutros-Ghali (né en 1922), ministre d'État égyptien aux affaires étrangères depuis 1977, etc.

Le cas de ce dernier, qui n'a d'ailleurs jamais été officiellement sur les rangs, donne matière à réfléchir. Les ambassadeurs de deux ou trois capitales occidentales nous ont en effet tenu un même discours : « Cultivé et consciencieux, notre ami Boutros-Ghali fait l'affaire, mais le parti des États arabes n'en veut pas car il a été l'artisan avec Sadate de la paix égypto-israélienne, et sa femme est d'origine juive. Et, en plus, il n'est même pas soutenu par son propre gouvernement, qui ne paraît guère enthousiasmé à l'idée de voir un non-musulman devenir le chef de l'Organisation des Nations unies ». On a du mal à croire que de tels arguments puissent jouer... Et pourtant !

L'inconnue française

Au stade actuel, l'inconnue qui intrigue le plus à l'UNESCO est sans nul doute la position française. Certes, l'hebdomadaire le Point a indiqué que MM. Pierre Mauroy et Michel Jobert pourraient être en lice — encore qu'un Français, M. René Maheu, ait déjà dirigé l'organisation de 1962 à 1974. Mais sans nouveau miracle de la cohabitation, on voit mal la majorité soutenir un ancien premier ministre socialiste. Quant à M. Jobert, l'ancien et si peu atlantiste chef de la diplomatie française, il est certes un animateur de talent, mais sa présence pourrait ne pas faciliter le retour des Américains place de Fontenoy...

En attendant, M. Chirac a nommé ambassadeur auprès de l'UNESCO une de ses proches, Mme Marie-Claude Cabane, épouse du ministre délégué chargé de la réforme administrative. La diplomate a été reçue par M. M'bow avant et après son discours du 6 octobre, mais, selon toute apparence, elle n'a pas encore eu d'instructions précises du Quai d'Orsay.

Cette absence de politique de la France, État du siège, et qui, en tant que grande puissance culturelle, a tout intérêt à voir redynamiser l'UNESCO, était déjà déplorée par de nombreuses nations, notamment francophones et méditerranéennes, avant l'ouverture de la succession. Aux yeux de beaucoup, l'attitude de Paris fait figure aujourd'hui d'abandon diplomatique, selon l'expression d'un délégué maghrébin.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) De passage à Paris, il a été reçu, mercredi 22 octobre, par M. Mitterrand. Il s'est entretenu deux fois auparavant avec M. M'bow.

En dépit des expulsions de diplomates

Moscou et Washington veulent poursuivre le dialogue

(Suite de la première page.)

Les correspondants occidentaux ont été ainsi convoqués à la hâte une heure et demie avant l'allocation télévisée de M. Gorbatchev, pour un briefing du porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov. Ce dernier n'avait pas la tâche facile car il était en fait chargé d'un tour de passe-passe : comment transformer en diplomates des chauffeurs, des courriers, des interprètes, des dactylos, des cuisiniers et des baby-sitters ?

L'URSS ne renvoie, en effet, chez eux que cinq diplomates américains, a révélé M. Guerassimov (1). Au total, depuis le début du cat « échange », les Soviétiques ont perdu quatre-vingt-dix diplomates et les Américains, dix. Cette dissymétrie s'explique facilement. L'ambassade d'URSS à Washington était plus étoffée que celle des États-Unis à Moscou. Les Américains ont, en outre, « pioché » dans la mission soviétique auprès de l'ONU, qui n'a évidemment pas de contrepartie (2). Désormais, l'égalité est parfaite en ce qui concerne le nombre des diplomates accrédités auprès de chaque pays (ONU non comprise) ; deux cent vingt-cinq dans chaque ambassade et vingt-six dans chaque des deux consulats : un vœu ancien de l'administration Reagan est ainsi réalisé.

De chauffeur à la cuisinière

Les Soviétiques auraient pu en rester là. Ils n'ont pas voulu perdre la face à ce point et ont décidé de « punir » les diplomates américains par des mesures supplémentaires qui vont rendre leur vie quotidienne très difficile. Tout le personnel soviétique de l'ambassade, du chauffeur à la cuisinière, de l'interprète à la femme de ménage, est retiré.

Deux cent soixante employés soviétiques de l'ambassade à Moscou ont été convoqués à Leningrad pour donner cours à leurs fonctions dans les semaines qui viennent, pour le plus part au bout des quinze jours de préavis prévus par leur contrat. L'ambassade n'aura pas le droit d'embaucher des citoyens de pays tiers pour les remplacer. Il faudra donc soit que des diplomates se transforment à l'occasion en chauffeurs ou en courriers, soit qu'on fasse venir des États-Unis du personnel de service, lequel aura le statut diplomatique, mais, évidemment, dans la limite des deux cent vingt-cinq postes agréés.

Les « contrats temporaires », par lesquels des Américains travaillent pour une durée déterminée à l'ambassade, seront, d'autre part, beaucoup moins nombreux, a indiqué M. Guerassimov. Il ne devra pas y avoir davantage qu'à l'ambassade soviétique à Washington, où cette pratique est presque inconnue. La même symétrie va jouer pour les « invités personnels » de l'ambassadeur, M. Hartman. M. Guerassimov en a compté soixante-trois pour la seule année 1985. Pendant la même période, l'ambassadeur soviétique à Washington n'en a pas eu un seul...

Les Soviétiques ont donc voulu prendre les Américains au jeu de la réciprocité. Par économie et par méfiance, les représentations soviétiques n'emploient guère que leurs propres nationaux. Les Américains vont devoir faire de même.

Il était évidemment difficile à M. Gorbatchev d'expliquer à ses concitoyens qu'il ripostait à l'expulsion de cinquante-cinq diplomates soviétiques des États-Unis par le licenciement du personnel soviétique de service de l'ambassade américaine à Moscou. Le secrétaire général a préféré prendre de la hauteur et présenter un nouveau bilan de la rencontre de Reykjavik.

« Un paquet »

Il n'y a plus cette fois aucune ambiguïté. Toutes les propositions soviétiques sur les fusées intercontinentales, les euromissiles et les armes spatiales forment un tout indissociable. C'est un grave recul pour le processus engagé depuis des

années » d'ici à l'an 2000. La « théologie », pour reprendre l'expression d'un expert militaire français à Moscou, revient en force.

Le « paquet » comporte évidemment aussi la renonciation par les États-Unis à l'initiative de défense stratégique (IDS), plus communément appelée « guerre des étoiles ». « L'IDS représente l'obstacle principal sur la voie de l'arrêt de la course aux armements et d'un monde sans armes nucléaires (...). L'IDS déstabilise la situation politico-militaire et stratégique (...). Les Américains doivent le savoir », a affirmé M. Gorbatchev.

Le numéro un soviétique a répondu cependant l'idée qu'il aurait



mois en vue d'une réduction de la course aux armements. Entre tout et rien, le rien paraît désormais davantage probable...

« On dit que les difficultés à Reykjavik sont venues de ce que nous avons formulé nos propositions radicales sous forme de « paquet ». Mais ce paquet représente un équilibre des intérêts et des concessions, une interdépendance. Tout y est, en quelque sorte, sur les deux plateaux d'une même balance qu'il faut équilibrer. Toutes nos propositions faites à Reykjavik sont objectivement liées au système d'armements stratégiques centraux. Nos concessions font aussi partie du paquet. Pas de paquet, pas de concessions », a déclaré M. Gorbatchev.

L'obstacle principal

Cette dernière phrase est révélatrice. Toutes les concessions soviétiques (le démantèlement des SS-20 en Europe, par exemple) seront abandonnées si le paquet n'est pas accepté en bloc. Il ne peut donc y avoir d'accord séparé sur les euromissiles si la proposition soviétique de « liquidation totale » d'ici à 1996 de tous les armements « stratégiques centraux » (fusées intercontinentales, bombardiers et sous-marins nucléaires) n'est pas acceptée par Washington.

Tout est donc lié désormais en un gigantesque jeu dont les différents fils correspondent approximativement aux propositions que M. Gorbatchev avait formulées le 15 janvier dernier (sans préciser alors qu'elles étaient indissociables) et qui visent globalement à « délivrer l'humanité de toutes les armes nu-

tendu un « piège » à M. Reagan à Reykjavik en avançant des propositions « à couper le souffle » de réduction des armes nucléaires à longue et à moyenne portée tout en posant un « ultimatum » à propos de l'IDS. Son argumentation est la suivante : en quoi les Américains auront-ils besoin d'un bouclier spatial s'il n'y a plus d'armes nucléaires ? Une fois de plus, M. Reagan est soupçonné de rechercher à travers l'IDS la « suprématie militaire ». L'IDS ne serait pas un bouclier, mais un glaive. Elle serait, si elle était réalisée, « déstabilisante » sur tous les plans, aussi bien stratégique que politique.

Exécution pour espionnage à Moscou

Moscou (AFP). — Un ressortissant soviétique accusé par le KGB d'espionnage pour le compte des États-Unis, A. D. Tolkaïchev, a été condamné à mort et exécuté, a annoncé ce mercredi 22 octobre l'agence TASS à Moscou.

Tolkaïchev, employé par un institut de recherche scientifique de Moscou, a été reconnu coupable « de trahison de la patrie sous la forme d'espionnage » par le tribunal militaire de la cour suprême d'URSS, qui l'a condamné à la peine capitale « en raison de la gravité du crime commis », a précisé l'agence officielle soviétique.

L'enquête avait permis d'établir que Tolkaïchev « entretenait des relations d'espionnage avec des collaborateurs des services de renseignement américains utilisant leur couverture diplomatique à Moscou ».

Le président du Soviet suprême a rejeté la demande de grâce du condamné.

Tout semble dit puisque M. Reagan tient à l'IDS comme à la prunelle de ses yeux. Mais M. Gorbatchev croit pouvoir assortir ce constat d'échec de considérations optimistes. Les deux leaders auraient à Reykjavik « atteint un degré plus élevé non seulement dans l'analyse de la situation, mais aussi dans la définition des objectifs ». M. Gorbatchev estime même que « les résultats de Reykjavik enthousiasment tout ceux qui souhaitent un tournant vers le mieux ».

Qui est donc alors responsable de l'échec ? Une fois de plus, celui-ci est, diplomatiquement, collectif et anonyme. Ce sont « les milieux liés au militarisme [américain bien sûr] » qui tirent leur profit de la course aux armements et ont été effrayés par la possibilité d'un accord. M. Gorbatchev évoque en effet le jeu pré-électoral de son partenaire en quête d'un succès à Reykjavik et qui serait soudain devenu « imprévisible ». Le numéro un soviétique conclut prudemment cette analyse des réactions de l'autre en estimant que « ce phénomène doit être sérieusement étudié ».

L'après-Reykjavik se résume donc, au risque de caricaturer, à la « mise à l'écart » des représentations soviétique et américaine, avec en prime l'obligation pour les diplomates américains de se transformer à l'occasion en chauffeurs ou en dactylos. Les cinq expulsés n'ont pas été cependant choisis au hasard. Deux d'entre eux s'occupaient uniquement des droits de l'homme, un sujet qui sera au cœur des entretiens du nouveau prix Nobel américain de la paix, M. Elie Wiesel, arrivé mercredi à Moscou.

Le KGB a enfin choisi, ce qui n'est pas non plus une coïncidence, de révéler mercredi qu'un ressortissant soviétique, Adolf Tolkaïchev, présenté comme un agent des services de renseignements américains, avait été jugé et exécuté (voir encadré).

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le capitaine Thomas Holme (attaché naval), le colonel Naab (attaché de l'armée de terre), M. Michael Morgan, second secrétaire, M. Michael Metra, troisième secrétaire, et M. Daniel Grossman, vice-consul à Leningrad.

(2) Vingt-cinq diplomates de la mission soviétique auprès de l'ONU ont dû quitter les États-Unis ces derniers jours.

● Changement d'attitude à propos d'Andrei Sakharov ? — Andreï Sakharov est libre de quitter l'Union soviétique, a affirmé mercredi 22 octobre l'académicien soviétique D.-A. Kerimov dans une interview publiée par le quotidien finlandais Helsingin Sanomat.

« Nous nous demandons pourquoi il ne s'en va pas si la vie en URSS lui plaît tant », a déclaré M. Kerimov, qui a participé à Helsinki à une rencontre de juristes soviétiques et finlandais. En règle générale, une personne qui a eu accès à des « secrets d'État » peut recevoir un visa après un délai d'un ou deux ans, affirme M. Kerimov, qui ajoute qu'une période de cinq ans est « inhabituellement longue ». « Nous savons tous comme le monde change vite. Des faits et des connaissances valables de plus de cinq ans ne mettent pas en danger la sécurité de l'État », a estimé M. Kerimov. Le numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev avait déclaré en février dans une interview à l'Humanité qu'Andrei Sakharov — en exil à Gorki depuis janvier 1980 — était toujours porteur d'« importants secrets d'État » et ne pouvait pas en conséquence obtenir l'autorisation de quitter l'URSS. — (AFP).

Le conflit tchadien

M. Hissène Habré reproche à Paris une certaine passivité...

Le président tchadien, M. Hissène Habré, a émis, mercredi 22 octobre, des critiques implicites à l'égard du soutien militaire français, en reprochant à Paris une certaine passivité. Dans une interview accordée à Antenne 2, il a estimé que le dispositif de l'opération Epervier « est très performant, très efficace, dans ses moyens militaires comme dans ses hommes », ajoutant toutefois : « Encore faut-il l'utiliser, et c'est là où nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde que nos amis français ». Le chef de l'État tchadien, qui avait fait part de réserves identiques en 1983, après la mise en place du dispositif militaire français de l'opération Manta, soulignerait bien évidemment que la France le soutient dans une opération de reconnaissance du nord du Tchad, un pas que l'on s'est jusqu'à maintenant refusé de franchir à

Paris. Le président Hissène Habré a, d'autre part, accusé le colonel Kadafi de « pourchasser, détruire, massacrer tous les gens qui ont fui dans la montagne pour échapper au feu » (M. Habré fait notamment allusion aux combats qui se poursuivent dans la partie nord du Tchad contrôlée par les Libyens, entre les partisans de M. Goukouni Oueddei, président du GUNT, et ceux de M. Achéikh Ibn Omar, chef du CDR (le Monde du 22 octobre)). M. Habré a également lancé un appel au dirigeant libyen pour que celui-ci « se décide à faire la paix avec nous ». Pour sa part, M. Achéikh Ibn Omar a déclaré, mercredi à Brazzaville, qu'il était prêt à rencontrer le président tchadien, sans préalable, estimant qu'« aucune solution militaire n'est possible » au Tchad. — (AFP, Reuters.)

DANIEL DEPLAND

Les noces de la lune rouge

« Diamant noir déposé sur la tombe d'une mère, par un fils qui l'a découverte à la minute où elle le quittait. Jérôme Garcia / L'ÉVÉNEMENT DU JOUR »

« Qu'on soit en même temps charmé, hériqué, séduit, voilà qui n'est pas commun. »

Alain Bosquet / LE FIGARO

« Simple et déchirant, articulé autour de l'une des tragédies-clés : la mort d'une mère. »

Christian Giudicelli / LIRE

(Almann-Levy)

Asie

INDE : révolte au pays des Gourkhas

Quand la police prend la relève des touristes...

DARJEELING

de notre envoyé spécial

« Bienvenue au Gourkhaland. » Innocent comme un panneau touristique, le panneau automatique est là, partout, répété à l'infini à mesure qu'on s'approche de la cité. Après les sikhs, les Gourkhas. Pas une localité, pas un bourg, pas un chemin qui ne soit orné des couleurs vert et or du dernier-est des mouvements autonomistes indiens, le Front de libération nationale gourkha (GNLF).

Accrochée au étage, à 2500 mètres d'altitude, au flanc d'un contrefort de l'Himalaya, Darjeeling n'a jamais tant mérité son nom tibétain. Dans les rues étroites

et défoncées de la « cité de la fondre », deux mille soldats de la Central Reserve Police Force, casqués et armés, ont remplacé les touristes, évacués en catastrophe après les premières échauffourées de mai (le Monde du 16 mai). En six mois, au moins trente personnes, dont deux policiers, des femmes et des enfants, ont été tués.

Plus des deux tiers des victimes étaient des supporters du Gourkhaland. Ainsi pourvue de « martyrs », la cause s'est évidemment répandue comme une traînée de poudre. Qui, il y a seulement six mois, pouvait le prévoir ? Darjeeling la douce n'était alors qu'une petite bourgade bucolique (soixante mille habitants) réputée pour l'éblouissante beauté de son environnement et la qualité supé-

rieure — la meilleure et la plus chère du monde — de ses théiers. Superbe mosaïque de plantations, inoubliable caméraman de vert sur les pentes du terrible Kanchenjunga, géant blanc de l'Himalaya (8598 m) que l'on contemple de haut de la colline du Tigre ! La fêrerie est toujours là. C'est la sérénité qui a disparu.

« Les gens ont peur, admet le chef de la police, il ne se passe pas un jour sans que nous ayons à intervenir dans l'une ou l'autre des soixante-quatre plantations de la région. » Cinquante mille « permanents » et trente mille « saisonniers » vivent pour la plupart avec leurs familles sur les plantations. La quasi-totalité d'entre eux — en dehors de l'encadrement — sont d'origine népalaise. De ce côté, la tradition britannique — ce sont les Anglais qui ont introduit le thé dans la région et recruté la main-d'œuvre népalaise — n'a pas été abandonnée.

An très victorien « Club des planteurs » de Darjeeling, réservé aux cadres des plantations, on pose le problème en termes de couleurs. « Il y a six mois, explique l'un de ces membres, les trois quarts de nos employés étaient rouges, c'est-à-dire membres du syndicat communiste (CITU). Aujourd'hui, les deux tiers au moins sont verts, supporters du GNLF. » Les conversations, bien sûr, ne se font pas toujours de bon gré.

A l'arme blanche

Les khukris, ces gros poignards courbés népalais, symboles de Gourkha, sont sortis de leurs fourreaux. Et aussi les lances de guerre, les cocktails Molotov et quelques fois les fusils. Dans les plantations, des bandes armées s'affrontent quotidiennement. Des maisons détruites. Des secteurs entiers d'habitations sont parfois assiégés pendant des jours et des nuits — vivres et communications coupés — jusqu'à ce que les résidents acceptent de changer de camp. « Récemment, raconte un planteur bengalais, deux groupes d'environ cinq cents hommes se sont affrontés à l'arme blanche devant mon bureau. Les verts sont sortis victorieux. Le lendemain, tout le secteur ouest de la plantation est passé au GNLF. »

Légendaires grognards de l'Empire britannique des Indes (1), népalais d'origine et indiens par accident, les Gourkhas étaient décrits par leurs officiers comme des « êtres simples, aventureux, loyaux, honnêtes et disciplinés, mais indomptables ». Ce fut l'idée de génie de Subhas Ghising, le quinquagénaire président fondateur du GNLF et lui-même ancien Gourkha, que d'avoir étendu la « noble appellation » — jusque-là réservée à une

tribu martiale particulière du Népal — aux six millions de Népalais indiens. « Je ne suis ni cuisinier, ni cultivateur, ni manoeuvre, se disent maintenant les jeunes, je suis un brave, un guerrier, un Gourkha ! » Les grèves se sont multipliées. Les plans de thé de Darjeeling, n'étant plus taillés à temps, deviennent amers. On s'attend même, cette saison, à une baisse de 10 % de la production (2).

Pour Subhas Ghising, auteur sans succès de romans à l'eau de rose, genre poète plume, et ancien boursier de même catégorie, les choses sont simples : « Nous autres Gourkhas sommes traités comme des citoyens de seconde zone, des esclaves de l'impérialisme bengalais. Les dirigeants séparatistes en Inde, qu'ils soient sikhs, cachemiris, tamouls ou gourkhas, n'ont jamais reculé devant l'inflation verbale. »

Il est vrai, néanmoins, que les Népalais indiens occupent très rarement, dans le secteur privé ou le secteur public, des postes de responsa-

de papiers d'identité ? « Il faut, répond Subhas Ghising, qui semble avoir oublié d'où viennent ses ancêtres, fermer la frontière avec le Népal, établir des postes de douanes et d'immigration. Il faut surtout abolir le traité indo-népalais de 1950. » Ce document, qui permet théoriquement aux habitants des deux pays de circuler librement et de s'établir sans contrôle, mais « en quantités égales », de chaque côté de la frontière, est effectivement source de nombreux conflits. Il y aurait ainsi environ six millions d'Indiens au Népal.

Les ambiguïtés de Rajiv Gandhi

Malgré ces derniers, établis dans les affaires et les professions libérales, n'ont évidemment pas les mêmes poids économiques que les six millions de journaliers — pour l'essentiel — népalais en Inde. D'où la rumeur selon laquelle Kathmandou, qui souffre d'une hémorragie de

refuge, en effet, l'étiquette de « sécessionniste » que ses adversaires lui accolent.

« Nous sommes indiens et nous voulons le rester, écrie-t-il sous son bonnet traditionnel népalais. Mais il est hors de question que nous restions sous la domination bengalaise. »

Le gouvernement communiste marxiste (CPI-M) du Bengale, auquel fut brièvement rattachée la région de Darjeeling après avoir été séparée au royaume du Sikkim (3), a proposé un statut d'autonomie limitée du district. Mais, d'une part, le GNLF n'en veut pas et, de l'autre, il y faudrait un amendement constitutionnel, que le gouvernement central de M. Gandhi ne semble pas du tout prêt à vouloir entériner. Plutôt satisfait du bouillonnement dans lequel s'agitent les communes de Calcutta — les élections du Bengale auront lieu en février et le Congrès-Inde du premier ministre espère bien grignoter la citadelle du CPIM — le fils d'Indira Gandhi, paraissant avoir hérité de l'un des traits de son illustre mère, s'est, jusqu'ici, refusé à condamner les menées du GNLF. Son parti est même soupçonné de l'encourager en sous-main.

C'est en revanche haut et fort que le chef du gouvernement central accuse les communistes d'avoir économiquement négligé Darjeeling depuis dix ans qu'ils sont au pouvoir à Calcutta. « Faux, rétorque M. Dawa Lama, ministre local pour les affaires de la région. Sur les seize districts du Bengale, celui de Darjeeling est en tête pour l'investissement, la construction, le développement de revenus par tête. Comme si l'affaire du Pendjab — premier Etat de l'Inde par la richesse — n'avait pas démontré que les chiffres ne peuvent rien contre la passion. »

Trois heures après notre visite, l'antenne locale du CPI-M et son imprimerie étaient à moitié détruites par un attentat à la dynamite. « Je suis les rouges, se sont des khukris maltraités, nous avait dit peu avant Subhas Ghising, mais je suis tranquille : nous aurons le Gourkhaland avant avril 1987. Ce sont mes astrologues qui l'ont prédit. »

PATRICE CLAUDE.

La destitution du ministre de l'intérieur, M. Arun Nehru

Un cousin trop ambitieux

NEW-DELHI

de notre correspondant

« Remaniement plus politique que technique », jugeait, ce jeudi 23 octobre, la presse indienne en titrant essentiellement sur la destitution de M. Arun Nehru. Le très puissant cousin du premier ministre, qui tenait virtuellement les rênes de la sécurité nationale au poste de ministre délégué à l'intérieur, est, en effet, sorti, mercredi, du gouvernement. Ce retrait d'un homme ambitieux de quarante-cinq ans, considéré par beaucoup et par lui-même comme le véritable numéro deux du régime indien, constitue sans aucun doute l'événement le plus spectaculaire du remaniement — le sixième en deux ans — auquel a procédé M. Rajiv Gandhi.

On saurait, depuis quelques mois, dans la capitale, que les relations entre le premier ministre et son cousin s'étaient dégradées, ce dernier ayant un peu trop tendance à utiliser son illustre patronyme et sa fonction pour renforcer sa position. M. Rajiv Gandhi lui avait proposé, il y a un mois, le portefeuille du commerce, que M. Nehru a refusé. Outre ce ministre hors du commun, quatre membres du cabinet, de bien moindre importance et qui n'ont pas donné entière satisfaction, ont perdu leur portefeuille.

Plusieurs ministres ont, par ailleurs, changé d'affectation. Mais la seule permutation d'importance s'est produite à la tête de la diplomatie, dont le titulaire, M. Shiv Shankar, qui reste ministre du commerce, cède la place à l'ex-responsable de l'industrie, M. N. D. Tiwari. Celui-ci devient ainsi le troisième ministre des affaires étrangères de l'Inde en deux ans. Homme tranquille et sage, très apprécié jusqu'ici par ses interlocuteurs français, M. Tiwari sera secondé par un diplomate de haut rang, M. Natwar Singh, excellent technicien, assez proche du premier

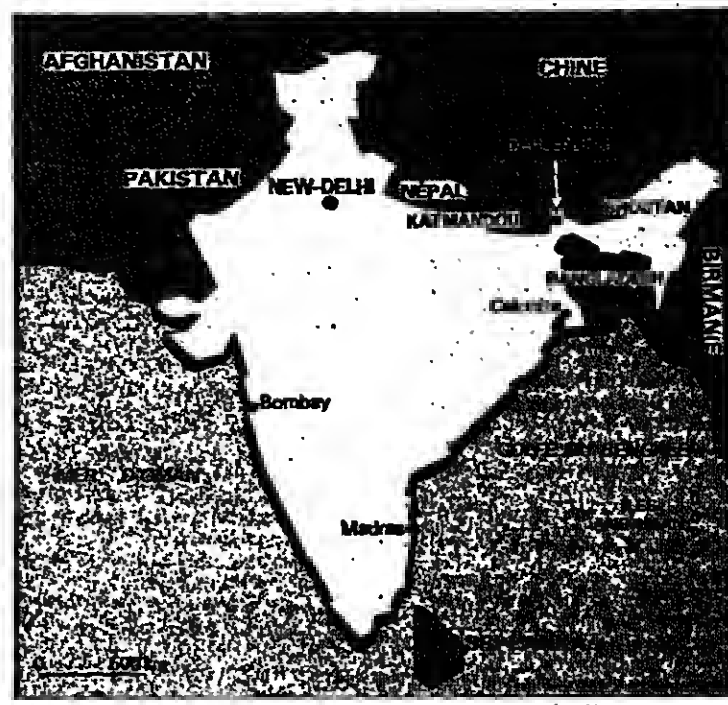
ministre pour en relayer les idées et les décisions.

Parmi les sept entrants — le gouvernement comprend désormais cinquante-huit membres contre cinquante-six auparavant — le retour aux affaires de M. Arjun Singh (cinquante-deux ans) à la tête d'un ministère technique (communications), est le plus commenté. Négociateur habile, homme de confiance du premier ministre et manipulateur politique, M. Arjun Singh, qui fut brièvement gouverneur du Pendjab puis ministre du commerce, était devenu, au début de cette année, vice-président du parti au pouvoir, le Congrès-Inde. Chargé par M. Gandhi de restructurer le mouvement et de préparer un climat propice à la tenue d'élections internes, M. Arjun Singh a apparemment échoué dans sa mission.

Affaibli par les rivalités, rongé par la corruption et la fraude et troublé par la dissidence de plus en plus ouverte de la vieille garde, le parti centenaire des Nehru-Gandhi est aujourd'hui plus désorganisé que jamais (1). Aucune élection interne n'a eu lieu depuis seize ans, et, malgré les promesses répétées du premier ministre, qui est également président du parti, ce n'est pas encore cette année que la démocratie sera rétablie au sein du Congrès-I. La « promotion » de M. Arjun Singh au gouvernement et la suppression pure et simple du poste de vice-président qu'il occupait constituent clairement une concession aux dissidents du Congrès regroupés sous le dangereux vocable des « loyalistes d'Indira Gandhi ».

P. C.

(1) Sur les trente millions de membres officiellement recensés, plusieurs millions se remplissent par les conditions exigées pour avoir une carte. Leurs cotisations sont payées par des officiels corrompus, voire des politiciens d'opposition désireux d'influer leurs hommes dans « le seul parti gouvernemental de l'Inde ».



bilité. Il est non moins vrai qu'ils réclament depuis trente ans que la leur soit ajoutée aux quinze langues officielles de l'Inde. Ils veulent, en fait et surtout, que les autorités fassent enfin la différence entre eux-mêmes et les nouveaux venus, chassés du royaume voisin par la pauvreté et le chômage.

Comment, en effet, distinguer un immigré récent — et potentiellement expulsable — d'un « noble Gourkha indien » dans une zone frontière poreuse et dans un pays où la majorité des populations, illettrées et ignorantes de leurs droits, n'ont pas

devises — le rapatriement des bénéfices des sociétés indiennes au Népal est libre, — ne serait pas fléchi de l'abrogation du traité et soutiendrait discrètement le combat gourkha.

L'affaire est si compliquée que M. Rajiv Gandhi lui-même, dans un récent discours, a maladroitement fait une confusion entre les Népalais du Népal et... les autres. Pour cette raison aussi, le nouveau mandat des Gourkhas « exige », khukri au poing, « la création d'un vingt-quatrième Etat indien : le Gourkhaland ». Subhas Ghising, malgré l'appellation ouvertement séparatiste de son mouvement,

(1) Il reste quarante mille Gourkhas dans l'armée indienne et trois mille servent encore la Couronne britannique.

(2) Darjeeling produit entre 10 000 et 11 000 tonnes de thé par an, soit 2 % de la production nationale, mais au tarif le plus élevé : 300 roupies le kilo en moyenne (1 roupie = 0,60 F).

(3) Aménagé par l'Inde en 1975, le Sikkim est un micro-Etat (trois cent mille habitants), le seul de l'Inde doté d'une majorité de Népalais. Le GNLF rejette aussi l'idée d'un rattachement de Darjeeling à cet Etat.

NICE
960 F. ALLER RETOUR

JE CHOISIS
AIR FRANCE

INNOVE
AIR FRANCE INNOVE

Air France, c'est le choix de tarifs : Air France (960 F), tarif économique, tarif abonné, « carte évasion », tarif famille et la possibilité de profiter de l'horaire confort.

Air France, c'est aussi le choix de 102 vols aller-retour Paris-Nice dont 28 au tarif vol vacances et c'est toujours l'exclusivité de pouvoir voyager en Classe Affaires.

Air France, c'est également le choix de l'aéroport à Paris : Charles de Gaulle A2 ou Orly Ouest.

Conditions particulières de vente et de transport.

Prix susceptible de modification sans préavis.

مكتبة الأمل

Proche-Orient

ISRAËL : l'affaire William Naccache

Le gouvernement hésite à extraditer l'auteur d'un meurtre commis en France

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Juges et politiciens ne font pas toujours bon ménage en Israël, surtout quand les rabbins et les militants extrémistes tentent de l'humilier sur le feu. En témoigne l'embarrasante affaire William Naccache, qui défraye la chronique judiciaire franco-israélienne.

Les faits remontent au 20 février 1983. Ce jour-là, William Naccache, un juif français, accompagné de deux complices, tue le propriétaire algérien d'une boîte de nuit à Besançon, Abdallah Hakir. Ayant échappé à la justice, Naccache refait surface en Israël, pays dont il devient aussitôt citoyen en vertu de la « loi du retour ». Le tribunal de Besançon le condamne par contumace à la détention à perpétuité.

Lorsque la France réclame à l'Etat hébreu son extradition, Naccache a déjà eu mille à partir avec la police israélienne. Celle-ci l'a appréhendé en février 1985 avec armes et munitions alors qu'il s'apprêtait, apparemment avec trois complices, à commettre un hold-up. Curieusement, il ne fut pas inculpé à l'époque. Quelques mois plus tard, le tribunal de Jérusalem examine la requête française. Naccache refuse d'être extradité en arguant que sa vie serait en danger dans une gaffe française, où des détenus arabes, dit-il, ne manqueraient pas de venger le crime de Besançon. Son avocat plaide que cet assassinat fut en réalité un « meurtre politique » pour lequel l'extradition ne peut donc être invoquée.

Confirmant le jugement du tribunal de Jérusalem, la Cour suprême rejette cette douteuse interprétation des faits. Le 11 septembre dernier, elle ordonne au ministre de la justice, M. Avraham Shinar, de répondre avant deux mois à la requête

française. L'injonction gêne d'autant plus le gouvernement de Jérusalem que l'affaire, entre-temps, est devenue politique. Car William Naccache, aujourd'hui âgé de vingt-cinq ans, a eu la lumineuse idée, en prison, de découvrir la foi. Le sort de ce meurtrier devenu pieux a ému les deux grands rabbins d'Israël. Ceux-ci ont plaidé sa cause auprès du ministre en invoquant la halacha, la loi juïque qui interdit d'exposer la vie d'un juif.

Surtout, une certaine droite nationaliste et religieuse, toujours en quête d'un bon cheval de bataille, a trouvé en Naccache un « héros juif » à défendre. Depuis plusieurs mois, les militants du Gush Emunim (Bloc de la foi) et les activistes du mouvement d'extrême droite Kach, que dirige le rabbin Meir Kahane, ont mené activement campagne pour Naccache et disent avoir recueilli trois cent mille signatures en sa faveur. M. Shinar n'a pas voulu aller à contre-courant et prendre une décision impopulaire.

L'ennui, c'est qu'aucun texte ne permet ici de juger Naccache, car celui-ci, au moment du meurtre, n'était pas encore israélien. S'il n'est pas extradité, il faudra donc le libérer, dénuement difficilement acceptable par la France. Le ministre a trouvé et annoncé mardi la solution. Il déposera au Parlement

● **LIBAN :** libération d'un professeur de l'université américaine de Beyrouth. — Un professeur de littérature anglaise à l'université américaine de Beyrouth (AUB), M. Nabil Mattar, enlevé à Beyrouth-Ouest le 7 mai, a été libéré dans la nuit de mardi à mercredi 22 octobre. Le « Mouvement indépendant pour la libération des personnes enlevées » avait revendiqué le 18 mai l'enlèvement de M. Mattar, un chrétien libanais d'origine palestinienne, et exigé la « libération de deux mille deux cents musulmans détenus en secteur chrétien ». Cet enlèvement avait provoqué une grève à l'AUB, qui s'était arrêtée lorsque cette organisation avait menacé de tuer M. Mattar. La même organisation avait revendiqué, le 28 mai, la responsabilité d'une vague d'attentats contre des Arméniens résidant à Beyrouth-Ouest. Trois Arméniens ont été assassinés et quatre blessés entre le 26 et le 28 mai. — (AFP.)

● **L'assassinat d'un responsable de l'OLP à Athènes.** — L'organisation de « La vengeance palestinienne — Unité Des Yassine », qui s'était déclarée responsable de l'attentat commis le 8 septembre contre une synagogue à Istanbul (vingt-trois morts), a également revendiqué « l'assassinat » mardi, à Athènes, du responsable palestinien Mondhar Abou Ghazala, dans un communiqué distribué mercredi 22 octobre à Beyrouth (le Monde du 23 octobre).

Le communiqué dénonce « le traître Abou Ghazala qui appartient à la clique d'Arafat » et adresse une sévère mise en garde à ceux qui continuent de dialoguer avec le président du comité exécutif de l'OLP. Cette dernière avait, la veille, mis en cause les services secrets israéliens dans l'assassinat de Mondhar Abou Ghazala.

En visite privée à Paris

M. Tareq Aziz, vice-premier ministre irakien s'enquiert du processus de normalisation franco-iranienne

M. Tareq Aziz, vice-premier ministre et ministre irakien des affaires étrangères, a été reçu mercredi 22 octobre, à Paris, pendant près d'une heure, par le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, avec qui il a fait le point de la situation au Proche-Orient. C'est la troisième fois que M. Raimond rencontre M. Aziz depuis le 16 mars dernier. Le chef de la diplomatie irakienne est arrivé mercredi en début d'après-midi à Paris, pour une visite qui n'avait pas été annoncée et que les Irakiens qualifient de « privée », à l'occasion d'un voyage à Genève, où il doit participer à une réunion du Comité de la Croix-Rouge.

A l'issue de son entretien de près d'une heure avec M. Tareq Aziz, M. Raimond a indiqué que son interlocuteur s'était montré « rela-

vement optimiste » sur les derniers développements de la guerre avec l'Iran. M. Raimond a confirmé à ce propos qu'une délégation iranienne viendrait la semaine prochaine à Paris pour discuter du contentieux franco-iranien. Un accord partiel avait été paraphé en juillet dernier à Téhéran entre des experts français et iraniens, mais n'a toujours pas été ratifié.

M. Raimond a indiqué que M. Aziz lui avait demandé où en étaient les efforts de normalisation de la France avec l'Iran et qu'il avait informé le ministre irakien des entretiens qu'il avait eus le mois dernier à New-York avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati. Lors d'une conférence de presse donnée à Paris le 10 juin dernier, M. Aziz avait assuré que le processus de normalisation franco-

iranienne n'affecterait en rien les rapports entre Paris et Bagdad, « quelle que soit la formule de normalisation éventuellement adoptée par la France dans ses relations avec l'Iran ».


Quant aux relations entre Bagdad et Paris — où l'Irak est très endetté, notamment en raison de ses achats d'armes, — M. Raimond a indiqué qu'il fallait que « l'Irak fasse un effort ». M. Tareq Aziz avait précisé en juin dernier que Paris avait accepté avant sa visite en France de différer le remboursement des dettes irakiennes, estimées à plus de 20 milliards de francs. Il n'avait toutefois pas donné de précisions sur ce rééchelonnement, suscité comme les précédents par les difficultés financières dues à la guerre et à la chute des cours pétroliers.

LIANA LEVI SCRIBE

L'ISRAËLIEN QUI VEUT ARRÊTER LA GUERRE

URI AVNERY retrace son dialogue avec les Palestiniens.

Éditions Liana Levi-Scribe
Distribution Hachette



Nous sommes leader. Et alors?

Inutile de jouer les modestes : c'est vrai que nous sommes leader.

Et si vous répondez "Et alors?", c'est que vous ne mesurez pas les avantages que cela implique pour vous.

En vous adressant au plus grand réseau mondial de micro-informatique professionnelle, vous aurez affaire aux hommes les plus compétents et les mieux formés à tous les secteurs d'activité. Tout étudier, tout analyser, tout juger par nous-mêmes avant de vous conseiller : c'est l'obligation que nous nous sommes donnée.

Avant de vous être proposées, toutes nos solutions sont sévèrement contrôlées; ne subsistent que celles qui répondent à tous nos critères de performance. Et si votre problème s'avère complexe, quelque part dans le monde, nous avons forcément votre solution.

La qualité de notre service: voilà ce qui a fait de nous un leader mondial. 23 centres en France, 900 dans le monde, qui pourraient rivaliser?

Alors n'hésitez pas à venir nous consulter; bientôt, nous serons partout en France. Normal, nous sommes leader.

Centres ComputerLand en France:
Paris 5°, 9°, 11°, 16° et banlieue (Boulogne et Cergy) - Bordeaux - Caen - La Rochelle - Lorient - Lyon - Marseille - Metz - Monaco - Montpellier - Mulhouse - Nantes - Nice - Rennes - Saint Etienne - Strasbourg - Toulon - Toulouse.

Direction Générale France:
4 boulevard de l'Europe - 91000 Evry
Tél.: (1) 60.79.04.00 - Télex: 603551 F

Pour mieux nous connaître, regardez l'émission: "Le chemin d'un Leader" TF1 samedi 25 oct. 0 h 15



Votre problème c'est notre affaire.

Les Intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours

Pascal Ory et Jean-François Stille

"Ce livre sur les intellectuels est un travail d'intellectuels ou plus beau sens du mot: la vraie compétence, le sérieux, la liberté d'esprit ne cessent de le vivre!"

JEAN-PIERRE BREDIN/LW 86 F

ARMAND COLIN 100, bd Saint-Michel 75005 Paris

LES CAHIERS DE L'ORIENT

REVUE D'ETUDE SUR LE MONDE ARABE

AU SOMMAIRE DU N° 3

L'Islam en France

Terrorisme: pourquoi la France?

Irak - Iran: an VII

EN VENTE DANS LES KIOSQUES
304 pages - 80 F - Trimestriel
Abonnement: 300 F (Étudiants - sur justificatif - 175 F)
Cahiers de l'Orient, 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris
Cariscript, 6, Square Ste.-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris
Renseignements: (1) 42 72 56 65

Europe

REPUBLIQUE D'IRLANDE

La crise économique aggrave les difficultés du gouvernement de M. FitzGerald

DUBLIN
de notre correspondant

Le gouvernement de M. FitzGerald, auquel participent sa propre formation Fine Gael (centriste) et le Parti travailliste de M. Dick Spring, fait face à d'énormes problèmes économiques et politiques. M. FitzGerald ne pouvant plus compter sur le soutien de tous ses propres députés, le gouvernement sera notamment soumis à rude épreuve jeudi 23 octobre. Le parti principal de l'opposition, Fianna Fail (nationaliste) de M. Charles Haughey, a en effet annoncé son intention de déposer une motion de censure.

La majorité gouvernementale avec ses quatre-vingt-deux députés contre les quatre-vingt-deux de l'opposition devrait théoriquement l'emporter grâce au vote du président de l'Assemblée, mais trois députés au moins de la majorité ont menacé de voter avec l'opposition. Ils appartiennent à l'aile droite du Fine Gael et reprochent à M. FitzGerald ses positions favorables à la libéralisation des lois sur le divorce.

La crise économique, de plus en plus aiguë, met aussi en jeu la survie du gouvernement. Malgré les promesses d'il y a trois ans de remettre de l'ordre dans les finances publiques, le déficit budgétaire continue de croître et atteint actuellement un niveau plus élevé que jamais, soit 2,5 % du PNB (1 430 millions de livres irlandaises). De plus, le gouvernement ne réussit pas à réduire le montant de la dette, qui est actuellement de l'ordre de 20 milliards de livres irlandaises, soit 120 % du PNB.

Pour éviter une nouvelle hausse des taux d'intérêt — lesquels, depuis deux semaines, ont déjà augmenté de 2 % — et une deuxième dévaluation de la livre irlandaise en trois mois, le gouvernement a dû avoir recours la semaine dernière à un emprunt de 600 millions de livres. Le ministre des finances, M. John Bruton, a annoncé en même temps son intention d'effectuer des coupes

budgétaires de l'ordre de 300 millions de livres.

En dépit de ces mesures, les capitaux continuent à quitter le pays et 17 % de la population active est sans emploi. L'émigration, particulièrement celle des jeunes, qui pendant une décennie avait pratiquement cessé, constitue de nouveau un fléau social. M. FitzGerald admet lui-même que la politique d'austérité du gouvernement n'a pas été aussi rigoureuse qu'elle aurait dû l'être. Vu le niveau déjà élevé des impôts sur le revenu — de l'ordre de 60 % environ — il aurait fallu réduire les

dépenses publiques beaucoup plus sévèrement. Mais une telle politique est repoussée par le Parti travailliste, qui décline quatre ministères. Cette formation est d'ailleurs décidée à ne plus participer à un gouvernement de coalition dans un avenir proche. Ce qui semble assurer le retour au pouvoir de la formation de M. Haughey.

Un sondage publié dimanche révèle que 53 % des électeurs voteraient pour le parti Fianna Fail, tandis que le parti du premier n'obtiendrait que 27 % des voix et le Parti travailliste 6 %.

JOE MULHOLLAND.

TURQUIE : l'impossible rencontre

L'équipe de football de Nicosie refuse de jouer à Istanbul

ISTANBUL
de notre correspondant

Viendront ?... Viendront pas ?... La question n'en était pas plus vaine. En se rendant, mercredi 22 octobre, au stade pour rencontrer en huitième de finale de la Coupe des clubs l'APÖEL de Nicosie, l'équipe chypriote grecque de football, le club de Beşiktaş d'Istanbul savait qu'il serait décidé vainqueur par forfait. Les spectateurs aussi à qui la gratuité des places devait permettre d'encourager à peu de frais le plus populaire des clubs nationaux... pour le match suivant. Règle du jeu oblige : les arbitres et les observateurs de l'UEFA ont attendu la demi-heure réglementaire avant de prononcer la décision attendue.

L'imbroglio a commencé par un coup du sort lors de la désignation des adversaires : les Chypriotes grecs pouvaient-ils aller jouer contre l'équipe de l'occupant et chez lui ? Les Turcs pouvaient-ils, en se rendant à

Nicosie, cautionner l'existence de l'Etat chypriote ? Les deux gouvernements ont, dans un premier temps, laissé aux clubs le soin de décider, et les deux rencontres furent fixées au 22 octobre à Istanbul, et au 5 novembre à Nicosie. Mais par où y aller ? Par terre, depuis le territoire de la République turque de Chypre du Nord dont seule la Turquie reconnaît l'existence ? Inadmissible pour les Grecs. Par

tous autres voies internationales ment reconnue ? Impossible pour les Turcs sans désavouer ainsi la légitimité de la RTCN. Le gouvernement chypriote grec a durci son attitude, samedi, en refusant la tenue du match revanche sur son territoire et en demandant à l'APÖEL, avec le soutien de l'archevêque Chrysostome, de renoncer à se rendre à Istanbul. La décision sur une sanction éventuelle qui pourrait frapper l'APÖEL pendant un an revient à l'UEFA.

MICHEL FARRÈRE.

RFA : la lutte contre le terrorisme

La coalition au pouvoir souhaite que la justice puisse utiliser les « repentis »

Les partis de la coalition au pouvoir à Bonn — CDU, CSU et FDP — se sont mis d'accord pour procéder à une modification du code pénal ouest-allemand concernant les affaires de terrorisme. Au cours d'une réunion tenue sous la présidence de M. Wolfgang Schäuble, ministre à la chancellerie, un groupe d'experts a établi les grandes lignes d'un projet qui devrait être soumis au Parlement selon une procédure accélérée et être voté avant les élections législatives du 25 janvier prochain.

La principale disposition consiste à permettre à la justice d'accorder d'importantes remises de peines,

voire l'impunité à ceux des terroristes qui accepteraient de dénoncer leurs complices. Cette utilisation des « témoins de la couronne », inspirée du droit anglo-saxon, avait déjà permis à l'Italie de combattre efficacement le terrorisme des années 70 en s'appuyant sur les « repentis ». La commission propose que cette mesure soit limitée à deux ans à compter de son adoption par le Bundestag.

D'autres mesures sont également proposées pour renforcer l'arsenal antiterroriste de la justice et de la police ouest-allemande. Il s'agit, notamment, de l'extension du para-

graphe réprimant « la constitution d'association terroriste » aux individus ou groupements se livrant à des attentats sur les moyens de transport ou les usines fournissant de l'énergie. L'incitation à la violence et la publication de modes de fabrication d'explosifs tomberont également sous le coup de la loi.

Le porte-parole du groupe social-démocrate pour les affaires intérieures, M. Wilhelm Nobel, a vivement critiqué ce projet, déclarant notamment que l'utilisation des repentis « choquerait profondément le sens de la justice des Allemands ».

L. R.

SUISSE

Démission de M. Kurt Furgler chef du département fédéral de l'économie

BERNE
de notre correspondant

M. Kurt Furgler, chef du département fédéral de l'économie publique, a bousculé quelques semaines à Berne, en annonçant, mercredi 22 octobre, sa démission à la fin de l'année du gouvernement helvétique.

Plus ancien des sept membres du Conseil fédéral, où il siège depuis quinze ans, M. Furgler en est aussi l'une des figures les plus marquantes. Agé de soixante-deux ans, avocat de profession, démocrate-chrétien, il avait entamé sa carrière politique dans le canton de Saint-Gall, en Suisse orientale. Il était devenu, à trente ans, le plus jeune député au Conseil national à Berne.

Els au Conseil fédéral à quarante-sept ans, M. Furgler a été président de la Confédération en 1977-1981 et 1985. Successivement chef du département de justice et police jusqu'en 1982, puis responsa-

bile de l'économie publique, il a contribué notamment à la création du nouveau canton francophone du Jura, à l'élaboration d'une loi plus libérale sur le droit d'asile et à la mise en œuvre d'un projet de révision de la Constitution. Catholique pratiquant, il s'est signalé par son opposition résolue à toute libéralisation de l'avortement.

A la tête du département de l'économie, il a inlassablement plaidé en faveur de l'ouverture des marchés. Sa démission intervient un mois et demi après celle de l'autre représentant démocrate chrétien au gouvernement, M. Alphons Epli, président de la Confédération jusqu'à la fin de l'année. M. Furgler n'a guère fourni d'explications sur les motifs de sa démission. Certains lui prêtent l'intention de briguer la présidence de la Fédération internationale de football, voire la succession de M. M'bow à la tête de l'UNESCO.

JEAN-CLAUDE BURSER.

PAYS-BAS

Démission du secrétaire d'Etat au logement à la suite d'un scandale immobilier

AMSTERDAM
de notre correspondant

Une affaire de pots-de-vin, objet d'une violente polémique, a fait sa première victime : M. Guus Broek, secrétaire d'Etat au logement, a donné sa démission mercredi 22 octobre.

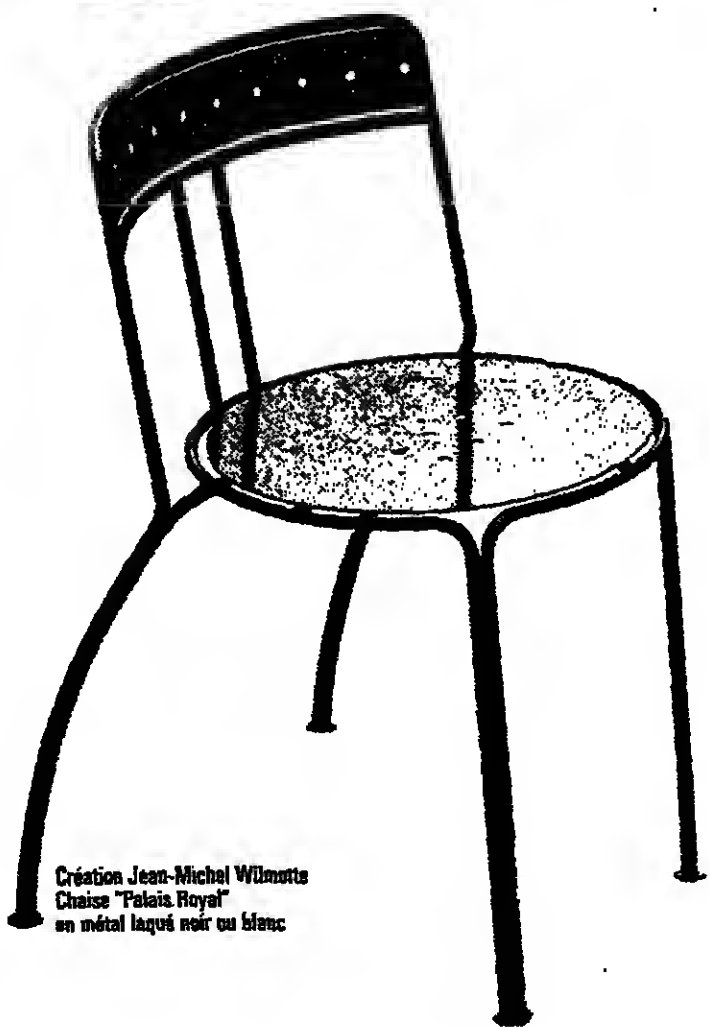
M. Broek, qui avait pris ses fonctions en 1977, s'est vu reprocher d'avoir exercé un contrôle « laxiste » sur les activités immobilières de la Caisse de retraite des fonctionnaires (ABP).

L'affaire ABP a pris la dimension d'un scandale lorsque deux anciens directeurs de la Caisse ont été traduits en justice pour avoir reçu des pots-de-vin de promoteurs immobiliers.

La démission de M. Broek suit de près la décision de la Chambre des députés d'ouvrir une enquête parlementaire sur les agissements de l'ABP. Dans les milieux parlementaires, on estime que la démission du secrétaire d'Etat va entraver les recherches des enquêteurs qui ont vu ainsi se dérober le principal responsable politique.

RENÉ TER STEEGE.

LES CRÉATEURS MAISON EN VEDETTE AUX GALERIES LAFAYETTE



Création Jean-Michel Willmots
Chaise "Palais Royal"
en métal laqué noir ou blanc

Les Galeries Lafayette ont choisi les grands talents de la Création en matière de mobilier, luminaires, tapis, linge de maison et d'objets "Arts de la Table". Dès maintenant, venez découvrir leurs réalisations exposées, en permanence, aux 4^e, 5^e étages et sous-sol.

A. CHAUVEL
P. MOURGUE
J.-M. WILMOTS
G. DERAÏN
E. SOTSSASS
M. SZEKELY

Y. CHRISTIN
J. ROSZE
PAGNON PELHAÏTRE
A. PUTMAN (tapis)
E. GRAY (rééditions)
BERTOIA

Y. TARALON
P. MARROT
P. BORDIER
SOULEIADO
L. LAFFONT
A. ALTO

PA. COSTARD
MP. BOITARD
KARNAGEL
R. SAPPER

A cette occasion, jusqu'au 8 novembre, en exclusivité avec "Autrement" et la "Maison de Marie-Claire", les Galeries Lafayette vous proposent une exposition surprenante conçue avec la Galerie Néotu.

Aujourd'hui, les Créateurs Maison sont en vedette aux Galeries Lafayette. Demain, ils feront le décor de votre maison.

GALERIES LAFAYETTE
HAUSSMANN

مكتبة الأمل

Afrique

Le chef de l'UNITA devant les députés européens

**« Nous sommes prêts à négocier sans conditions un cessez-le-feu avec le gouvernement angolais »
déclare M. Savimbi**

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Il n'avait pas reçu d'invitation officielle. M. Pierre Millaud, président de l'Assemblée européenne, ne l'a donc pas reçu. Pourtant, quatre vice-présidents et cent trois députés siégeant à la droite de l'hémicycle lui ont réservé un accueil chaleureux. M. Jonas Savimbi, en plus, tenu la vedette tout au long de la journée du 22 octobre en occupant même les débats parlementaires. M. Jacques Delors, le président de la Commission de Bruxelles, a ainsi discuté sur la libération des mouvements de capitaux dans le Marché commun, dossier éminemment communautaire, devant un parterre plus que clairsemé.

Sûr de lui et servi par une parfaite maîtrise du français et de l'anglais, le président de l'UNITA (opposition armée au régime angolais) a refusé on ne peut mieux sa campagne de charme.

Dans la soirée de mercredi, la gauche européenne réussissait tout-à-fait à faire voter — par 152 voix contre 150 — un amendement condamnant « l'appui apporté par les États-Unis à l'UNITA en Angola sous la conduite de M. Savimbi » et demandait « que la Communauté européenne n'entretienne aucune relation avec son organisation terroriste qui soutient le régime sud-africain ». A ce moment-là, le chef de l'UNITA avait perdu une partie de ses plus chauds partisans : les conservateurs (au nombre de 63) organisaient un cocktail pour vanter les mérites des produits alimentaires britanniques. M. Savimbi a néanmoins réussi à délivrer son message de « paix » et

de « dialogue », déclarant notamment : « Nous avons combattu assez longtemps, et le moment est venu de dialoguer. Nous sommes prêts à négocier un cessez-le-feu dès maintenant et sans conditions. J'aimerais que mes entretiens puissent contribuer à amorcer un dialogue avec le gouvernement angolais, mais je n'ai, jusqu'à présent, obtenu que refus. Il est souhaitable et possible que des contacts s'amorcent, sinon

directement, du moins par personnes interposées. » Le leader de l'UNITA, qui est arrivé mercredi soir à Paris, a déclaré que « rien n'était sûr » quant aux contacts officiels ou non — qu'il espère avoir dans la capitale.

MARCEL SCOTTO.

● Le visa en France de M. Savimbi. — Lors de la séance du mercredi 11 octobre à l'Assemblée

nationale, M. Raimond, ministre des affaires étrangères, répondant à une question de M. Borden (PC), qui s'interrogeait sur le gouvernement ait laissé venir M. Savimbi en France, a notamment déclaré : « Le gouvernement ne saurait interférer avec les activités et les initiatives des députés européens ; c'est pourquoi il ne s'est pas opposé à l'octroi d'un visa à M. Savimbi. Mais, dans la même temps, il s'apprête à recevoir le président Dos Santos (1) et à développer la coopération substantielle engagée avec l'Angola depuis dix ans ».

(1) Le président Dos Santos a reporté son voyage à Paris en raison de la mort du président Machel.

● M. Cheban-Delmas : « Un homme politique ouvert. » — Le président de l'Assemblée nationale a reçu M. Savimbi, mercredi soir, à l'hôtel de Lassay (présidence de l'Assemblée). A l'issue de cet entretien, M. Cheban-Delmas a qualifié sans autre commentaire son hôte de « combattant » et « d'homme politique ouvert ».

Le Parti communiste et le Rassemblement progressiste, qui ne maintiennent pas leur seule liste autorisée, à Gafsa, rejoignent ainsi dans le boycottage des élections le Mouvement des démocrates socialistes (MDS) et le mouvement de la tendance islamique. En revanche, bien que deux de ses listes aient été rejetées, le Parti de l'unité populaire maintient sa participation dans quatre circonscriptions, mais engage un recours en cassation pour les invalidations dont il se déclare injustement victime. Quant aux deux listes indépendantes qui se sont constituées, elles ont obtenu leur récépissé définitif.

Ainsi, les cent vingt-cinq candidats patronnés par le Parti socialiste destitueront seulement trente-cinq adversaires, répartis dans cinq des vingt-trois circonscriptions.

M. D.

TUNISIE

Le PC et le Rassemblement socialiste progressiste se retirent de la consultation électorale

TUNIS
de notre correspondant

Trois des quatre listes d'« Alliance démocratique » qu'il se proposait de présenter aux élections législatives du 2 novembre ayant été invalidées, le Parti communiste et le Rassemblement socialiste progressiste ont décidé, comme prévu, de se retirer de la consultation (le Monde du 23 octobre). Le ministre de l'intérieur, M. Zine El Abidine Ben Ali, a déclaré, mercredi 22 octobre, que les trois listes de l'« Alliance démocratique » à Tunis, à Ariana et à Nabeul, n'ont pas été enregistrées pour « défaut de conformité au code électoral », plusieurs des candidats n'étant pas inscrits sur les listes électorales. Cette affirmation est démentie par les dirigeants des deux partis.

Nous ne sommes pas près de vous lâcher.

Certains vendeurs cessent de s'intéresser à votre cas dès l'instant où vous sortez de chez eux avec votre ordinateur.

Chez ComputerLand, nous aimons les histoires qui durent.

Si aujourd'hui nous vous vendons un système, dans un an, 2 ans, 5 ans, nous serons toujours là pour vous conseiller sur son évolution. Nous vous aiderons à le rentabiliser en l'adaptant aux nouvelles exigences de votre entreprise. Et nous mettons la même efficacité à nous charger de la formation, du service après-vente et du support.

Nous vous suivons ; c'est en partie pour cela que vous nous suivez. Parce que nous offrons notre compétence et notre expérience.

La qualité de notre service : voilà ce qui a fait de nous un leader mondial. 23 centres en France, 900 dans le monde, qui pourrait rivaliser ?

Alors n'hésitez pas. Maintenant que nous nous sommes trouvés, nous ne sommes pas près de vous lâcher.

Centres ComputerLand en France :
Paris 5^e, 9^e, 11^e, 16^e et banlieue (Boulogne et Cergy) - Bordeaux - Caen - La Rochelle - Lorient - Lyon - Marseille - Metz - Monaco - Montpellier - Mulhouse - Nantes - Nice - Rennes - Saint Etienne - Strasbourg - Toulon - Toulouse.

Direction Générale France :
4 boulevard de l'Europe - 91000 Evry
Tél. : (1) 60.79.04.00 - Télex : 603551 F



Votre problème c'est notre affaire.

Pour mieux nous connaître, regardez l'émission :
« Le chemin d'un Leader »
TF1 samedi 25 oct. 8 h 15

American Airlines.
La compagnie aérienne transatlantique qui a le meilleur réseau de correspondances.

Vols quotidiens de Paris-Orly/ Dallas/ Fort Worth et Paris-Orly/ Chicago.
Correspondances vers plus de 190 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes.



American Airlines.
The American Airline.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : 47.23.00.35.

* La compagnie typiquement américaine.

Afrique

Le cas de M. Mzali

Une lettre de l'ambassade de Tunisie

L'entretien avec M. Mzali paru dans *le Monde* du 18 octobre nous a valu la lettre suivante de M. Amour Elif, chargé d'affaires de Tunisie à Paris :

M. Mzali ne cesse au cours de ces dernières semaines de susciter des interviews téléphoniques auprès de nombre d'organes d'information de toutes tendances, tantôt pour démentir des informations péjoratives contre sa famille, tantôt pour exprimer son « inquiétude sur la situation de la Tunisie ». Ce faisant, il prétend s'ériger en phénomène médiatique, dans le but de satisfaire des pulsions narcissiques exacerbées dont tout le monde sait, en Tunisie et ailleurs, qu'elles sont une donnée de base de sa personnalité et qu'elles sont à l'origine de sa dérive actuelle.

Le voilà, en effet, réduit à l'importance et à l'alignement de ceux qui ne savent ni assumer ni encore moins digérer leurs échecs. Il est vrai que ces derniers sont de taille, à la mesure de son ambition sans limite et de son incommensurable mégalomanie.

Mais de quoi s'agit-il en fait ?

M. Mzali n'a été — et cela semble lui avoir toujours échappé — qu'un premier ministre choisi en régime présidentiel par le chef de l'Etat et tenant de lui seul sa légitimité pour assurer la bonne marche des affaires du pays. Mais c'était ne pas compter avec la nature profonde de M. Mzali, qui ne s'est jamais départi d'un égocentrisme le poussant à refuser de vouloir partager et à tout ramener à un moi visiblement hypertrophié.

Dès lors, on peut comprendre comment, tout au long d'un itinéraire erratique, il s'est mis à flatter les ouvriers, en leur octroyant de généreuses augmentations de salaire (1982-1983) sans se soucier de la capacité de l'économie nationale — et encore moins de celle des entreprises — à supporter de telles charges ; à promouvoir aux agriculteurs la réalisation de grandes projets intégrés devant leur assurer le bonheur ainsi qu'à toute leur descendance ; à faire miroiter à toutes les familles politiques du pays un accès rapide et direct à une démocratie idéale dont il serait, bien sûr, l'initiateur et le principal bénéficiaire pour autant qu'elle ne le remette pas en cause ; à annoncer comme vraie l'exécution prochaine de nombreux et importants projets industriels, touristiques et portuaires en prenant soin d'omettre que ces projets, improvisés, n'avaient été précédés ni d'études techniques solides ni que leur financement avait été assuré ; à enfoncer démagogiquement le cheval d'un arabisme de slogans dans des envolées où le lyrisme le plus débridé le disputait au populisme le plus racoleur, oubliant du coup le sens

même du combat mené par le président Bourguiba dès les années 30 pour le recouvrement plein et entier de la personnalité arabo-musulmane de la Tunisie, à une époque où M. Mzali sortait à peine de la première enfance.

A vouloir tout promettre, M. Mzali ne cherchait rien d'autre qu'à gagner du temps en comptant les jours qui le rapprochaient du pouvoir suprême et en s'organisant, quoi qu'il en coûte, pour se l'approprier.

Dès lors, faut-il s'étonner qu'il ait abandonné, au cours de route, la gestion quotidienne des problèmes réels d'un pays livré par lui aux dangers mortels d'un laxisme et d'une inertie inédits, pour se consacrer à la constitution d'une clientèle d'inconditionnels et à affiner et dorer une image de « présidentiable » à coups de titres honorifiques et de médailles, sans parler de publications luxueuses payées par l'Etat, commandées à des « nègres » de service recrutés à grands frais ?

C'est ainsi que le voici qui recherche un jour les hypothétiques démons d'une « participation au mouvement national » une fois, dès 1964, puis, remuant le temps, dès 1948, en attendant, sans doute, de revendiquer son adhésion au Néo-Destour, dès 1934, à l'âge de huit ans.

Le voici un autre jour qui fait dire qu'il est « le plus authentique » continuateur d'Ibn Khaldoun ou encore, « dans un accès de ferveur modeste », le meilleur disciple de Bourguiba et partant son « dauphin idéal ».

On comprend, dès lors, qu'il soit devenu impénétrable à toute observation et à plus forte raison, à toute critique, ne tolérant plus que les éloges de courtisans zélés dont il s'était entouré et qu'il avait entraînés à ne lui renvoyer que l'image qu'il voulait imposer.

Ainsi le concept de démocratie finalement gaulé par M. Mzali, mis au service d'un processus de prise de pouvoir, ne pouvait-il être autre chose qu'un simple jeu d'apparences lorsqu'on sait que l'intéressé a montré à maintes reprises qu'il avait, du pouvoir, une vision autoritariste, issue de la plus pure tradition des satrapes d'antan. Est-il utile de souligner à ce sujet vers quelle régression intellectuelle, politique et éthique M. Mzali projetait de ramener le pays en évasculant trente années d'acquis bourguibien sur la voie de l'édification d'un Etat moderne ?

Lorsque, maniant le double langage, exercice où il est passé maître, M. Mzali prétend que sa famille est persécutée et que son gendre a été torturé, il ne cherche, encore une fois, qu'à leurver l'opinion, en particulier occiden-

tale, dont il sait qu'elle est sensible aux problèmes des droits de l'homme et à détourner ainsi son attention de l'échec cuisant de son expérience aux affaires.

Car il faut bien ramener les choses à leur juste mesure et, en dépit des cris d'orfraie de M. Mzali, rétablir la vérité.

Son épouse, sa fille Sara et ses deux fils Hatem et Rafik jouissent de leur entière liberté, même si ces deux derniers, convaincus de complicité dans le franchissement illégal des frontières (d'ailleurs reconnu par l'intéressé) par M. Mzali (et non pas pour la non-déclaration de leur père), ont été jugés et condamnés à deux mois avec sursis. Ce qui contre un passage à quel point la justice tunisienne a jugé cette affaire avec sa sérénité coutumière et sans parti pris aucun.

Quant à Mokhtar, fils aîné de M. Mzali, ancien directeur général de la Société tunisienne d'industries laitières (STIL), transformé par l'ex-premier ministre en véritable entreprise familiale, il est poursuivi devant la justice pour fautes graves et évènements de mauvaise gestion, de détournement de deniers publics et d'abus sociaux.

Pour sa part, Rifat Daly, gendre de M. Mzali, doit répondre d'une longue liste de délits dont le trafic d'influence et l'organisation, avec l'assentiment de son beau-père, d'un réseau parallèle de renseignement et d'action occulte opérant sur tout le territoire à l'insu des services de sécurité officiels, ne sont pas les moindres.

Agissant sous la couverture d'une société d'études et de projets sanitaires (SADEG), Rifat Daly recrutait des hommes au sein d'une fédération de karaté — qu'il avait fondée et qu'il dirigeait — et les organisait en milice opérationnelle. Sous réseau, installé dès 1984, était notamment chargé de recueillir des informations sur la situation générale du pays et d'établir, à l'intention de M. Mzali, une surveillance permanente des principaux responsables du gouvernement en vue de mesurer leur degré d'allégeance à son beau-père.

Il est significatif à cet égard que M. Mzali ait, à trois ou quatre reprises, déclaré préférer garder le portefeuille du ministère de l'Intérieur malgré le vote du président d'y voir un autre titulaire.

Sur l'ensemble de ces délits, la justice tunisienne aura à se prononcer prochainement. A moins que M. Mzali, voulant se placer au-dessus des lois, se cherche à bénéficier, ainsi que les siens, d'une sorte d'immunité familiale.

Mais, pour l'heure, nous mettons au défi M. Mzali de désigner le médecin de son choix en Tunisie ou à l'étranger pour véri-

fier les prétendus sévices corporels qu'aurait subis son gendre.

Par ailleurs, nous confirmons que la Ligue tunisienne des droits de l'homme a été invitée, le lundi 20 octobre, à faire examiner Rifat Daly par le médecin qu'elle souhaite (1).

Faut-il souligner, d'autre part, la dérisoire manipulation de l'opinion publique qu'entreprend M. Mzali — et qui ne discrédite que lui — en évoquant l'entourage du président Bourguiba ?

Il est pour le moins heureux pour la Tunisie que de hauts responsables, militants connus et patriotes dévoués, aient, par leur présence, empêché que M. Mzali puisse, en tête à tête avec le président, continuer à lui cacher la vérité sur la situation du pays.

Qu'après tout cela M. Mzali veuille parler « des vrais problèmes de la société tunisienne », voyez selon lui dans « les querelles de détail », cela ne saurait relever que de la gâlage. Il n'est que de voir avec quel soulagement les entrepreneurs et opérateurs économiques tunisiens, ainsi que les organismes internationaux spécialisés, ont accueilli son éviction, pour se rendre compte à quel point sa présence et son incompétence noient dans la gestion des affaires du pays avaient fini par inhiber toute initiative et toute volonté d'action et d'entreprise.

N'en déplaise à M. Mzali, la Tunisie continuera résolument à associer et renforcer ces options humanistes et modernistes tracées par le président Bourguiba, et il est heureux qu'elle ait échappé, grâce à l'intervention décisive du chef de l'Etat, aux manœuvres d'un homme tenté par le démon de l'aventure au point d'avoir failli faire glisser la Tunisie vers « un nouveau Liban ».

Quant à nous, nous laisserons l'opinion publique et l'histoire, seules juges du comportement d'un responsable qui, ayant eu à exercer de si hautes charges, excipe de faits dénaturés et d'arguments spécieux pour s'enfuir de la manière rocambolesque que l'on sait et ne trouve à l'étranger d'autre attitude « patriotique » digne que celle d'insulter son pays et ses dirigeants à longueur de colonnes.

[On prendra acte avec satisfaction des assurances de M. Amour Elif concernant la famille de M. Mzali. Mais comment ne pas se demander pourquoi, si l'ancien premier ministre méritait toutes les critiques qui lui sont adressées, il a été confirmé, en juin dernier, dans sa situation de successeur désigné du président Bourguiba.]

(1) La presse tunisienne a publié, mercredi 22 octobre, le rapport médical établi la veille par le Dr Zouidi, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. Le Dr Zouidi, qui a été autorisé à rendre visite au délinquant, affirme dans son rapport que ce dernier « jouit d'une bonne santé » et que l'examen médical « ne révèle aucune trace de traumatisme ni de brûlures ».

Amériques

CANADA : un événement politico-littéraire au Québec

La distribution de « claques » de M. René Lévesque

MONTRÉAL
de notre correspondant

Un an après avoir quitté la vie politique, l'ancien premier ministre du Québec, M. René Lévesque, revient en force dans l'actualité avec la publication de ses mémoires sous le titre *Atterrir* que je me rappelle (1).

Attendu avec impatience — et sans doute avec inquiétude par certains de ses anciens amis politiques — cet événement s'est transformé en un phénomène littéraire sans précédent au Québec. Avant même le lancement de l'ouvrage mercredi 15 octobre, soixante-sept mille exemplaires étaient déjà réservés, pour un premier tirage de... cinquante mille. Pour répondre à la demande du public, il a fallu imprimer en cette strophe trente mille exemplaires supplémentaires. Plus étonnant encore, l'engagement est comparable pour la version anglaise, sortie simultanément, malgré le fait que M. Lévesque — en particulier l'indépendance du Québec — par les Canadiens anglais.

S'adressant aux quelque mille deux cents personnes qui se bousculaient au lancement de son livre et lui ont rendu un vibrant hommage, M. Lévesque a lancé, sur un ton tout à fait ému et tranquille : « Si vous avez fait cela il y a environ un an, je ne serais pas parti ». En fait, l'ancien premier ministre ne regrette pas d'avoir quitté une vie politique qui, à soixante-trois ans, lui devenait de plus en plus insupportable à la suite de la contestation dont il était l'objet au sein de son propre parti.

Il rappelle dans son ouvrage les péripéties qui l'ont conduit à annoncer sa démission, en pleine nuit, le 20 juin 1985. « Imaginez-on sortie plus inégalement, écrit-il, tellement tardive qu'on n'a pas le temps d'en gloser ? C'était un véritable pied de nez que M. Lévesque venait de faire à la classe politique et aux médias : une façon de leur faire comprendre qu'il était le seul à pouvoir décider du moment de son départ.

Un peu amer, M. Lévesque rapproche à ceux qui l'ont poussé à partir d'ici à l'origine de la défaite électorale du Parti québécois quelques mois plus tard (décembre 1985) : « Je croyais leur propre tombe en

croisant s'occuper de la mienne ! », écrit-il.

Pourtant, l'ancien premier ministre n'est pas aussi sûr que certains de ses anciens collègues auraient pu le craindre. Il s'en explique dans son avant-propos : « On ne peut évidemment dire tout ce qu'on fait, ni encore moins tout ce qu'on pense, sinon on ne parviendrait plus à démentir ses ennemis. » Sage principe qui ne l'empêche pas d'écrire celui qui fut son plus redoutable adversaire depuis vingt ans, l'ancien premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau, qualifié tour à tour de « petit potem » et de « tartuffe » et de « roi nègre ».

Le livre de M. Lévesque se veut avant tout un témoignage sur les bouleversements que la société québécoise a connus au cours des dernières décennies. A propos des retrouvailles entre la France et le Québec, l'ancien premier ministre rapporte, dans un style très personnel, les grands moments de la vie de son pays. Mais, ajoute-t-il, il n'était pas question de commenter sur la France pour célébrer l'indépendance du Québec : « Un Québec libre, certes, mais que cette liberté n'apparût surtout pas comme un produit d'importation ».

Au cours des neuf années qu'il a passées à la tête du gouvernement québécois, M. Lévesque est resté fidèle à ce principe. Dans ses souvenirs, il a des bons mots pour MM. Miquay et Barre, qu'il qualifie respectivement d'« artisan généreux de la communauté franco-québécoise » et de « fidèle ami du Québec ». M. Chirac a droit à une mention spéciale : « Plus Québecois que nous ou presque... » La liberté de ton prévaut encore lorsque M. Lévesque évoque, malgré tout, préférer Londres à Paris « cette ville si merveilleusement faite à claques ».

B. DE LA GRANGE.

(1) Editions Québec-Amérique. Version adaptée au public français, à paraître chez Julliard en 1987.

IRAN-IRAQ Les clés du conflit

24 heures sur 24
posez vos questions aux journalistes
du Monde.

Le Monde sur Minitel
36.15 tappel : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.

PLAN EPARGNE-RETRAITE

100%

CREDIT AGRICOLE.

POUR VIVRE VOTRE RETRAITE A 100%

Il vous faut un complément de revenus : le Crédit Agricole vous propose le Plan Epargne-Retraite (*). C'est un plan simple et sûr : un premier versement minimum, puis des versements réguliers jusqu'à l'âge de la retraite (au minimum 300 francs par mois).

Le Plan Epargne-Retraite vous rapporte un intérêt annuel. Vous bénéficiez en outre d'avantages fiscaux. On ne fait pas plus simple, on ne fait pas plus sûr.

(*) Le Plan Epargne-Retraite est un contrat collectif d'assurance sur la vie à gestion paritaire, souscrit par l'ANDECAM (dont le Crédit Agricole est mandataire), auprès de PREDECA, entreprise régie par le Code des Assurances.

CREDIT AGRICOLE

LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

هكنا من الاموال

Amériques

ÉTATS-UNIS : la nouvelle loi sur l'immigration

Des millions d'étrangers « illégaux » vont pouvoir accéder à la citoyenneté américaine

WASHINGTON
de notre correspondant

Après cinq ans de tergiversations, et quelques heures avant la fin de la session parlementaire, le Sénat a finalement approuvé une nouvelle loi sur l'immigration.

Dans ses dispositions essentielles, la réforme prévoit une amnistie pour les millions d'étrangers illégaux entrés aux États-Unis depuis le 1^{er} janvier 1982 et y ayant résidé depuis lors de façon continue. Mais, en contrepartie, l'embauche d'immigrants illégaux sera sanctionnée par de fortes amendes imposées aux employeurs.

Sous l'ancienne législation, les étrangers illégaux pouvaient être déportés, mais il n'était pas illégal de les employer. Enfin, des crédits de l'ordre de 800 millions de dollars seront affectés au renforcement des organismes chargés de la surveillance des frontières, essentiellement celles avec le Mexique.

La réforme est un soulagement pour des millions d'immigrants hispaniques vivant dans les « barrios » des grandes villes comme New-York ou Houston, ainsi que pour les travailleurs agricoles appelés à bénéficier de l'amnistie et, éventuellement, de la nationalité américaine. Ils auront à prouver qu'ils sont entrés aux États-Unis avant le 1^{er} janvier 1982 pour obtenir le statut de résident.

A l'issue d'un délai de cinq ans, pendant lesquels ils n'auront pas droit aux prestations de la sécurité

sociale, ils pourront, à condition de démontrer une connaissance sommaire de la langue anglaise, devenir citoyens américains.

Accueil sceptique

Loin de rencontrer une approbation unanime, la nouvelle loi est accueillie avec scepticisme. Du côté des républicains conservateurs, on estime qu'il est immoral de récompenser ceux qui ont violé la loi, alors que près de deux millions de candidats à l'immigration attendent patiemment à l'étranger d'être acceptés légalement.

D'autre part, ils doutent que les sanctions imposées aux employeurs, ainsi que le renforcement de la surveillance policière, puissent vraiment arrêter le flot des immigrants illégaux venant du Mexique. « Quand on a faim, on cherche à s'échapper », a dit le représentant Garcia, dont le grand-père était entré illégalement au Texas il y a quarante ans.

Une bureaucratie coûteuse

Les organismes de défense des hispaniques craignent, pour leur part, que la nouvelle loi ne donne aux employeurs une bonne excuse pour ne pas embaucher ceux qu'ils considèrent comme des étrangers, dans la mesure où ils ne pourront satisfaire aux conditions de la loi.

Le ministère de la justice a prévu d'instituer un organisme spécialement chargé d'enquêter sur les pratiques discriminatoires auxquelles pourraient recourir certains employeurs. Quant aux syndicats, ils sont inquiets de la concurrence d'une main-d'œuvre à bon marché.

L'objection majeure faite à la nouvelle législation est qu'elle entraînera la prolifération d'une bureaucratie très coûteuse. Les services d'immigration devront, en effet, enquêter sur quatre millions environ d'immigrants entrés avant 1982, ainsi que sur les huit à douze millions des membres de leur famille qui pourront également obtenir le statut de résidents. Ils devront en outre poursuivre et, éventuellement déporter, les étrangers entrés illégalement depuis 1982.

L'immigration représente chaque année 0,3 % de la population, alors qu'au début du siècle, cette proportion était de 1,5 %. Le Wall Street Journal déplore que 7 % seulement de la population américaine soit d'origine étrangère, alors que cette proportion serait de 20 % en Australie, de 16 % au Canada et de 11 % en France.

« La nation aurait besoin du rajeunissement qu'apportent les nouveaux immigrants qui donnent plus qu'ils ne reçoivent de l'État », écrit le journal. Cette opinion est partagée par plusieurs économistes, selon lesquels même les immigrants illégaux contribuent au bien-être économique général.

HENRI PIERRE.

NICARAGUA : le procès de l'Américain capturé

Le ministre de la justice se prononce contre une libération anticipée d'Eugene Hasenfus

MANAGUA
de notre envoyé spécial

Journée confuse dans la capitale nicaraguayenne, où devait reprendre, mercredi 22 octobre, le procès d'Eugene Hasenfus. L'avocat défendant le mercenaire américain, M^{re} Sotelo Borge, n'a finalement pas répondu à l'acte d'accusation lu lundi, lors de la première audience du tribunal. Le délai de quarante-huit heures fixé alors a été prolongé jusqu'à jeudi par un artifice de procédure, l'avocat ne s'estimant officiellement chargé de la défense de Hasenfus que depuis vingt-quatre heures. Il a donc rencontré son client une nouvelle fois mercredi pendant une heure et demie, accompagné de la femme et du frère de ce dernier.

A la sortie de cet entretien, le défenseur d'Eugene Hasenfus a confirmé l'arrivée de l'avocat américain Griffin Bell jeudi à Managua, et indiqué qu'il établissait ensemble « la stratégie à conduire dans ce procès. Nous répondrons à l'accusation tard dans la journée, mais je ne peux dire si nous plaiderons coupable ou non-coupable ». En fait, dans cette affaire, la justice est souvent dépassée par la propagande qui l'envahit. Les autorités sandinistes jouant habilement de l'importante présence de la presse américaine. C'est ainsi qu'Eugene Hasenfus n'a pu rencontrer une nouvelle fois une équipe de la chaîne NBC, à laquelle il a affirmé « être coupable ».

Une situation « anormale » mais nécessaire

Dès lors, on voit mal quel type de défense pourraient adopter les avocats, sans une démission des juridictions d'exception que sont les tribunaux populaires anti-somozistes (TPA), dont les procès ont été qua-

lifiés à maintes reprises par les autorités américaines de « farces ».

Pour le ministre de la justice, M. Reyes, les TPA correspondent exactement au cas d'Eugene Hasenfus : « C'est ainsi que sont jugés tous ceux qui, Nicaraguayens ou étrangers, appuient la contre-révolution dans ce pays. Nous ne pourrions le traduire devant les tribunaux civils ni devant les tribunaux militaires, puisque cela aurait conduit à reconnaître la Contra [lui donne] le statut de belligérant ».

Pourtant, M. Reyes reconnaît que « les TPA devraient être rattachés à la Cour suprême », ce qui n'est pas le cas. Mais il ajoute : « Pour l'instant, c'est impossible. D'ailleurs, il n'y a pas qu'un plan pénal qui existe dans les juridictions d'exception. En matière civile, nous avons aussi des tribunaux spéciaux pour les problèmes de propriété ou pour la réforme agraire. Cette situation anormale permet de désengorger des tribunaux surchargés. Il nous faudra, bien sûr, dans l'avenir, revenir à un réel système judiciaire ».

Pour l'instant, le ministre a annoncé la prorogation de la loi d'urgence — votée et renforcée la dernière fois le 15 octobre 1985 — « dans les prochains jours ». Concernant un éventuel élargissement d'Eugene Hasenfus après sa condamnation, M. Reyes reconnaît qu'il s'agit d'une « possibilité que le président Ortega n'a pas écartée ». « Mais personnellement, dit-il, je ne serais pas d'accord avec une libération anticipée, et je souhaite qu'il accomplisse sa peine. De toute manière, c'est l'Assemblée qui décidera, le président nicaraguayen ne disposant pas d'un droit de grâce ».

S'il était décidé, un acte de mansuétude pourrait avoir lieu, selon certaines sources, le 8 novembre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Front sandiniste de libération nationale, ou avant les fêtes de fin d'année.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

Nous sommes là uniquement pour nous mêler de vos affaires.

Certains vendeurs ont tendance à traiter votre problème comme ils traiteraient celui de votre voisin.

Chez ComputerLand, nous aimons l'individualisme.

Vos exigences sont spécifiques; il est normal que nos solutions le soient aussi. Avant de vous proposer un logiciel, un programme, un dispositif d'extension, etc., notre équipe technico-commerciale analyse la structure de votre entreprise. Une fois intégrés sa nature, le matériel déjà en place, les connaissances informatiques de votre personnel, nous établissons un diagnostic. Alors - et alors seulement - nous discutons avec vous des diverses options, et vous aidons à déterminer la mieux adaptée.

La solution sur mesure, c'est l'une des raisons pour lesquelles vous êtes si nombreux à nous consulter. Parce que nous vous offrons notre

compétence et notre expérience.

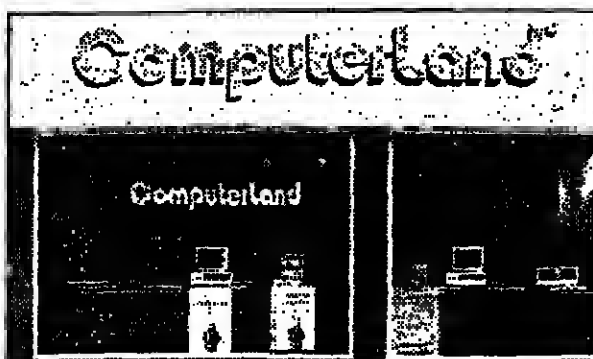
La qualité de notre service: voilà ce qui a fait de nous un leader mondial. 23 centres en France, 900 dans le monde, qui pourrait rivaliser?

Alors, n'hésitez pas à venir nous voir. Vous verrez avec quel enthousiasme nous nous mêlons de vos affaires.

Centres ComputerLand en France: Paris 5^e, 9^e, 11^e, 16^e et banlieue (Boulogne et Cergy) - Bordeaux - Caen - La Rochelle - Lorient - Lyon - Marseille - Metz - Monaco - Montpellier - Mulhouse - Nantes - Nice - Rennes - Saint Etienne - Strasbourg - Toulouse - Toulouse.

Direction Générale France: 4 boulevard de l'Europe - 91000 Evry
Tél.: (1) 60.79.04.00 - Télex: 603551 F

Pour mieux nous connaître, regardez l'émission: «Le chemin d'un Leader» TF1 samedi 25 oct. 0 h 15



Votre problème c'est notre affaire.

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez: LEMONDE

(LE MINITELE A TROUVE A QUI PARLER.)

Les débats à l'Assemblée nationale

Le découpage électoral adopté sans vote
La démonstration des socialistes

Ce « mini-coup de théâtre » socialiste avait deux objectifs : montrer que les socialistes refusent d'abandonner les procédures constitutionnelles réputées exceptionnelles ; prouver que la droite ne voulait à aucun prix avoir à se prononcer nettement pour ou contre le nouveau tracé des circonscriptions. Ainsi, le retour au scrutin majoritaire, jugé primordial par M. Chirac, n'a jamais été approuvé par un vote positif des députés. Les socialistes ont en effet saisi l'occasion de souligner l'abus par le gouvernement du « 49-3 » et de montrer que M. Chirac ne pouvait accepter que les membres de la majorité se prononcent directement sur un sujet aussi sensible.

Après deux heures de discussion au sein du groupe du PS, mercredi matin, tout le monde fut convaincu que le non-débat d'une motion de censure était la bonne stratégie. D'autant que, puisqu'il y en avait déjà eu une en première lecture, l'opposition des socialistes à ce projet ne pouvait être mise en cause, d'autant qu'ils la confirmèrent en saisissant le Conseil constitutionnel.

Restait à donner le plus d'éclat possible à ce rebondissement. La séance des questions d'actualité du mercredi après-midi, retransmise en direct sur FR 3, était la pour cela. Ce fut M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) qui déclama la tirade soigneusement préparée : « Vous ne disposez pas d'une majorité pour voter (votre projet) (...). Pour la première fois dans l'histoire de la République, une loi électorale exis-

Le petit jeu procédurier a pris fin par surprise : les socialistes ont refusé, le mercredi 22 octobre, de rejouer pour la septième fois, depuis l'arrivée de M. Jacques Chirac à l'Élysée, la même partie. Le premier ministre a en vain engagé la responsabilité de son gouvernement, sur le vote en deuxième lecture à l'Assemblée nationale du projet de découpage des circonscriptions électorales, les députés du PS n'ont pas répliqué par le traditionnel dépôt d'une motion de censure. Comme ni le Front national ni le PC n'ont suffisamment émis pour le faire, jeudi, à 17 h 40, vingt-quatre heures après que le chef du gouvernement aura prononcé la formule sacramentelle : « En application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution », l'Assemblée constatera que, par absence d'opposition formelle au projet gouvernemental, celui-ci est considéré comme adopté.

Restera alors au découpage de M. Charles Pasqua à subir la formalité d'un vote positif au Sénat et — ce qui pourrait être plus délicat — l'examen du Conseil constitutionnel.

Restera sans avoir été voté ni par l'Assemblée ni par le Sénat (...). Ne comptez pas sur nous pour vous servir d'allié dans ce mauvais coup que vous portez à la démocratie (...). Nous ne voulons pas faire croire au pays que le Parlement fonctionne normalement alors que cela est faux. »

M. Charles Pasqua est trop vieux routier de la politique pour être pris au dépourvu. Il sut trouver la seule réplique possible : « L'opposition peut-elle renverser le gouvernement ? Vous venez de répondre « non » (...). Le Parti socialiste a choisi la fuite. »

Après un tel lever de rideau, la pièce elle-même aurait pu être sans intérêt. Elle faillit l'être. M. Bernard Deschamps (PC, Gard) tint

son rôle : « Si le nombre de ses députés le lui permettait, le groupe communiste déposerait une motion de censure. » M. Pascal Clément (UDF, Loire), rapporteur de la commission des lois, ne modifia pas le sien : « Le débat est clos ; il faut éviter le spectacle navrant que nous aurions offert des élus défendant chacun sa survie électorale. Le scrutin majoritaire est le socle de la République. »

Le face-à-face
Jean-Pasqua

Puis vint, heureusement, le face-à-face entre MM. Charles Pasqua et Pierre Joxe. Le premier commença calmement : en ne votant pas votre précédente motion de censure, « la majorité a confirmé sa

cohésion et son adhésion à la délimitation des circonscriptions effectuée par le gouvernement ». Mais le second l'interrompit : « Ne rouvrons pas le débat, que le président mette la lecture aux voix avec scrutin public immédiat. » Réplique du ministre : « Vous dites que le découpage met en péril l'équité et la démocratie et vous ne faites rien pour vous y opposer : c'est incohérent ! » Réponse du responsable socialiste : « Si je dépose une motion de censure, vos amis du centre, par solidarité, refuseront de la voter. Nous souhaitons leur permettre de s'exprimer. »

En conséquence, le ministre de l'Intérieur approuva cette série d'improvisations préparées : « Vous avez compté sur les divisions de la majorité (...), mais c'est le gouvernement qui choisit la procédure. » dit-il, ravi ; avant de proposer un vote à main levée. Mais M. Joxe voulait un scrutin public.

M. Jacques Chirac, lui, commença à s'énerver, et mit fin au débat en engageant la responsabilité du gouvernement.

La majorité n'eut donc pas à se prononcer sur le découpage. Mais le PS a démenté qu'il y avait bel et bien refus d'un vote par le gouvernement. Est-ce parce qu'il ne voulait pas qu'apparaissent clairement que quelques-uns des élus de la droite refusent de le soutenir sur ce point précis ? A moins que M. Chirac n'ait craint qu'ils ne soient plus nombreux qu'on ne l'imaginait.

THIERRY BRÉHER.

La discussion budgétaire

• PLAN : un « commissariat de la stratégie »

Les députés ont adopté, le mercredi 22 octobre, l'examen des crédits du Plan, département rattaché aux services du premier ministre. L'UDF et le RPR ont voté pour, le PS, le PCF et le FN contre. D'un montant de 173,2 millions de francs, les crédits des services du Plan représentent 0,01 % du budget global de l'État.

Hier « ardente obligation », la planification a-t-elle encore aujourd'hui un avenir dans une économie que le gouvernement veut libérale ? Oui, a répondu le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne). « Le Plan est l'autant plus nécessaire que les acteurs économiques sont libres et que l'État se désengage (...). Le bilan des activités du Commissariat du Plan montre, a souligné le député PS, qu'il est le seul organisme capable actuellement, en France, de s'exprimer sur certains thèmes nouveaux et d'ouvrir les débats nécessaires. » « Pas du tout », a rétorqué M. Jean-Pierre Schermann (FN, Val-de-Marne), qui a regretté, pour sa part, que le gouvernement ait opté pour « une perfusion du Plan plutôt que pour ses fondamentaux (...). Il faut abandonner le Plan, inutile et dan-

gereux quand il cohabite avec l'économie de marché ».

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, a déclaré, quant à lui, vouloir se tenir à égale distance de MM. Roger-Machart et Schermann : « Je suis au centre, et je m'y trouve très bien ». Si pour le ministre, l'économie libérale est un « espace naturel », d'épanouissement, il ne s'agit pas pour autant de « se séparer de toute idée de prévision et de préparation de l'avenir ». C'est fort de ce constat que M. de Charette a annoncé aux députés présents dans l'hémicycle son intention de substituer un « commissariat de la stratégie » à l'actuel Commissariat du Plan. Ce choix d'une substitution plutôt que d'une suppression traduit la volonté du ministre de conserver un outil de recherche — « pour éclairer l'avenir » — dont il reconnaît la valeur.

En revanche, il a repoussé l'idée d'élaborer un X^e Plan « dans les conditions prévues par la loi de 1982 ». Le « commissariat de la stratégie », que M. de Charette veut créer s'appuiera sur les vingt-deux régions et sur l'ensemble des partenaires sociaux, afin, a-t-il précisé, de « débloquer les entraves qui s'opposent aux nécessaires évolutions ».

P. S.

• FONCTION PUBLIQUE :
redéploiement et réduction d'effectifs

Les députés ont examiné, le mercredi 22 octobre, les crédits de la fonction publique, et des services généraux du premier ministre. Le vote intervient ultérieurement. Les crédits s'élèvent à 2 172 millions de francs et représentent 0,2 % du budget.

« L'administration va être découpée par le vent du changement », a expliqué le cheveu bien bûché, M. Alain Lamassourie (UDF, Pyrénées-Atlantiques). Le rapporteur pour avis de la commission des lois a fait souffler dans l'hémicycle tous les vents du Pays basque, dont il est l'élu, pour symboliser les mutations en cours : notamment la mise en concurrence du privé et du public. « Un formidable défi pour l'administration. (...) Les socialistes ont raison de réclamer l'entreprise, les libéraux devraient commencer par redonner sa fierté à l'administration », a lancé de la tribune M. Lamassourie qui se proposait notamment pour une meilleure ouverture sur l'extérieur de la haute fonction publique par la création, par exemple, d'une « école européenne d'administration ».

Pour M. Bruce Dauterive (UDF Nord), la gauche a pratiqué une « politique étrange » : fait d'ambitions folles, d'illusions perdues et de révisions détractantes. Le rapporteur spécial de la commission des finances a estimé que les socialistes avaient manqué au devoir de neutralité de la fonction publique, à travers la troisième voie de l'ENA (aujourd'hui supprimée) ou par le

biais du tour extérieur. M. Michel Charzat (PS, Paris) devait lui répondre en affirmant que, « en six mois, la droite avait effectué plus de changements politiques que la gauche en 1981, après vingt-trois ans d'opposition ».

Neutralité et efficacité, ce sont les deux vertus que pour sa part M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, veut voir inscrites au fronton d'une administration grosse de deux millions et demi de personnes. Le ministre a confirmé les réductions d'effectifs (-19 000) ; le « redéploiement » de postes nouveaux dans les trois secteurs privilégiés par le gouvernement (éducation, justice, police), et le maintien du statut de la fonction publique visé par la gauche. Le ministre entend mettre en place une meilleure gestion des ressources humaines ; auparavant, et primes venant récompenser « les mérites de chacun ». Enfin, le ministre a affirmé que le pouvoir d'achat moyen en masse des fonctionnaires (objet de la grève du 21 octobre) serait maintenu.

« Vous passerez de la rigueur négociée à l'injustice sociale », s'est indigné M. Jean Le Garrec (PS Nord) : « Votre politique des effectifs est suicidaire », a-t-il ajouté en rappelant que le nombre de fonctionnaires en France était inférieur à la moyenne de l'OCDE.

G. S.

• ANCIENS COMBATTANTS :
les retards du « rattrapage »

L'Assemblée nationale a adopté, le mercredi 22 octobre, le budget du secrétariat d'État aux anciens combattants (FUE, le RPR et le Front national votant pour, le PC et le PS contre). D'un montant total de 27 177 millions de francs, les crédits ouverts, pour 1987, englobent une hausse de 1,04 % par rapport à l'année dernière. La part de ce ministère dans le budget général est de 2,34 %.

L'une des revendications majeures du monde ancien combattant (le rattrapage du rapport constant), accablé, inlassablement depuis des années lors des discussions budgétaires est en passe de disparaître. Ce devrait être chose faite fin 1987, date de l'achèvement de ce rattrapage qui doit permettre de faire disparaître au fil des ans entre les pensions des anciens combattants et les rémunérations des hauts fonctionnaires, sur lesquelles elles avaient été indexées dans l'entre-deux-guerres. L'écart doit être complètement résorbé en deux étapes : plus 0,50 % au 1^{er} décembre 1986, plus 2,36 % au 1^{er} décembre 1987, a rappelé M. Gérard Trémège (UDF, Hautes-Pyrénées), rapporteur spécial de la commission des finances. Si tous les créanciers se

sont efforcés de ce rattrapage, ils ont été tout autant unanimes pour regretter que la promesse faite par M. Jacques Chirac au cours de la campagne électorale d'assurer un rattrapage complet dès 1986 n'ait pas été tenue. Le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, M. Guy Herliou (FN, Moselle), a protesté contre « l'arrêt avec lequel le gouvernement joue avec les dates » pour assurer ce rattrapage.

Le secrétaire d'État aux anciens combattants, M. Georges Fonty, a affirmé pour sa part que son budget est « ce que l'on pouvait faire de mieux dans les circonstances actuelles ». Il a rappelé, en outre, qu'il avait souhaité mettre également l'accent sur la réfection des nécropoles (+ 73 %) et le rapatriement des 25 000 corps, militaires et civils, tombés en Indochine (28,5 millions de francs). Une mesure dont s'est félicité le général Bigard (app. UDF, Meurthe-et-Moselle), qui a fait part aux députés présents de ses dernières volontés : « Moi, je me ferai incinerer. J'ai dit à ma femme de larguer mes cendres sur Dien-Bien-Phu. Ce sera sympa, ça aura de la gueule et puis ça emmènera tellement les gouvernements que je régèlerai bien... »

P. S.

Une chambre d'enregistrement

par Maurice Duverger

Le président de la République a respecté la tradition républicaine en renvoyant au Parlement le projet de découpage des circonscriptions.

Le premier ministre n'a pas respecté la tradition républicaine en empêchant le Parlement de débattre sérieusement du texte remplaçant l'ordonnance ainsi refusée. Le verrou de l'article 49-3 a enfermé les discussions sur le découpage dans la même carcasse que celui sur les privatisations : une séance d'une heure où l'opposition est bâillonnée. Du moins, ces dernières avaient-elles été longuement examinées, à propos de la loi d'habilitation en cours. Rien de tel pour la loi d'habilitation en matière électorale. Si le débat a duré deux heures trente, c'est à cause d'un scrutin public à la tribune et de violents incidents.

L'Assemblée nationale n'a pas respecté les traditions républicaines en se pliant docilement aux injonctions du gouvernement. De gauche veillait à la docilité des élus qui se réclamaient de lui, mais ils ne se réduisaient jamais à une telle servilité. Certes, l'opposition peut ouvrir par une motion de censure les débats que l'article 49-3 a fermés ; mais ils sont déviés quand ils n'ont plus d'issue que la chute ou le maintien du gouvernement. Les députés de la majorité qui voudraient seulement le modifier se trouvent ainsi accusés de le soutenir pieds et poings liés, et bouche cousue.

Aucun texte précis n'oblige le premier ministre à ne recourir à l'article 49-3 qu'au terme d'une discussion d'une longueur convenable. Son rang de vingt-cinquième parmi les vingt-sept articles que la Constitution consacre au Parlement et à ses rapports avec le gouvernement ne suffit pas à établir qu'en doit seulement l'employer en dernier ressort. Une question ne peut être éludée : une procédure destinée à permettre au débat parlementaire d'aboutir à une décision claire peut-elle servir à supprimer tout débat véritable ? Que devient alors le droit d'amendement ? Peut-on encore qualifier de Parlement une assemblée de muets qui ressemble au Corps législatif du Premier Empire ?

Les travaux préparatoires de la Constitution inclinent en tout cas à conclure qu'un tel usage de l'article 49-3 ne leur est pas conforme. Au cours d'une vive discussion devant le Comité consultatif constitutionnel, le futur premier ministre Michel Debré, alors garde des sceaux, a fait une déclaration importante qui a pesé d'un grand poids dans l'approbation finale : « Quant aux dispositions du troisième alinéa... elles ne doivent être qu'une ultime sauvegarde, jalousement gardée en réserve... Dangereuses pour le régime, j'en conviens, si elles étaient employées à tout instant, ces dispositions me paraissent, au contraire, essentielles pour les cas exceptionnels » (1). Invoquer d'entrée de jeu cette « ultime sauvegarde », n'est-ce pas contraire à

l'intention évidente des constituants et par conséquent à la Constitution ? Saisi par les députés socialistes, le Conseil constitutionnel va pouvoir dire son mot sur la question.

En tout cas, le président de la République n'a certainement pas le droit de refuser au premier ministre de recourir à l'article 49-3 ou d'en soumettre l'usage à des conditions restrictives lorsqu'un projet de loi nouveau est discuté par l'Assemblée nationale. Mais la Constitution limite elle-même l'emploi de ce coup de force lorsque le chef de l'État décide de renvoyer au Parlement un texte déjà

voté. L'article 10 dit en effet que le président de la République peut « demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles » en ajoutant : « Cette nouvelle délibération ne peut être refusée. »

Ces termes clairs interdisent aux députés de soulever la question préalable, et d'entendre « faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre » suivant l'article 91 du règlement de l'Assemblée. Ils interdisent aussi de recourir aux procédures sans débat ou avec débat restreint. Ils interdisent également au premier ministre d'invoquer l'article 49-3 avant la clô-

ture de la discussion générale et le renvoi en seconde lecture porte sur l'ensemble du texte, sans autre précision. Si un renvoi porte sur des articles, le 49-3 ne peut pas être utilisé avant la fin du débat concernant chacun d'eux. Ainsi, l'article 10 pourrait empêcher que l'Assemblée nationale ne finisse par devenir une simple chambre d'enregistrement.

(1) Travaux préparatoires de la Constitution. Avis et débats du Comité consultatif constitutionnel. Documentation française, 1958, p. 183.

La dérive des pouvoirs

Le pouvoir au gouvernement ; tout le pouvoir à l'Élysée Matignon. Cette évolution institutionnelle se dessine dès le printemps ; l'automne la confirme. La stratégie de M. Jacques Chirac ne laisse que peu de place aux justices parlementaires. Son étroitesse impose à la majorité, il est vrai, un soutien sans discussion. Le premier ministre en use, et abusé.

Déjà sept utilisations du 49-3 pour imposer le vote de six textes en sept mois, alors que Georges Pompidou, en cinq ans, ne l'avait employé que deux fois pour deux textes. M. Raymond Barre, pourtant en bistable avec une partie de sa majorité, n'y a eu recours que huit fois pour quatre textes en cinq ans.

Les députés du 18 mars ont accepté, voire souhaité, ce choix gouvernemental qui supprime tout débat. Les sénateurs l'ont

décidé d'eux-mêmes. Depuis le 2 avril, la majorité du Palais du Luxembourg a adopté trois questions préalables pour éviter toute délibération sur un texte. La fonction de législateur du Parlement est ainsi considérablement réduite.

L'action des ministres en est facilitée. De plus, l'expérience prouve qu'en période de « Mariage Blanc », le président de la République n'a guère de possibilité de le contrôler.

En démocratie, il faut pourtant des contre-pouvoirs. Pour remplir ce rôle, il ne reste plus que le Conseil constitutionnel. La hantise n'est donc pour rien si le pouvoir des gardiens de la Constitution s'accroît, au fur et à mesure que décroît celui des parlementaires. La RPR l'a bien compris, car, par ses critiques, tente de brider les neuf sages du Palais-Royal.

L'UDF, en revanche, qui se sent à l'étroit au sein — ou à l'extérieur — du gouvernement se garde, en général, de remettre en cause le seul obstacle qui subsiste sur la route de Jacques Chirac.

Th. R. et A. Ch.

[NDLR : Le piquet de l'affaire est que tout le monde a sans doute oublié que le père de ce fameux article 49-3 n'est autre que Guy Mollet, d'accord en cela avec M. Michel Debré, comme cela a été opportunément rappelé à l'occasion d'un colloque récemment consacré à l'ancien président du conseil.]

Jean-Marie Colombani
et Jean-Yves Lhomet

Le Mariage blanc

La vie quotidienne de deux ennemis intimes au nom de la Constitution.



LE MARIAGE BLANC

Jean-Marie Colombani
Jean-Yves Lhomet

Grasset

GRASSI

مكتبة الأمل

M. Michel

Un

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Le 22 octobre, dans
le journal de l'Assemblée
nationale, le Plan
a été adopté sans vote.

Politique

M. Michel Rocard chez les socialistes du Pas-de-Calais

Un numéro d'équilibriste

M. Michel Rocard a accompagné, le mercredi 22 octobre, dans le département du Pas-de-Calais, la première étape d'une tournée de trois jours dans cette région.

LENS
de notre envoyé spécial

Les socialistes du Pas-de-Calais ? Des enfants terribles du PS, inclassables dans les courants constitués du parti, intraitables sur les principes du socialisme, intraitables jusqu'à l'injustice dans la défense de leur région. Quand M. Pierre Mauroy était premier ministre, ils lui ont donné du fil à retordre, l'accusant de maltraiter sa propre région pour couper court à toute accusation de favoritisme. A son tour, M. Michel Rocard a découvert, mercredi, le charme particulier des socialistes du Pas-de-Calais.

En allant labourer ce terrain là, dans la perspective de 1988, l'ancien ministre savait qu'il ne choisissait pas la facilité, même si la puissante fédération du Pas-de-Calais et son premier secrétaire, M. Daniel Percheron, ont jadis manifesté quelque préférence à son égard.

Au-delà de la traditionnelle tournée d'entreprises, le programme même de la visite témoignait de la crise qui ravage le département : un IUT installé au-dessus des galeries d'une ancienne mine, qui recycle des chômeurs dans les technologies modernes ; un « restaurant du cœur » ; la maison d'une association d'accueil des sans-abris...

Les élus socialistes, de leur côté, ont montré à M. Rocard, à Lens, toute la vigueur de leur « parler vrai ». M. André Deloche, maire de Lens, ancien ministre du commerce et de l'artisanat de M. Mauroy,

raconte qu'il a connu M. Rocard au Parlement à une époque où il était « déjà un peu laïc », avant de se rendre et d'ajouter, tout souriant : « Pourquoi ai-je dit « déjà » ? Rayons le « déjà », qui n'a pas d'intérêt ». L'ancien ministre remarque qu'il a, lui, quitté le gouvernement en écartant les déclarations fracassantes qui « finalement, ne servent pas le parti ».

Mais pourquoi diable la presse lance-t-elle, hors de propos, l'idée d'une candidature de M. Rocard à l'Elysée ? M. Deloche feint de s'étonner. Il est bien entendu qu'il n'est pas question de dire que nous recevons un candidat à l'élection présidentielle », alors que le parti n'a encore rien décidé. La visite de l'ancien ministre de l'Agriculture ? « L'occasion, dit M. Deloche, de clore notre révolte ». Le maire de Lens a fait les comptes : toutes aides confondues, il juge que l'appui financier du gouvernement à la renaissance de la région basera en 1987 de moitié par rapport à 1986. Voilà ce qui intéresse ces socialistes.

Le plus réactionnaire

Maire de Liévin, député du bassin minier, M. Jean-Pierre Kucheida rappelle, lui aussi, M. Rocard à ses « devoirs » : on est ici dans une « fédération guesdiste, qui croit aux chefs, qui croit aux statuts et qui croit qu'il y a un temps pour tout ». Si M. Rocard est « l'un des recours les plus exceptionnels que le parti ait pu compter », M. Kucheida craint que son « impatience » s'emballe la répétition du scénario de 1980-1981 (M. Rocard, présent très tôt sur la ligne de départ, renonce finalement à être candidat à la candidature, face à M. Mitterrand). Impitoyable, le député enfonce le clou : selon lui, les militants se demandent pourquoi M. Rocard les « perturbe » par ses petites phrases ; pourquoi, finalement, il « affaiblit » le parti. A en croire les applaudissements, comme les discrètes confidences de M. Percheron, le député Kucheida est bien au diapason de la base.

Que faire ? Que répondre ? D'abord, rester fidèle à soi-même, en « faisant du Rocard », technique longue et didactique (qui recueillera, elle aussi, les applaudissements) et sans concessions à l'auditoire. Sauf, peut-être, lorsqu'il déclare que si l'opposition du PS doit être « responsable », elle doit se montrer sans faiblesse face au « gouvernement le plus réactionnaire que la France ait eu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ».

Quant au fond du problème, l'élection présidentielle, l'ancien ministre de l'Agriculture peut difficilement aller plus loin : il n'a pas l'intention, dans l'immédiat, de franchir un nouveau palier dans l'affirmation de son ambition. Un pas en avant, deux pas en arrière : M. Rocard se livre, devant les militants attentifs, à un réajustement minuté d'équilibriste. D'abord la rimelle critique de la presse, qui en fait trop. Puis le rappel d'une discipline sans faille pendant toutes ses années de parti. Mais, en contrepoint, l'affirmation que « quelque chose n'est pas d'accord avec ça (les règles du parti) s'en va ». (A Calais, le soir, il parlera de « problème de conscience »). Et puis, l'affirmation aussi qu'en parcourant la province, alors que MM. Chirac et Barre sont déjà en campagne, il ne fait que prendre sa part à « un immense travail pour convaincre l'opinion que le choix du socialisme démocratique est le bon choix. C'est encore que « quel que soit le candidat final », il est sûr que « le drapeau socialiste sera fermement défendu ». Mais, malgré tout, cette confiance : « Je pense que les enjeux sont grands ; je me crois des capacités de les exprimer, c'est vrai ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

Du Parlement à l'usine

Unanimité pour « faire de chaque Français un militant de l'entreprise »

Signe des temps : les parlementaires sont de plus en plus nombreux à rechercher les contacts directs avec le monde des entreprises. C'est ainsi que les stages proposés aux députés et aux sénateurs par l'association Entreprises et Progrès, qui s'emploie à favoriser ce rapprochement en intégrant les élus à la vie d'entreprises performantes, connaissent un succès croissant. Vingt-deux députés et onze sénateurs y auront participé en 1986, et les témoignages de plusieurs d'entre eux, exprimés mercredi soir 22 octobre dans un grand hôtel parisien, en présence du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas, ont été élogieux. Au contact des réalités économiques et sociales vécues quotidiennement dans les entreprises, les représentations portées par les parlementaires tendent à gommer les clivages politiques. L'économie l'emporte alors sur la politique.

M. Christian Piarret, député socialiste des Vosges, témoigne, après deux stages chez IBM et ELF-Aquitaine, — qu'il a « retenu une grande leçon : la nécessité de faire simple, et donc, pour le parlementaire, de légiférer simplement ». Il a mesuré aussi et tout simplement la course des chefs d'entreprise face à toutes les difficultés. Son collègue socialiste de l'Alier, M. Jean-Michel Belorgey, stagiaire chez ICI SOPRA

(produits phytosanitaires), a, plus prosaïquement, approfondi ses connaissances en matière de gestion de stocks, de débouchés commerciaux, etc. ; « mais plus on apprend, dit-il, plus on crée l'envie d'en savoir davantage... » Il est devenu l'un des « habitués » de ces stages de formation parlementaire permanente.

Actualisation des connaissances

Stagiaire, lui aussi, chez ICI SOPRA, le député RPR de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain, élu d'un département très rural, souligne à quel point son approche des problèmes agricoles a changé ; « Évidemment, quand je traite des sujets agricoles, j'insiste sur l'importance vitale de la recherche biotechnologique, car c'est d'elle que dépend l'avenir de l'agriculture française ». Et il ne s'étonne guère qu'un « consensus » réunisse désormais les parlementaires face à la vie des entreprises : « A l'époque où le taux de croissance de l'économie française était de l'ordre de 5 à 6 %, le seul problème était de répartir ce qui rapportait la production entre les patrons et les salariés et il en résultait des conflits sociaux, la lutte des classes... L'obsession, c'était le profit. Maintenant, le problème n'est plus de produire mais de

vendre, c'est le marché qui est devenu l'obsession, et tout le monde, dans l'entreprise et autour d'elle, est concerné au même degré... »

M. Etienne Pinte, député RPR des Yvelines, raconte pour sa part qu'il a « d'abord découvert ce qu'est la culture d'entreprise », puis il a « compris qu'on pouvait, dans une entreprise, ne jamais licencier à condition qu'il y ait toujours une actualisation des connaissances pour être toujours performant ».

Quant au sénateur socialiste des Côtes-du-Nord, M. René Regnaud, il est tellement ravi de son stage qu'il n'hésiterait pas, lui l'ancien professeur de dessin industriel, à commencer une carrière professionnelle dans le privé si d'aventure il devait quitter un jour le palais du Luxembourg. Ce n'est pas une parole en l'air puisqu'il a déjà sabordé son éventuelle bouée de sauvetage en demandant récemment sa radiation des registres de l'éducation nationale.

Le mot de la fin est revenu au secrétaire auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Jean Arthuis, qui a émis le vœu de « faire de chaque Français un militant de l'entreprise », patrons et parlementaires l'ont applaudi.

A. R.

Cette aventure célèbre a divertifié et fait frémir l'Europe entière.



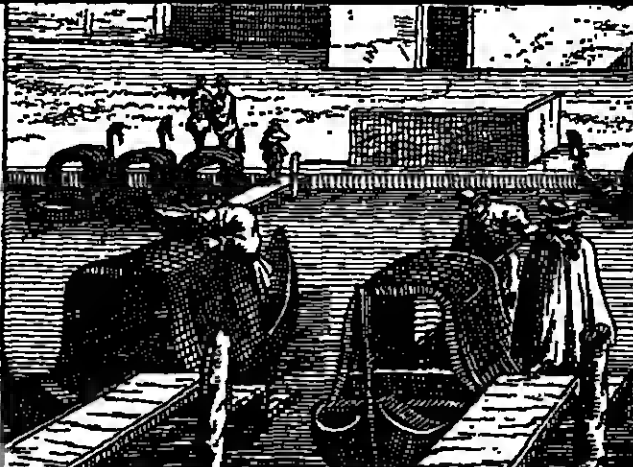
Un livre rarissime.

On ne connaît que quelques exemplaires de l'édition originale de ce récit réaliste et spirituel.

Publié du vivant de Casanova, ce précieux volume relate, notamment, l'évasion aussi spectaculaire qu'ingénieuse du futur auteur des Mémoires. L'habileté au jeu du jeune aventurier, sa verve moqueuse et surtout une sombre affaire de magie rose et noire lui avaient valu d'être jeté dans la plus sinistre et la plus hermétique prison d'Occident : les fameux Plombs de Venise. Son astuce et son audace lui permirent de s'échapper de cet « Alcatraz » dans des conditions qui firent éclater de rire l'Europe entière.

Écrit directement en français dans une langue admirable.

Ce livre singulier écrit en français par un Italien peut être considéré



Intrigues, amours, sorcellerie, prisons dans la Venise secrète des doges. Édition intégrale d'un des livres les plus rares et les plus curieux du XVIII^e siècle

le premier chef-d'œuvre de

CASANOVA

« Histoire de ma fuite des prisons de Venise... »

avec le récit des événements pittoresques qui ont précédé et suivi cette évasion rocambolesque jugée impossible

Illustré avec 155 vues admirables de Venise dessinées sur place à l'époque par le maître graveur de Leyde

PIETER VAN DER AA

comme un des chefs-d'œuvre de la littérature française du XVIII^e siècle. Au contraire des Mémoires qui furent arrangés et expurgés par l'éditeur, ce texte brillant nous révèle l'intégrité du talent de Casanova. C'est un régal. « L'histoire de ma fuite... » nous donne aussi un aperçu pittoresque et véridique sur la vie à la fois joyeuse et sinistre dans la puissante Venise de l'époque.

Jean-Jacques Casanova, « chevalier » de Saint-Jean, est un des « libertins » cultivés et apatrides qui à l'instar de Cagliostro et du Comte de St-Germain devinrent célèbres en Europe à la veille de la Révolution.

Vivant agréablement d'expéditions et de bonnes fortunes, Casanova fut tour à tour abbé, secrétaire d'un cardinal, violoniste, officier, protégé d'un sénateur vénitien, inventeur de loterie en France, joueur professionnel, magicien, espion, négociant, écrivain et enfin bibliothécaire du Comte de Waldstein au château de Dux. Bref, un aventurier

comme on en voit peu. Et surtout, quel talent d'écrivain !

Les livres illustrés de Van der Aa s'attachent à prix d'or.

Pieter Van der Aa est un artiste et un éditeur d'art du XVIII^e siècle passionnément apprécié par les grands collectionneurs. Ses livres sur la géographie et la botanique atteignent une cote record. C'est dire que l'ensemble des 155 vues de Venise de ce grand gra-

veur, réunies ici pour la première fois en l'honneur de Casanova, présente un intérêt extrême pour les bibliophiles. Les amoureux des livres apprécieront dans mon édition la complémentarité du texte, des illustrations et de la reliure, tous datés de la même époque et centrés sur la Venise de Casanova.

Un des plus beaux livres d'art de Jean de Boumot construit d'après les « divines proportions du nombre d'or ».

Je considère ce livre comme une de mes réussites les plus accomplies. Tout a été mis en œuvre : la reliure en plein cuir de mouton d'un seul tenant teintée exprès pour cette édition sur mes indications et ornée d'un décor poussé au dos sur véritable, ce même cuir fin à 22 carats recouvrant la tranche supérieure ; le papier malgré les augmentations de prix reste mon beau vergé chiffon à la forme ronde authentifiée par mon filigrane en pleine pâte.

Que de soins, que de patience, mais le résultat est là : un magnifique in-quarto sans défauts fleurant bon le cuir véritable, le papier de qualité et l'encre d'antan. 456 pages au grand format 21 x 27 cm, cousues au fil fort, agrémentées de trancheffiles et d'un signet tressés. Une réussite.

La garantie à vie de Jean de Boumot

La qualité de nos livres et la noblesse des matériaux mis en œuvre leur assurent une longévité comparable à celles des éditions d'autrefois. Avec les ans ils prennent la patine et le charme. A cela s'ajoute la valeur des textes restitués avec conscience et choix pour leur intérêt littéraire, historique ou artistique. Il s'agit chaque fois d'une création et à ce titre nos livres méritent leur renommée. C'est pourquoi je m'engage à les racheter au souscripteur à n'importe quel moment.

Jean de Boumot

BON POUR UN EXEMPLAIRE DU TIRAGE DE LUXE (sans supplément) offre valable 3 mois

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer un exemplaire du tirage de luxe de « Histoire de ma fuite des prisons de Venise qu'on appelle les Plombs » par Giacomo Casanova, en un volume 21 x 27 cm relié plein cuir.

J'ai noté que ce livre me parviendrait dès sa sortie de chez le relieur dans 4 mois environ.

Si je décide de garder ce livre après dix jours d'examen, j'en réglerai le montant, soit 386,00 F (+ 26,50 F de frais de port).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Commune

Signature I

Les Editions Paule Marrot OUVERTURE

Première Boutique

16, rue de l'Arcade
75008 PARIS - Tél. : 42-65-76-02

Nappes, sets, quilts, draps, trousses, parapluies, table roulants, du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30

LE CHATEAU EN FRANCE

sous la direction de J.P. BABELON

Co-édition : Musée National des Monuments Historiques et Sites le château, architecture et société

21 x 29 cm - 448 p. - 350 F - 665 F

Berger-Levrault

11, rue de la Harpe - 75005 Paris

INFORMATION INTER-ENTREPRISES

Société nouvelle fondée prochainement pour

Informatiser votre entreprise à des meilleurs prix avec des techniques simples et avancées.

35, rue du Général-Leclerc 91230 MONTERON

La recherche régresse.

A demain. LE SIDA PROGRESSE.

Collectif des admissibles
CNRS-INERM, 107, hôpital Saint-Louis, 75475 Paris Cedex 10

Politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 octobre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● POLITIQUE DE L'EAU

Le ministre délégué chargé de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique de l'eau. L'eau est une ressource économique essentielle et un élément important du patrimoine national. La politique proposée a pour objectif de gérer cette ressource avec une plus grande efficacité et au moindre coût, tout en simplifiant les procédures, clarifiant les responsabilités et renforçant la protection des eaux. Elle s'ordonne autour de quatre grandes orientations :

1) Moderniser le droit de l'eau. — Une réflexion est engagée dans le but de simplifier les textes, de les harmoniser et de donner aux collectivités locales un rôle accru dans la gestion des rivières, notamment pour mener des actions visant à enrayer la dégradation de l'environnement de certains cours d'eau. Un groupe de travail, issu du comité national de l'eau, fera des propositions en ce sens en mars 1987. Dès maintenant, les procédures relatives aux installations classées vont être simplifiées.

2) Rationaliser les structures administratives de gestion de l'eau. — Sans qu'il soit porté atteinte aux compétences spécialisées des ministères en ce qui concerne l'usage de l'eau (navigation, énergie, consommation, irrigation, etc.), la gestion de la ressource en eau sera organisée en quatre niveaux :

— Au ministère de l'environnement, la direction de l'eau et de la prévention des pollutions ;

— Dans chacun des six grands bassins hydrographiques, un commissaire de la République coordonnateur assisté d'un délégué de bassin ;

— Dans chaque région, le commissaire de la République de région assisté du service régional des eaux ;

— Dans chaque département, le commissaire de la République qui sera chargé de rationaliser les services compétents en matière de politiques des eaux.

3) Promouvoir les techniques et le savoir-faire français. — Afin de valoriser les techniques que les industriels français ont portées au plus haut niveau sur le plan international, une action sera engagée à l'occasion du regroupement des organismes existants au sein de l'Institut de l'eau, dans lequel l'ensemble des acteurs (État, agences financières de bassin et industriels) mobiliseront leurs compétences.

4) Développer les actions de protection. — Les six agences financières de bassin élaborent actuellement leur cinquième programme d'intervention (1987-1991), en

concertation avec les usagers, les collectivités locales et l'État. Ces programmes auront notamment pour objectif de développer les réseaux d'assainissement des collectivités locales, action dans laquelle la France a pris du retard. Sur le plan financier, ils reposent sur un accroissement net moyen de 2 % par an en francs constants des ressources des agences. La mise en place des réseaux d'assainissement des eaux, dont l'achèvement est prévu pour 1990, sera poursuivie. Dans le même temps, les digues et barrages d'écroulement des crues inscrits dans les contrats de plan Etat-régions seront réalisés, avec la participation financière de l'État. La protection des rivières sera renforcée, notamment par la limitation de certains aménagements ou usages tels que les extractions de matériaux ou la construction de micro-centrales hydroélectriques.

● TRANSPORTS POUR LA DÉFENSE

Sur proposition du ministre délégué chargé des transports, le conseil

des ministres a adopté un décret relatif à l'organisation des transports pour la défense. Ce décret actualise le décret du 15 décembre 1965 qui réglementait, jusqu'à présent, cette matière. Il a pour objet essentiel de définir, dans le cadre de la défense économique, les modalités de mise en œuvre du régime des priorités de transports.

● VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A LA RÉUNION ET A MAYOTTE

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a rendu compte au conseil des ministres de la visite du premier ministre à la Réunion et à Mayotte, du 18 au 20 octobre. A la Réunion, le premier ministre a appelé que les départements d'outre-mer constituent une des grandes priorités de l'action du gouvernement. Il a présenté le projet de loi de programme pour le développement économique et social des DOM, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte. Il a pu

constater que ces mesures répondaient aux espoirs de la population qui leur a réservé un bon accueil.

A Mayotte, le premier ministre a confirmé que le problème de l'appartenance de Mayotte à la France ne se posait pas, en rappelant les garanties apportées à cet égard par la Constitution. Il a également annoncé le lancement d'un plan pluriannuel de rattrapage économique et social, dont les principales dispositions seront définies par une convention entre le gouvernement et la collectivité territoriale.

Enfin, devant l'Assemblée des présidents des conseils généraux, qui tenait ses assises à la Réunion, le premier ministre a évoqué les orientations et les perspectives de la politique de décentralisation.

● Dissolution de deux conseils municipaux. — Sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé, le mercredi 22 octobre, la dissolution du conseil municipal des communes d'Ezy-sur-Eure (Eure) et de Saint-Benoît-des-Ordes (Ille-et-Vilaine).

Nomination de cinq préfets de région

Le conseil des ministres du 22 octobre a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

● CENTRE : M. Paul Bernard

M. Paul Bernard, commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne, est nommé commissaire de la République de la région Centre, en remplacement de M. Yves Bentegeac.

[Né le 12 septembre 1934 à Montpellier (Hérault), M. Bernard, chargé de cours à l'École nationale d'administration, est nommé en 1966 sous-préfet de Pithiviers (Loiret) et en 1968 chargé de mission auprès du préfet de la région Bretagne. En octobre de la même année, il est nommé chef de la mission régionale de Bretagne. Il était sous-préfet de Lorient (Morbihan) depuis avril 1974. Préfet de l'Aveyron en 1977, de la Sarthe en 1981, M. Bernard est nommé commissaire de la République de la région Centre et de la Corse du Sud en 1983. Il était commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne, préfet de la Marne, depuis le 31 juillet 1985.]

● CHAMPAGNE-ARDEENNE : M. Maurice Theya

M. Maurice Theya, commissaire de la République de la région Franche-Comté, préfet du Doubs, est nommé commissaire de la République de la région Champagne-Ardenne.

[Né le 26 septembre 1924 à Wattwiller (Nord), M. Theya, ancien élève de l'ENA, est en poste en Algérie de 1957 à 1959, au cabinet du préfet de Tlemcen puis comme sous-préfet de Bou-Saïf. Secrétaire général de l'Yonne en septembre 1959, il est nommé sous-préfet de Castelnau (Tarn-et-Garonne) en 1962, puis secrétaire général de l'Oise en 1963. Chargé de mission au cabinet de M. Jean Chastan, ministre des transports, de

novembre 1967 à juin 1969, il est nommé conseiller technique au cabinet de M. Jean Bally, secrétaire d'Etat chargé de l'économie et des finances jusqu'en mars 1972. Secrétaire général de la Charente-Maritime (1972) et du Val-de-Marne (1981), il est nommé successivement préfet du Lot (1975), de la Charente-Maritime (1978) et du Val-de-Marne (1981). Il était commissaire de la République de la région Franche-Comté, préfet du Doubs, depuis le 20 novembre 1985.]

● FRANCHE-COMTÉ : M. Claude Silberzahn

M. Claude Silberzahn, commissaire de la République de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, est nommé commissaire de la République de la région Franche-Comté, préfet du Doubs, en remplacement de M. Maurice Theya.

[Né le 18 mars 1935 à Melun (Seine-et-Marne), M. Silberzahn a été licencié de l'École nationale de la France d'outre-mer. M. Claude Silberzahn a été secrétaire général de la préfecture de la Martinique, en 1967, avant de participer à plusieurs cabinets ministériels : en qualité de conseiller technique de M. André Bord, en secrétariat d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, en 1971-1972, en qualité de chef de cabinet de M. Alain Chabat, en 1972-1973, en qualité de conseiller technique de M. Xavier Deniau, en secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, en 1973-1974, en qualité de directeur du cabinet de M. Bernard Stani, qui avait succédé à M. Laurent Fajon, M. Silberzahn avait été également, de 1979 à 1982, secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime (où il avait fait la connaissance de son futur premier ministre) et préfet de la Guyane, de 1982 au 9 août 1984, date de sa nomination à l'Hôtel de la Région. Il était commissaire de la République de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, depuis le 31 juillet 1985.]

● LANGUEDOC - ROUSSILLON : M. Yves Bentegeac

M. Yves Bentegeac, commissaire de la République de la région Centre, préfet du Loiret, est nommé commissaire de la République de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, en remplacement de M. Jean-Marie Costrou.

[Né le 18 novembre 1927 à Saint-Sébastien (Espagne), diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Bentegeac est administrateur de la France d'outre-mer en Oubangui-Chari de 1951 à 1959 avant d'être nommé conseiller aux affaires administratives en République Centrafricaine. De retour en France, il est chargé de mission auprès du préfet de la région Midi-Pyrénées de 1965 à 1972, avant d'être nommé secrétaire général du Var. Commissaire à la rénovation du vignoble languedocien en 1973, il est successivement préfet de la Haute-Corse (1977), de la Manche (1979) et de l'Aisne (1981). Commissaire de la République de la région Haute-Normandie, préfet du Calvados en décembre 1982, il était commissaire de la République de la région Centre, préfet du Loiret, depuis le 6 mars 1985.]

● POITOU-CHARENTES : M. Jean-Marie Costrou

M. Jean-Marie Costrou, commissaire de la République de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, est nommé commissaire de la République de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, en remplacement de M. Jacques Monestier, nommé, le 15 octobre dernier, commissaire de la République de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique.

[Né le 22 janvier 1930 à Larche (Corrèze), ancien élève de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Costrou a occupé divers postes dans l'administration du Niger de 1955

Les treize Algériens menacés d'expulsion font appel

Les avocats des treize Algériens, dont plusieurs militants ou sympathisants du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA) de M. Ahmed Ben Bella, ont fait appel, ce jeudi 23 octobre, devant le premier président de la cour d'appel de Paris, de l'ordonnance rendue la veille par le juge délégué, confirmant les arrêtés d'expulsion pris par le ministre de l'intérieur.

A l'Assemblée nationale

M. Pandrand déclare que mille sept cents étrangers ont été reconduits à la frontière depuis le 9 septembre

Questions d'actualité obligent, les conditions dans lesquelles ont été expulsés cent un Maliens ont été débattues, le mercredi 22 octobre, à l'Assemblée nationale. M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire de Belfort) s'en est pris violemment au gouvernement, parlant de « rafle », soulignant que la plupart des expulsés « s'ajournaient dans un foyer de Remy-sous-Belfort, commune rattachée à la circonscription électorale de M. Robert Pandrand », même s'il est interdit de faire « un lien entre le score élevé du Front national dans cette circonscription et la décision du ministre délégué à la police ». L'ancien ministre socialiste s'est aussi demandé si ces expulsions servaient « l'image de la France dans le monde », notamment dans les pays africains et en particulier « au Mali, où le président de la République doit effectuer prochainement une visite d'Etat ».

M. Robert Pandrand n'a pas répondu à cette question, mais il a répliqué que, pour « ce qui concerne les droits de l'homme, le gouvernement n'a de leçon à recevoir de personne », et particulièrement pas de la gauche, puisque lui n'a pas oublié « ce que faisait le gouvernement socialiste en 1956 ». Le ministre délégué à la sécurité, semblant parfois mal à l'aise, a aussi rappelé que, en juillet 1985, « deux cent cinquante-huit ressortissants étrangers avaient été expulsés dans des conditions analogues » à celles qui viennent d'avoir lieu. Il a annoncé que, depuis le vote de la nouvelle loi

sur le statut des étrangers — le 9 septembre — mille sept cents d'entre eux « en situation irrégulière » ont été reconduits à la frontière et que, depuis lundi, « sur trois aéroports français, cent-cinquante-neuf personnes ont regagné volontairement leur pays ». Il a ajouté que le Conseil constitutionnel n'avait pas jugé cette loi contraire « aux grands principes de droit ». Il a donc confirmé qu'elle serait appliquée, « à l'exception que nous avons constaté, et il a noté, que les étrangers en situation irrégulière étaient plus nombreux que nous ne le pensions ».

Si, comme l'a affirmé M. Chevènement, l'objectif du gouvernement est « de permettre au candidat Chirac de ne pas se laisser doubler par le candidat Le Pen », il n'a été dit que M. Yves Brient (non inscrit, Val-d'Oise), un dissident pourtant du groupe de M. Le Pen, a reproché au ministre son manque de fermeté dans sa réplique à ceux qui critiquent son action, parlant à ce sujet de « colonialisme » et estimant que « l'Assemblée ne peut accepter que ses décisions soient dénoncées par un syndicat d'avocats ou un syndicat de magistrats ».

M. Pandrand, lui, est moins sensible ; il ne se laisse pas « impressionner par le chaos des pleureuses ». Tous ceux qui ont été ainsi qualifiés auront donc encore l'occasion de se faire entendre.

THÉRIER BRÉHER.

Réuni en session extraordinaire

Le conseil général de Haute-Corse souligne la nécessité de lutter simultanément contre le terrorisme et le banditisme

BASTIA
de notre correspondant

« La paix civile ne se divise pas. » Le préfet de police de la Corse, M. François Leblond, avait émis cette formule choc à huis-clos au cours des cinq heures de séance du conseil général de Haute-Corse réuni mardi 21 et mercredi 22 octobre en session extraordinaire. Elle a été reprise comme phrase-clé, selon M. François Giacobbi, président du conseil général, dans une motion votée à l'unanimité mercredi matin.

Aux fins de faire leur devoir, avait demandé, en préambule de cette session, M. Vincent Carloti, maire d'Aléria et conseiller général socialiste : celui de sensibiliser l'opinion publique. Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul objectif, avait-il ajouté, le parti des hommes bons d'une part, et celui des voyous d'autre part. Si le million frappe fort et tue à l'occasion, en démocratie, on ne tue pas, mais on peut frapper fort.

Ce n'était pas le rôle des élus de frapper fort. En revanche, les conseillers généraux ont une nouvelle fois défini les compétences respectives des responsables : aux pouvoirs publics de se charger des affaires de police et de justice, aux élus locaux de faire connaître le sentiment des populations et d'indiquer les bonnes manières d'agir. Dans la motion finale, les conseillers demandent à l'Etat de considérer la situation de la Corse comme prioritaire et assument les pouvoirs publics de leur total soutien pour lutter contre toutes les formes de criminalité, notamment « le terrorisme et le banditisme, qui sont indissociables et qui se nourrissent l'un de l'autre. Une lutte, ajoutent-ils, qui doit être menée en même temps avec la même énergie et avec la même détermination ».

Le débat centré à l'origine sur le banditisme s'est élargi aux autres formes de violence, selon M. Carloti. « C'est la première fois que l'on parle au conseil général du banditisme et de la pègre, ce qui nous a permis à chacun de préciser nos positions. Mais, surtout, cette session a été précédée de la délivrance d'une commission rogatoire pour association de malfaiteurs qu'avait précédemment demandée le procureur de la République et qu'il n'avait pas obtenue ».

NOËL FANTONI.

Nominations militaires

Le général Bernard Nicolas reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 22 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Air. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Bernard Nicolas.

Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Jean-Claude Lebrun et Claude Lartigue ; général de brigade aérienne, les colonels Pierre Warmé, Hector Pissot, Eric Champoisseau et Jean-Paul Pelissou.

● Terre. — Sont promus : général de division, le général de brigade Marc Anglard ; général de brigade, les colonels Henri Drouot, Edmond Lintaye, Jean Baseres, Philippe Morillon.

Est nommé adjoint au général gouverneur militaire de Metz, commandant le 1^{er} corps d'armée et la VI^e région militaire, le général de division Jacques Leclerc.

● Marine. — Est promu commandant, le capitaine de vaisseau Jean Turcat.

● Armement. — Sont nommés : directeur du Centre de documentation de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe René Raymond ; chargé de mission auprès du directeur des personnels et des affaires générales de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe François Chevalier.

● Service de santé. — Sont promus médecin général inspecteur, le médecin général Robert Fontanges ; médecin général, les médecins chefs Louis Force, Marc Théron et Jean Blide.

Sont nommés : inspecteur général des services de santé, le médecin général inspecteur Pierre Thomas ; inspecteur du service de santé de l'armée de terre, le médecin général inspecteur Léon Garreta ; inspecteur général du service de santé de l'armée de l'air, le médecin général inspecteur André Le Mer ; directeur du service de santé de la 1^{re} région militaire, le médecin général inspecteur Henri Antoine ; médecin chef de l'hôpital d'instruction du Val-de-Grâce, le médecin général Jean Kermaec ; directeur du service de santé de la II^e région aérienne, le médecin général Robert Auffret ; directeur du service de santé de la I^{re} région maritime, le médecin général Claude Le Mouél.

● Gendarmerie. — Sont promus général de division : les généraux de brigade Claude Duquoy et Dominique Stromboli ; général de brigade, le colonel Jean Iban.

**E.M.C.,
RELAXATION...
HYPNOSE**

Apprendre l'anglais avec Miro Power.
Formation et des techniques pédagogiques d'avant-garde.

Vous apprendrez ou vous vous perfectionnerez sur 80 heures. Cette langue deviendra, aujourd'hui, l'outil indispensable des relations et des affaires.

Tél. : 42-62-37-50

OFFICIERS MINISTÉRIELS
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL.
le JEUDI 6 NOVEMBRE 1986 à 9 h 30
UN APPARTEMENT à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
1296, avenue Maréchal-Thévenaz - Avenue Maréchal-Dumery, sans numéro, de 4 pièces P.D.M.P., dont 2 chambres, au 4^e étage bdt D, escalier 13.
CAVE - BOX - MISE A PRIX : 160 000 F
S'adresser à M. Bernard MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), et à M. Michel MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94).

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL.
le JEUDI 6 NOVEMBRE 1986 à 9 h 30
UN APPARTEMENT à ALFORTVILLE (94)
5, RUE DU MARCHE. Comp. entree, w.c., salle de bains, séjour, cuisine, 1 ch.
UNE CAVE et Aire de Parking
S'adresser à M. Bernard MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), et à M. Michel MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94), ou à M. Jean-Pierre MALANGEAUX, avocat à CRETEIL-LARUE (94).

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL.
le JEUDI 30 NOVEMBRE 1986 à 9 h 30
APPARTEMENT à VILLENEUVE-LE-ROI (VAL-DE-MARNE)
77, AVENUE PASTEUR et 74, AVENUE CARNOT
Savoir : APPARTEMENT au rez-de-chaussée ayant son entrée au 74, avenue Carnot, comp. entree, 2 bureaux, w.c., 2 chambres, placard, salle de bains avec w.c.
GRENIER au-dessus de l'appartement
et la PORTION DE TERRAIN située sur l'élévation de l'appartement délimitée par les lettres A, B, C, D, sur le plan au n° 102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1

Le débat sur la privatisation des prisons

Levée de boucliers à Force ouvrière...

« Je n'imagine pas que les gardiens de prison puissent être autre chose que des fonctionnaires », a déclaré M. André Bergeron, le mercredi 22 octobre. Le secrétaire général de Force ouvrière assistait, dans une salle bondée du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Eure-et-Loir), à un meeting organisé par le Syndicat national des personnels de surveillance, la principale organisation des gardiens de prison (six mille adhérents revendiqués).

Plus de quatre cents « matons » ont accueilli M. Bergeron, qui est parti en guerre contre la politique de M. Alain Chalandon. La privatisation des prisons provoque l'irritation du patron de FO. Il en est de même du plan du garde des sceaux contre la toxicomanie. Très applaudi, M. Bergeron a déclaré qu'il aurait dû confier « à quelqu'un d'autre » qu'au ministre de la justice le soin de trouver une solution à la toxicomanie, au ministre de la santé par exemple. Les gardiens ne se sentent pas armés pour soigner les drogués et redoutent de voir ceux-ci affluer dans les établissements pénitentiaires.

Sur les prisons, le secrétaire général de Force ouvrière ne conteste pas qu'il y ait un « problème » de surpopulation. Il estime cependant qu'il est « singulièrement hasardeux » de confier la surveillance de nouveaux établissements à des entreprises pri-

vées, même s'il est envisageable de transférer à celles-ci la construction des bâtiments et l'entretien des détenus.

M. Bergeron pronostique que la privatisation va poser aux gardiens « un problème de carrière » car, contrairement aux fonctionnaires, le privé recrutera des surveillants selon des règles qui ne seront plus celles de la fonction publique.

Il n'ignore pas cependant que les projets de M. Chalandon ouvrent des perspectives de carrière prometteuses à certains cadres de l'administration pénitentiaire, ce qui explique que le syndicat (FO) des personnels de direction soit favorable à la privatisation. Le secrétaire général de FO s'est néanmoins efforcé, mercredi, de minimiser ces divergences en lançant à son auditoire : « Vous êtes solidaires sur l'essentiel ».

Avant M. Bergeron, M. Jacques Bilette, secrétaire général du syndicat des surveillants, s'était prononcé fermement contre la privatisation, tout en déclarant que sa cas cotte-ci aurait lieu, son organisation ne devrait pas oublier qu'un syndicat « doit défendre la profession ». Autrement dit, les surveillants, qui attendent des compensations du ministère de la justice, entendent les marchander chèrement.

La réfection de l'aéroport d'Antigua

« Le contrat a été exécuté normalement » affirme M. Michel Noir

« Les fonctionnaires de la commission des garanties et la CORACE ont travaillé dans le strict respect des règles », a affirmé M. Michel Noir, ministre délégué aux opérations importantes qui doit couvrir la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, était revenue sur son refus de garantir le projet d'Antigua, c'est que des éléments nouveaux étaient apparus. D'une part, la société d'ingénierie BSF, maître d'œuvre pour la réfection de l'aéroport, s'était adjoint une entreprise de travaux publics, « à l'expérience technique et internationale incontestée » ; d'autre part, les autorités d'Antigua avaient accepté « un schéma de sûreté, fondé sur la perception d'une taxe aéroportuaire affectée sur un compte séquestre géré par le Crédit lyonnais ».

M. Michel Noir a encore indiqué que « le contrat a été exécuté normalement, du point de vue technique et financier ». Bouclé en janvier 1985, le dossier a fait l'objet, le 26 mai dernier, d'un nouvel examen de la commission des garanties, « pour procéder à un aménagement technique des sûretés ».

Le seul point sur lequel le ministre n'a pas voulu se prononcer concerne la société de Saint-Etienne BSF (Building and Finishing System), soulignant que, d'après ses informations, « le tribunal de commerce a engagé, le 31 juillet 1986, une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société BSF », et qu'il appartiendra désormais à l'autorité judiciaire d'examiner les comptes, tous les comptes, de cette société ».

● RECTIFICATIF. — M. Gilbert Bauchet est ambassadeur de France à Sainte-Lucie, et non préfet de cet Etat indépendant depuis 1979, comme il a été écrit malencontreusement dans le Monde du 23 octobre. De plus, la société Maryna, à laquelle BSF a versé une commission de plus de 4 millions de francs, est évidemment une société antillaise et non antillaise. Enfin, une coupure dans la correspondance de Lyon a rendu incompréhensible le titre « On veut nous scier les pattes ». Par ces mots, M. Jean-Marie Berthoin voulait signifier qu'on cherchait à empêcher BSF d'avoir sa part de la seconde tranche de travaux qui pourraient être entrepris sur l'aéroport d'Antigua.

... et chamailleuse chez les députés

Les députés de la commission des lois qui sont allés enquêter aux Etats-Unis sur les prisons privées ont vu les mêmes choses, mais n'en ont pas tiré les mêmes leçons : ils rendaient compte du voyage de leur délégation, mercredi 22 octobre, au Palais-Bourbon, au cours d'une conférence de presse qui a tourné à la chamailleuse.

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) avait la tâche de présenter les conclusions de la délégation en termes aussi équilibrés que possible. Il a soigneusement distingué les avantages et les inconvénients de la privatisation. L'appel à des entreprises privées permet de gagner du temps. Aux Etats-Unis, certains établissements ont été construits en moins d'une année, et la privatisation évite à la collectivité de lourdes dépenses d'investissement, permettant ainsi une gestion à la fois moins coûteuse et plus efficace. M. Mazeaud a, de plus, noté « une émulation positive entre le secteur public et le secteur privé » et la présence, auprès des établissements privés américains, d'un « contrat monitor qui vérifie le respect par la société du contrat conclu ».

A côté de ces avantages, M. Mazeaud a remarqué que « la privatisation pose un problème de principe : peut-on demander au secteur privé de garantir les droits des prisonniers et de surveiller les détenus ? ». En outre, estime-t-il, les économies à court terme peuvent, à plus longue échéance, entraîner des coûts élevés pour la collectivité. D'autre part, « la création d'établissements privés peut créer une incitation à l'augmentation du nombre de

détenus ». Enfin, la privatisation se heurte à l'opposition des syndicats de fonctionnaires.

« En conclusion », a déclaré M. Mazeaud, la privatisation paraît bien adaptée à la gestion d'établissements pénitentiaires de sécurité minimale ou moyennement des tailles raisonnables (...). La privatisation pourrait [donc] être l'occasion de créer des établissements réservés aux condamnés à de courtes peines d'emprisonnement, qui pourraient ainsi ne plus souffrir de la surpopulation qui règne dans nos maisons d'arrêt ».

Approuvé par M. Albert Mamy (UDF, Tarn) et par M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), M. Mazeaud a aussitôt été contesté par ses collègues socialistes, MM. Gilbert Bonnemaison (Seine-Saint-Denis) et Philippe Marchand (Charente-Maritime). M. Bonnemaison considère que le coût pour l'Etat est lourd, même s'il est étalé dans le temps, les entreprises privées faisant simplement crédit à la collectivité. M. Marchand a eu l'impression que M. Mazeaud a eu « une vision très limitée » des sortes d'appareils-témoins destinés à séduire une clientèle potentiellement prometteuse.

M. François Asselineau (PC, Seine-Saint-Denis) n'est pas convaincu, lui non plus. Il a noté aux Etats-Unis « une absence de courant en faveur de la privatisation » et a domé, comme ses collègues des deux bords, le sentiment d'avoir déjà affiché ses arguments pour ce qui promet de donner lieu à une belle empoignée dans l'hémicycle.

B.L.G.

Au tribunal de Paris

Les limites du droit à la dérision

« Il y a un moment où trop c'est trop. » C'est ce que plaide, le mercredi 22 octobre, devant la première chambre du tribunal de Paris, présidée par Jean-Marie Desjardins, M. Georges Kleiman, avocat de Yves Montand et de Catherine Allegret, qui demandent chacun 100 000 francs de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral que le mari et la fille de Simone Signoret ont subi de la part de la société Editions pour la communication et l'organisation, editrice d'un journal appelé Zéro.

Cette publication, dont, selon M. Kleiman, « le titre pourrait être tenu pour un aveu », avait, dans son numéro du 18 juin, présenté un entretien imaginaire avec le comédien, illustré d'un dessin représentant un cadavre en putréfaction d'où sortait un ver de terre, avec le titre : « Montand président, Signoret première dame de France ». De cet ensemble, seuls le dessin et un passage de l'entretien prêtant à Yves Montand des propos particulièrement choquants sur celle qui fut sa femme se trouvent aujourd'hui en cause.

Ce fut ainsi l'occasion d'un nouveau débat sur les limites du droit à la caricature et à la dérision, consacré à des journaux qui entendent fonder leur réputation, sinon leur renommée, sur le caractère systématiquement outrancier et provocant de leur contenu. Aux yeux de M. Kleiman, il ne suffit pas de déclarer que l'on n'entend rien respecter, de se présenter en champion de l'abjection, pour être abusé. « Ce procès, s'il n'est pas celui de la caricature, ni de la charge, c'est celui de l'excès. Lorsque l'on prête mensongèrement à autrui des propos outrageants,

des convictions déshonorantes, il y a bien diffamation ou, à tout le moins, une faute, dont la réparation s'impose ».

Et il a expliqué qu'Yves Montand, « peu suspect de vouloir assumer à la liberté d'expression », n'avait pu, cette fois, consentir à certaines phrases que le font apparaître comme un soulagement de se trouver enfin débarrassé de celle qu'il aime pourtant profondément pendant trente ans.

Pour M. Thierry Levy, les phrases incriminées, « effectivement obscènes, insupportables, blessantes, intolérables », ne seraient pas pour autant répréhensibles. La sincérité des sentiments profonds d'Yves Montand pour sa compagne d'une vie est « une telle notoriété publique que le lecteur ne pouvait croire un traître mot de ce qu'on lui attribuait. On se trouvait en présence d'une présentation caricaturale, visant non pas à grossir des traits réels mais à faire dire le contraire d'une réalité, dans la seule intention de provoquer le rire, en raison même de l'énormité ».

Le procès, dès lors, ne peut résulter à ses yeux que d'un malentendu, d'une réaction trop rapide. Yves Montand n'a pas été plus maltraité que ne furent, par le même journal, M. Charles Pasqua, M. Marguerite Duras ou M. Joëlle Kauffmann et, même après sa mort, le dessinateur Reiser, qui appartenait pourtant à cette même équipe de Charles-Habak, dans la lignée de laquelle se situe le journal aujourd'hui en cause.

Jugement le 26 novembre. JEAN-MARC THÉOLLEVE.

« Normalisation » à Tchernobyl

(Suite de la première page.) Ce paysan déguisé en apprenti-chien — impénétrable de cuir noir et chapeau mou — raconte qu'il est toujours triste de quitter sa terre natale, mais se console en constatant que le nouveau village est « plus moderne ». Trop heureux que personne n'ait été malade dans son village, pour même les deux pompiers envoyés sur les lieux du sinistre.

Le scénario s'est reproduit dans un rayon de 30 kilomètres autour de la centrale nucléaire accidentée. Les premiers jours, on a évacué la population dans un rayon de 10 kilomètres, à commencer par les 49 000 habitants de Pripiat, la plus grosse agglomération du secteur, située à 4 kilomètres de la centrale. « Grâce à la régulation de 100 tonnes, on a pu évacuer les habitants de Pripiat en moins de trois heures le 27 avril », explique M. Ivan Pliouchitch, le président du comité exécutif du Soviet de la région de Kiev (2 millions d'habitants, non compris les 2,5 millions de l'agglomération de Kiev). De 28 avril au 4 mai, on a évacué le reste, soit au total 92 000 habitants, répartis en soixante villes et villages, dix kolchozes et deux sovkhozes, ainsi que 42 000 bovins — 12 000 ont été abattus immédiatement pour la boucherie.

M. Pliouchitch reconnaît qu'aucun plan d'évacuation particulier n'existait autour de Tchernobyl. « Nous avions les instructions habituelles pour les cas de guerre ou de catastrophe », dit-il, en précisant que le responsable national du comité de liquidation de la catastrophe, M. Boris Chicherbina, qui se trouvait à Orenbourg, au sud de l'Oural, est arrivé à Pripiat dès le 26 avril. « Je suis moi-même resté sur place du 26 avril au 4 mai, jusqu'à l'évacuation complète de la population ».

Si les conséquences économiques ont été « peu sensibles » dans la région de Kiev (« Notre peuple a lutté avec enthousiasme pour produire selon le plan prévu », selon l'impénétrable M. Pliouchitch), les autorités ukrainiennes avaient quand même un déficit de 300 millions de roubles, dû pour l'essentiel à une baisse de la production industrielle, faute d'électricité. Alors que la production agricole a connu « une faible augmentation », la production industrielle a baissé de près de 10 %. Quant au tourisme, les évaluations varient entre 60 % et 80 % de chute.

Mais c'est le relogement qui a posé les plus graves problèmes aux autorités, si l'on excepte les traitements médicaux partagés entre Kiev et Moscou. Comme toutes les villes soviétiques, Kiev connaît une crise sévère du logement, dont témoignent les « cités nouvelles » bâties à la hâte en banlieue. « Nous construisons 25 000 appartements par an », précise M. Valentin Zgourski, le « maire » de Kiev, qui est aussi député au Soviet suprême et héros du travail soviétique. Chaque famille devrait avoir son logement en l'an 2000. En l'an 2000... Encore a-t-il fallu

limiter les installations en ville : il a été décidé que Kiev ne devrait pas dépasser les 3 millions d'habitants. Bien que 22 000 emplois restent vacants — notamment dans les hôpitaux et l'enseignement —, on s'attendait tout de même à maintenir d'œuvre extérieure.

L'accès aux balais des arroseuses

Tchernobyl a tout compliqué : il a fallu d'urgence attribuer 8 000 logements à des évacués (1), c'est-à-dire faire entrer 25 000 (2) habitants nouveaux non prévus au plan, et donc laisser 25 000 Kieviens sur liste d'attente. Dans la région de Kiev, 97 % des évacués auraient retrouvé un travail, selon M. Pliouchitch. Mais à la ville même, on n'avait aucun chiffre.

« A partir du 2 mai, lorsque le vent a rabattu la neige sur nous, on a commencé quatre-vingt jours difficiles, se rappelle le maire de Kiev. On craignait pour le lait, les fruits, les légumes... Les dix-neuf municipalités limitrophes de la ville ont donc été passées au crible par Geiger. Tout légume suspect devait être détruit. Le lait radioactif était lui aussi détruit, ou stocké sous forme de beurre entre huit et quatre-vingt jours, en attendant la décontamination naturelle. Aucune voiture particulière ne pouvait entrer dans l'agglomération. Les véhicules utilitaires étaient contrôlés avant d'être admis en ville (« Nous avons établi une ceinture radiologique autour de la ville »).

Aujourd'hui encore, tout véhicule circulant sur les routes de Kiev à Kiev peut déclencher l'alarme radiologique en franchissant des portiques aménagés à cet effet. En outre, des « postes de traitement sanitaire » (« pause »), en dor, sont en construction. En ville, les arroseuses municipales continuent leur labeur, nettoyant trottoirs et chaussées. « C'est pour que la ville soit impeccable pour les fêtes du 7 novembre », explique le maire. De la sorte, les arbres des avenues, bien arrosés, garderont leurs feuilles plus longtemps. Les citoyens de Kiev ont noté que, durant l'été, les arroseuses passaient toutes les heures au lieu de trois fois par jour.

Avec le retour de ses enfants et de ses étudiants, la capitale de l'Ukraine a retrouvé son visage habituel. Les scolaires ont en droit à trois mois et demi de vacances (15 mai-31 août) et surtout à des séjours prolongés au bord de la mer Noire, d'habitude limités à un mois. Les étudiants ont repris le chemin des facultés et se soucient étrangement peu de Tchernobyl. Comment pourraient-ils en douter l'industrie nucléaire alors que, depuis toujours, on leur serine que le communisme, disait Lénine, ce sont les soviets plus l'électrification ? N'est-ce pas la construction du premier barrage géant sur le Dniepr (1932), à deux pas de Kiev ? La fameuse équipe de football ne s'appelle-t-elle pas Dnyamo ? Et Kharkov, la grande ville rivale, n'a-t-elle pas établi sa réputation sur

son usine Turbotron, qui vend des turbines aux centrales du monde entier ?

Tchernobyl apparaît à nos interlocuteurs sous un incident de parcours sur la voie du progrès. Qu'ils soient techniciens, administrateurs, étudiants, paysans ou simples citoyens, ils semblent avoir une confiance absolue dans les « experts » et les « spécialistes », qui annoncent tranquillement la remise en route des trois réacteurs latéraux, deux de ces mois-ci — et même la construction des tranches 5 et 6 primitivement prévues ! La production a ses exigences pour l'hiver.

Certes, on a établi trois zones de sécurité autour de Tchernobyl (2), mais le Dniepr n'aurait pas été contaminé et la Dnipro, qui se jette dans le Dniepr en amont de Kiev, serait « la rivière la plus pure du pays après le lac Baïkal ». Le maire de Kiev constate que « pas un habitant de la ville n'a été malade de contamination » et que les pompes irradiées « sont tous sortis aujourd'hui » du centre radiologique chargé de les suivre. « Maintenant que le réacteur n° 4 est sous sarcophage, nous sommes tranquilles », dit le jovial camarade Zgourski. Quand on le pousse dans ses retranchements, il déclare cependant : « Nous sommes pour l'énergie nucléaire, mais plus loin des villes ».

ROGER CANS.

(1) Les habitants de Pripiat et de Tchernobyl ont été dispersés dans diverses villes d'URSS, jusque dans les républiques baltes.

(2) Zone « bleue » ou périphérique : l'activité économique est possible mais sous contrôle strict ; zone « rouge » : activité économique arrêtée ; zone « non habitée » (pour une durée indéfinie), dont le rayon autour de la centrale varie de 6 à 16 kilomètres. Les techniciens et ouvriers qui ont repris le travail à la centrale sont regroupés à Zgourysky (Cap-Vert) au bord du Dniepr, à 38 kilomètres de distance. Ils ne peuvent rester sur place que sept jours d'affilée.

SPORTS

Les coupes européennes de football

Jacques Santini « verdict » Toulouse

Bordeaux et Toulouse, les deux équipes françaises encore en compétition dans les coupes européennes de football, ont pris, le mercredi 22 octobre, une option sur leur qualification pour le tour suivant. Les Girondins ont obtenu un résultat mal (1-1) à Lisbonne contre Benfica en Coupe des clubs vainqueurs de Coupe. En Coupe de l'UEFA, Toulouse abordera avec deux buts d'avance (3-1) son match retour du 5 novembre contre le Spartak de Moscou.

Même si le Toulouse Football Club a réussi à éliminer Naples et Diego Maradona au premier tour de la Coupe de l'UEFA avant de prendre une option sur la qualification pour le troisième tour après sa victoire sur le Spartak de Moscou, le chemin est, certes, encore long et parsemé d'obstacles jusqu'à la finale. Rarement pourtant une équipe française ne s'est autant inspiquée des « verts » pour son organisation de jeu et son état d'esprit que cette formation toulousaine, qui a d'emblée trouvé le ton juste pour aborder une coupe d'Europe.

Si, sur le terrain, Jacques Santini, joueur de devoir à la technique sobre, a souvent dû laisser sa place à d'autres dans l'équipe de Saint-Etienne, il a beaucoup observé et retenu durant son séjour dans le Forez, avant de devenir à trente-quatre ans le plus jeune entraîneur de première division.

Moins de deux semaines après la brillante démonstration de sélection nationale au Parc des Princes, les Moscovites ont confirmé à Toulouse les progrès spectaculaires du football soviétique depuis quelques mois. Sans atteindre la maîtrise des joueurs de Kiev, les footballeurs du Spartak ont néanmoins malmené les Toulousains durant la première demi-heure. Mais juste avant la mi-temps,

Gérard Passi profitait d'un corner pour ouvrir le score sur un amorti de la poitrine suivi d'une reprise de volée du pied gauche.

C'est au moment où les Toulousains paraissent bien contrôler le match que les Moscovites égalisent sur une erreur d'appréciation de Bergeron sur un coup franc « piqué » de Rodionov (55' minute). Ce coup de tort aurait pu décourager une équipe au moral fragile mais ce n'était pas le cas des Toulousains, soutenus de la voix par un public digne de celui de Geoffroy-Guichard.

Depuis le libero argentin Alberto Tarantini, jusqu'à l'avant-centre Yannick Stopyra, les joueurs du TFC multiplient alors les assauts. Mais cette soirée devait être celle du jeune meneur de jeu Gérard Passi. Après avoir ouvert le score, il récidivait sur un débordement ponctué d'un tir du pied droit dans un angle presque fermé (66' minute). Le plus beau but de cet international espoir, mérité de père congrais et de mère française, était encore à venir. A dix minutes de la fin, il recevait le ballon au centre du terrain, s'avant, s'abaissait entre trois défenseurs et glissait la balle hors de portée du gardien soviétique sorti à sa rencontre.

GÉRARD ALBOUY.

Jacques Cellard
Ce n'est pas un livre ?
A propos, c'est un livre
Les histoires de mots
L'histoire de la langue

HISTOIRES DE MOTS-II

Comment est né un mot ?
En rubricant ?
C'est bouillabaisse ?
En français, comment ça va ?
Au dictionnaire, comment ça va ?
Mots et leur histoire
Mots et leur sens
Mots et leur usage
Mots et leur vie
Mots et leur mort
Mots et leur vieillesse
Mots et leur jeunesse
Mots et leur beauté
Mots et leur laideur
Mots et leur force
Mots et leur faiblesse
Mots et leur pouvoir
Mots et leur impuissance
Mots et leur gloire
Mots et leur honte
Mots et leur honneur
Mots et leur déshonneur
Mots et leur vieillesse
Mots et leur jeunesse
Mots et leur beauté
Mots et leur laideur
Mots et leur force
Mots et leur faiblesse
Mots et leur pouvoir
Mots et leur impuissance
Mots et leur gloire
Mots et leur honte
Mots et leur honneur
Mots et leur déshonneur

Histoires de mots

Cinquante « Chroniques de langage »
parues dans Le Monde entre 1971 et 1985,
où l'on retrouve tous les partis-pris
de Jacques Cellard :
littérature, clarté, élégance et humour. 85 francs.

Co-édition Le Monde-La Découverte

هكذا من الأمل

LE MONDE

... Le Monde • Vendredi 24 octobre 1986 15

SOYEZ JESUS.

FILM "L'AFFAIRE JÉSUS"

CASTING
POUR LE RÔLE PRINCIPAL
Se présenter
Samedi 25 Octobre
au Palace
8 rue du Fbg Montmartre
75009 - Paris
Métro : Rue Montmartre
de 10 h à 17 h, muni d'une photo.

REALISATEUR
Stéphane Paoli

TOURNAGE
Janvier - Mars 1987

PRODUCTEUR EXECUTIF
Mai Production

Culture

M. Léotard présente son budget devant l'Assemblée

Expansion ou trompe-l'œil

Bataille de chiffres à l'Assemblée nationale où, le jeudi 23 octobre, M. François Léotard devait présenter la partie proprement culturelle du budget de son ministère.

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, avait déjà indiqué les grandes lignes de son budget lors d'une conférence de presse pour arriver à ce résultat : un budget en (légère) expansion — il distingue la part « grands travaux », en nette diminution du fait de l'achèvement de certains d'entre eux — 1 466 millions de francs en 1987, contre 2 285 millions de francs en 1986, — de la part culture — 7 372 millions de francs en 1987 contre 7 120 millions de francs en 1986. Le ministre annonce, en outre, un redéploiement des priorités : les effectifs du ministère diminuent très légèrement et deux cent dix emplois seront transférés. La direction du développement culturel, naguère confiée à Dominique Wallon, a disparu. Suppression également du Fonds de soutien aux industries cinématographiques et de l'audiovisuel, compensée par la suppression du compte spécial de soutien de ces secteurs. Un renouveau de l'enseignement artistique, cheval de bataille de M. Léotard, reçoit une dotation de 285 millions de francs (+ 4 %). Ce qui doit permettre, entre autre, le développement de la formation à l'école du Louvre, l'installation à Nanterre de l'école de danse de l'Opéra de Paris, la rénovation des locaux de conservation de musée de Lyon, le lancement de l'école du patrimoine et la mise en place à Charleville d'une

école de marionnettistes. En résumé, la part des crédits alloués aux spectacles et à l'action culturelle diminue (37,6 % en 1987, au lieu de 39,3 % en 1986), celle destinée au patrimoine monumental et muséographique augmente (de 26,6 % en 1986, elle passe à 27,7 % en 1987). Sont pratiquement inchangés les crédits consacrés aux arts plastiques et au Centre Georges-Pompidou (11,2 % en 1987, contre 11 % en 1986), qui fera son dixième anniversaire, et ceux qui sont alloués au fonctionnement et à l'équipement des services (11,3 % en 1986, contre 11,7 % en 1987). La part du budget destinée, en 1987, au patrimoine écrit et documentaire est identique à celle de 1986 (11,8 %). Un budget globalement satisfaisant pour M. Léotard, après les coupes claires que son ministère avait dû subir lors du collectif budgétaire du printemps dernier (une amputation de plus de 400 millions de francs).

M. Queyranne : « une action passéiste »

Cet optimisme et ces chiffres sont, il faut s'y attendre, vivement contestés par l'opposition, le Parti socialiste en particulier. Son porte-parole, M. Jean-Jacques Queyranne, doit mener la contre-attaque et déposer une quinzaine d'amendements au nom de son groupe. Ils concernent aussi bien la subvention du Théâtre de l'Europe que le financement des maisons de la culture, la politique d'acquisition des musées que l'aide à la création cinématographique, le soutien de la culture scientifique et technique, le nombre des emplois à la Bibliothèque nationale. M. Queyranne dénonce le « bluff » du ministre de

la culture et l'abandon de la grande politique culturelle entamée depuis 1981. « Le ministre n'hésite pas à manipuler les chiffres, il faut rétablir la vérité », déclare-t-il.

D'après ses calculs, le budget de la culture pour 1987 serait inférieur de 10 % à celui de 1986. Pour dissimuler ce recul, M. Léotard est accusé d'extraire artificiellement de son budget les grands travaux « alors que la baisse effective de certains crédits qui leur sont affectés devait alimenter des opérations en province, aujourd'hui sacrifiées ». Plus significatives sont les réductions des budgets d'interventions qui frappent le cœur de la politique culturelle élaborée par les précédents gouvernements, estime le porte-parole du PS : « Le budget de M. Léotard ne lui permet pas de mettre en œuvre les nouvelles priorités qu'il annonce. Il sacrifie au contraire les piliers d'une politique de développement culturel. Pour couvrir le vide de ses projets, il cherche à faire assaut de modernité, mais derrière les gadgets, c'est une action passéiste qu'il dévoile. Ainsi les crédits consacrés aux compagnies théâtrales baissent de 14 millions de francs. La musique et la danse sont aussi mal loties : une diminution de 44,4 millions de francs pour elles en 1987 ».

Le requéreur de M. Queyranne est d'autant plus vir que la culture a été l'un des points forts de la politique de la gauche. Elle estime, à juste titre, avoir fait un effort considérable dans ce domaine et n'entend pas laisser M. François Léotard profiter d'un élan qui a si bien réussi à M. Jack Lang. Aussi affirme-t-elle avec détermination une différence qui ne saute pas aux yeux à la lecture du budget.

EMMANUEL DE ROUX.

MUSIQUE

Armin Jordan à la tête de l'Ensemble orchestral de Paris

Vent debout

Après Kent Nagano lundi, à l'Ensemble intercontemporain, c'était au tour d'Armin Jordan : salle Pleyel, devant un parterre très officiel (1)...

Armin Jordan a pris ses fonctions de « chef invité privilégié » de l'Ensemble orchestral de Paris, dont il sera en réalité le vrai patron, succédant à Jean-Pierre Wallès. Mais il y a ainsi à notre époque quantité de titres fleuris et alambiqués qui ont pour but de masquer certaines susceptibilités, la plupart des grands chefs ayant en charge deux ou trois orchestres de par le monde (pour Jordan, l'Opéra de Bâle et l'Orchestre de la Suisse romande)...

Inauguration parfaitement réussie : l'Ensemble parisien, composé d'excellents instrumentistes, répond admirablement à la force rebelle, à la précision inflexible, à la grâce toute romantique de Jordan dans la grande Sérénade en ré majeur K. 203. Sonorité rutilante, transparente, dépourvue de sécheresse et d'aigreur, c'est un Mozart à l'échelle de la puissance orchestrale, sans chahuts de basses, sans charmes de flûtes, sans andantes charmeuses, ses allures courtes et précises. Le violon solo Philippe Brice escadait joyeusement les pentes du terrible concerto intempestif, et Daniel Aronson fait « sauter » les notes par ses chants de hautbois, tandis que murmurent des altos et violoncelles de valeurs.

Que fait donc Jordan pour cela ? Le visage très modeste, ardent et réveillé, la silhouette massive, sont de bons indices de ce qui se passe : la batte de la main droite est très nette, et le bras gauche modèle les accents en trouvant instantanément le geste expressif irréfutable, sans négliger le moindre détail. Chaque mouvement est mis dans son vrai caractère et aucun n'apparaît comme interchangeable dans ce chapelet de danses alternées. A la suite de Jordan, plus personne n'est blasé ; tous ont reçu le feu de l'esprit. Et la musique file, légère comme une golette, vent debout.

La Messe en temps belli (ou « Messe aux tambours », écrite par Josef Haydn en 1776, alors que Bonaparte menaçait l'Autriche, manifeste le don de Jordan pour les grandes fresques. Rapide, contras-

tée, tourbillonnante, entrecroquant les voix et les instruments, elle demande cette saine instantanéité du style, du sentiment, de la poésie, du drame. Elle exalte des ouragans de couleurs claires, de poignantes méditations des mystères et des cantiques de louanges fleuries, pour arriver à cet immense Agnus Dei sur fond de roulements de tambours, qui déploie un paysage tragique et guerrier, dont Beethoven s'est très probablement souvenu dans la Messe solennelle.

Quatre beaux solistes (Margaret Marshall, Brigitte Ballew, Peter Jeffers, Gilles Cachemille) et l'Ensemble vocal Michel Piquemal mettaient tout leur talent et leur cœur dans cette frissonnante évocation par Armin Jordan d'un Haydn bien équilibré des stéréotypes.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Au grand dam du public, le concert a commencé avec une demi-heure de retard dans l'attente, venue, du secrétaire d'Etat à la culture (arrivé au bout de quarante-cinq minutes).

Mode

Saint Laurent, Alaïa

Rituels

Saint Laurent donne des envies d'élégance. Alaïa joue à cache-cache avec les habitudes. C'est le bouquet final des collections.

Quand M^{me} Raïssa Gorbatchev a accompagné son époux à Paris, elle est allée chez Saint Laurent, dans les salons de l'avenue George-V. M^{me} Ryabov, femme de l'ambassadeur d'URSS — paraplégie, gabardine beige, ne pouvait faire autrement que d'assister au défilé du maître, qui clôture traditionnellement les présentations à la Cour Carrée du Louvre.

La mode Saint Laurent est faite pour donner des envies d'élégance aux femmes d'ambassadeur, même quand elles portent de la gabardine beige. Les mannequins, hautes, minces, souriant à peine, sont le long, si fins, si élégants. Ils s'enveloppent de pans qui se relèvent en arcs ; entourent autour de leur buste mince des foulards de couleur qui se rattachent en gros nœuds et mettent en valeur le classicisme exagéré de la ligne près du corps, droite, avec la taille appuyée pour les vestes à basques ou prises dans une ceinture quand il s'agit de robes. Variations multiples de couleurs, de matières, autour d'un thème : la grâce tranquille.

Saint Laurent résiste à la tornade jupon bouffant, qui a ravagé les défilés. Ce qui s'en rapproche le plus, c'est le grand volant tulipe universel, ton sur ton ou en contraste, qui s'échappe de dessous la ceinture et le long. Mais c'est juste pour dire. Saint Laurent n'a plus besoin de prouver qu'il sait innover. Il affirme, perfectionne. Et la perfection ne se décrit pas, elle se subit.

Saint Laurent défile sous chapiteau au rythme de musiques majestueuses ; les robes sont annoncées par leur numéro en anglais et en

français. Azzedine Alaïa, lui, organise ses présentations à domicile, au fond d'un couloir voûté, pavé. Les murs sont blancs, le podium est séparé de la cabine par un plastique translucide, le public bruisse dans cette espèce d'anglais bizarre qui sert de passe-partout aux manifestations internationales. On a dit que les Américains n'étaient pas venus du tout, on entend quand même par-ci par-là leur accent.

Première surprise d'Alaïa : il renonce à l'habituel silence. Ses jupes princesses volantes tourbillonnent sur des rythmes tropicaux, ses bottes — si collantes qu'elles dessinent l'os de la hanche — se balancent sur de la disco. C'était nécessaire pour aider à faire oublier le temps de chien et le crépuscule d'apocalypse qui plombaient le ciel de Paris, aider à faire apprécier l'éclat des blancs, les couleurs douces assemblées pour chatoyer au soleil.

Les sirènes d'Azzedine, sirénuses et secrètes, envoient leur visage dans des cages attachées en collier de chien, enferment leur buste filiforme dans les hautes ceintures corsets, posent sur leurs épaules des brassières de velours à décolleté bateau qui accompagnent les mailles Lycra. Et puis il y a le cuir, simple et lourd, qui se creuse et s'évase, vivevoite, sensuel, porté à même le peau, et en jupes droites serrant le genou, bordées en bas de lamelles doublées de rouge. Il y a un étonnant passage de robes au col sévère, larges, longues jusqu'à balayer le sol, des robes de noivies — pour Thérèse ? — et déjà beaucoup moins prudentes dans leur version courte.

Azzedine Alaïa joue à cache-cache avec ce que l'on attend de lui, et avec les photographes quand il vient saluer, et que, si petit, il leur tourne le dos et disparaît au milieu de ses filles si grandes.

COLETTE GODARD.

Communication

La clôture du Marché international des programmes

Le grand bazar

Le Marché international des programmes de télévision (MIPCOM) s'est achevé mardi 21 octobre sous une avalanche de chiffres : trois mille participants de quatre-vingts pays, cent quatre-vingt-quatorze chaînes... Des résultats qui témoignent, malgré un calme apparent, du succès de la manifestation.

CANNES de notre envoyé spécial

Les Australiens — le savez-vous ? — sont de joyeux bruns qui aiment à s'écouler devant le petit écran et réclament toujours plus de programmes comiques. Les Anglais — qui l'ont cru ? — raffolent des jeux télévisés et boudent légèrement les fables dramatiques qui firent les grandes heures de leur télévision et sa réputation. Les Argentins, pleins d'enthousiasme, ont vu les films français des années 40 et 50, les téléspéctateurs des pays de l'Est nos documentaires sur la musique, la culture et la danse. Les Italiens se font une fête de découvrir « Sery Folies », quelques intellectuels américains et canadiens, abonnés au câble, feront d'Apostrophe », le couronnement des rendez-vous littéraires et mondains, tandis que les Japonais, fous de dessins animés, ne pouvaient manquer d'acheter les « Triplés », tellement BCBG.

A part cela, au MIPCOM, rien de neuf ? Si. Les Neo-Zélandais se déclarent déçus et vêtus que la France soit un des rares pays à ne s'être jamais intéressés à leur production. Farouches défenseurs des programmes nationaux, les responsables des deux chaînes publiques financées par la redevance et la publicité s'inquiètent de la création

prochaine d'une chaîne commerciale qui pourrait leur priver de la publicité et de l'invasion des programmes australiens et américains via le satellite. Installés sur le réseau italien de Télé Monte-Carlo, TV Globo, la chaîne brésilienne, s'impose difficilement de l'autre côté des Alpes, mais réaffirme très fort sa volonté d'être une télévision internationale. Puissante, elle l'est sans doute, mais, quand on parle d'empire au MIP, on évoque avant tout Berlusconi (pour émettre ses malheurs en France), Turner (qui a désormais un bureau à Paris) et puis Rupert Murdoch, présent en Australie (le réseau Ten lancé en 1979), en Amérique (où il possède la Fox) et en Europe (avec Sky Channel)...

Wait Disney, après maintes études d'audience et de marketing, se lance avec bonheur dans les programmes pour adultes. Plusieurs grandes séries connaissent un triomphe sur les réseaux américains, notamment « The Golden Girls », l'histoire de quatre femmes de plus de cinquante ans. « Le nombre d'enfants » est considérablement réduit dans les années 80, commente un responsable avec quelque cynisme. Une société lyonnaise s'est glissée au MIP pour vendre une émission sur la visite du pape, et Paramount prépare « Star Trek : nouvelle génération », la suite de la série lancée il y a déjà vingt ans et désormais située dans le XXII^e siècle.

Universel ou bien... américain

Curiex rendez-vous que ces marchés internationaux qui rythment ainsi l'année des vendeurs et acheteurs de programmes. Monte-Carlo en janvier, le NATPE américain en février, le MIP en avril, le MIPCOM en octobre, juste avant le marché multimédia de Londres en novembre et le MIFED de Milan... « Colériques et trop nombreux », conti-

ment l'Américain Bert Cohen, de chez Worldvision, qui, s'il préfère nettement Cannes, se promet pourtant d'être présent partout. « Les monopoles éclatent, les chaînes se multiplient et que peuvent-elles rêver de mieux pour attirer leur audience qu'un bon feuilleton américain ? »...

Fascinante réunion des télévisions du monde — la polonaise modeste et la Fox arrogante — où l'on sent battre le pouls d'un média de moins en moins national, de plus en plus universel. Universel ou bien... américain ? Allons ! Evitons la énième polémique sur « la TV yankee ». Quelques séries américaines coûteuses et bien ficelées font un tabac, c'est vrai, dans le monde entier. Mais, sur des milliers d'heures produites, elles ne sont qu'une poignée à pouvoir traverser l'Atlantique, la mode étant aux miniséries (quatre heures) plus faciles à intégrer dans une programmation.

Et les françaises, demandez-vous ? Pour être naturelle, la question embarrassée. Les Françaises... attendent. TF 1 reconstruit quelques contrats passés, s'informe, visionne, diffère, incapable d'anticiper sur sa grille prochaine et pas encore privatisée. Antenne 2 et FR 3 se mettent au diapason et rivalisent d'une prudence étonnante. On les a connues plus ambitieuses, moins maussades. Et l'on comprend mal cette attitude de repli. L'avenir de leur aînée leur cause-t-il tant de tourments qu'elles n'osent plus agir ? A moins que les incertitudes des PSC quant à leur renouvellement les conduisent à opter pour un profil très bas ?

« Attendons », disent, un brin condescendants, les responsables de CBS, LORIMAR, MGM ou autres producteurs. La France a toujours un comportement fort étrange en matière de télévision. Mais les choses se défont. Le marché potentiel s'y révèle excitant. Soyons prêts... et patients. »

ANNICK COJEAN.

La télévision française vue par les étrangers

« Le labyrinthe kafkaïen »

« Mais qu'arrive-t-il exactement à la télévision française ? » C'est la question que se pose ce mois-ci, avec une belle unité, la presse professionnelle étrangère. « La question, en fait, se pose régulièrement en France », ironise la revue américaine Videographe, qui explique : « Dès que le gouvernement change, la télévision doit en faire autant. » L'hebdomadaire Variety s'étonne des « alertes sinistres qui persistent dans l'audiovisuel français ».

Moqueur en décrivant les manœuvres léotardiennes autour de Radio-Monte-Carlo, le magazine américain TV-World note que, « les professionnels et le public français semblent avoir perdu tout intérêt pour leur télévision ». Même écho du côté de l'audiovisuel international, qui titre : « La télévision privée française bloquée par la politique », et du Hollywood Reporter, qui évoque le « labyrinthe kafkaïen ».

Videographe se montre le plus sévère : « On ne peut plus vendre de disques en anglais. On ne peut plus utiliser de mots anglais dans la publicité. En tant qu'étranger, vous ne pouvez pas participer à l'aventure d'un média (...). Et en supposant que vous soyez sous un gouvernement tolérant, n'attendez pas trop des publicitaires : la plupart des agences françaises appartenant au gouvernement ou en dépendent. »



Accord entre la « 5 » et le cinéma

La chaîne privée bientôt autorisée à diffuser des films

La « 5 » va sans doute pouvoir diffuser à nouveau des films. Les dirigeants de la chaîne ont en effet signé un accord avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC). Cet accord était, pour le ministre de la culture et de la communication, un préalable nécessaire à toute modification du cahier des charges de la « 5 ». Le précédent cahier des charges avait été contesté par le Conseil d'Etat, qui avait interdit à la chaîne privée de diffuser des films.

Le BLIC soumettra le texte de l'accord le 24 octobre à M. François Léotard. Il s'agit d'une incontestable victoire pour les professionnels du cinéma. Non seulement la « 5 » s'aligne sur toutes les règles des chaînes publiques (grille de programmation, délais, quota de films français) mais elle limite sa programmation à 192 diffusions de films par an au lieu des 250 prévues initialement. De plus, la chaîne s'engage à consacrer au moins 10,4 % de ses ressources à l'achat de films. M. Léotard avait accepté jusqu'à présent une telle disposition très favorable à l'économie de la production française.

Si M. Léotard accepte de signer un nouveau cahier des charges, cet accord marquera la fin d'une violente polémique qui a duré près d'un an. Certes, la « 5 » n'a théoriquement plus que trois mois d'existence à partir de la mise en place de la Commission nationale de la commu-

nication et des libertés, qui doit procéder à la réattribution du réseau. Cependant, l'accord demeure valable si la société France 5 triomphait de la compétition. En tout état de cause, il constitue un précédent important dans les relations du cinéma et des télévisions privées à venir.

Le BLIC va profiter de sa rencontre avec M. Léotard pour faire avancer le dossier du câble. Un contentieux gêne en effet la diffusion sur les réseaux des programmes de RTL Télévision, qui n'est pas soumise pour la diffusion des films aux mêmes règles que les chaînes françaises. Une dérogation a été accordée pour trois mois sur le réseau de Paris. Un autre accord séparé a été négocié entre RTL, le BLIC et la Compagnie générale des eaux pour les réseaux qu'elle exploite.

A la demande de M. Michel Péricard, président de la mission TV Câble, la négociation devrait se généraliser. RTL Télévision pourrait accepter immédiatement de diffuser 50 % de films français et se mettrait progressivement en accord avec les règles concernant les jours où la diffusion des films est autorisée. Le processus pourrait s'accélérer si la télévision belge RTBF, concurrent de RTL en Belgique, acceptait à son tour de s'aligner sur les règles françaises.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le conflit judiciaire entre deux radios arabes

Radio-Orient refuse le désistement de Radio-Assad

M^{me} Christiane Even, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, siègeant en son cabinet en tant que juge des référés, doit examiner, lundi 20 octobre, la demande de M. Khalil Ahmed, chef du bureau de presse de M. Rifaat El-Assad, frère du président syrien, adressée par voie légale à Radio-Orient, station privée parisienne (le Monde du 21 octobre).

Le plaignant affirmait que certains grands projets audiovisuels prêtés par Radio-Orient à M. El-Assad qui, quoique résidant en Europe, reste vice-président de son pays, n'avaient jamais existé. M. Raghid El-Chammah, ressortissant libanais et président de Radio-Orient, maintenait ces informations. M. Ahmed n'avait d'ailleurs pas démenti l'existence, parmi les projets, de celui d'une radio parisienne financée par deux fils de M. Rifaat El-Assad.

Or, lundi, tandis que le défenseur de la radio incriminée, M. Jean-Louis Bessis, se trouvait dans le cabinet de M^{me} Even, l'avocat de

M. Ahmed a téléphoné pour indiquer qu'il renonçait à sa demande. Mais M. El-Chammah, s'estimant moralement lésé, a rejeté le désistement de M. Ahmed. La nouvelle tournure prise par l'affaire sera examinée au fond lundi 27 octobre par M^{me} Even.

Par-delà cet écho parisien de la confrontation syro-libanaise au Proche-Orient, ce conflit, parti d'un grief relativement mineur, exprime sans doute aussi l'opposition traditionnelle entre, d'une part les alouites, minorité d'origine chiite actuellement au pouvoir en Syrie, pays comprenant une majorité de sunnites, et d'autre part cette dernière communauté musulmane, présente également au Liban et à laquelle appartient M. El-Chammah. L'Arabie saoudite, Etat sunnite, passe pour avoir été l'une des bonnes fées qui bénaient en 1982 la naissance de Radio-Orient. Affaire à suivre donc...

J.-P. P.-H.

ESCHYLE
PROMETHEUS
MISE EN SCENE
MEHMET ULUSOY
LOCATION : 47 42 67 27
AGENCES : 3 FNAC

Le Carnet du Monde

Naissances

— Anne-Marie et Gérard BERLAND

ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Elodie Starlight,

née le 19 octobre 1986 à Paris.

24, rue de la Renardière,
94300 Vincennes.

— Anne MARGOT-DUKLOT

et Jean-Marie COLLE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxime.

Paris, le 24 septembre 1986.

— Rennes.

M^{me} Jean Beauchart,

son épouse,

Ses enfants,

Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

professeur Jean BAUCHART,

ancien interne des hôpitaux de Paris,

professeur honoraire

de la faculté de médecine,

ancien chef de service d'urologie

au CHU de Rennes,

membre de la Société française

d'urologie,

survécu à Rennes le 20 octobre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 23 octobre, à 16 heures, en

l'église Notre-Dame de Rennes.

L'inhumation aura lieu le vendredi

24 octobre, à 16 heures, au cimetière de

Bar-le-Duc, dans la stricte intimité fami-

liale.

Ni visites ni condoléances.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

14, rue Anatole-le-Braz,

35700 Rennes.

Décès

— M^{me} René Bando,

son épouse,

Ses enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès à

Annenasse, le 26 septembre 1986, de

M. René RAUDON,

ancien secrétaire

de l'inspection académique de la Mayenne,

officier des Palmes académiques,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

ancien combattant

et prisonnier de guerre.

Les obsèques ont été célébrées à

Annenasse le 30 septembre.

34, avenue de la Gare,

74100 Annenasse.

— M^{me} Ariette Cahagne,

Ses enfants,

Sophie et Pierre Maudoux,

Marie-Pierre, Philippe,

Les familles Benoit, Cahagne,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

M. Pierre CAHAGNE,

survécu à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Notre-Dame de Talence, le ven-

dre 24 octobre 1986, à 14 h 30.

Prêtre de son choix et fleurs si con-

venues.

Cet avis tient lieu de faire-part.

193, rue des Quatre-Roses,

63000 Paillet.

— M. et M^{me} Jean Coisy,

M^{me} Jeanne Coisy,

M^{me} Christine Coisy,

M^{me} Odile Coisy,

M^{me} André Dujardin,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

M^{me} Marie Coisy,

M. et M^{me} Maurice Fossé,

leurs enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

Ses frères de la loge Diderot,

Les familles Leperey, Comere et

La Thier,

Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part de la perte

qu'ils viennent d'éprouver en la per-

sonne de

M. Camille COISY,

inspecteur général honoraire

de la jeunesse et des sports,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre

des Palmes académiques,

leur père, grand-père, frère, beau-frère,

oncle, parent et ami,

décédé à l'âge de quatre-vingt-sept ans,

le 18 octobre 1986, à Haute-Isle (Val-

d'Oise).

35, rue des Pommiers,

92310 Sèvres.

25, rue de la Justice,

95300 Pantin.

— M. André Crozet

et ses enfants,

Nicole et Michel Jarry,

Robert Crozet et Odile Jaumes,

Amie et Georges Lancy,

Pierre et Marianne Crozet,

Muriel et Jean-François Couderc,

Yves et Muriel Crozet,

Mario-Lise Crozet,

Florence et Pierre Sautet,

Et ses vingt petits-enfants,

Les familles Herold, Roux et Lafont,

ont la douleur de faire part du décès de

André CROZET,

survécu le 21 octobre 1986, à Montpel-

lier.

Les obsèques auront lieu au cimetière

de Saint-Félix-de-Pallières (30140), le

vendredi 24 octobre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

« Les Restes »,

Bâtiment 7, escalier A,

Avenue Louis-Rava,

34100 Montpellier.

— M^{me} Raymond Castel,

son épouse,

M. et M^{me} Jacques Castel,

Ses enfants,

Aurélien et Jean-Mathias,

Ses petits-enfants,

Les familles Combe, Bourit, Pignelle,

Ses cousins,

ont la douleur de faire part du décès de

professeur Raymond CASTEL,

doyen honoraire de la faculté

des lettres et sciences humaines

de Poitiers,

directeur honoraire

de l'Institut d'études linguistiques

de la Sorbonne nouvelle,

officier de la Légion d'honneur,

officier du Mérite,

commandeur des Palmes académiques,

commandeur de l'Ordre de Rio-Branco

(Brésil),

officier de l'Ordre de l'Infant

Henri le Navigateur (Portugal),

officier de l'Ordre

de l'Instruction publique (Portugal),

survécu à Poitiers, le 21 octobre 1986, à

l'âge de soixante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi

24 octobre, à 14 heures, en l'église

Sainte-Radegonde, à Poitiers.

L'inhumation au cimetière de Chivert

dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

193, rue des Quatre-Roses,

63000 Paillet.

— M. et M^{me} Jean Coisy,

M^{me} Jeanne Coisy,

M^{me} Christine Coisy,

M^{me} Odile Coisy,

M^{me} André Dujardin,

Ses enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

M^{me} Marie Coisy,

M. et M^{me} Maurice Fossé,

leurs enfants, petits-enfants et arrière-

petits-enfants,

Ses frères de la loge Diderot,

Les familles Leperey, Comere et

La Thier,

Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part de la perte

qu'ils viennent d'éprouver en la per-

sonne de

M. Camille COISY,

inspecteur général honoraire

de la jeunesse et des sports,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur de l'Ordre

des Palmes académiques,

leur père, grand-père, frère, beau-frère,

oncle, parent et ami,

décédé à l'âge de quatre-vingt-sept ans,

le 18 octobre 1986, à Haute-Isle (Val-

d'Oise).

35, rue des Pommiers,

92310 Sèvres.

25, rue de la Justice,

95300 Pantin.

— M. André Crozet

et ses enfants,

Nicole et Michel Jarry,

Robert Crozet et Odile Jaumes,

Amie et Georges Lancy,

Pierre et Marianne Crozet,

Muriel et Jean-François Couderc,

Yves et Muriel Crozet,

Mario-Lise Crozet,

Florence et Pierre Sautet,

Et ses vingt petits-enfants,

Les familles Herold, Roux et Lafont,

ont la douleur de faire part du décès de

André CROZET,

survécu le 21 octobre 1986, à Montpel-

lier.

Les obsèques auront lieu au cimetière

de Saint-Félix-de-Pallières (30140), le

vendredi 24 octobre, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-

part.

« Les Restes »,

Bâtiment 7, escalier A,

Avenue Louis-Rava,

34100 Montpellier.

— La famille Gave

a la douleur de faire part du décès de

docteur Jean-Michel GAVE,

ancien élève de l'École

de santé navale,

médical commandant,

médaille de la Résistance,

survécu à l'âge de quatre-vingt-quatre

ans, à Nice, le samedi 18 octobre 1986.

La cérémonie religieuse a eu lieu en

l'église de Malmaison (Pyénées-

Atlantiques), suivie de l'inhumation

dans le caveau de famille, le mardi

21 octobre.

11, rue d'Amsterdam,

60200 Compiègne.

— Les familles Munzigo, Girardot,

Cosin, Gougis, Louis et Moutet,

Dominique, Roland et Eric,

Ses enfants,

Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Joysane GUGUES-MOUTET,

avocate honoraire,

ancienne secrétaire

de la Confédération du stage,

docteur de sciences humaines,

chargée de recherches au CNRS,

survécue à Paris, le 18 octobre 1986.

L'inhumation aura lieu le mardi

28 octobre, au cimetière de Montmar-

tre, avenue Rachel, à Paris-18^e.

Région à 14 h 30 à l'entrée princi-

pal.

M. et M^{me} Jean Girardot,

39, quai de Grenelle,

75015 Paris.

M. et M^{me} Munzigo,

M. et M^{me} Michel Moutet,

23, rue Paul-Fort,

75014 Paris.

— M^{me} et M^{me} Viallefant

font part du décès de leur sœur

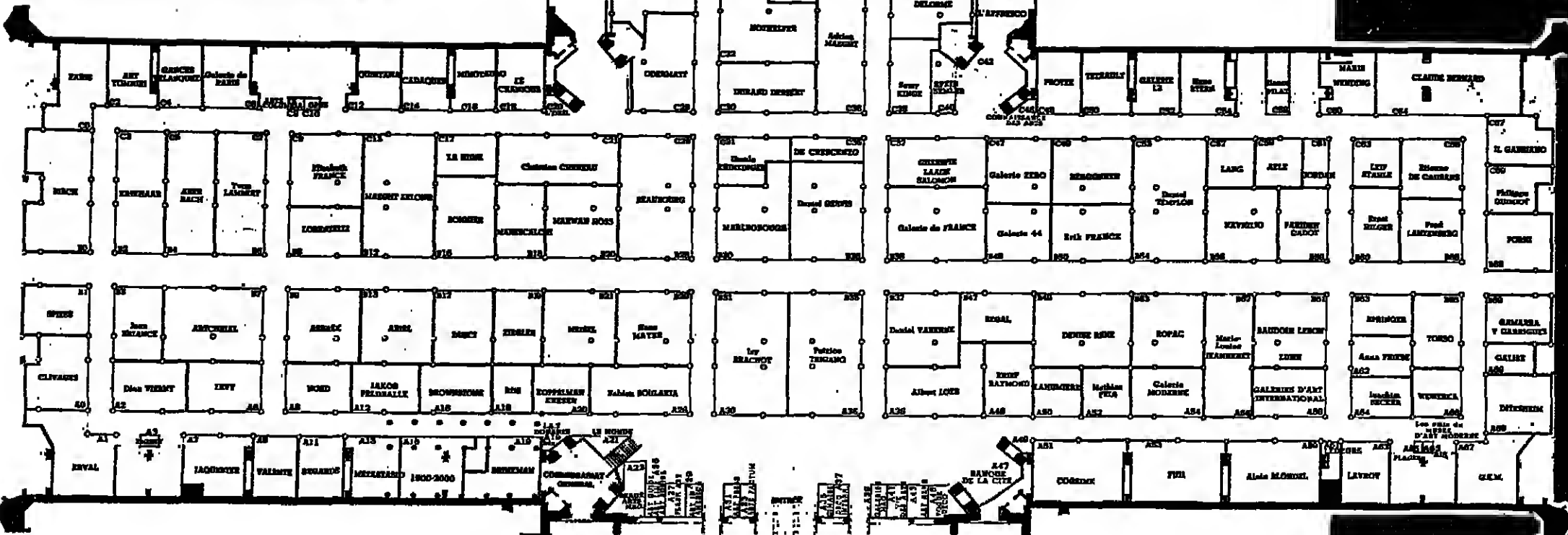
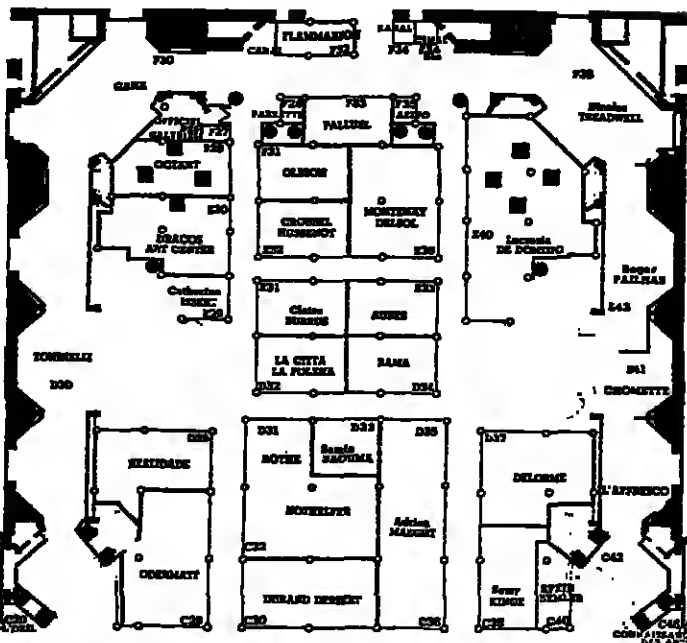
Renée MORANDI,

survécue le 14 octobre 1986, dans sa

soixante-troisième année.



Andy Warhol N° 1 par Louis Jemmes (galerie Yvon Lambert).



LA FOIRE ET SES REPÈRES DE L'ART CONTEMPORAIN

Les modernes classiques

Comme chaque année, ils seront là, sinon représentés par des grandes peintures ou des sculptures, en tout cas par des dessins et de petites pièces plus abordables (l'investissement est moindre). Pour informer ce qui vient d'être dit, la Galerie Michel-Delorme (D37) annonce deux toiles historiques de Magritte, les *Marches de l'été* et la *Condition humaine*, qu'on pouvait croire depuis longtemps dans un musée.

Le doyen des modernes, André Masson, sera à l'honneur à la galerie italienne Due Ci, qui présente ses sculptures. Un aspect fort mal connu de l'œuvre.

Picasso sera chez Krikhaar (C3) et chez Marwan Hoss (B20), qui réunit une trentaine d'œuvres sous le titre « Sculptures, des pionniers à l'avant-garde », de Laurens et Giacometti à Moore et Tinguely.

Parmi les morceaux d'anthologie, on remarquera sûrement les vingt dessins (1900-1920) d'Alfred Kubin, Galerie Berggruen (C48) et, pour rester dans l'ambiance vien-

noise, les photographies de Heinrich Kuhn, à la galerie américaine Lunn (B61). Les constructivistes russes des années 20 seront chez Lavrov (A63).



Picasso (galerie Krikhaar).

Les abstraits, gestuels, lyriques...

Duo Hartung (chez Gervie, B36) — Soulages avec des œuvres récentes (galerie de France, B38), au cœur de la FIAC. Au fond de l'aile gauche : Poliakoff (galerie Dina Vierny, A2) sera en vis-à-vis de Tal Coat (Clivages, A0). Non loin d'un ensemble de sculptures polychromes d'Etienne Martin à Arturial (B7).

Le versant nordique de la peinture d'après guerre sera particulièrement bien illustré par le *one man show* Asger Jorn, en vingt peintures de 1948 à 1969 chez Souleide (A28). On retrouvera le peintre Cobra chez Krikhaar (C3) et chez Delorme (D37), et Cornille, un complice, chez G.K.M. tout au bout de l'aile droite (A67).

Des encres de Chine d'Olivier Dobré feront un contrepoint aux sculptures du Suédois Lars Englund au stand de Leif Ståhle ; la petite galerie Protée (C48) rend hommage à l'oublié Léon Zack.

Traditions

Les arts dits de « belle facture » et de « tradition » se partagent une part de FIAC, du trompe-l'œil au fantastique, en passant par divers réalistes. C'est le fort de certaines galeries italiennes comme Il Galbiano (C67) et Forni (B68), de la galerie Alain Blondel (A59) et de quelques autres souvent concentrés dans l'aile droite.

Vers 1970

La présence de la génération des « mythologies quotidiennes » et des figures narratives sera notamment assurée par Velickovic chez Trigano (B36), par Peter Klasen chez Mathias Fels (A62), par Fromanger chez Brachot (A30-B31).

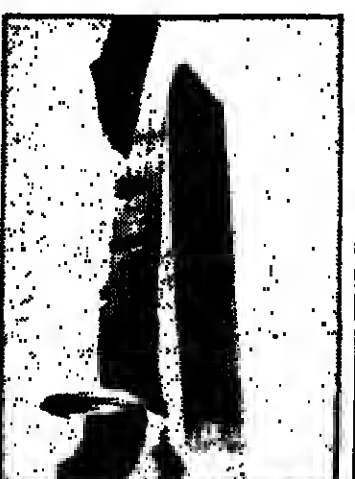
Pour aller plus avant dans les tendances des années 70 on pourra se tourner vers le stand de Daniel

Varenne (B37) investi par Jean-Pierre Raynaud, passer chez Baudouin Lebon (B61) où seront exposées une quinzaine de peintures peignées de Malval réalisées autour de 1976 et visiter chez Adrien Maeght (C36-D35) les grandes toiles de l'exposition à laquelle Gasiorowski travaillait cet été, au moment de sa mort.

L'ouverture internationale

On la trouvera de préférence dans la zone jadis consacrée aux « nouvelles tendances » où sont toujours concentrées beaucoup de galeries (y compris de province) qui exposent des jeunes ou les tendances internationales des années 70 à aujourd'hui. A commencer par Durand-Dessert (C30), qui présentera un choix d'œuvres de Flanagan, Gerouste, Kounellis, Morellet, Metz, Poncine... Dans cette partie de la foire qui mène à la cafétéria, peu de *one-man-show*, sauf chez Crouzet-Hussenot (E32), qui expose Bernard Frize, et chez Olsson, galerie suédoise, qui exposera H. Lynh.

Ailleurs, ce sera plutôt la pérennité, évocation d'ailleurs au fil des jours. Ainsi, Catherine Isenot (E28) accrochera Le Gac, Bleis, Amiéder, notamment, Pailhas (E43) aura Walter Dehn, Panamarenko, Buren, Beuys, Traquand, parmi d'autres. Bama (D34) souhaite montrer son activité depuis quinze ans avec le plus d'artistes possible (Amiéder, Buthe, Gerz, B. et M. Laigren, Polka, etc.), Claire Burnus (E31), Montanay Deloit, Dracos Art Center (E30), Rothe et Nothelfer (RFA) (C32-D31), la Citta la Polena (D32), Aubes (E33), montreront aussi leurs poulains venus de Grèce, d'Allema-



Olivier Dobré encore de Chine (galerie Ståhle).

gne, d'Italie, d'Espagne, et de plus loin, ou tout simplement du quartier de la Bastille.

Pour compléter le tableau de l'aujourd'hui, il faudra s'écarter un peu de cette zone privilégiée puisque Yvon Lambert, dans l'aile gauche (C7), fait un *one-man-show* de Louis Jemmes et que Farideh Cadot, dans l'aile droite (B58), comme Bama, entend exposer la plus possible d'artistes de sa galerie.

Pop.op

et nouveau réalisme

Les cinétiques : il y en aura chez Denise René (B 49) avec un mur d'Agam qui l'anime de compositions par ordinateur sur seize écrans de télévision ; et chez Brownstone, qui exposera Soto (A 16).

Le pop'art, c'est Joachim Becker qui l'amènera surtout, de Cannes, avec Tom Wesselmann (A 64). Mais Warhol et Lichtenstein figurent au programme de Daniel Templon (B 54-C 53), qui présentera aussi la maquette de la grande fondation qu'il projette de créer à Sophie-Antipolis.

Parmi les anciens du nouveau réalisme, Arman est en bonne place à la galerie Beaubourg (B 28-C 29) avec des sculptures de « Dieux et déesses de l'Olympe ».

Les foires de l'art contemporain se sont multipliées depuis vingt ans. La France a la sienne, la FIAC, créée en 1974, à l'initiative d'une poignée de directeurs de galeries. Elle est devenue une manifestation culturelle internationale en même temps qu'un marché. S'y croisent directeurs de musées, amateurs, acheteurs et badauds.

FIAC'86 - STAND B 17

LES SCULPTURES D'ANDRÉ MASSON



DUE CI ARTEMODERNA - 00187 ROMA
PIAZZA MIGNANELLI, 3. Tél. : 06/6795685

CHIFFRES

• La FIAC 86 est la treizième Foire de l'art contemporain organisée à Paris. Elle a lieu comme chaque année au Grand Palais, dans des stands bien ordonnés le long d'allées numérotées de A à F d'ouest (entrée) en est (cafétéria) et de 0 à 29 pour l'aile gauche de la grande nef (nord), de 37 à 69 pour l'aile droite (sud), de 30 à 36 pour le centre.

• 138 galeries y participent, et 32 revues spécialisées, pour beaucoup regroupées à l'entrée. Pour la première fois, le nombre des galeries étrangères y est plus important que celui des galeries françaises : 75 contre 63. Les pays les plus présents sont l'Italie (16 galeries) et l'Allemagne (pour

la première fois aussi largement : 11 galeries).

• Environ 5000 œuvres de 800 artistes du vingtième siècle y sont exposées : 132 artistes y font l'objet de ce qu'on appelle des *one-man-show*, une des spécialités de la foire.

• Dates et heures : la FIAC sera ouverte du 25 octobre au 2 novembre inclus, de 12 heures à 19 h 30. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne le jeudi 30 octobre jusqu'à 23 heures. Prix d'entrée : 37 francs. Catalogue : 136 francs. Visites commentées chaque jour, par groupes de vingt personnes.

• Soirée inaugurale : la soirée du vernissage aura lieu vendredi 24 octobre de 20 h 30 à 24 heures. Elle sera donnée, comme l'année dernière, au profit de l'Association internationale contre la faim (AICF). Elle avait alors rapportée 212 645 francs qui ont été affectés à deux véhicules pour des services d'urgence nutritionnels mobiles dans le sud Kordofan au Soudan.

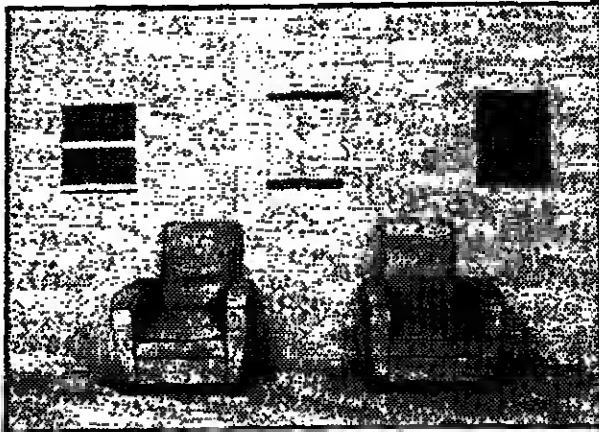
Les invitations peuvent être retirées au prix de 100 francs par personne vendredi 24, de 10 heures à 22 heures, à l'entrée de la FIAC, Grand Palais, avenue Winston-Churchill, ou à l'AICF, 156, rue de Rivoli.

PROVINCE ♦ PARIS ♦ PROVINCE ♦ ÉTRANGER

C'EST un phénomène nouveau : en province, il existe des galeries qui font un travail de qualité pour l'art d'aujourd'hui, avec une ambition nationale, voire internationale. Certaines d'entre elles sont jeunes, très jeunes, et exposent des jeunes artistes. Beaucoup sont nées depuis 1982.

Un contexte régional plus dynamisant explique leur création. La constitution des collections des fonds régionaux d'art contemporain (les FRAC), le développement de centres d'art, d'associations d'artistes, l'intérêt accru des musées ont favorisé sinon le marché, du moins la diffusion de la création d'aujourd'hui.

Les FRAC, en achetant quelques 6500 œuvres, ont apporté une bouffée d'oxygène dans le circuit marchand, même si les galeries de province n'ont pas toujours des premiers clients, tant s'en faut. Enfin, la présence d'artistes connus dans certaines écoles d'art s'est avérée stimulante pour les



« Sculpture amnésique » de John Armleder (Galerie Catherine Iessart).

jeunes créateurs, qui ne se croient pas obligés de « monter » à Paris pour se faire connaître. En fait, ce sont souvent les galeries parisiennes qui « descendent » à la recherche de nouveaux talents.

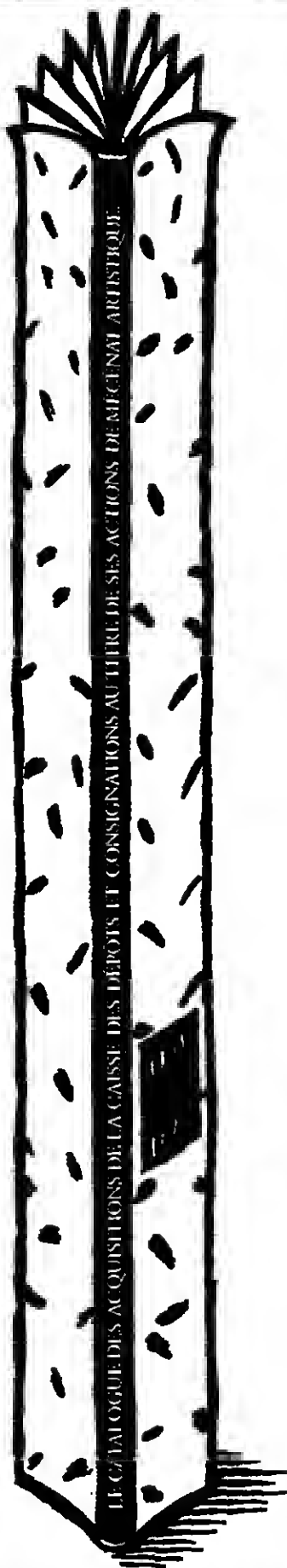
Des pionniers, il ne faut pas l'oublier, ont, dès les années 80, patiemment et parfois obscurément défriché le terrain. L'art contemporain n'était pas alors à la mode, et c'est souvent grâce à eux

qu'en province on fait preuve sinon de passion, du moins de tolérance.

Mais le centralisme parisien demeure : on ne refait pas l'histoire d'un pays et d'une relation particulièrement difficile aux choses de la création d'aujourd'hui en quelques années. Le marché de l'art hors de la capitale est une réalité fragile, y compris là où il semble le plus développé : dans les régions bien situées géographiquement, dotées d'institutions vouées à l'art moderne, comme la Côte d'Azur, Rhône-Alpes ou, depuis moins longtemps, l'Aquitaine.

Alors, même dans les zones frontalières comme le Nord ou le Pays basque, où l'on pourrait imaginer des échanges avec les pays voisins, il n'y a pas, pas plus qu'en Auvergne. Le climat, le contexte local, l'argent n'expliquent pas tout : promouvoir, vendre, c'est aussi une affaire de personnes et de professionnels. — O. Ot.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : LE PROFIL D'UN MECENE



En 1983, la Caisse des dépôts et consignations décidait d'accroître et de diversifier ses activités de mécénat. Ainsi, elle a mis en œuvre une politique active d'achat et de commande d'œuvres d'art de jeunes artistes.

Pour la première fois, la Caisse des dépôts et consignations édite un catalogue de ses acquisitions pour mieux expliquer les œuvres présentées et pour mieux faire connaître les artistes qu'elle soutient.

A l'occasion de la FIAC, la Caisse des dépôts et consignations vous invite à soutenir 30 jeunes peintres.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

MISSION POUR LE MECENAT ET L'ACTION CULTURELLE
56, rue de Lille - 75007 Paris

ÉLARGIR LE MARCHÉ LOCAL

Le marché local, quand il existe, permet difficilement à une galerie de rester à flot. De plus, et c'est un lourd handicap quand on travaille en province, les jeunes artistes qui acquièrent un peu de notoriété échappent aux galeries qui ont contribué à les faire découvrir. Elles ne sont pas, pourtant, protectionnistes : « Il serait impensable », dit Catherine Iessart (Saint-Paul-de-Vence), de cantonner un artiste à Saint-Paul et de prétendre ainsi assurer sa promotion.

Mais — et les marchands insistent en province sur ces points — les échanges avec les galeries parisiennes sont toujours à sens unique : celles-ci ont, semble-t-il, une forte propension à vouloir exporter leurs artistes en province, mais pas l'inverse, et pour Catherine Iessart, qui pourtant tient bon, « c'est un peu la lutte du pot de terre contre le pot de fer ».

« Les galeries parisiennes ne veulent pas d'échanges. Les contacts avec nos confrères allemands ou italiens sont plus faciles », renchérit Edouard Jaegle, directeur de la galerie la plus « pro » d'Alsace, la galerie Jade à Colmar. Difficile, pourtant, de contourner Paris : « Nos collectionneurs vont vérifier à Paris le bien-fondé de nos choix, dit-on au Charjoir (Nice). Et le prétendu dilemme ne s'intéresse pas à l'art contemporain après Arman. »

« Nous ne pouvons pas ici de réelle estimation intellectuelle », dit encore Catherine Iessart, qui compte dans sa galerie « deux ou trois collectionneurs locaux ou régionaux », et envisage, désormais de ne faire que la « saison » d'été à octobre (quand affluent les touristes étrangers, principaux clients), pour consacrer le reste de son énergie aux foires internationales.

Ignorer délibérément les galeries parisiennes, en jouant d'embûche la

carte internationale : telle est l'ambition de Roger Pailhas (Marseille) ou de Joachim Becker (Cannes), qui déclare, fort de ses liens privilégiés avec l'Allemagne, dont il est originaire : « Il n'y a plus de monopole allemand à Paris, à

moins des musées de la région ». Il la conserve, mais crée prochainement, en association avec Christian Durand-Ruel, un espace, rue Vieille-du-Temple : « Si je ne vais pas à Paris, je vais être obligé de composer avec les galeries parisiennes. Je



« Femme en blouse verte » de Tom Wesselsman (1985) (Galerie Joachim Becker).

cause de moi. Je n'ai pas de stratégie, mais ce me fait plaisir de casser un peu le marché parisien. D'ailleurs, j'ai un projet sur Paris, en collaboration avec une galerie étrangère.

« La Beaulieu est-ce que ça va durer ? », interroge Jacques Verrière (Lyon) : il songe revenir aujourd'hui à Paris, ou aller à Londres, tout en conservant sa galerie lyonnaise. Philip Nelson (Villeurbanne), lui, a franchi le pas. Il a ouvert sa galerie à Villeurbanne il y a trois ans, attiré par « le dy-

namisme des musées de la région », mais ne perd pas le bénéfice de son travail avec des jeunes artistes. Et Lyon est une réalité financière à petite échelle.

Reconversion nécessaire ? L'expérience de la galerie Protée (Toulouse et Paris) semble conclure : « Paris nous dynamise », dit Laurence Izem. On s'y épuise moins. Les gens sont plus informés. En deux ans à Paris, nous avons fait aussi bien qu'en dix à Toulouse, malgré des frais de fonctionnement quatre fois plus élevés. La galerie

Convergence (Nantes) tente depuis peu la même aventure : trop tôt pour dresser un bilan, le sentiment, en tout cas, de rompre l'isolement de la galerie nantaise.

D'autres projets viennent, heureusement, tempérer ce mouvement recentralisateur. A Thonon-les-Bains, Gilles Perret, depuis deux ans, travaille essentiellement avec la Suisse et le Danemark. A Lyon, Jean de Bryne (L'Ollive) a réussi — « sans faire de l'argent, mais en couvrant nos frais, et en vivant d'abord d'une aventure intellectuelle » — à établir des échanges systématiques avec l'Italie, Barcelone ou la Pologne. A Bordeaux, Images nouvelles a exporté une exposition Jean Sauter au Musée d'Anvers.

Christian Laune (Montpellier) et Didier Larnac (Arles) (Nantes), se servent les coudes : ils se reconnaissent une sensibilité voisine et ils ont établi, entre Montpellier et Nantes, de véritables contacts professionnels. La fait mérite d'être signalé, car le travail interprovincial est exceptionnel. Pourtant, pour trouver, en province, une identité, attirer un public de collectionneurs, lui offrir donc précisément ce qu'il ne trouve pas à Paris, il faut être créatif et fort. Christian Laune affirme avoir trouvé un accord possible avec les galeries parisiennes, tout en sauvegardant ses intérêts, mais il ne veut pas le dévoiler. Didier Larnac cherche, quant à lui, des artistes étrangers qui n'ont pas encore de galerie à Paris. Katie Feljo (Zoogreffe à Bordeaux) ne désespère pas, dans un jour prochain, d'ajouter à son tour un de ses artistes à Paris, et Pietro Sparta, à Chagny, semble avoir trouvé une solution. — O. Ot.

PIETRO SPARTA, MARCHAND D'ART A CHAGNY (6 000 HABITANTS)

« Quelle idée, vous installer à Chagny ?

— Mais j'y habite. J'y travaille ! Je suis régulièrement les expositions qu'organisent Christian Besson à la Maison de la culture de Chalon-sur-Saône. Un jour, j'ai eu envie de faire venir des artistes à Chagny. En 1982 j'ai trouvé un local. Christian Besson m'a donné des conseils, des adresses, et j'ai écrit aux artistes.

— De quels fonds disposez-vous ?

— La galerie s'est d'abord constituée en association : nous avons reçu une subvention de 7 000 francs de la direction régionale des affaires culturelles, et j'ai continué à travailler à Creusot-Loire, où j'étais, comme mon père immigré napoléonien. Deux ans après, j'ai arrêté. Nous avons alors créé une SARL, avec un capital de 50 000 francs, réparti entre quatre actionnaires.

— Comment avez-vous réussi à convaincre les artistes de la nécessité d'exposer à Chagny ?

— Je les ai contactés directement. Ainsi, j'ai rendu visite à Mario Merz pendant deux ans avant qu'il ne réalise une exposition à Chagny. Établir des rapports intellectuels avec les artistes, travailler parfois avec eux presque comme assistant, cela m'a toujours intéressé, avant tout. Le marché vient après. Je prends mon temps.

— Vous avez un stock d'œuvres ?

— De nombreuses pièces sont réalisées sur place, à Chagny. Les artistes me les laissent en dépôt. Dès que j'ai de l'argent, j'achète une œuvre.

— Et vous faites du courtage ?

— Pas vraiment. Mais de plus en plus de collectionneurs me demandent de leur trouver des pièces.

— Qui se déplace à Chagny, pour vos expositions ?

— Des étudiants de Dijon, les habitants de Chagny : au début, ils ont mal réagi, puis peu à peu ils ont

permet de faire tourner la galerie toute l'année. J'ai vendu aussi un Zorio au Centre Georges-Pompidou, j'ai de bons contacts avec les musées d'Enghien, de Mönchengladbach.

— Vous avez des vedettes, mais les jeunes artistes ?

— Je voulais travailler avec des artistes qui avaient déjà derrière eux un solide métier, uniquement pour

Pour acheter l'art d'aujourd'hui, on peut aussi se rendre à Chagny, où Pietro Sparta, « au fond d'une cour à droite », présente quelques ténors de la scène artistique internationale :
Mario Merz, Gilberto Zorio, Daniel Buren, Sol LeWitt...

compris l'importance des travaux que nous présentons : des collectionneurs, des conservateurs.

— Des collectionneurs français ?

— Deux ou trois seulement. En France, on ne vend pas une pièce au-delà de 40 000 francs. La grande majorité de nos collectionneurs sont belges, italiens, allemands. Mais si je tiens toujours, d'ici quelques années, je pense qu'il y aura de nouveaux collectionneurs en France, et dans la région : les fils de viticulteurs qui ont suivi la galerie où le début pensent aujourd'hui à acheter.

— Vous vendez aux FRAC, aux musées ?

— Les FRAC m'ont acheté au bon moment. Ainsi le FRAC Midi-Pyrénées une œuvre de Mario Merz. Et la vente d'une pièce importante

me plaît. J'ai pu le faire avec ceux que j'aime. Mon grand regret, c'est Joseph Beuys, et il est mort. Je n'ai pas pensé du tout au système de l'art. Les artistes ont peut-être été intrigués par mes origines ouvrières, mon ascendance. Ils avaient envie aussi, je pense, de sortir d'un rapport « classique » avec une galerie. Après, c'est le public qui parle de vedettes.

— Quelles sont les charges les plus lourdes, pour la galerie ?

— Les expositions : les artistes travaillent souvent sur place, je leur fournis leur matériel, avec l'aide — en nature — de certaines industries locales. Les voyages aussi me coûtent très cher... et la moitié de mon temps. Puis les catalogues, même si je les fais imprimer à Turin à des prix compétitifs.

— Vous participez aux foires ?

— Amsterdam en mai dernier. L'an prochain, Bâle et Cologne. J'avais posé ma candidature à la FIAC, on m'a dit oui, mais je n'ai pas eu d'autres nouvelles...

— Vous avez de bons rapports avec vos confrères parisiens ?

— Il y a obligatoirement des tensions : je travaille avec des artistes qu'ils exposent aussi et je peux commercialiser des pièces importantes. Avec les galeries étrangères, en revanche, je n'ai pas de problèmes.

— A quand une galerie à Paris ?

— Un banquier belge m'a proposé de l'argent pour ouvrir une galerie parisienne. J'ai refusé. Je n'ai pas l'habitude de la vie parisienne. Chagny, c'est calme, les artistes y séjournent deux, trois semaines, ils s'y trouvent un peu en vacances... et ils y travaillent.

— Vous parlez parfois comme un directeur d'institution culturelle. Vous n'êtes pourtant plus un marchand naïf ?

— Je ne suis pas une Kunsthalle frustrée ! J'ai appris avec le temps, et avec les artistes, qu'il faut s'accrocher pour vendre. C'est même un grand plaisir, et les artistes sont là pour vous le rappeler !

— Vous avez de l'ambition ?

— A revendre !

Propos recueillis par ODILE QUIROT

* Galerie Pietro Sparta, 6, rue de Beaune, 71150 Chagny. Tél. : 83-87-27-22.

Wris
sing
nez
à paumés

la Terroriste,
manière
suicide
groupe
parents
nationnaires.

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

LE FEUILLETON DE

Albert Cohen,

Mireux, ce

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

« L'écologie des questions de la cause des dévotions et des actions de méfiance artistique »

Le Monde DES LIVRES

Doris Lessing chez les paumés

Dans la Terroriste, la romancière retrace la dérive suicidaire d'un groupe d'apprentis révolutionnaires.



LES préteurs de l'endemain qui chantent, les diseurs de la bonne parole, les conteurs de « retrouvailles » communautaires sont priés de déposer quelques illusions au vestiaire avant d'attaquer le dernier roman de Doris Lessing. Le titre anglais, *The Good Terrorist* (la Bonne Terroriste), est d'emblée plus ambigu et plus cinglant que le titre français, *La Terroriste*. S'agit-il d'une femme « pleine de bonté » devenue terroriste, ou d'une terroriste performante ? Alice, l'héroïne, répond plutôt à la première définition. Bien que sa bonté, doublée de faiblesse et d'immaturité, la conduise à une malaisance qui, pour être inconnue, n'en est pas moins mortelle — non pour elle, mais, circonstance aggravante, pour ses « camarades ». Hantée par le souvenir de son père, Alice, née parmi d'autres paumés, Alice, 400 pages passionnantes où, d'attendrissement en répression, on suit très vite que l'on va vers le chaos, la fureur et le désastre.

A trente-trois ans, Alice Mellings continue de rêver, en « amateur », à la Révolution qui mettra à bas le capitalisme et précipitera vers la mort ses suppôts — racistes, fascistes et autres « ordures bourgeoises ». En attendant, partout où elle passe, elle s'acharne à transformer le plus pourri des « squats » en maison propre. Elle lave, range, fait la cuisine pour toute la maison, réalise ses rêves de famille, de table d'enfants, et retrouvant le goût perdu de sa propre enfance : ses parents — désormais séparés — militants de la gauche « bourgeoise » aimaient à organiser réunions et fêtes.

Doris Lessing a expliqué comment lui était venue l'idée de ce livre dans lequel de nouveaux « enfants de la violence », anges déchus des années 70, échoués dans la tristesse et le chômage des années 80, inadaptés, inadaptés, inchangeables, invariables et pitoyables, s'enfoncent obstinément dans une dérive suicidaire.

« Au départ, j'ai été inspirée par un couple de ma connaissance... Elle, c'est la fille d'un de mes amis (...). Jusqu'à trente ans passés, elle a vécu dans diverses communautés de marginaux (...), assurant le rôle de la mère nourricière. Lui, le garçon avec qui elle vit, est une sorte de révolutionnaire assez antipathique, qui a pour doctrine d'exploiter le bourgeois. Ils ont vécu plusieurs années aux crochets de mon ami, jusqu'à ce qu'il se décide à les

mettre à la porte. Ils se sont alors vengés en disant qu'ils allaient rejoindre les rangs de l'I.R.A. Quand on m'a raconté l'histoire, je me suis tout de suite demandé combien de vocations terroristes avaient été, de la même façon, suscitées par un règlement de comptes personnel. Peu après, les terroristes irlandais ont fait exploser une bombe au magasin Harrods ; c'était visiblement un attentat d'amateur. (1) »

Dans le roman, l'attentat revendiqué dans l'affolement par Alice au nom de l'I.R.A. est si empreint d'amateurisme que l'organisation elle-même en nie publiquement la responsabilité.

La passion du détail

L'intrigue de ce livre, à partir du schéma défini par Doris Lessing, est comme toujours bien menée, maintenant le lecteur en état de curiosité, d'éveil, d'attente. Mais, au-delà de l'anecdote, ce qui fascine chez cet auteur, c'est la passion du détail, l'attention au quotidien, l'art de le dire, la minutie de la description, la mobilité et la complexité des relations entre les personnages. Ici, Alice verra partir ceux qu'elle préfère — et qui veulent devenir des révolutionnaires sérieux, de

Regarder vraiment Van Gogh

Deux essais de Pascal Bonafoux pour rendre aux peintres la vérité de leur peinture

QUI veut être convaincu que le style est une morale n'a qu'à lire les essais que Pascal Bonafoux consacre aux peintres. L'an dernier, Bonafoux avait approché le mystère Rembrandt à travers les autoportraits du maître flamand (1). Cette année, il récidive avec les autoportraits de Van Gogh et avec les impressionnistes, et sa démarche demeure identique, exemplaire : il n'écrit pas sur la peinture et moins encore sur la vie des peintres, ajoutant commentaires, fioritures et bavardages au discours des tableaux. Tout ce qu'il écrit vise au contraire à dépouiller l'œuvre de tous les parasites qui encombreront le regard, de toutes ces couches inutiles déposées sur la toile au cours des siècles et qui faussent la lumière originelle : couche biographique, dissertations esthétiques, élaborations théoriques.

Le texte de Pascal Bonafoux fonctionne comme une machine à faire taire les bruits et à instaurer enfin ce silence, ce face-à-face muet et solitaire entre le tableau et celui qui le regarde. Pour parvenir à cette ascèse, l'écriture se doit elle-même de se faire maigre, rare, transparente. Bonafoux côtoie sans cesse cette limite où le texte est sur le point de s'effacer. Il a cet orgueil de l'extrême modestie, de l'économie minimale de mots. Il préfère citer, laisser les peintres dire ce qu'ils ont à dire, ne jouant lui-même qu'un rôle de metteur en présence, d'effaceur de brouillage. Il organise, par le vide, l'émergence de la seule chose qui compte : la peinture.

Cette stratégie de l'austérité produit des résultats spectaculaires lorsqu'elle s'applique à Van Gogh. Rarement un peintre a été à ce point ravalé à sa biographie, étouffé par la tragédie de sa vie. « On raconte Vincent, souligne justement Bonafoux, pour ne pas le regarder. Les disputes, les débats, les polémiques à propos de sa maladie sont vains. La schizophrénie, l'épilepsie, l'alcoolisme, la paranoïa, etc., n'expliquent rien. Ses toiles ne sont pas le symptôme de ce qu'il avait... Vin-

cent qui peint son portrait ne peint ni sa misère, ni sa blessure, ni sa folie. Il peint en dépit d'elles. Peindre, c'est tenir tête à ce qui le sape ; ses portraits sont la volonté, la rage de mater la terreur qui le détruit. Se peindre, c'est exorciser ce qui l'écarte de la peinture. »

Voici le peintre, et non plus le fou

Voici donc, enfin, Vincent le peintre. Non plus le fou ni le misérable. Le seul qui nous importe, débarrassé de son rôle si pratique, si réducteur d'« artiste maudit ». Voici l'histoire d'un homme qui a voué sa vie à la peinture et tout sacrifié à la recherche de la lumière. Mieux : le voici tel qu'en lui-même dans cette absolue solitude que fonde l'autoportrait.

Van Gogh ne s'est peint que pendant quatre années, entre 1886 et 1890. Avant, il ne se considérait pas encore comme peintre, il apprenait son métier, il se battait avec les gestes et avec les ficelles de la technique pour que puisse enfin se révéler ce qu'il avait à dire, à apporter : « Je voudrais peindre des hommes et des femmes avec ce je-ne-sais-quoi d'éternel dont autrefois le nimbe était le symbole, et que nous cherchons par ce rayonnement même, par la vibration de nos colorations. »

Pendant quatre ans, à plus de trente reprises, Vincent cherche dans son propre regard point l'apparition de ce rayonnement, puis de ce véritable flamboiement qui embrase sa peinture. Comme étranger à ce qui n'est pas ce regard qu'il fixe sur la toile — « Je préfère peindre des yeux humains plutôt que des cathédrales. » — il peint comme d'autres prient : il veut que sa peinture apporte une consolation à l'humanité, une lumière.

PIERRE LÉPAPE.
(Suite page 29.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Albert Cohen, de Jean Blot ; Belle du Seigneur dans la « Pléiade » Affreux, ce prestige du méchant

Le jour de ses dix ans, en 1906, un petit juif de Corfou aux cils courbés se fait traiter de « sale youpin » par un camelot marseillais à qui il allait acheter un détachement miracle. Ce jour-là, un enfant se découvre « bossu » et... écrit : le seul poète épique du siècle, avec Joyce, si l'on considère comme l'épique moderne par excellence la difficulté de se faire aimer !

Albert Cohen s'est tant raconté dans ses romans que toute biographie de lui est condamnée d'avance à la paraphrase. Jean Blot évite l'écueil en préférant aux vérifications habituelles, secondaires quand il s'agit d'écrivains, une traversée personnelle de l'œuvre et des thèmes qu'elle ressassait, hantises de tout un peuple.

Le mensonge, chez les visionnaires, sert seulement à s'approprier les choses. Ne demandez pas à Albert Cohen pour quoi il fait venir Solal de Céphalonie au lieu de Corfou, son île natale. La vérité vraie lui est trop sacrée pour être partagée telle quelle ; l'important, c'est ce qu'elle déclenche et symbolise, c'est la mer violette des îles ioniennes, au-delà desquelles le monde se partage en deux : le cher Orient des crasses originelles, et un Occident menaçant mais plein de belles dames à séduire.

Jean Blot rappelle la scène du camelot, le petit Cohen s'enfermant dans des toilettes pour crier : « Vive la France ! », forgeant son ineffable ricanement pour endormir l'ennemi et lui prendre sa femme.

LES conquêtes féminines, on sait que Cohen les a collectionnées : la cantatrice Amélie, dès la lycée, au grand épatement de l'ami Pagnol, la Genevoise Sophie, une comtesse hongroise, Diane, Elisabeth Brocher, la future épouse... Mais on se moque de savoir par le menu ce que leur doivent les conquêtes de Solal, la consueuse Adrienne, Aude ou Ariane. C'est l'origine de ce donjuanisme qui nous occupe : le rôle de la mère bien-aimée, de la religion révéra — quoique sans foi — et du rejet par la société des hommes.

Si Albert Cohen écrit relativement peu et tard, c'est qu'il prend au sérieux son métier d'avocat, puis de fonctionnaire international à Genève, et surtout son militantisme sioniste : actions plus ou moins secrètes auprès de Weizmann, création de l'éphémère *Revue juive*, où écrivent Freud, Einstein et Max Jacob. Les livres attendent : Solal en 1930, *Mangeclous* en 1938, et *Belle du Seigneur* trente ans plus tard.

Jean Blot se montre volontiers plus analyste des textes que biographe. Il explique très bien en quoi consiste l'innovation de Solal, à propos du personnage inoubliable de l'oncle Sathiel, par exemple. Dans la même phrase, Cohen expose à la fois le visible et l'invisible des êtres, le détail le plus actuel, le plus charnel, et d'innombrables chimères.

UN même mouvement se répète : Solal use de toutes les séductions imaginables pour se faire aimer des femmes de Genève comme de sa mère, c'est-à-dire sans condition, et il s'en voit empêché par ses frères de Céphalonie, les Valseurs, au lyrisme coupé des réalités.

(Suite page 34.)

Pascal
QUIGNARD

Le salon du Wurtemberg
roman

« Un plaisir rare, un très beau livre... »
Claude Roy
Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *ur*

DU LIBRAIRE

PHILOSOPHIE

Diogène terroriste ?

Il y a du professeur de morale chez Marc Wetzal. Il fustige pervers et cynisme, et nous explique comment Diogène, crachant au visage de son hôte, a historiquement inventé le procédé terroriste consistant à pousser à bout, par tous les moyens, la « vérité » de la civilisation. « Il n'y a rien de terroriste en Diogène, précise-t-il, mais il n'y a rien non plus en lui qui puisse valoir contre sa récupération par le terror. C'est pourquoi tout le cynisme doit être révisé, ou rien. »

Ceux qui pensent que notre existence n'a aucune dignité particulière, qu'elle n'est qu'une fatalité, fragment de la fatalité totale, ce qui les conduit à proclamer l'irresponsabilité universelle, trouveront en Marc Wetzal, jeune philosophe de trente-trois ans dont le *Méchanteté* est le premier livre, un adversaire résolu. Peut-être souriront-ils lorsqu'ils verront les invites aux trois sacrifices : aimer, contribuer à l'humain, s'admettre soi-même ; mais ils auraient tort de ne pas prêter attention à ses analyses de la haine et du terrorisme. Il y a dans ces pages sur la « méchanteté » (est méchant, nous dit Marc Wetzal, « celui qui travaille à la déstabilisation vengeresse de l'humanité d'autrui ») les germes d'une pensée qui, lorsqu'elle se sera décentée, nous réservera maintes surprises.

R. J.

★ **LA MÉCHANÉTÉ**, de Marc Wetzal. Ed. Quaiette (5, rue d'Uzès, 75002 Paris), 121 p., 85 F.

Lionel Ray ou

l'éloge de l'aléatoire

Lionel Ray, qui vient d'avoir cinquante ans, publie son septième recueil de poèmes, *Approches du feu*. Comme les textes qui composent ce beau livre ont été écrits à diverses époques, on peut considérer qu'ils forment une sorte de « mode d'emploi » du poète.

La première constatation est sans équivoque : il ne s'agit pas, pour Lionel Ray, de se plier à une quelconque règle de la poésie ; nous sommes conjointement dans l'absurde et dans la férie, comme si la connaissance ne nous était plus nécessaire ; nous devons lui prêter, dans l'expression verbale, un perpétuel enchantement et une non moins perpétuelle interrogation : *Maintenant tu vas réviser tous tes*

vièges
Ces du matin ceux du soir et
d'ailleurs
Tu en feras des brouillures lyriques
Des effondrements des silences des
gouffres.

Si le poème refuse de nous renseigner sur notre être, en revanche il nous renseigne sur sa propre nature, qui est d'agencer des mots — peu importe le sens dont ils sont chargés — susceptibles de créer un état d'âme particulier.

Nous devons apprendre à ne pas comprendre du premier coup ; bien plus : nous devons apprendre à désapprendre, en présence de vocables dont la connotation devient, peu à peu, délectable. Sans démontrer ni la syntaxe ni le vocabulaire, Lionel Ray se mue dans la grâce infinie de l'aléatoire.

La troisième constatation vient, en fin de compte, de la facilité à s'intégrer dans cette élogie très douce, comme si la réel ne pouvait plus faire de mal à la fable. La poésie « pure », est à ce prix : une conception sensuelle qui ne s'oppose plus avec violence au certifié mais qui sait l'hypnotiser.

A. B.

★ **APPROCHES DU LIEN**, de Lionel Ray. Editions Ipenade, 83000 Moulins, 128 p., 65 F.

— La revue *Incertitudes* annonce pour le mois de novembre un numéro spécial consacré à Lionel Ray.

Patrick Modiano et les souvenirs de Pierre Le-Tan

PIERRE LE-TAN nous livre un recueil de souvenirs et de dessins : *Rencontres d'une vie - 1945-1984*, comme s'il était de la main d'un auteur inconnu dont il aurait trouvé le manuscrit, par hasard, à la suite Drouot. Qui est ce mystérieux M. P. ? Je l'imagine volontiers sous les traits de l'un de ces jeunes gens qui, en 1944, dans les rangs de l'armée américaine, découvrirent avec émerveillement Rome ou Paris, ces capitales du Vieux Monde, et ne les quittèrent plus. M. P. était cer-

tainement l'un de ces grands garçons en battle-dress que l'on voyait, à Paris, dans les premiers cocktails de la Libération et que tous se disputaient, chacun voulant avoir « son » Américain à domicile, de préférence en uniforme.

Ce GI ébloui par la société parisienne est devenu, comme le dit Pierre Le-Tan, « un soldat inconnu du combat sans merci qu'est le monde ». Dans un style à la fois candide et sarcastique qui donne au texte et aux

illustrations toute leur consistance, Le-Tan retrace les différentes étapes de l'itinéraire de M. P. La rencontre en 1945 à Paris de l'ambassadeur d'Angleterre Duff Cooper et de sa femme Lady Diana lui met le pied à l'étrier et l'introduit définitivement dans « le grand monde ». Désormais, comme un papillon attiré par des lumières trop vives, il ira de fête en fête : du bal organisé à Chiberta par le marquis de Cuevas à la fête vénitienne de « Charlie » de Bestegni, en passant par les réceptions plus inséminées des Windsor à Giff-sur-Yvette. Chaque fois, il nous parle d'un ton ému et ironique de ses rencontres : Christian Bérard, Ali Khan, Daniel-Rops, Jacques Fath, Roland Lassalle, Bernard Buffet, Noël Coward, Somerset Maugham, Praline, ce pauvre cher vieux Maurice Escande, et bien d'autres... Et, chaque fois, il illustre ces souvenirs de portraits dessinés d'une plume souvent impitoyable.

Mais il me semble que le lecteur idéal du livre de Le-Tan serait quelqu'un qui n'aurait jamais entendu parler de tous ces gens. Il lirait, en parfaite innocence, le texte écrit à la main et qui concerne chacun des personnages ; il verrait leur portrait et il penserait qu'il s'agit d'êtres imaginaires. Car Pierre Le-Tan a si bien stylisé cette fausse chronique mondaine que, en feuilletant son livre, on assiste à une parade baroque et féérique, comme on en voyait jadis dans les attractions foraines, et que *Rencontres d'une vie* est aussi un étonnant bestiaire. Cela s'appelle de l'art.

PATRICK MODIANO.
★ **RENCONTRES D'UNE VIE - 1945-1984**, de Pierre Le-Tan, Anblin, 111 p., 180 F.



Un dessin de mystérieux M.P. : Truman Capote et Andy Warhol.

Passage en revues

Histoire, idées, société

« **Q**UE reste-t-il du politique ? », s'interroge la revue *Liberté* de l'esprit. La politique, précise justement Christophe Abensour, c'est en effet ce qui reste : une restriction, une part d'irrésolu puisqu'elle commence et finit là où les conflits ne se résorbent pas, où les tensions subsistent, où le corps social refuse l'unité. Autrement dit : le politique, c'est la démocratie qui est le contraire de la réconciliation universelle. A partir de là, la revue cherche à remettre à l'honneur la notion d'esprit partisan qu'elle oppose au dogmatisme : le dogmatisme cherche à imposer silence à l'adversaire, le partisan cherche à le surpasser. (*Liberté de l'esprit*, n° 13, 1810 p., 79 F.)

Cette recherche de la réalité démocratique anime également Emmanuel Le Roy Ladurie lorsqu'il recherche dans des exemples historiques — mais avec des arrière-pensées contemporaines évidentes — comment faire évoluer un régime autoritaire. L'historien met en avant la notion de déstabilisation pour expliquer comment les systèmes autoritaires monarchiques en France ont permis pendant certaines phases aux idéologies nouvelles d'effriter le corps du pouvoir. Cet exemple peut-il être appliqué aux régimes ultra-autoritaires modernes ? Le Roy Ladurie ne le

pense pas : ils sont « beaucoup plus solides que la monarchie classique, puisqu'une pénétration quasi totale de la société par l'idéologie et par le parti-Etat, à la fois communiste et nationaliste, leur confère une redoutable stabilité ». (*Communications*, 110 p., 70 F.)

Réflexion sur le politique encore, décidément très sollicité en ces temps bizarres de cohabitation, dans *Espoir* qui déplore la stérilisation de ce « débat d'idées » sans lequel il n'est pas de démocratie vivante. Or il est vrai que, entre le désenchantement socialiste et la remise au goût du jour d'un libéralisme passablement fourbu, sans compter les balbutiements d'un modernisme sans contenu réel, le débat s'est éteint dans l'ennui et l'indifférence. Olivier Mongin et Paul Thibaud, qui ont dirigé ce numéro intitulé de manière optimiste « La passion des idées », cherchent à définir les conditions d'un nouveau contrat entre intellectuels et politiques, face à une opinion qui tend à se suffire à elle-même. La démocratie moderne, en faisant naître ce fait massif, posant qu'est l'opinion, a en effet créé un nouvel espace public où la passion des idées et celle de l'action ont de plus en plus de mal à s'insérer. Quelles formes nouvelles peut prendre la passion du politique ? (*Espoir*, n° 8-9, 256 p., 75 F.)

reste de l'Europe continuait à vivre selon les rythmes du boom démographique, a-t-elle commencé à pratiquer la contraception sur une grande échelle ? Bel exemple de recherche interdisciplinaire à laquelle participent historiens, médecins, anthropologues, sociologues, spécialistes d'histoire juridique, politiciens et économistes. Ils parviennent à certaines conclusions intéressantes pour expliquer la contraception en milieu urbain, mais avouent encore leur ignorance lorsqu'il s'agit d'expliquer la présence d'un phénomène identique dans les populations rurales. Un large champ d'investigation reste ouvert. (*Communications*, 280 p., 83 F.)

Politique africaine, écrit par le Centre d'études d'Afrique noire de Bordeaux-Talence, aborde une question de géopolitique qui est sans doute, avec le sous-développement, la plus importante que connaisse le continent africain : celle des langues et de leur rôle — train ou accélérateur — dans la formation et dans le développement des Etats. La vieille règle qui a peu ou prou présidé à la formation des grands Etats européens — une langue, une nation — ne peut évidemment pas être appliquée à des sociétés aux langues multiples et dont, qui plus est, les frontières des Etats ont été taillées sans respecter le moins du monde les frontières ethniques et linguistiques. Pour surmonter ces contradictions, les dirigeants de l'Afrique francophone ont choisi l'unification linguistique... par le français. Ce qui pose de nombreux et sérieux problèmes : « Comment faire participer les masses à un développement démocratique en ne parlant pas leur langue ? », interrogent MM. Nglasso et Ricard. Que la française soit la langue « utile » ne doit cependant pas aboutir à la ruine des minorités linguistiques, sous peine de voir se développer encore ce que René Dumont diagnostiquait comme le premier fléau de l'Afrique : la fessée qui ne cesse de se croiser entre les « élites » administratives urbaines et la masse des ruraux. (*Politique africaine*, Karthala, 160 p., 70 F.)

UNE NOUVELLE REVUE

journal de la psychanalyse de l'enfant

animée par des psychanalystes, membres de l'Association psychanalytique de France — parmi lesquels Annie Anzieu, Pierre Ferrari, Pierre Geissmann, Didier Houzel — où s'expriment des psychanalystes d'enfants, où est reconnu le lien naturel entre la psychanalyse de l'adulte et celle de l'enfant.

N° 1 - l'interprétation • N° 2 - le cadre

PAIDOS / LE CENTURION
17, rue de Babylone - 75007 Paris

UNE NOUVEAUTÉ TRÈS ATTENDUE

L'HISTOIRE DU PEUPLE FRANÇAIS

Le 6^e tome vient de paraître

LES 25 ANS QUI ONT CHANGÉ LA FRANCE (1960-1985)

Les auteurs Jean-Louis Monneron et Anthony Rowley, agrégés de l'Université et professeurs à l'Institut d'Études Politiques de Paris nous font revivre la saga des Français du dernier quart de siècle.

Un volume de 570 pages qui comprend plus de 250 illustrations en noir et en couleur, 60 tableaux qui donnent une véritable radiographie statistique de la France contemporaine, une chronologie des principaux événements tant dans les domaines politiques qu'économiques que social ou culturel.

HISTOIRE DU PEUPLE FRANÇAIS

Nouvelle Librairie de France - 38, av. des Ternes - 75017 Paris

FRANÇOISE XENAKIS

Cléopâtre c'est vous !

Une mongeuse d'hommes et de territoires, une mère passionnée et une amante si douce... L'audacieuse biographie d'une femme moderne.

J.C. LATTES

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

RECIT

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. L'histoire de la France dans le monde : culture, diplomatie, politique internationale et dans l'Europe, l'Amérique, les pays du tiers monde, les pays du tiers monde, les pays du tiers monde. 2 tomes, 240 pages, 240 pages, 240 pages. (avec notices). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 256 pages, 90 F.

FRANÇOIS DE PERILL
CHATEAU DE PERILL
49500 NUEL-SUR-LAYON

TOUS LES LIVRES

disponibles en France en vente par correspondance. Demandez nos conditions ou prenez nous tout de suite une commande pour des livres présentés et lus par vous. Demandez par la rapidité de nos livraisons.

Librairie M. HUBMANN R.P. 43 1M
75002 PARIS 12^e ARCY CEDEX
Livraison en 48 heures + 12 F. frais de port

LA VIE LITTÉRAIRE

Un livre, une exposition

Ces photos qui falsifient l'histoire

FAIRE mentir l'histoire, ou, plutôt, adapter l'histoire aux mensonges et aux nécessités du présent : voilà à quel jeu se livrent aujourd'hui de nombreux régimes, pour la plupart maoïstes. Cette œuvre de réécriture à laquelle les historiens sont priés de collaborer n'épargne pas l'histoire. Si l'on veut avoir une idée de son ampleur, il faut impérativement consulter l'ouvrage qu'Alain Joubert vient de publier aux éditions Bernard Bataillon. Son Commissariat aux archives est un démontage serré et impressionnant de la plupart des montages photographiques destinés à « falsifier l'histoire ».

La palme revient bien sûr à l'Union soviétique : la construction de l'iconostase stalinienne puis stalinienne, est amplement illustrée, chaque fois par la cliché original suivi du ou des clichés remaniés. Le but habituel des retouches est de faire disparaître tel ou tel personnage, envoyé depuis longtemps dans les poubelles de l'histoire. Mais la vulgarité des censeurs peut avoir des explications beaucoup plus anodines : ici, la braguette de Léline est trop apparente ; là, c'est son visage qui paraît trop fatigué et auquel on va faire subir un bain de jeunesse ; ailleurs, c'est le mégot de Staline serrant la main de Rib-

bentrop qu'il importe de faire disparaître... Autre fraude historique, moins connue, que souligne Alain Joubert : la substitution du mythe cinématographique à l'histoire. Ne citons qu'un exemple, mais il y en a bien d'autres : celui des escadrons d'Odessa, pendant la mutinerie du Potemkine ; il s'agit en fait d'une scène entièrement imaginée par Eisenstein, ce qui

n'empêche pas les historiens d'étudier son film comme un document d'archives et toutes les publications soviétiques de présenter des photos du tournage comme des documents historiques... Les Soviétiques ont fait des erreurs, et pas seulement parmi les pays frères, même si leurs « œuvres » sont bien représentées dans cet ouvrage : culte de Mao, de Kim Il Sung, d'Enver Hoxha, de

Fidel Castro. Ah ! cette photo interdite du leader maximo au côté d'un obscur général Pinochet, pas encore dictateur, en 1971. Mais Hitler est à l'honneur ; Mussolini aussi, et les notes remplaçant chaque « mensonge » dans son contexte sont remarquables d'intelligence et de précision.

Peu d'exemples de manipulation historique viennent de démocraties, ce qui est somme toute normal, puisqu'elles ne prêtent pas à « maîtriser » l'histoire et en acceptent pour l'essentiel les contradictions, sauf en période de crise (cf. les propagandes des guerres franco-allemandes). L'ouvrage ne s'en termine pas moins sur une étrange « caudex » du *Figaro-Magazine*, qui n'avait pas craint d'utiliser en février 1982 la photo d'une « crémation », pour cause d'épidémie, de cadavres de sandinistes et de « corpes » comme « preuve » du « génocide » des *Miskitos*. Un avertissement, en quelque sorte...

JACQUES AMALRIC.

★ LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES : LES PHOTOS QUI FALSIFIENT L'HISTOIRE, d'Alain Joubert. Ed. Bataillon, 192 p., 148 F.

— Les documents d'Alain Joubert ainsi que d'autres inédits seront exposés à partir du 29 octobre prochain au Musée d'Art moderne de Paris.

Comment s'en débarrasser ?



Antisémites, les bureaucrates soviétiques n'avaient jamais vu d'un bon œil le laïos du Russe Melnikov. Ici, la photo de droite. L'original (à gauche) date de 1912.

ROMANS POLICIERS

Gros calibres... en attendant Reims



Le compte à rebours affiche J-8. La semaine prochaine, du 30 octobre au 1^{er} novembre exactement, le grand rendez-vous annuel des amateurs de romans policiers, le Festival de Reims, déroulera ses modestes — fastes. Hasard ou préméditation ? Les éditeurs ont, ces derniers temps, préparé l'événement en faisant donner quelques gros calibres.

David Goodis, Jim Thompson, Harry Whittington : voilà un trio de choc qui a, depuis trente ans, fait passer quelques somptueuses nuits blanches à des milliers de lecteurs. On les connaissait si bien qu'on ne croyait plus rien attendre d'eux. C'était compter sans François Guérin et sa nouvelle collection « Rivages/Neir » qui, en n° 13, vous déjà dans la cour des plus grands. Avec la maîtrise d'un prescripteur — rien dans les mains, rien dans les poches, hop ! voilà trois inédits — il sort du grand sommeil éditorial trois petites merveilles qui se lisent comme un seul long roman, archétype du « roman noir ».

On y reconnaît, bien sûr, l'univers de chacun : cette manière inimitable qu'a Goodis d'évoquer la grande détresse des chômeurs, « des millions de types plantés sur le trottoir au coin des rues des grandes villes », luttant contre le vent glacé, les mains dans les poches d'un manteau dilaté, « attendant qu'il se passe quelque chose » ; ces bleds de nulle part, chers à Thompson, dont tous les bâtiments « donnent une impression d'énormes têtes de mort » ; et, dans ce dernier, l'atmosphère de la ville de New York, le shérif adjoint, qui dissimule derrière une constante ironie l'amerume d'une carrière médicale avortée faute d'argent (Thompson), c'est le même chant désespéré des « losers », des

exclus qui tentent d'échapper à leur condition, la même griffe d'un destin implacable, qui rend tout combat dérisoire. C'est logique, mais que Bernice et Ralph s'embrassent, alors que le héros de « Big Jim Thompson » (1) — une fois n'est vraiment pas coutume ! — trouve à l'extrême la paix, (La Blonde au coin de la rue, de David Goodis, 198 p., 24 F.) ; ou que Jim Thompson, 234 p., Des feux qui détruisent, de Harry Whittington, 197 p. Ces trois ouvrages chez « Rivages/Neir », 29 F. chacun.

La Soudouge est de retour ! Pour les fidèles d'Ed McBain et de sa saga du 87^e district — une quarantaine de romans traduits à ce jour — c'est une bonne nouvelle. Pour l'inspecteur Carrel et sa brigade, c'est un nouveau cauchemar. Car l'insaisissable grand blond avec un sonneton — sans chaussette noire ? — est une moderne version du professeur Moriarty, ce génie du mal qui s'efforçait autrefois Sherlock Holmes. Trois fois déjà (2), il a mis les nerfs des hommes du 87^e à rude épreuve. Avec une immuable méthode : non content de planifier les hold-up les plus audacieux — et les plus sanglants — il prend un plaisir pervers à égarer le commissariat de son intention, en multipliant les indices énigmatiques.

Cette fois, Carrel et ses hommes recevront successivement des photocopies de huit chevaux noirs, cinq talkies-walkies, trois paires de menottes, deux matras, etc. Et recourant au même autant à la prière qu'à la réflexion pour résoudre cet effrayant casse-tête. Est-il besoin de préciser que McBain règle les détails de cette course contre la montre avec l'ingéniosité virtuose et l'impeccable rigueur qui lui sont habituelles ? (Huit chevaux noirs, d'Ed McBain, Presses de la Cité, coll. « Haute tension », 178 p., 80 F.)

Il s'agit de quelques-uns sans doute à attendre Thierry Jonquet au tournant. On n'obtient pas le privilège du numéro 2000 de la prestigieuse « Série noire » sans susciter des jalousies. D'autant qu'après cette « distinction » Jonquet avait choisi des chemins de traverse, délaissant le policier pour une chasse picaresque au trésor dans les milieux juifs de la vieille Europe et du Nouveau Monde (3). Le volé qui revient chez Gallimard avec un roman qui fera tigre

momentanément ? — les médiums. Car le *Mémoire des immortels* est une réussite incontestable. On ne peut pas dire pourtant que Jonquet choisisse la facilité. Loin du fait divers quotidien qui fait l'ordinaire du genre, il a choisi de travailler, par le biais de la fiction policière, les grands mythes modernes, ces « faits de société » parfois si dérangeants pour le cartésien ambiant : dans *Mygale*, c'était le changement de sexe ; dans la *Belle et la Bête*, l'accumulation d'ordures ; c'est aujourd'hui la quête de l'immortalité, qui conduit celui qui se dissimule sous le pseudonyme de M. Hadès — le portier des Enfers ! — à tuer par amour.

C'était, déjà, on s'en souvient peut-être, le thème du dernier roman de Robin Cook. Mais là où l'écrivain anglais — naturalisé américain — avait choisi une érudition démesurée, Jonquet joue la carte de la simplicité, de la limpidité. Et démontre que les voies sont multiples qui mènent à un Enfer pavé, aussi, de bonne littérature.

D'autres têtes d'affiche du polar français sont ou vont être à la vitrine des librairies. Fajardie, qui continue à poursuivre la comédie humaine et conte, avec une écriture toujours aussi sûre, l'histoire d'une jeune communiste raniée par les siens, alors que les grandes grèves de 1947 agitent le Nord. Deltail, Grand Prix de littérature policière 1985, avec une enquête en milieu carcéral décidée à Ron Kurz, l'auteur, voici quelques années, du superbe et loufoque *Le Meurtre enragé* (4). Et Didier Déninckx, qui publie deux fois : dans le « Série noir », avec une enquête de son héros favori, l'inspecteur Cadin, fils humaniste coincé entre les avances de sa hiérarchie et la méfiance de la population ; dans la collection « L'instant noir », avec une fiction assez convenue sur les déboires d'un nègre littéraire face aux rois du show-biz. Rien de déshonorant dans ces deux bouquins bien sûr. Mais Déninckx n'y retrouve pas ce souffle singulier qui traversait le désormais célèbre *Meurtre pour mémoire*. (Le *Mémoire des immortels*, de Thierry Jonquet, « Série noire », n° 2066, 182 p., 21,50 F. ; Des lendemains enchantés, de Frédéric Fajardie, Né-Oswald, coll. « Le miroir obscur », 180 p. ; Le *Baiser de la couleuvre*, de Gérard Deltail, « Fleuve noir », 185 p., 19 F. ; Le *Bourreau et son double*, de Didier Déninckx, « Série noire », n° 2061, 214 p.,

26 F. ; *Play back*, de Didier Déninckx, « L'instant noir », 183 p., 59 F.)

Cette collection « L'instant noir », qui accueille Déninckx, et son directeur Roger Martin méritent un coup de chapeau. Créateur de la collection « Étiquette noire » chez Encre — où on lui doit notamment *Soldats de 44* de Mc Givern et Petrova 38 du Soviétique Séminov — Martin est passé en début d'année aux Éditions de l'Instant. Avec armes et bagages. C'est-à-dire un goût prononcé de l'éclatisme et de la découverte.

En témoignent notamment deux polars étrangers dus à des auteurs jusqu'alors inconnus en France : les *Millions de Fairfax* d'Alan Winington, un Anglais dont le biographe est à elle seule un roman, puisque, militant du PC, il s'est installé, dans les années 70, en RDA, d'où il écrit des romans de « bris de la bombe » ; et pour le grand dragon de l'Allemagne Ky, portrait au vitriol d'une société berlinoise rongée par le racisme anti-turc (5).

Mais « L'instant noir » c'est aussi la réédition de *L'Affaire Lerouge*, qui fut historiquement le premier roman policier français, ou le *Plateau des embrouilles*, première œuvre — savoureuse — d'un quasi-séagénère, Claude Wharton.

On l'aura compris : ce ne sont pas les titres éditoriaux qui effrayeront Roger Martin ! Ceux qui aiment sortir des sentiers bien balisés ne s'en plaindront pas... (Les ouvrages de « L'instant noir » ont un prix qui varie, selon la pagination, entre 59 et 79 F.).

BERTRAND AUDUSSE.

- (1) L'expression est du romancier Stephen King, qui analyse l'œuvre de Thompson dans le dernier numéro de 813, bulletin de l'Association du même nom. Au sommaire également, des notes critiques sur les derniers ouvrages de Robin Cook et toutes les nouvelles de l'association, coordonnées du Festival de Reims (le numéro 30 F. — Association 813, 14, rue de la Gare, 78350 Les Loges-en-Josas).
- (2) Dans la *Rousse*, « Série noire » n° 1295, et *La Soudouge*, « Série noire » n° 1639 et *La bonne heure*, « Un mystère », Presses de la Cité.
- (3) *Le Secret du rabbin*, 64, Joseph Clichy.
- (4) « Super Noire », n° 19.
- (5) Ky — de son vrai nom Romiszynski — fut un des héros d'honneur du Festival de Reims.

Le premier prix Chardonne

Placé sous l'égide de l'Association des amis de Jacques Chardonne, subventionnée par le Bureau national interprofessionnel de Cognac, le conseil général de la Charente et la municipalité de Cognac, le premier prix Jacques Chardonne a été attribué à Cognac, le 15 octobre, à Gilles Pudlowski pour le *Devoir de vacances* (Flammarion 1984) et l'*Amour du pays* (Flammarion, 1986).

Le jury, présidé par François Nourissier, de l'Académie Goncourt, comprend Michel Déon, de l'Académie française, André Bay, J. Brenner, Ph. Brugnion, J.-P. Caracalla, Jean Duché, L. Elan, François Fortin, Bernard Frank, Jean Glénisson, G. Guillard-Auviste, Gérard Muller et Eric Rousseau.

Le prix, d'un montant de 50 000 F., est destiné à couronner une œuvre (chronique, journal intime, essai, nouvelles ou roman) qui se distingue par ses qualités de style.

Aux premiers tours de scrutin, l'*Évanouie* de Jean Bloch-Michel (Gallimard) et *Voyage au bord du gouffre* d'Alain Nédélec (Denoël) avaient obtenu des voix.

Ecrivains de tous les pays à Rotterdam

Directeur du département de littérature à la Fondation des arts de Rotterdam, Martin Mooij, organise chaque année — depuis dix-huit ans — avec une égale passion une rencontre de poètes du monde entier. « Poetry International » est devenue une tradition de lecture et de rencontre, d'abord dans un parc public, ensuite dans les salles du Doelen, en plein centre de Rotterdam.

Dans le même esprit, Martin Mooij vient d'organiser sous les auspices de la même fondation une rencontre d'écrivains. Du 5 au 9 octobre, un trentaine de romanciers venus de vingt pays se sont réunis pour évoquer « les racines de leur écriture ». Chaque soir certains lisaient, en public, des passages de leurs ouvrages tandis que d'autres se retrouvaient pour des débats.

Pour l'organisateur, « c'est un bonheur que de réussir à réunir dans un petit pays comme la Hollande et dans une ville aussi peu intellectuelle que Rotterdam des écrivains du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest ». Le Chinois Ho Hsiang-Lin a parlé en des termes clairs et émouvants des « racines de son imagination, irriguées par le méloir de sa mère » ; le poète sud-africain Mazisi Kunene (poète zoulou) a évoqué en compagnie de son ami et compatriote Brynton Bryntach l'histoire d'une « écriture de libération ». La question du bilinguisme a été au centre des interventions du Libanais Amin Maalouf et du Camerounais Francis Bebey. Parmi les autres écrivains présents : l'Anglais Malcolm Bradbury, la Grec Vassilis Vassilikos, les Japonais Makoto Oda et Kazuburo Oe, l'Indien V. S. Pritchard, l'Italien Francesco Duranti. N'ayant pu obtenir de visa, le Palestinien Mahmoud Darwish, le Ghanéen Kofi Awoonor et le Congolais Tchicaya U Tamsi n'ont pu être présents à cette rencontre, où la littérature essayait de se dégager de la politique. Le seul écrivain français annoncé, Régis Debray, n'est pas venu.

T. B. J.

La BN et ses Amis

Créée en 1913 par des amis de la Bibliothèque nationale des érudits de la sauvegarde et à l'enthousiasme d'un patronage culturel prestigieux, la Société des amis de la Bibliothèque nationale (SABN) s'est fixée pour objectif d'offrir chaque année une pièce rare à la Bibliothèque. Si son objectif n'a guère changé, les moyens mis en œuvre pour y parvenir se sont en revanche modifiés, comme le prouve la nomination de deux lauréats aux postes de président et de vice-président : la SABN s'ouvre à l'entreprise.

A cela correspond un élargissement du champ de ses activités : en accord avec André Miquel, administrateur général de la Bibliothèque nationale, la SABN a décidé, à l'initiative de son président François

Carie, également écrivain, et de son secrétaire général Jacques Roland, de publier des textes méconnus ou oubliés du patrimoine français, conservés dans les fonds de la Bibliothèque. Choisis parmi les disciplines les plus variées (linguistique, science, philosophie, histoire, littérature...), ces textes sont présentés sans appareil critique, dans leur orthographe et leur syntaxe originales et dans une remarquable composition typographique.

A travers les ouvrages de cette collection, accessibles à un large public et d'une grande qualité littéraire, la SABN entend présenter un miroir de l'évolution de la langue française du seizième au dix-neuvième siècle. Les deux premiers titres ont paru en juin : *Pathologie verbale ou l'écrit de certains mots dans le cours de l'usage*, d'Emile Littré (95 p., 80 F.), et *De la manière d'étudier et de traiter l'histoire naturelle*, de Buffon (175 p., 70 F.). Sociétaires que le public soit sensible à cette collection qui, pour citer Buffon à propos de l'histoire naturelle, « élève leurs idées et leur donne des connaissances d'une infinité de choses que le commerce des hommes ignore, & qui se retrouvent souvent dans l'usage de la vie ».

P. C.

Les bulles en poche

Les passionnés de la bande dessinée sont-ils prêts à troquer la traditionnelle couverture glacée contre un vulgaire livre de poche ? — on ne le sait pas facilement en commandant dans le métro — et en prix de revient s'élève-t-il à les convaincre ? C'est ce que se proposent de relever les Éditions J'ai lu en lançant cette semaine la collection « J'ai lu-BD », qui veut mettre à la disposition du public les rééditions en noir ou en couleurs des meilleures parutions de bandes dessinées et d'humour. Il en coûte, pour des volumes soignés, de 15 F. à 26 F.

Cinq volumes sortent en même temps. Les *Idées noires* (vraiment très noires...), de François de Guérin, de Claire Bretcher ; *Raisonné à New-York*, de Liberator et Tamburini (l'éditeur a raison de préciser : « pour lecteurs avertis ») ; les *Mémoires dessinés*, de Sorel (qui ne sont pas les plus tendres ni les plus décalés...), enfin, quelques aventures de la délicieuse *Mafalda*, de Quino. Sont annoncés ensuite : Martin Veyron, Gotlib, Mordillo...

P. Ka.

La mort

de Jean Loize

libraire et écrivain

Libraire, écrivain, Jean Loize est mort à Montpellier en septembre à l'âge de quatre-vingt-six ans. Né à Paris le 22 juillet 1900, après une enfance au ministère de la marine, il avait ensuite ouvert à Paris, une librairie-galerie, rue Bonaparte, qui devint rapidement la rendez-vous des artistes et des écrivains, en même temps qu'un relais de la Résistance. Outre sa réputation de « prince des bibliophiles », il attirait le Tout-Paris à ses expositions autour de Colette, Tzara, Breton, Larbaud, Fargue ou Léautaud, qui l'évoqua dans son *Journal littéraire*. Homme de goût et de grande érudition, il conseillait les collectionneurs les plus difficiles. Vers 1962, il avait quitté Paris pour Collioure, puis Montpellier, avant de se fixer à Saint-Rémy-de-Provence où il vivait entouré de documents, d'objets et d'ouvrages rares. Depuis trois ans, atteint par la maladie, il s'était retiré dans une maison de retraite à Sommières (Gard). On doit à Jean Loize, divers ouvrages dont le *Vrai Non-Non de Paul Gauguin*, et Alain Fournier, sa vie et le grand *Mouvement*, le prix Marcel Thébaud de la critique, en 1968.

F.-J. T.

LIVRES A VENDRE ?
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
42-88-88-00.

مكتبة الأمل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Ces rêveurs des années 1880...

Il y a cent ans, dans le Figaro, Jean Moréas lançait son Manifeste du symbolisme

DEPUIS la fin de la guerre de 1870 se dessinait, contre le pesant environnement de l'« ordre moral », le conservatisme de la « république des ducs », le pharisaïsme ambiant, le chauvinisme béant, le sentimentalisme bête, et cette stupidité bourgeoise qui irritait tant Flaubert, un courant souterrain, diffus et sinueux, où se mêlaient les apports les plus divers.

Il y avait eu Baudelaire, l'œuvre flamboyante et rageuse de Barbey d'Aurevilly, l'idéalisme de Villiers de L'Isle-Adam; il y avait Verlaine, Mallarmé et Rimbaud. Une famille d'esprits novateurs se cherchait une parenté. En 1884, Verlaine publie *les Poètes maudits*, qui regroupent Corbière, Rimbaud et Mallarmé; la même année paraît *A rebours* de Huysmans. Héros de la décadence s'il en est, esprit rare, esthète raffiné amateur des sensations les plus élaborées et les plus troubles, figure ambiguë qui fut le médiateur et le vulgaire. Des Esseintes y proclamait ses goûts: les poètes de la décadence latine, Villiers de L'Isle-Adam et Barbey d'Aurevilly, Poe, Verlaine et Mallarmé, Odilon Redon et Gustave Moreau. Son but: « Substituer le rêve de la réalité à la réalité même. » Ce sera l'ambition des symbolistes, conforme à ce que préconisera Mallarmé, « tourner l'épaulé à la vie ».

Les vêtements de l'idée

Le symbolisme? Qu'est-ce à dire? Ici, la difficulté surgit, tant l'intention symboliste se laisse mal préciser. Le *Manifeste* de Moréas, publié dans le *Figaro* en septembre 1886, est vague, confus, écrit dans une langue contournée, voire sibylline. Il écrit notamment: « *Ennemi de l'enseignement, de la déclamation, de la fausse sensibilité, de la description objective, le poète symboliste cherche à voir l'idée d'une forme sensible qui, néanmoins, ne serait pas son but; d'elle-même, mais qui, tout en servant à exprimer l'idée, demeurerait sujette.* » On comprend l'embarras d'Anatole France devant un tel acte de foi: « *Tout ce que je devine, c'est qu'on inter-*

dit au poète symboliste de rien décrire et de rien nommer. Il en résulte une obscurité profonde. » Autres définitions? Gustave Kahn parlait, en 1894, d'une « *recherche de la liberté dans les efforts d'art, en réaction contre l'enregistrement parnassien ou naturaliste.* » Remy de Gourmont verra dans le symbolisme « *l'expression de l'individualisme dans l'art.* », définition qu'il jugeait lui-même « *trop simple mais claire.* » Mais Paul Valéry relèvera « *l'intention commune à plusieurs familles de poètes (d'ailleurs ennemies entre elles) de reprendre à la Musique leur bien.* »

La querelle du vers libre

En vérité, on discerne mieux ce que les symbolistes rêvaient de ce qu'ils cherchent à élaborer. Ils rejettent le matérialisme de leur époque, le réalisme plat, le naturalisme abusif, l'art fermé des Parnassiens, l'ingélorité, la littérature racoleuse, anecdotique, écrite d'une encre pâle et commune — en un mot, tout ce qui pense bas, rêve peu et joint du trop évident. Ils vont revendiquer l'approche de l'idée, au-delà des apparences, chercher règles et correspondances d'un réel dérobé, la transcendance, le mystère, la légende, voire l'ésotérisme et, pour cette nouvelle manière de voir et de sentir, on plutôt d'aspirer à voir et à faire sentir différemment, s'appliquent à donner un sens nouveau aux « mots de la tribu » ou à en inventer d'autres. L'excès des néologismes, des termes bizarres, des vocables précieux, des formulations tortueuses ne manquera pas de déclencher les railleries: Paul Adam, sous le pseudonyme de Jacques Flouret, s'amuse ainsi à rassembler les curieuses trouvailles de cette nouvelle école dans son *Petit glossaire pour servir à l'intelligence des auteurs décadents et symbolistes* (1888).

Dans cette nouvelle approche, le symbole est la clé. Répondant à Jules Huret pour son enquête sur l'évolution littéraire, Mallarmé précisera: « *Nommer un objet, c'est supprimer les trois quarts de*

la jouissance du poème qui est faite de deviner peu à peu: le suggérer, voilà le rêve. C'est le parfait visage de ce mystère qui constitue le symbole. » Les symbolistes qui se pressent aux mardis de Mallarmé rue de Rome ne peuvent que se conformer à ses conceptions créatrices.

Pour ces poètes, la recherche d'un idéal, d'un souffle poétique rénovateur implique une alchimie du verbe. Il y aura ainsi une querelle du vers libre au moment où l'on découvre les versets de Walt Whitman; Rimbaud a montré la voie, Jules Laforgue et Gustave Kahn l'emprunteront, et une poétresse d'origine polonaise, Mary Krzysinska, en revendiquera, contre vent et tempête, la paternité exclusive.

Quelle diversité dans la famille symboliste! D'Edmond Dabry à Edmond Dujardin, de Remy de Gourmont à Charles Guérin, de Gustave Kahn à Louis Le Cardonnell, d'Ephraïm Mikhaël à Pierre Quillard, d'Henri de Régnier à Francis Jammes, d'Ernest Raynaud à Adolphe Retté, de Saint-Pol Roux à Albert Samain et jusqu'à Jean Lorrain, René Vivien, Robert de Montesquiou, etc. La Belgique apportera une contribution très importante au mouvement avec Maeterlinck, Emile Verhaeren, Charles Van Lerberghe, Albert Mockel, Max Elakamp et Georges Rodenbach. Deux Américains d'origine, Stuart Merrill et Francis Vielé-Griffin, se joindront au contingent de cette nouvelle poésie autour de laquelle gravitent les magies et les « initiés »: Stanislas de Guaita, Papus, Eliphas Lévi, le Sâr Péladan.

« La conquête du Moi »

Autour de 1895, le courant symboliste éclate. Jean Moréas s'en détache pour fonder l'école romane. Les attaques se multiplient contre un courant dont on dénonce les complications et les préciosités d'écriture, la fuite devant le réel, l'abus du mythologique, le manque de naturel et de spontanéité. D'autres « ismes » vont suivre à cadence rapide pour finir le siècle et en amorcer un nouveau: l'école naturaliste de

Saint-Georges de Bouhélier en 1897, l'humanisme de Fernand Gregh en 1902, l'unanimité de Jules Romains en 1905, le futurisme de Marinetti en 1909.

Il demeure que ce courant a su créer un « frisson nouveau ». On ne saurait oublier la richesse picturale qu'il a suscité au travers d'œuvres aussi diverses que celles de Degouve de Nuncques, Jean Delville, James Ensor, Henri de Groux, Knopff, Lévy-Dhurmer, Gustave Moreau, Pavis de Chavannes, Odilon Redon, Carlos Schwabe, William Morris, Félicien Rops, Burne-Jones et d'autres. Les premiers travaux de Claudel, Cocteau, Gide portent l'empreinte du symbolisme. Celui-ci « fut émancipateur », écrit Ernest Raynaud, qui ajoute: « *Les symbolistes ont en effet acquis au conscient une bonne somme d'inconscient. Ils ont entrepris résolument la conquête du Moi.* » C'est précisément là que va s'embrancher le mouvement surréaliste, en disposant d'une nouvelle arme d'investigation: la psychanalyse. André Breton, au reste, a rendu justice à l'exigence poétique du symbolisme. Cent ans après, il est légitime de souligner l'importance de ce mouvement dans l'évolution de la pensée et de la sensibilité contemporaines, à l'époque charnière de deux siècles. Guy Michard, dans l'ouvrage capital qu'il a consacré au mouvement symboliste, n'a que trop raison de souligner qu'il « constitue véritablement la révolution poétique du monde moderne ».

PIERRE KYRIA.

RACISMES

ANTIRACISMES

Sous la direction d'André Bégin et Julien Freund 328 pages - 130 F

MERIDIENS KLINCKSIECK

Pierre BERGOUNIOUX



La bête faramineuse

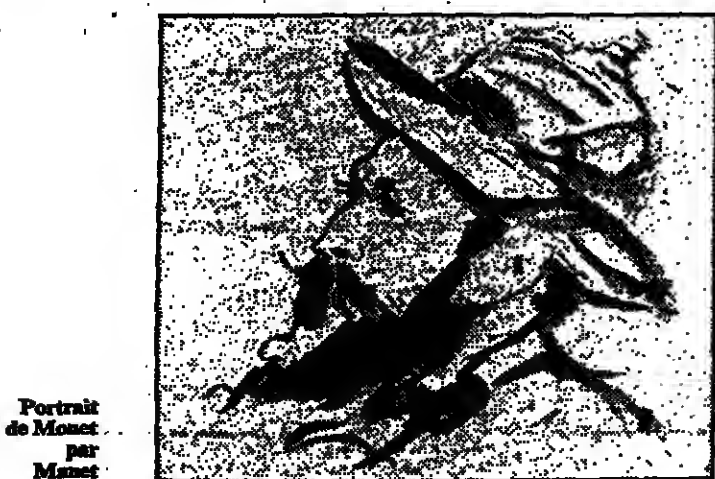
roman

« Il y a des années et des années qu'un roman ne m'avait fait une telle impression. Après tant de chefs-d'œuvre, un chef-d'œuvre était-il encore possible, en France, de nos jours? Oui, assurément. Et en voici l'indubitable preuve! »

Claude Mauriac / Le Matin

GALLIMARD nrf

Regarder vraiment Van Gogh



Portrait de Monet par Monet

(Suite de la page 25.)

Saper le mensonge littéraire — ou historique, ou pathologique, ou théorique — du discours sur la peinture est un pari possible à tenir lorsqu'on installe celle-ci dans un double désert de solitude — le spectateur seul face au tableau d'un artiste seul qui se scrute dans un miroir. Mais ce pari semblait impossible à gagner, lorsque Pascal Bonafoux décida d'étendre sa morale du regard à toute une école, les impressionnistes.

D'abord, et surtout, parce que les impressionnistes ne formaient précisément pas une école: pas de maître, pas de projet commun. Un refus massif de la théorie: « *On ne fait pas de tableaux avec des doctrines* », dit Monet. Et Renoir précise: « *L'art doit être indescriptible et inimitable.* » Cependant, tous ces peintres réunis sous la véhémence d'un même refus — celui du bitume de l'académisme —

— vivent intensément l'expérience de la solidarité: même si, comme Van Gogh, l'artiste demeure seul devant sa toile, une manière de communauté heureuse, désintéressée, optimiste, celle d'une entreprise nouvelle, les lie les uns aux autres. Sur les toiles, cela se traduit ainsi: ils se peignent les uns les autres. Ces peintres si différents, si ce n'est dans ce qu'ils rejettent, inventent une telle manière de solidarité qu'ils créent l'autoportrait d'un rêve collectif. Un exemple, que décrit Bonafoux: Renoir peint le portrait de Bazille qui peint une nature morte devant un paysage de Claude Monet (cette toile fera partie de la collection d'Edmond Monet). C'est bien l'entreprise de peindre autrement qui devient ici le modèle.

Dès lors, l'apprentissage de l'œil qui cherche à saisir le texte de Bonafoux réclame un

cheminement légèrement différent dans les modalités sinon dans les buts: ce que vont mettre en scène ses citations, ses correspondances, ses extraits de journaux, ses interventions personnelles, tout à la fois vigoureuses et discrètes, ce sont les liens ténus et pourtant indestructibles qui relient une personne singulière — un artiste singulier — et un groupe. Au-delà de tous les antagonismes, de toutes les rivalités, de toutes les haines même, l'autoportrait d'une collectivité de rencontre, d'un assemblage hétéroclite ficelé par un même lien: l'ambition de faire une peinture claire, débarrassée du jus de chicou, du grillon et du chocolat qui encrassaient les tableaux officiels. Une peinture de pleine nature qui en finisse enfin de bavarder, de raconter des sujets, de dire et de redire: une peinture à voir.

On en revient tout naturellement au point de départ, à Van Gogh comme à Rembrandt: la peinture s'adresse au regard qui est, peut-être, la fenêtre de l'âme. Ecrire à propos de peinture ne peut consister qu'en cela: désembuer la fenêtre, laisser pénétrer la lumière — et l'ombre qui en est la complice indispensable.

PIERRE LEPAPE.

★ VAN GOGH PAR VINCENT, de Pascal Bonafoux, Denoël, 194 p., 550 F.

★ LES IMPRESSIONNISTES. PORTRAITS ET CONFIDENCES, de Pascal Bonafoux, Skira, 194 p., 450 F.

— Alain Michel réédite ce recueil de la collection de Jean Rivard: *Histoire de l'impressionnisme*.

La bibliothèque de psychologie et de psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent Collection dirigée par le professeur Pierre Ferrat

GÉRARD BLEANDONU

L'ÉCOLE DE MÉLANIE KLEIN

Préface d'Hanna Segal

DIDIER-JACQUES DUCHÉ

L'ENFANT AU RISQUE DE LA FAMILLE

Préface de Philippe Jeammet

ALBERTO EIGUER

UN DIVAN POUR LA FAMILLE

Du modèle groupal à la thérapie familiale psychanalytique

Préface de Philippe Jeammet

BERNARD GIBELLO

L'ENFANT A L'INTELLIGENCE TROUBLÉE

Préface de Serge Lebovici

PHILIPPE GUTTON

LE BÉBÉ DU PSYCHANALYSTE

Perspectives cliniques

Préface de Léon Kreiser

SERGE LÉBOVICI avec la collaboration de Serge Stoleru

LE NOURRISSON, LA MÈRE ET LE PSYCHANALYSTE

Les interactions précoces

COLETTE PERICCHI

LE FIL DE LA VIE

Essai de compréhension clinique de l'enfant cardiaque dans ses interrelations avec son entourage

Préface de Léon Kreiser

HÉLÈNE STORK

ENFANCES INDIENNES

Etude de psychologie transculturelle et comparée du jeune enfant

Préface de Colette Chiland

PIERRE VERDIER

L'ADOPTION AUJOURD'HUI

Après les réformes administratives et les progrès de la science

MICHELLE ROUYER ET MARIE DROUET

L'ENFANT VIOLENTE

Des mauvais traitements à l'inceste

Préface de Pierre Straus

REVUE

JOURNAL DE LA PSYCHANALYSE DE L'ENFANT

1. L'interprétation 2. Le cadre

PAIDOS / LE CENTURION

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poèmes

- Henri FOUCAULT
« CAUSANT DE TOUT »
144 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Mireille GAGLIO
« LA CLÉ DE L'ÉVASION »
128 pages, 62,50 F.T.T.C.
- Marc GUSTIN
« LA FIN DES SOLEILS »
144 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Virgile MANNE
« FRISSONS D'UN HOMME DE "GROS-KA" »
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Ennio VIALLE DE REYNAUD
« LE GARDIEN DU TERROIR CÉVENOL »
96 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Annick ZIGARIC
« LA LASSITUDE CRISTALLINE »
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- René MORIN
« LA LIBÉRATION PAR L'ÉGOCENTRISME »
64 pages, 35,50 F.T.T.C.
- Jean-Yves KREITER
« LEX NOSTALGIA »
64 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Louis-Claude NICOLAY
« MORALITÉ D'UNE EXISTENCE »
80 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Nicole CLÉMENT-KEUSSER
« NOSTALGIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI »
64 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Randé ROGER
« LE PRINTEMPS DANS MON JARDIN »
64 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Venant NGALIKPIMA
« L'UNIVERS DES PENSÉES VOGUANTES »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Suzanne GRANGER
« VIVRE POUR AIMER »
64 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Pierre RIOUX
« LES POÈMES D'UN AGRICULTEUR CORRÉZIEN »
48 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Romain LAUREN
« SUR UN AIR DE PROVENCE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Samuel PARRINELLO
« INGÉNUITÉS ADOLESCENTES »
64 pages, 38,50 F.T.T.C.
- Jean-Baptiste GIOVANNOLI
« MON BALUCHON DE RÊVES »
288 pages, 85,60 F.T.T.C.
- Michel BLANQUET
« LE RAYON DE TERRE »
192 pages, 69,00 F.T.T.C.
- Yves SARROCHE
« DEVANT LA PAGE BLANCHE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Arnaud LE DRU
« PORTRAITS »
56 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Régine CHAMPION
« DES-ESPOIRS »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Ginette BRISAUD
« POUR UNE INFANTE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Robert BRION
« LES ROSES ET LA ROSÉE, LE SOURIRE ET LES LARMES »
80 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Ariette JARRY
« LES OMBRES DE LA VIE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Liliane GUISSSET
« ENTRE IMMONDE ET SACRÉ »
64 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Monique JOMAIN
« ÉMOTIONS »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Anna-Marie FABRIZI
« LE TEMPS ÉTENDU DE TOUT SON LONG »
96 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Cécile de LOVENDAL
« A L'AUBE DE MA VIE : LA MORT ! »
80 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Didier BELAUD
« UNE CIGARETTE MAL ÉTEINTE »
176 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Zvorađ MITRAS-JEZAUSKI
« RÉINCARNATION DE L'AMOUR »
80 pages, 42,00 F.T.T.C.
- Béatrice MOREAU
« FASCINATIONS »
48 pages, 37,50 F.T.T.C.
- David-Antony GIAGNORIO
« RÊVES POUR UN MOTARD »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Jean-Claude BARBIER
« MOMENTS »
80 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Marie LIA
« LA PLUME AU VENT »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.

- Mireille VERSEAU
« SOUPIR »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Emil W. GARCINI
« POÉSIE, MIROIR DE L'ÂME »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Raoul PAYERNE
« CADENCES »
64 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Christophe LÉCUYER
« FUGITIVES »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- José MARIN
« ÉPITRES DE LA FAIM »
112 pages, 54,00 F.T.T.C.
- Mario-Hélène SICARD
« LA MARJOLEUSE »
64 pages, 42,00 F.T.T.C.
- René-Antoine AGOSTINI
« KALÉIDOSCOPE »
112 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Marcel GÉRARD
« SOLEIL DE MES POÈMES »
96 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Maria KOUTCHEVA
« LES SCORPIONS SONT DES MANGEURS D'ÂMES »
96 pages, 49,20 F.T.T.C.

romans, contes
et nouvelles

- Fantée RUF
« LE QUATRIÈME WEEK-END »
Un week-end sur quatre, c'est peu pour une femme amoureuse
224 pages, 78,10 F.T.T.C.
- Philippe RENARD
« RAISONS DE VIE »
Un enthousiasme qui nous donne une raison de vie
192 pages, 65,50 F.T.T.C.
- Génévieve BADETS
« JE T'APPELLERAI TANTINE »
Le récit poignant d'une femme et d'un homme
208 pages, 74,90 F.T.T.C.
- René de LA GÈNESE
« ET AINSI, LA TERRE FUT... OU HISTOIRE DE JULES »
Félicités cruelles et dramatiques
256 pages, 93,10 F.T.T.C.
- René DATHOL
« L'ARIGOT »
Une distorsion contre l'oubli
288 pages, 113,30 F.T.T.C.
- Eveline LACASSE
« DEMAIN CONJUGUÉ AU PASSÉ »
Les amours aux prises avec les châteaux
192 pages, 69,00 F.T.T.C.
- Pierre-Claude LUCAIN
« PÉQUILA PITRE »
La ville d'un récit de la Guadeloupe
320 pages, 160,50 F.T.T.C.
- François HÉDÉ
« LA TENTATION ET AUTRES NOUVELLES »
Un franc-parler qui frappe fort
192 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Jeanne HESSÈGE
« SANS RIVAGE »
L'impression et le réel
64 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Denise FURET
« LES CONTES DE MAMY PILOU »
Auteurs de la forêt, des champs, gentilles fées et rois méchants
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Christiane CHENOT
« UNE FEMME SORT DE TON OMBRE »
Elle découvre l'humanité de son mari
160 pages, 61,00 F.T.T.C.
- Jovi CHARREAU
« LES AMOURS DE GRAND-MÈRE »
L'amour fait tomber les tourterelles
256 pages, 101,70 F.T.T.C.
- Alain DURAND
« A LA DÉCOUVERTE DE L'EXISTENCE »
Les méditations d'un adolescent
160 pages, 59,90 F.T.T.C.
- Lidia RESTOUX
« LES PANTINS »
Quand le tragédie suit le rêve...
288 pages, 94,20 F.T.T.C.
- Bertrand SARLET
« SOUS LE RIRE DES MOUETTES »
Les aventures de trois jeunes hommes
88 pages, 107,00 F.T.T.C.
- Jean-Pierre GOUYSE
« NOUVELLES INSOLITES »
... Captivités, horreurs et grimoires
96 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Philippe ROBERTSON
« OMÉGON, OU POUR UN MONDE MEILLEUR »
Anticipation, politique, fiction, utopie ?
432 pages, 149,00 F.T.T.C.
- Jean-Jacques FAURY
« IOANNES ET QUELQUES CONTES »
Des contes magiques
176 pages, 67,40 F.T.T.C.

- Rémi PASCALIS
« LA SAGA DES BURDINE »
L'humour, ça se lit, ça se goûte, ça se dégoûte ?
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Elisée TARTIT
« LA TOUR DE BABYLONE »
L'enchâssement des civilisations de l'époque
112 pages, 59,30 F.T.T.C.

— récits - souvenirs —

- Georges CORNUY
« LA RAGE DE VIVRE CONTRE LA MORT AUX TROUSSES »
Un jeune homme lutte pied à pied contre la débâcle
80 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Henriette MOUREAU
« LUTTE ACHARNÉE POUR VIVRE »
Sous le poids des épreuves
80 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Christian WIRA
« CE LONG CHEMIN »
Rédécouverte l'oubli, l'oubli, le retour
64 pages, 39,00 F.T.T.C.
- Mohamed BELMILOU
« JE VOULAIS MOURIR DANS TES BRAS »
Une enfance algérienne
128 pages, 54,00 F.T.T.C.
- André GLEVICZY
« ... ET LE MALIN SE MIT À RICANER »
Les mémoires d'un homme
288 pages, 103,30 F.T.T.C.
- Nicole PICHON
« MES ILLUSIONS DANS UN PLACARD »
Vivre avec un maître
128 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Luis COUVEZ
« LES VICISSITUDES DE LOUZARD »
Une vie avec l'humour
256 pages, 99,50 F.T.T.C.
- Richard LEMBO
« LA MOTO, LA VIE D'AROLD »
Le récit, grand mystère de monde moderne
64 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Pierre LAMARQUE-BONNAUD
« INCH'ALLAH »
L'Algérie française ? Dieu ne l'a pas voulu !
208 pages, 76,00 F.T.T.C.

essais

- Anne-Marie GUTH
« REMISE EN QUESTION D'UN TOUT... D'UN RIEN »
Faut-il, pourquoi et comment ?
112 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Guy-Marcel BÈCHE
« APRÈS L'AN 2000, CE S'EST UN NOUVEAU DEMAIN »
Un livre prophétique
144 pages, 62,10 F.T.T.C.
- Costel-TOMESCU
« DE LA SAGESSE... »
Le meilleur de l'humanité et d'Occident
80 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Simonne SOUCHET
« A LA DÉCOUVERTE DU MÉCANISME DE L'ÂME »
Une méthode d'analyse de la psychologie
224 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Maurice DESCOTES
« LE CAS BOILEAU »
Boileau ? Un de nos contemporains !
400 pages, 142,50 F.T.T.C.
- Jacques NSOUMBI
« LE FINANCEMENT DU LOGEMENT AU CAMEROUN »
L'habitat pour le développement
144 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Charlotte-Ernest DES LAUMES
« LE NOCTURNE PASSEUR »
Aline-Fourrier et son message
128 pages, 52,50 F.T.T.C.
- Georges FAVRE
« SILHOUETTES DU CONSERVATOIRE »
Trois compositeurs méconnus : Widor, Gédalga, D'Ottone
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Teresa SALVATORE
« NOTRE ÉGLISE A NU »
La charité ou le pouvoir ?
256 pages, 115,90 F.T.T.C.

théâtre

- Alain SAUNIER
« INSTANT DE VIE »
Comme un roman, le premier volet
96 pages, 46,00 F.T.T.C.
- Dominique DE VERGNETIER
« HYSOPE »
Une tragédie dans la tradition
128 pages, 52,50 F.T.T.C.
- René BRONNARD
« LA TANTINE DE BURGOS »
Châtiments en Espagne
80 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Claude JOUSSE
« LE CIMETIÈRE BÉNI »
L'agonie de Dieu
192 pages, 69,00 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.

DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21 ou dans les C.R.D.L. Hachette

مكتبة الفكر

● DICTIONNAIRES

Moïse, Mahomet et Mao

Le dernier travail de François Châtelet : un ouvrage rassemblant les grands penseurs politiques

ÉTRANGE à première vue, ce *Dictionnaire des auteurs politiques* auquel François Châtelet a consacré ses dernières forces, aidé par Olivier Duhamel et Evelyne Pister : 127 seulement y trouvent place, classées par ordre alphabétique des auteurs ! A une exception près : le Coran ne figure pas à « Mahomet » bien que le Pentateuque figure à « Moïse » (discrimination surprenante, car l'attribution du premier ouvrage est plus sûre que celle du second). Mis à part ce détail, le lecteur reconnaîtra vite la justesse de telles démarches. La notoriété des auteurs est plus grande en général que celle de leurs œuvres, qui seraient difficilement repérables sans eux. Mais chacun est analysé à travers l'un de ses livres.

Le nombre réduit des entrées leur donne beaucoup plus d'ampleur que dans les dictionnaires habituels : sept pages en moyenne, imprimées en caractères denses. Elles ne forment pas des notices indicatives, mais des articles solides dont l'ensemble met sous la main les principaux auteurs politiques, décrits en général par leurs meilleurs spécialistes. Avec objectivité, ce qui n'est point facile dans un domaine où l'observateur reste toujours plus ou moins engagé, même s'il croit ou prétend le contraire. On respire de loin en loin une pointe de parfum post-soixante-huitard, perçant dans la vague nostalgie d'un gauchisme abandonné ou l'obscur rancune envers un marxisme abjuré. Mais bien d'autres senteurs parcourent ce carrefour d'idéologies et de méthodes qui s'équilibrent à peu près.

L'ouvrage n'a rien d'ennuyeux ni de rétro. Avec dynamisme et originalité, il reflète la mentalité de nouvelles générations libérées des mythes et préjugés qui gênaient les précédentes. Etayé sur une documentation dernier cri, qu'il rend accessible par des bibliographies rigoureusement sélectives, il présente en exposition bien ordonnée les principales œuvres politiques telles qu'on les interprète en cette fin de vingtième siècle.

Pourquoi pas les Évangiles ?

Quelques absences étonnent un peu cependant, comparées à quelques présences. La « culture méditerranéo-européenne » (sic) n'a-t-elle connu qu'une seule influence extrême-orientale : celle du président Mao ? Ce dernier attribue aux *Entretiens familiaux* de Confucius un intérêt que les auteurs du dictionnaire leur refusent injustement. Pourquoi, par ailleurs, les Évangiles ne figurent-ils pas entre le Pentateuque et le Coran ? L'engagement politique serait-il moins grand dans le christianisme que dans le judaïsme et l'islam ? L'exclusion des auteurs vivants témoigne d'une sage prudence. Mais comment « offrir quelque chose comme une coupe de la recherche politique de langue française aujourd'hui », en négligeant des œuvres fondatrices telles que le *Tableau de la France* de l'Ouest d'André Siegfried ?

En passant de la « recherche politique » au « débat de la pensée politique », les dernières lignes de l'avant-propos révèlent



CAGNAT.

que ces oublis reposent sur un parti pris : celui d'une rupture avec l'évolution récente de la science politique. Née de la philosophie, développée ensuite dans le domaine des institutions et des structures, elle s'enlève depuis plusieurs années dans des chemins où la perfection des gadgets techniques ne remplace pas l'imagination créatrice. En rappelant à no-

tre mémoire l'essentiel des constructions d'idées qui ont formé les catégories de l'entendement politique, ce dictionnaire pourrait aider à sortir du marais. Les retours aux sources ouvrent la voie des renaissances.

MAURICE DUVERGER.

★ DICTIONNAIRE DES ŒUVRES POLITIQUES, sous la direction de François Châtelet, Olivier Duhamel et Evelyne Pister. PUF, 964 p., 328 F.

La francophonie dans tous ses états

EN un seul volume de quatre cents pages, un enseignant genevois, Jean-Jacques Luthi, un dominicain égypto-libanais, Gaston Zaranini, et un vieux routier des littératures étrangères en français, Auguste Viatte, illustrent à eux trois la mosaïque internationale qui compose aujourd'hui le monde parlant français, réussissent à nous donner un fort honnête et disert *Dictionnaire général de la francophonie*.

C'est une « première » en ce sens que cette « encyclopédie », publiée sous le patronage du Haut Conseil de la francophonie et du Commissariat général de la langue française, dépasse enfin l'aspect linguistique et purement linguistique du français pour aborder la politique, la presse, les religions, la science, l'histoire, etc. Précisons, en outre, que si « France » et « français » figurent au rayon, en revanche l'ensemble du lexique est consacré à la francophonie hors Hexagone, au sens large.

Au hasard des pages, on trouve donc aussi bien Le Corbusier (né Suisse), ou Nathalie Sarraute (née Russe) que les Croisades, le canal de Suez, le Zaïre, la démographie francophone (sic), les institutions de la francophonie, le poète libanais Georges Schehadeh (né à Alexandrie en 1907) ou l'islam qui, entre autres richesses, fournit, en tant qu'entité humaine, le plus fort contingent actuel de francophones non européens.

On se réjouit de voir aussi que même le savoir des anciens corsaires méditerranéens n'est pas oublié en raison de ses ingérences françaises, pas plus que le Saint-Siège, l'un des plus importants utilisateurs du français dans le monde.

Il reste à souhaiter que ce travail, pour lequel notre électorat s'était acquiescé le concours de cent quatorze signatures spécialisées les plus diverses, françaises ou étrangères, soit désormais régulièrement mis à jour, du moins pour

ses articles contemporains. L'ensemble qui comporte un millier d'entrées, forme en tout cas l'indispensable pendant de l'*Annuaire biographique de la francophonie* récemment édité sous les auspices du Cercle Richelieu et de l'Agence de coopération culturelle et technique, et qui recense les personnalités vivantes jouant un rôle à quelque titre que ce soit dans le mouvement francophone : trois mille noms sur les cinq continents, y compris la France.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DE LA FRANCOPHONIE, Ed. Letouzey et Alsat, Paris, 260 F.

★ ANNUAIRE BIOGRAPHIQUE DE LA FRANCOPHONIE, 1986-1987, Nathan, 480 p., 350 F.

● Nominations à l'Agence francophone. Joël Broquet, directeur de Francophonie-Jumelages, vient de succéder à Frédéric Grandel, écrivain, journaliste, à la présidence de l'Agence de la langue française. Michel Herson, docteur en lettres, secrétaire général et Marcel Locquin, lauréat de l'Académie de médecine, trésorier, (Agence de la langue française, 71, rue Ampère, 75017 Paris, tél. (1) 46-22-44-90.)

● Nos cousins louisianais. — Depuis les romans de Maurice Denzaire, on ne peut oublier qu'à côté des francophones titulaires du Canada et des Caraïbes, il existe toujours la francophonie nostalgique et archaïque de cette Louisiane vendue aux États-Unis par Bonaparte. Patrick Griolet, professeur et diplomate, a réuni patiemment toutes les pièces du dossier louisianais, passé, présent et peut-être à venir, puisque cette province américaine s'est mise en tête de déloger ses racines françaises entortillées. Le travail de Griolet confine à la somme tout en restant très vivant. (Patrick Griolet : *Cadix et crêoles en Louisiane*, Payot, 387 p., 180 F.)

● ESSAIS

Lire l'avenir

Deux essais sur les penseurs et les travailleurs du futur

IL y a du Buffon chez Bernard Cazès. Jamais, à notre connaissance, on n'avait entrepris de classer avec cette rigueur les figures de l'avenir, « de saint Augustin au vingtième siècle ». Les grilles qu'une foule d'hommes ont essayées pour déchiffrer le temps du pas-encore sont innombrables, sans même parler des entrailles des poulx romaines. Le parcours est passionnant et rendra agréable du fait, précisément, de la volonté farouche qu'a eu l'auteur de faire entrer dans des « salles de musée » bien repérables l'énorme matériel qu'il a mis des années à accumuler. En outre, il a adopté pour son analyse un style d'une grande limpidité.

Ici comme ailleurs, les anciens s'opposent aux modernes. Les premiers pensent que le réel, tout en étant régi par des lois nécessaires, ne tend vers aucune fin ultime. Les seconds estiment que l'avenir est prévisible, qualitativement supérieur au passé, unidirectionnel et maîtrisable.

Après avoir présenté une galerie des anticipations concrètes, tracées par des personnages aussi divers que H.G. Wells, Émile Souvestre, Albert Robida, Hugo Gernsback, Charles Protais Steinmetz, Bernard Cazès entreprend un périple plus audacieux dans l'histoire des idées. La grande distinction lui paraît être celle qui sépare les penseurs qui voient dans l'avenir des collectivités humaines un changement continu et ceux qui croient au « discontinuisme ». Auguste Comte, Karl Marx et Herbert Spencer sont examinés évidemment dans le premier lot. (Mais pourquoi Teilhard de Chardin ne figure-t-il qu'à la page 427 et sous forme d'adjectif à propos d'un livre de M. Stasi ?)

L'autre famille est beaucoup plus complexe : il y a des modérés ou des radicaux ; ils s'expriment de façon littéraire ou non littéraire. Si bien que l'essentiel de l'ouvrage leur est consacré, et qu'on retrouve aussi bien les grands auteurs de science-fiction

qu'Étienne Cabet, Edouard Belamy, William Morris, E.M. Forster, Zamiatine, Huxley, Vonnegut, Orwell, Spengler, Kondratieff, Sorokin, Saint-Simon, Fourier, etc., chacun dans une case de type Mendeleïev, pour aboutir aux chantres de la décadence « restreinte » (Tocqueville, Cournot, Schumpeter), « remédiable » (Georges Sorel), « inévitable » (Gobineau, Benda, Dostoevski, Nietzsche).

Après 1945, la perspective s'institutionnalise : des organisations publiques ou privées, nationales ou internationales, passent commande d'études à des professionnels, qu'on peut classer en deux groupes, les « tendancieux » (plus sensibles aux contraintes et aux opportunités des sciences et des techniques) et les « alternatifs » (plus soucieux de regarder certaines zones de fragilité, comme le tissu social ou l'écosphère). Là, Bernard Cazès ne creuse pas comme avant, parce qu'il lui faudrait un deuxième tome.

Après le temps, l'espace

Ce second ouvrage, c'est Annie Baïlle qui l'a écrit. Sa dimension est l'espace et non plus le temps. Elle est allée voir comment opèrent aujourd'hui, à travers le monde, les « travailleurs du futur », et ce qu'elle ramène dans ses filets est passionnant, d'autant plus que le talent journalistique qu'on lui connaît se donne libre cours dans le reportage et le choix astucieux des titres.

La *summa divisio* (comme Bernard Cazès, Annie Baïlle aime les classements clairs) lui paraît être celle des « futurologues » et celle des « prospectivistes ». Pour les premiers, il n'y a qu'un seul avenir. Afin de l'appréhender, comme dans les destins magiques, il suffirait de relier les points que l'on peut dès maintenant placer sur la carte de demain avec un peu d'imagination et beaucoup d'extrapolation. Les seconds rejettent la fatalité. L'avenir dépend

de ce qui existe, mais aussi de ce que nous voulons, et il s'agit d'instruire les décideurs sur les futurs possibles pour les inciter à agir.

Les premiers se recrutent surtout chez les Américains (Rand Corporation, Institut pour le futur), les seconds ont leur expression la plus accomplie dans l'association internationale Futuribles, lancée en France par Bertrand de Jouvenel et dirigée par son fils Hughes depuis 1974.

Annie Baïlle ne se contente pas de présenter les « gros morceaux », elle va visiter les Canadiens (Gamma), écoute le Club de Rome, évoque ce laboratoire unique de l'IASA où, dans un château autrichien, Soviétiques et Américains jouent avec les modèles mathématiques pour éclairer l'avenir de l'humanité, nous parle des Japonais, bien sûr, plus pragmatiques, avec leur Institut pour les technologies du futur et leur nouveau Research Institute, des Suédois, des Anglais et de leur université du Sussex, où l'on s'intéresse à la maîtrise des prétendues fatalités technologiques et à une société où il ferait bon vivre, sans oublier des centres français comme celui du CNAM (Conservatoire national des arts et métiers).

Après le voyage, on est un peu étonné. On n'a jamais tant conduit de recherches sur l'avenir, et il n'a peut-être jamais été aussi bon. Heureusement, Annie Baïlle ne s'est pas laissée emporter par cette marée. Elle sait qu'il n'y a pas de clé unique pour comprendre, encore moins pour évaluer le futur, et elle se félicite que la plupart des chercheurs, modérant leurs ambitions, s'interrogent davantage maintenant sur le proche présent. Le futur n'appartient pas aux savants mais aux poètes... et aux dieux.

PIERRE DROUIN.

★ L'HISTOIRE DES FUTURS, de Bernard Cazès, Seghers, 480 p., 135 F.
★ LES TRAVAILLEURS DU FUTUR, d'Annie Baïlle, Seghers, 328 p., 85 F.

HENRI COULONGES

Une presse exceptionnelle salue Les Frères Moraves :

370 pages 95 F

L'opéra-roman de notre temps.
François Mauriac, de l'Académie Goncourt, Le Figaro Magazine

Un superbe roman de la quête et de l'épreuve, écrit sur les sommets.
Jean-Louis Esne, Le Nouvel Observateur

206 pages absolument fabuleuses, inouïes... haletantes... Lisez ce roman si étranger et si fort.
Françoise Xenakis, Le Monde

Une maîtrise totale du récit, un talent de scénariste hors pair.
Jacques-Pierre Amette, Le Point

Il y a dans LES FRÈRES MORAVES un personnage tellement royal, tellement sublime...
Pierrette Rosset, Elle

L'œuvre d'un conteur merveilleux... Un Gatsby qui aurait lu Mailer.
Dominique Bona, Le Figaro

Henri Coulonges nous enchante par ce très beau roman. A lire absolument.
Jacques Akira, Pariscope.

Stock

● ROMANS

Le journal
de Robinson 86Gaston Compère réinvente le personnage de Defoe :
il en fait un cafardeux et un aigri

ROBINSON CRUSOÉ est souvent tenu pour le premier roman moderne. Il a ensemencé la littérature occidentale. Mais, en plus d'un genre, il a fondé une famille : la « robinsonnade ». Des dizaines de livres se présentent comme des variations, des adaptations, des pastiches, des imitations, des révisions de la formule narrative découverte par Daniel Defoe, en 1719. Ainsi, *le Solitaire du Pacifique*, d'Ernest Peichari, *Suzanne et le Pacifique*, de Jean Giraudoux, et *Vendredi ou les limbes du Pacifique*, de Michel Tournier. L'abbé Prévost, Jules Verne, Fenimore Cooper, Paul Valéry, William Golding, Jules Supervielle, Bloy Casares, Muriel Spark et bien d'autres se sont essayés à la robinsonnade. Si bien qu'aujourd'hui il est légitime de parler du mythe de Robinson et — sous-jacent à ce mythe — d'un véritable complexe de Robinson.

Gaston Compère, en donnant un millésime (1986) à son Robinson, s'inscrit sciemment dans la lignée des propagateurs du mythe, même si sa version se veut iconoclaste et dissidente. D'ailleurs, il est possible que Defoe lui-même, en s'inspirant de l'histoire du marin Selkirk, ait procédé de la même manière. A la décection du marin écossais, il a opposé le triomphe du marin anglais. A force de détournements, il est logique qu'un jour ou l'autre les itinéraires se recroisent.

Un air de noblesse
désenchantée

On ne réinvente pas un chef-d'œuvre, on le revisite. Le cas du héros de Jorge Luis Borges, qui réussit à réécrire, mot pour mot, le *Don Quichotte*, est bien sûr une hypothèse fantasmagorique d'écriture. Gaston Compère ne prétend pas à cette folie. Il se contente de livrer le journal apocryphe d'un personnage imaginaire. Manuscrit perdu et retrouvé (l'artifice a déjà été employé par André Laurie, dans *l'Héritier de Robinson*), *Robinson 86* donne à l'art de la contrefaçon un air de noblesse désenchantée. Le lecteur retrouvera un Robinson aigri, vengeur et misanthrope. A travers lui, la fiction réclame son droit à l'existence, et la vérité apparaît comme une surcharge dans le mensonge.

Gaston Compère est un écrivain wallon. Je ne sais si l'on parlera de ce Robinson belge, comme on a parlé du Robinson suisse et du Robinson allemand. Plus touffu, plus dense, plus introspectif que ses prédécesseurs, ce Robinson-là est pris dans le ressassement des ans. Il gambroie. Il rumine. Il dresse un bilan d'immoraliste et cisele sa morgue avec des mots. Celui de Michel Tournier avait — à mon goût — un côté kierkegaardien ; celui-là porte — à mon sens — Schopen-

hauer à la boutonnière. Il est multiple et solitaire. Il est maudit.

Les amateurs de robinsonnades le rapprocheront du *Chris Martin* de William Golding (1). Sauf qu'ici l'épisode de l'île, partiellement escamoté, n'est que la part ensoleillée, hautaine, d'une vie ténébreuse et d'une vieillesse

s'attendait à trouver un anti-Robinson, comme il y a un anti-Edipe, il ne trouve qu'une lecture particulière et critique du livre de Defoe.

Classique, *Robinson Crusoe* l'est parce qu'il propose une gerbe de sens. Il se prête à toutes les actualisations. Celle de Gaston



BERENICE CLÉVE.

cafardeux, embarrassé par les aigreurs de l'âge. Tout cela est heureusement entrecoupé de trébuchements, à la manière de Fielding ou de Defoe dans la meilleure partie du *Colonel Jack*. Gaston Compère prend un plaisir évident à faire souffler le chaud et le froid.

La fiction ne dépasse pas la fiction. Faire de *Vendredi* une femme, laide de surcroît, ne bonifie pas radicalement le schéma. Transformer Defoe en personnage jouisseur et indolent ne surdimensionne pas l'intrigue. Appeler l'île Allotri — « ailleurs » en grec — o'approfondit pas le mystère de notre fascination première. En fait, là où le lecteur

Compère nous restitue l'arrière-fond philosophique et sensuel. Mais il n'en reste pas moins qu'elle s'embrasse pas tous les « Robinsons potentiels » et que, de ce fait, elle se trouve en deçà du génie de Defoe. Il fallait s'y attendre. Un chef-d'œuvre est, par définition, une œuvre indépassable. Gaston Compère n'a cependant pas démenté ; il a relevé le défi. A sa manière. Ce qui n'est déjà pas si mal.

JACQUES MEUNIER.

★ ROBINSON 86, de Gaston Compère, Belfond, 312 p., 98 F.

(1) Gallimard.

Mystère et trivialité
de Michel Manière

LE DROIT chemin : sous ce titre sobre et rassurant, Michel Manière a écrit un roman étrangement violent, dont la singularité dérangera sans doute quelques habitudes de lecture. Heurté, le lecteur pourra même avoir une forte réaction de rejet, quelle que soit par ailleurs la valeur qu'il reconnaît au livre. Mais parions qu'il ira, d'abord et non sans félicité, jusqu'au bout de ce droit chemin.

Cela commence comme une farfange où tous les quivers sont convoqués. Le frase est d'emblée tel qu'aucune harmonie ne semble pouvoir en naître. Les événements qui s'enchaînent ensuite, en un récit sobrement linéaire, s'ordonnent autour de ce prologue, scène primitive et évanescente à laquelle tout doit immanquablement ramener.

Pierre Dautun, le héros, est écrivain et homosexuel. Un important prix littéraire est venu, à l'automne, couronner sa dernière œuvre et lui apporter une certaine notoriété. Au printemps, tandis qu'Étienne, son amant, est à l'étranger, le père de Pierre meurt. Une cassure se dessine alors dans son existence. Le premier symptôme en est l'impossibilité « physique » où il se trouve d'écrire à son compagnon pour lui annoncer ce décès. A partir de ce nœud liant son corps et son esprit, Pierre éprouvera chaque circonstance de sa vie sociale, affective, érotique, comme signe d'une « dégradation inéluctable ». Ces signes baliseront un espace mental de plus en plus resserré sur lui-même et, dans la rarefaction du possible, indiqueront à Pierre le seul « chemin » à suivre...

Avant le *Droit chemin*, Michel Manière a publié quatre livres, dont trois romans. Cela ne l'empêche pas de manifester plus d'ignorance que d'assurance quand il réfléchit sur son travail d'écrivain. « *J'écris dans une sorte de concentration flottante* », dit-il avant de citer Cocteau, « qui parlait du subtil équilibre entre l'inconscience de l'écrivain et son extrême conscience ». « Je n'ai pas de vue d'ensemble, dit encore Michel Manière, mais, parfois, des intuitions. Les intensités m'importent plus que les détails. »

« Je ne peux écrire que s'il y a un mystère au bout de ma phrase, un ajournement du point d'arrivée », dit-il. Ce mystère, c'est l'écriture qui l'introduit dans le trame réaliste, « triviale » même, du récit. L'obscurité de certains passages n'est pas plus fortuite que complaisamment recherchée : « Je suis le premier choqué par la crudité qui se trouve dans mon roman, et je regarde toujours si je peux m'en passer. » L'obscurité n'est en fait que l'une des « intensités » qui donnent au roman sa force et sa cohérence.

L'œuvre de Michel Manière ne laisse pas son lecteur apaisé, serin ; elle le déloge de son confort pour le faire témoin d'une violence mise à nu au sein d'une réalité qui n'offre aucune échappée... Et cela avec d'autant plus d'efficacité que le récit reste de bout en bout parfaitement lisible.

PATRICK KÉCHICHIAN.
★ LE DROIT CHEMIN, de Michel Manière, POL, 284 p., 85 F.

Deux enfants
du romantismeHugo Marsan et Pierre Bergounioux
entre la vie rêvée et la vie réelle

LA grande différence des intrigues qu'ils mettent en scène ne dissimule pas les liens qui unissent le roman d'Hugo Marsan, *la Troisième Femme*, et celui de Pierre Bergounioux, *la Bête farmineuse* : dans l'une et l'autre démarche, il s'agit de confronter la vie rêvée et la vie réelle, l'exigence d'enfance — avec ses peurs, ses fêles et ses émerveillements — et les besoins réels ou supposés de la lucidité adulte, la cruauté et la crudité de la vie diurne avec les charmes, fussent-ils cauchemardesques, de l'existence nocturne. Autant dire encore qu'Hugo Marsan et Pierre Bergounioux sont les enfants d'un certain romantisme littéraire. De beaux enfants pleins d'ardeur et de vigueur, davantage que de tranquillité héritière : leurs romans sont aussi résolument modernes.

La Troisième Femme est un huis clos. Deux hommes qui se sont aimés et s'aiment sans doute encore ; une femme qui est mariée à l'un des hommes ; un lieu : une vieille ferme isolée dans laquelle le trio a décidé de se retirer afin que la vie ne vienne pas effleurer de ses atteintes maladroites et mortelles la part de rêve, le théâtre immobile qu'ils se sont construit ensemble.

Mais le huis clos se fissure sous l'effet de sa propre défection. Une femme, Isabelle, puis un jeune homme très beau, Gabriel, viennent brûler leurs ailes de per-

sommes ordinaires, de vivants vulgaires, à la flamme des dieux. Ils s'y consomment mais leur simple réalité suffit également à faire retomber les héros au rang d'humains, d'autant plus fragiles, plus vulnérables, qu'ils se sont crus protégés du sort commun. La fête orgueilleuse s'achève en gaudes de bois lamentables, et le mystère envoltant de la troisième femme se résout en un banal suspense policier.

Savantes fantaisies

Hugo Marsan, dont c'est le troisième roman, a su analyser cette silencieuse et cruelle implosion avec une telle minutie, un tel sens du « climat » des êtres et des lieux que le lecteur, à la manière d'Isabelle et de Gabriel, se retrouve dès les premières pages entraîné et aspiré par le tourbillon fou des héros, participant à leur délire et à leurs illusions. Et il faut que l'écriture soit forte et belle pour nous faire croire à la réalité d'un jeu dont les personnages eux-mêmes se sont dépris.

L'écriture de Pierre Bergounioux, elle, joue superbement sur la surprise, sur le déséquilibre, sur les savantes fantaisies d'une ponctuation qui place la phrase en porte-à-faux, la dérègle, comme dans ces tableaux où la couleur déborde le contour des formes. Il ne s'agit certes pas là d'une

coquetterie formelle gratuite, ni d'une préciosité : le décalage, ici, cette attentive imprécision des choses et des sentiments exprime très exactement cette vérité particulière du regard de l'enfance que Bergounioux cherche à retrouver à travers son récit. *La Bête farmineuse* place le récit d'enfance à une hauteur jusqu'à présent inédite dans la littérature : à la hauteur même des yeux d'un enfant, empli d'incertitudes, de rêveries, de craintes éperdues, de projets fantastiques, d'imagination extravagante et de lucidité rigoureuse. Entreprise étrange qui réclame de son auteur d'aller plus loin encore que l'invention d'un personnage : il s'agit d'être un autre, radicalement, qui comprend, qui sent, qui voit, qui rit, qui balbutie de trouble ou qui éclate d'enthousiasme. Entreprise réussie presque à la perfection : de ce récit se dégage une vérité non du discours, mais de l'appréhension même du monde par un enfant dont le lecteur, un moment d'égaré, perçoit la coïncidence avec des sensations anciennes et soigneusement enfouies.

P. L.

★ LA TROISIÈME FEMME, d'Hugo Marsan, Acropole, 178 p., 89 F.

★ LA BÊTE FARMINEUSE, de Pierre Bergounioux, Gallimard, 182 p., 82 F.

Portraits
de la solitudeYves-Michel Ergal maltraite ses personnages :
leur seule pitance, c'est la mélancolie

PRIX du premier roman, en 1985, pour *l'Autobiographie d'Ingrid Weber* (1), Yves-Michel Ergal confie aujourd'hui, avec *les Sept Mois de Sabine Noël*, les qualités d'écriture dont il témoigne.

Décriture sombre et rarement aérée de la rue de Rivoli à Paris, deux femmes, qui n'ont sans doute jamais rien eu à se dire, se regardent vieillir en s'éprouvant l'une pour l'autre aucun sentiment, sinon la force de l'habitude et la peur d'une solitude encore plus profonde. François Noël, la mère, vit son veuvage comme un sacerdoce, et ses seules distractions sont le livre qu'elle effectue dans un salon de thé du quartier. Sabine, la fille, semble née sans âge et ne connaît des couleurs de la vie que le gris.

Yves-Michel Ergal est si gentil, si prévenant, avec ses personnages

qu'il en devient presque odieux, et l'on croit même, parfois, l'entendre ricaner entre les lignes. Mais, alors que l'on devrait étouffer en devenant l'intime de ces femmes, on respire à son aise, grâce au style de l'auteur, lent et léger, mais frémissant comme une musique de chambre. On oublie tout, même leur sens de l'épargne qui confine à l'avarice.

Tandis que sa mère laisse les draps de son lit se refermer chaque jour un peu plus sur elle, Sabine Noël remonte à pied, tous les matins, la rue de Rivoli. Elle ne voit rien, n'entend rien, car tout lui est étranger, à commencer par son propre corps. Au musée du Louvre, où elle vend des cartes postales, la jeune femme subit les prévenances de ses collègues, les discours de ses supérieurs hiérarchiques, et les exigences des visiteurs pressés de consommer de

l'art à peu de frais. Son indifférence et son ennui lui tiennent lieu de maquillage et la protègent contre toutes les agressions.

Quelques jours avant des fêtes de Noël qu'elles se préparaient à passer avec une tristesse de bon aloi, ces deux femmes cessent de vivre en parallèle. La mère entrera en agonie et la fille renoncera son premier amour. Les réflexions de l'auteur sur les humiliations et les désaveux que le temps nous inflige ne peuvent que plonger le lecteur dans la mélancolie. La vieillesse, chuchote-t-il, c'est « terminer ses jours dans une nuit sans fin où chaque regard est comme une lampe sur la route, un repère qui ne conduit qu'à des endroits murés ». Quant aux sentiments amoureux, Yves-Michel Ergal les considère comme une comédie, un passe-temps vite ennuyeux dès que les jeux de la séduction font place aux premières habitudes des amants.

« L'humanité ne se taira
donc jamais ? »

Sabine sera blâmée, par ses relations de travail de « n'avoir pas su rester solitaire et triste, car rien, note l'auteur, n'agace plus dans le monde que le bonheur sur un visage », mais personne ne devinera les désillusions qui, déjà, percent ses yeux. François Noël, elle, s'enfonce dans une nuit par nul autre habitude. Sa fille lui rend d'ailleurs plus que des visites domestiques où il n'est question que de nourriture, d'argent, d'hygiène, et les quelques gestes de tendresse qui lui échappent sont faibles.

« L'humanité ne se taira donc jamais, n'a-t-elle pas honte de ce déjà-dit, de ce banal ? », écrit encore Yves-Michel Ergal, qui pousse la délicatesse jusqu'à accompagner Sabine Noël à la porte de la solitude. Celle-ci, estimant Vauvenargues, « est à l'esprit ce que la diète est au corps, mortelle lorsqu'elle est trop longue, quoique nécessaire ».

PIERRE DRACHLINE.

★ LES SEPT MOIS DE SABINE NOËL, d'Yves-Michel Ergal, L'Ascom, 284 p., 80 F.

(1) L'Ascom-Ascom.

Jean-Paul II
Lyon - Taizé
Paray-le-Monial
Ars - Annecy

4-7 OCTOBRE 1986

AVEC LA COLLABORATION
D'YVONNE TINGO

• Tous les textes dans
leur intégralité.

• Entretien avec
Mgr Vilnet.

• Sondage Sores sur
les catholiques en France.

320 PAGES, 85 F

cerf

François
WEYERGAUS



La vie d'un bébé

roman

Il était une fois un petit fœtus qui vivait
tout seul dans le ventre de sa mère...

GALLIMARD

nrf

مكتبة الأمل

Julien Gracq, Raymond
Marguerite Yourcenar, Alain Robbe-Grillet, Gustave Roud, Resnais...

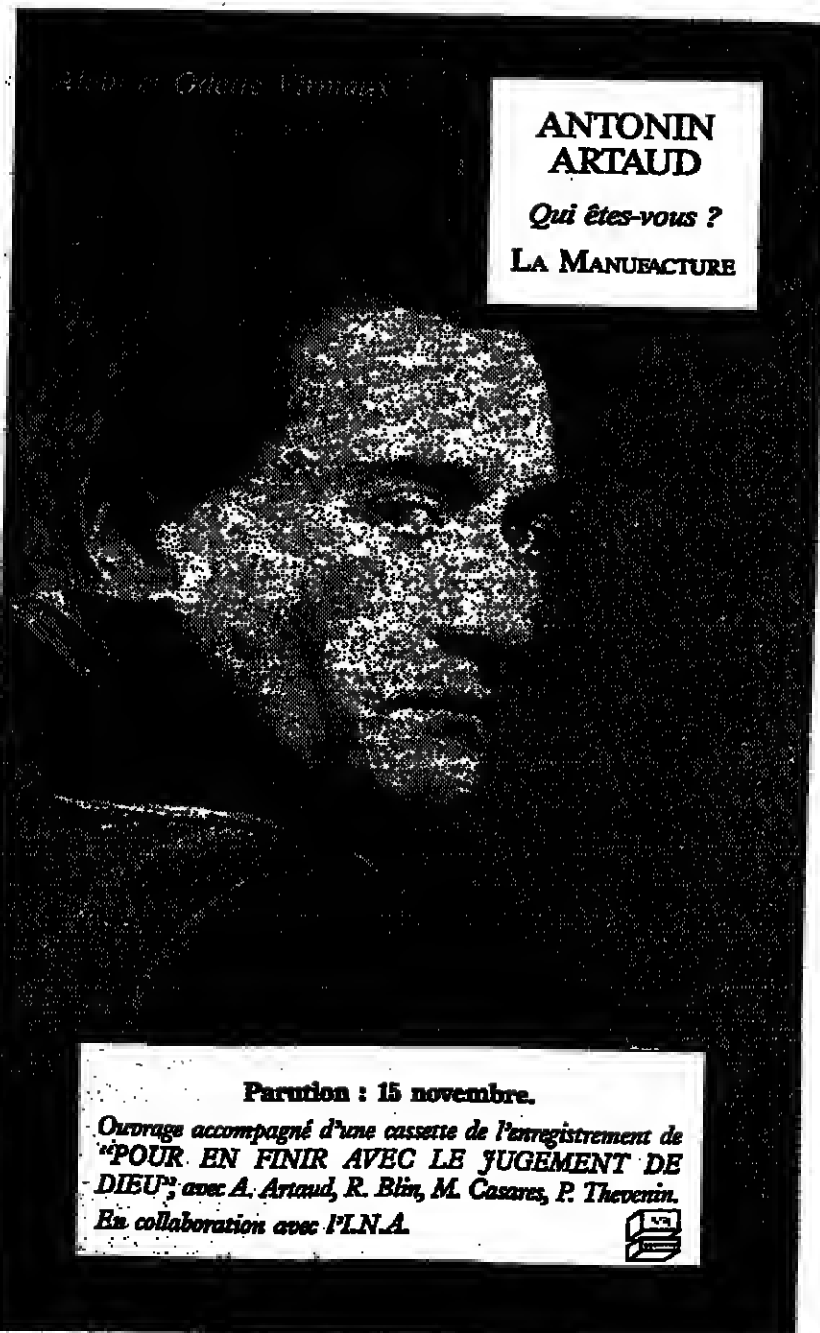
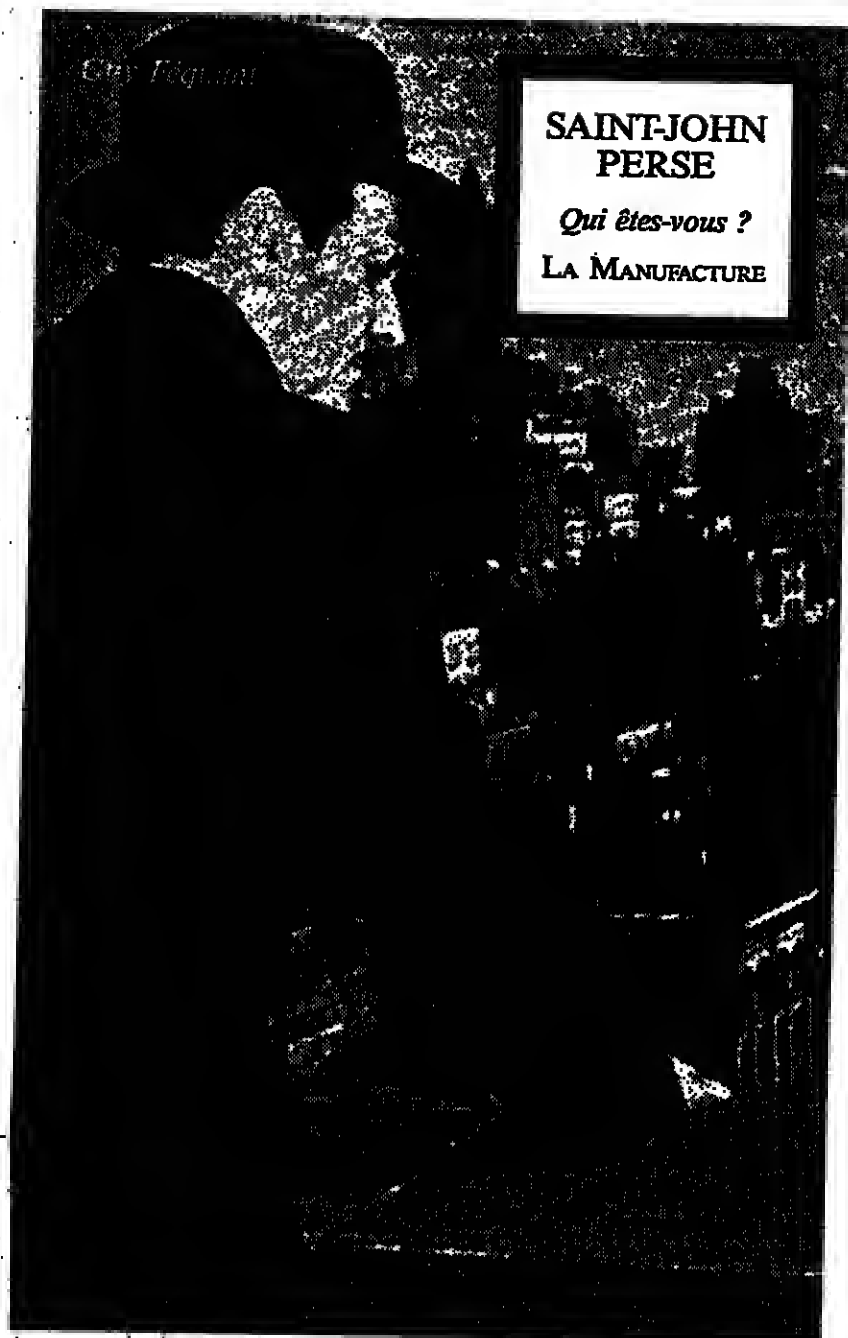
AUTRES TITRES PARUS

- **RAYMOND ARON**, par Nicolas Baverez.
« Parfaitement clair et construit, ce Raymond Aron est par un philosophe de la nouvelle génération doué d'un talent pédagogique hors du commun explique l'essentiel. »
Alain-Gérard Slama, *Le Point*
- **MICHEL FOUCAULT**, par Jean-Marie Anzias.
« Mesuré, informé, éclairant, le livre de Nicolas Baverez mériterait d'être qualifié d'aronien. »
François Georges, *Libération*
- **JEAN PAULHAN**, par André Dhôtel.
« Une lecture étonnante de Paulhan proposée par Dhôtel. »
La Quinzaine littéraire
- **GUSTAVE ROUD**, par Gilbert Salem.
- **HENRY MILLER**, par Frédéric-Jacques Temple.
« La biographie réalisée par F.-J. Temple est vivante et complète. Un ouvrage de base indispensable. »
Nicole Casanova, *Le Quotidien de Paris*
- **FRANCIS PONGE**, par Guy Laverol.
- **JEAN GIONO**, par Jean Carrière.
« Jean Carrière, avec une passion fort bien inspirée, fait surgir l'incomparable richesse de littérature qu'a inventée Giono, il restitue à cet écrivain-paysan sa taille d'homme. »
Lucien Guissard, *La Croix*
- **ALAIN RESNAIS**, par Jean-Daniel Roob.
« Le Giono de Jean Carrière est peut-être le meilleur, sensé, poétique, poétique... il contient un entretien passionnant dans lequel le romancier dit tout. »
Jérôme Garcin, *L'Événement du jeudi*
- **MARGUERITE YOURCENAR**, par Georges Jacqemmin.
- **ALAIN ROBBE-GRILLET**, par Jean-Jacques Brochier.
« Le bouquin de Brochier relève de la prouesse. »
Jérôme Garcin, *L'Événement du jeudi*
- **LE CORBUSIER**, par Gérard Monnier.
« Le très complet et constant essai de Gérard Monnier nous fait avancer pas à pas dans la vie de Le Corbusier. »
Jacques Darol, *Le Magazine littéraire*
- **VLADIMIR JANKÉLEVITCH**, par Guy Suarès.
« Plus qu'une biographie, Guy Suarès nous propose un fabuleux exercice d'admiration. »
Le Matin de Paris
- « Pour parler de Jankélévitch, il faut le son juste. Guy Suarès a trouvé ce son. Il sait entendre dans cette parole inimitable l'alliance de la virtuosité à la mélodie secrète d'une inconsolable tristesse... »
François George, *Libération*

* Ouvrages comportant des entretiens inédits issus des Archives sonores de P.L.N.A.



EDITIONS 48 F
LA MANUFACTURE



Parution : 15 novembre.
Ouvrage accompagné d'une cassette de l'enregistrement de "POUR EN FINIR AVEC LE JUGEMENT DE DIEU" avec A. Artaud, R. Blin, M. Casares, P. Thevenin.
En collaboration avec P.L.N.A.

● ÉCRITS INTIMES

Jean Reverzy
et le « mal du soir »

Scaphandrier de l'âme, cet écrivain-médecin n'a cessé d'en explorer toutes les anfractuosités

Jean Reverzy (1914-1959) est de ces écrivains qui patissent longtemps des commentaires que leurs œuvres et leurs propos mal interprétés ont, à certain moment, inspirés.

En une telle occurrence, la publication d'écrits autobiographiques s'avère des plus nécessaires, car elle restaure la vérité — fût-elle subjective — et par là réfute les assertions légendaires et forcément faussifiées. Ainsi a-t-on dit que Jean Reverzy écrivait parce qu'il se savait atteint d'un mal incurable et condamné à brève échéance. Or s'il était, certes, de constitution fragile, il souffrit surtout de la « maladie de l'existence », douleur chronique, mélancolie native qui se manifeste tout au long des textes réunis ici.

Né d'une mère irlandaise et d'un père français qui meurt en héros au cours de la guerre de 1914, Reverzy grandit à Lyon dans le culte du père trop tôt disparu. L'ascendance maternelle, les récits maternels qu'il entend dans sa petite enfance ancrer très vite et à jamais en lui l'amour de la mer. Ses premières lectures, Stevenson, Melville, Conrad, Jack London et, plus tard, Alain Gerbault, Rimbaud, Bandelaire, confortent cette passion et le désir de voyage vers les îles qui ne se

concrétisera que bien plus tard, par un séjour en Océanie. A la fin de ses études secondaires, ce goût amène Reverzy à la porte de l'Ecole navale, qui lui sera interdite du fait de son daltonisme. Il se tourne alors vers la médecine, qu'il pratiquera jusqu'à sa mort comme un apostolat, ce qui lui vaudra d'être qualifié de « médecin des pauvres ».

Pourtant, sa préoccupation de l'écriture, qui deviendra son second métier, se profile précocement, dès ses premiers cahiers d'adolescent. L'analyse est et restera son souci majeur. « Qui est l'analyste est styliste », écrit-il, lui dont le tempérament et le goût pour l'introspection favorisent de continues descentes dans les abysses de la conscience, et qui décrit avec une précision de prospecteur les moindres palpitations ou inflexions de la pensée. La conviction, toujours présente à son esprit, de l'infirmité de l'être forme le fond de son pessimisme, le plomb qui leste ce scaphandrier de l'âme et le pousse à en explorer sans cesse toutes les anfractuosités : « Le désir de sauver quelques détails traversa mon esprit comme une vague succédée à une vague, et se brisa durement. Je suspendais ma respiration. Je voulais voir encore ».

Analyste et comptable de sa vie intérieure, il est aussi celui de la vie extérieure ou sociale. Le magnifique texte intitulé *Analyse d'une soirée*, qui rend compte d'un dîner mondain à Lyon, est stupéfiant à cet égard : on voit se dérouler une sorte de sinusoïde avec les temps morts, les harmonies, les fausses notes et même ces indescriptibles moments « où l'ange passe » qui font le lot de pareilles réunions.

Maturité

Le *Mal du soir*, plutôt qu'un journal de forme classique, est un recueil de fragments — notations, récits autobiographiques, ébauches de nouvelles ou chapitres potentiels de romans ultérieurs, — mais le caractère disparate de ces textes écrits sur vingt-huit années a l'excellent mérite de proposer au lecteur le cheminement d'un être, en même temps qu'il lui permet de recevoir la maturation progressive d'une écriture qui aboutira à des chefs d'œuvre tels que *Le Passage*, *Place des angouisses* ou *le Corridor*.

ANNE BRAGANCE.

★ LE MAL DU SOIR, JOURNAL, de Jean Reverzy, Actes Sud, 260 p., 139 F.

● HISTOIRE

Jeanne d'Arc
condamnée sur parole

L'ouvrage de Régine Pernoud et Marie-Véronique Clin met au net toutes les informations aujourd'hui disponibles sur la Pucelle

SES cendres ont été jetées dans la Seine à Rouen un certain 30 mai 1431, et tout aurait pu s'arrêter là. On aurait appris par des documents — assez nombreux, il est vrai, parce que le personnage intriguait — qu'une jeune fille avait séjourné le dauphin, futur Charles VII, à reprendre confiance contre les Anglais en libérant Orléans, l'avait persuadé de se rendre à Reims pour y être couronné roi, avait ensuite été faite prisonnière par l'ennemi et brûlée sur la place du Vieux-Marché. Simple épisode de deux ans dans une guerre répétée en comptant cent.

Mais, de ces deux années, l'une est une année de vie publique, celle de « l'exploit des champs » comme dit joliment un contemporain, où l'action spectaculaire de Jeanne fait sans doute basculer le cours de l'histoire d'une France en passe de devenir anglaise. La seconde est une année de prison et de procès, où une paysanne de dix-neuf ans tient tête sans faiblesse à un tribunal de plus de quarante docteurs.

L'histoire de la « Pucelle d'Orléans » (on ne l'a jamais appelée autrement au quinzième siècle), c'est d'abord celle d'un procès, le prototype des procès politiques modernes. Ce premier procès est suivi d'un autre, après exécution de la victime/coupable, pour l'annulation de ce qui avait été jugé. Ce qui apparaît maintenant comme la plus importante part de notre information sur l'héroïne de la libération d'Orléans est contenu dans ces deux procès. C'est ce que souligne opportunément Régine Pernoud, dont la très précise biographie est complétée par une série de dossiers sur des points en débat, réunis par Marie-Véronique Clin, secrétaire du Centre Jeanne d'Arc à Orléans.

Dans la très riche information réunie, on repère que dix-neuf pièces de théâtre ont été consacrées à l'héroïne d'Orléans depuis 1945, qu'elle a inspiré des opéras à Gounod, Verdi et Tchaïkovski, et que le dernier des dix-neuf films dont elle est l'héroïne est soviétique (*Le Début*, de Gleb Panfilov, 1970).

Trente-huit films
et pièces de théâtre

Biographie exemplaire, en vérité, où l'historienne, dont l'enthousiasme ou la véhémence ont pu parfois agacer, se tient en retrait et donne à voir et à entendre des faits et des textes, des paroles surtout, d'une singulière force. Car Jeanne n'a pu être condamnée que sur des paroles : il n'y avait pas de chef d'accusation, contre elle. Prisonnière de guerre et traitée comme elle (un an sous l'étroite surveillance des sondeurs !), chargée d'un crime d'hérésie que toute l'habileté de savants théologiens n'arrive pas à établir, elle est condamnée comme relapse pour avoir repris ses habits d'homme après qu'on lui a extorqué, devant la foule assemblée en une séance nocturne dans un cimetière, le parjure d'un document où elle y renonçait.

Sans indignation inutile ni polémique superflue, Marie-Véronique Clin exécute promptement, avec les arguments nécessaires, « survivantistes » et « bâtardeurs » : Jeanne a bien été brûlée à Rouen (il y avait quelques centaines de témoins !), et elle n'est pas la fille adultérine d'Isabeau de Bavière (qui a eu un autre enfant l'année de la naissance de Jeanne). Marie-



Peinture murale du Panthéon.

Véronique Clin nous invite aussi à suivre son destin littéraire et politique. Mise à mal par Voltaire en 1752, elle est exaltée par Schiller en 1801, qui prend d'ailleurs autant de liberté avec les documents que le solitaire de Fénelon.

Annexée « à droite » par les Liguères, puis par les restaurateurs de la monarchie au dix-neuvième siècle, elle enthousiasme « à gauche » Michelet, relayé par Lamartine. L'union sacrée, ici comme ailleurs, se fera dans la Grande Guerre : en 1920, Jeanne d'Arc est canonisée et « la République française célébrera annuellement la fête de Jeanne d'Arc, fête du patriotisme ».

Dans la très riche information réunie, on repère que dix-neuf pièces de théâtre ont été consacrées à l'héroïne d'Orléans depuis 1945, qu'elle a inspiré des opéras à Gounod, Verdi et Tchaïkovski, et que le dernier des dix-neuf films dont elle est l'héroïne est soviétique (*Le Début*, de Gleb Panfilov, 1970).

Mais l'apport décisif des années récentes, c'est bien le travail des historiens, qui ont passé au crible de la critique la plus exigeante les deux procès et les ont mis à la disposition de tous (1). Que cette dernière *Jeanne d'Arc* donne envie d'y aller voir ! Maintenant les échanges (et les affrontements) sur les fameuses « voix », sur le sens de la mission de Jeanne, incarnation du sentiment national, prophète de la liberté de la personne en face du totalitarisme des institutions, ou icône du Christ, peuvent commencer.

MICHEL SOT.

★ JEANNE D'ARC, de Régine Pernoud et Marie-Véronique Clin, Fayard, 447 p., 96 F.

(1) P. Thuret et Y. Lebeaux : *Procès de condamnation de Jeanne d'Arc* (3 vol., Paris 1960-1971). P. Duparc : *Procès en nullité de la condamnation de Jeanne d'Arc* (3 vol., Paris 1977-1983). Ces deux ouvrages sont édités par la Société d'histoire de France.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Affreux, ce prestige du méchant

(Suite de la page 25.)

On a tendance à figer l'homme Cohen dans les visions de la dernière période : un vieillard caustique en robe de chambre framboise, monodactyle à l'œil et chapelet de santal aux doigts, bien au chaud derrière les volets clos de sa retraite genevoise. En 1940, alors qu'il aurait pu savourer les avantages de la neutralité, il choisit de partager le martyre des Français en débâcle ; il gagne Londres, rencontre de Gaulle, Cassin, Mendès France. Après la guerre, il s'occupe activement de l'aide aux réfugiés.

Le *Livre de ma mère* ne paraît qu'en 1953, quinze ans après *Mangeclous*. Jean Blot montre comment Albert Cohen a retenu de sa mère le judaïsme « élégant et craintif », sans les croyances. Les derniers *Carnets* reviennent sur cette impossibilité de croire en Dieu et en la survie, dont les romans n'ont cessé de se gausser. Ils donneront également une définition du génie, qui s'applique tout à fait à l'auteur : « avoir l'œil méchant et le cœur plein d'amour », plein de la pitié que devrait nous inspirer notre condition commune de mortels.

Le « pavé » de *Belle du Seigneur* paraît au milieu des pétards de 1968. Le grand public passe à côté de l'événement. L'Académie française a plus de flair : elle donne à Cohen le Grand Prix du roman. Depuis bientôt vingt ans, le livre a pris sa place de monument, de référence, de code secret entre amis. On reconnaît les intérieurs fréquentables à ce que le gros volume de Gallimard y trône, le dos brisé par des prêts comminatoires et des relectures de soutien — comme on le dit des traitements.

Les jeunes gens, les déshérités ou les inconscients qui n'ont pas encore effectué cette traversée immanquable dans une vie de lecture vont bénéficier du passage dans « la Pléiade », matériellement plus pratique que la collection « Blanche » et agrémentée de bonnes introductions. On ne saurait leur dire ici ce qu'ils attendent, sinon saluer leur veine d'avoir encore devant eux cette occasion d'éblouissement continu.

Aux récidivistes, je recommande de relire la célèbre scène de séduction du chapitre XXXV, pages 340 à 388 de « la Pléiade ». Vous vous souvenez ? Solal s'est juré de conquérir une fille de Genève, épouse d'un collaborateur à la Société des nations. Il se donne trois heures pour y parvenir. Au lieu d'avancer masqué, il étale ses cartes, comme ces illusionnistes qui font mine de révéler le secret de leur tour et augmentent d'autant notre perplexité. Et ici aussi, ça marche !

L'assaut de compliments, notre anti-Don Juan le remplace par une salve de gaudes.

Il fait plus que se dévoiler : il dénonce toutes les tentatives de séduction comme des chicaneries camouflées, des « babouineries ». Car cet amoureux de l'amour a horreur des trahisons du corps ; plus précisément, du culte de la force que le corps sous-tend et encourage.

Solal ne veut pas seulement ajouter un nom à la longue liste des femmes vaincues. Il y a de la vengeance dans son obstination. Il n'est pas barbare de protéger comme le mari de la visitante : appartenance à une patrie, à des croyances, à un Dieu. Sa seule alliée est son « intelligence ». Il n'a que les femmes pour l'aimer. C'est sa honte. Et il ne croit pas à la jactance qu'il manie en prince. Ses conversations de salon sur Bach ou Kafka, allions donc ! ne sont que des signes de reconnaissance entre puissants, que les prétextes suaves d'une sale envie, chez ces dames, de sentir sur elles le poids des situations, de l'argent, du muscle, bref : du pouvoir de tuer. (Au fait, c'est assez annonciateur de l'esprit 68, n'est-ce pas, ce soupçon contre la culture ressentie comme gadget de classe recouvrant de hideux rapports de domination !)

DONC Solal joue certes sur table. Il exhibe son mariage, varie sa rouerie. Il prévient qu'il va tricher, démolir le mari, et lui-même dans le rôle de séducteur, par la même occasion. C'est son luxe : se rendre irrésistible parce qu'odieux, et non bien qu'odieux. Il parle de son linge, aussi sale que celui de l'époux, de ses dents aussi crausées, de ses intestins aussi bruyants. Nous sommes tous viandeux, n'est-ce pas vrai ? Même Anna Karénine, sous ses dentelles ! Par avance, notre éternel enfant en veut aux femmes de l'obliger à faire le coq pour obtenir à bon compte leur succédané de maternité divine, en consolation de l'exil où le tiennent les hommes d'Occident.

Il faut relire ce chef-d'œuvre de cruauté allègre si, d'aventure, on a oublié que la vie sociale et amoureuse n'est que rodomontades de babouins, et la conversation culturelle qu'un sibi de tueurs. Tous les stratagèmes affichés, les comédies de la vulnérabilité, du mépris, des égards, les promesses de « départ vers la mer », qu'est-ce donc à dire, sinon, dans un élan du fond des âges et des mots, quelque chose comme : affreux, ce prestige du méchant !

★ ALBERT COHEN, de Jean Blot, Belfond, 300 p., 98 F.

★ BELLE DU SEIGNEUR, d'Albert Cohen, préface et bibliographie de Christel Peyrefitte, introduction de Belle Cohen, « Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1838 p., 250 F., jusqu'au 31 décembre 1986, 280 F. émise.

Le reportage de la duchesse

ME DE TOURZEL a quatre-vingt ans, en 1786, quand elle perd tragiquement un mari qu'elle aimait, qui lui avait donné un fils et quatre filles et qui était grand prévôt de France. Bien que M. de Tourzel ait eu juridiction sur la maison du roi, ni lui ni sa femme n'avaient fait autre chose que des apparitions rares à Versailles, où les effarouchés de la légèreté des regards sous le règne de la du Barry.

Le 26 juillet 1789, quand la monarchie, déjà, est en danger, Marie-Antoinette appelle Louise de Tourzel à la charge de gouverner des enfants de France, ce qui est un honneur dangereux et un grand risque : en ces temps troublés.

La dauphine nommera « Mme Sévère » cette femme d'une droiture et d'une fermeté d'âme à la hauteur des événements qu'elle va vivre dans l'intimité du couple royal. Arrêtée, emprisonnée à La Force, elle échappe aux massacreurs de septembre 1792 par miracle, mais Napoléon l'envoie pour

quatre ans, avec ses filles et sa belle-fille. Rentrée en France, elle se consacrera à la rédaction de ses *Mémoires*, et mourra sous la Monarchie de Juillet, en 1832.

Témoignage de première main, confidentiel et privilégié d'une famille en déroute mais dont la majesté, pour elle, reste intacte, elle s'efforce de ce qu'elle raconte, reporter photographiquement des faits révélateurs, restitués à merveille un climat d'émotion ou d'angoisse, montrant les transformations que la captivité et les mauvais traitements apportent dans la personnalité d'un enfant vif et spontané, méfiant, avec raison, quand La Fayette est en scène, passionnés toujours sous son apparente froideur.

G. G. A.

★ MÉMOIRES DE M^{ME} LA DUCHESSE DE TOURZEL, préface de Jean Chalon, édition augmentée d'un index onomastique, collection « Le temps retrouvé », Mercure de France, 500 p., 145 F.

THE MAGHREB REVIEW

est disponible par abonnement seulement à l'adresse ci-dessous. Les abonnements partent du premier numéro de l'année.

Tarif : collection 11, 1986, 48 £, ou 550 FF, ou US 75 \$; collection 12, 1987, 48 £, ou 550 FF, ou US 75 \$. Expédié par voie de surface. Par avion ajouter 5 £ ou 60 FF ou 10 \$.

Les chèques à l'ordre de THE MAGHREB REVIEW.

LA COLLECTION COMPLÈTE COUVRANT LES ANNÉES 1975-1986 EST ENCORE DISPONIBLE. — Tarif sur demande.

96, Marchmont Street — London WC1N 1AG (Angleterre)

Erskine C

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

DE VIRE, A

D'AUTRES MONDES

Erskine Caldwell

le survivant

★ LA FORCE DE VIVRE, d'Erskine Caldwell, traduit de l'anglais par Claude Bourga-
gon. Belfond, 324 p., 125 F.



La chronique
de NICOLE ZAND

Un classique, est-ce un auteur qu'on ne lit plus ?... Je me pose la question l'autre jour en cherchant dans plusieurs librairies américaines (ou anglo-saxonnes) de Paris des titres d'Erskine Caldwell. Rien non plus de John Dos Passos ou John Steinbeck. Pourquoi ? Comment l'auteur de *La Route au paradis*, du *Pont Arpent du Bon Dieu* et *Le Passeur de mode*, rester le troyen de la modernité ? L'Amérique s'est-elle déjà rangée les « petits blancs » et les « pauvres noirs » du Sud parmi les souvenirs du passé n'ayant plus aucun lien avec les préoccupations des lecteurs d'aujourd'hui ? Et tout ne se passe-t-il pas de nos jours comme si la « génération perdue » participait d'une époque lointaine, révolue, tout juste bonne à ranger dans les anthologies et les manuels d'histoire de la littérature réaliste de l'entre-deux-guerres ? Une fondation Hemingway a beau tenter à coup de millions de ranimer la flamme de l'auteur de Paris est une fête, seule ne cesse de grandir la gloire de Faulkner, parce qu'il a su se créer son univers, hors du temps.

Erskine Caldwell, qui aura quatre-vingt-trois ans le 17 décembre, est le dernier survivant de cette génération d'écrivains militants, révoltés par une Amérique misérable et raciste qui, sur le *Pont Arpent du Bon Dieu*, tente de faire pousser des navets. Sa vie est comme une image de l'écrivain aventurier typique, tel que les Européens se l'imaginent. Homme du Sud profond, fils de pasteur presbytérien de Géorgie, plutôt autodidacte (malgré quelques inscriptions à l'université de Virginie, grâce à une bourse des Filles de la Confédération), il a fait tous les métiers depuis l'âge de neuf ans (livreur, ouvrier agricole en Alabama, typographe, chauffeur d'un médecin de campagne, caissier dans une salle de billard, footballeur professionnel, journaliste surtout), il a habité un peu partout aux Etats-Unis (le Maine, la Californie, la Floride, l'Arizona). Il a voyagé dans la monde entier avec sa machine à écrire portative. « J'ai la bougeotte », disait cet homme jamais en place. « L'attrait qui emportait sur moi une vie itinérante me rappelle le cas de ce chauffeur d'autobus qui, après ses heures de travail, s'en allait souvent faire un petit tour dans son véhicule... »

Erskine Caldwell est d'une autre race que les écrivains d'aujourd'hui : professeurs, chercheurs, maîtres en « écriture réaliste » appointés par les universités. Il est un « raconteur d'histoires », surtout pas un intellectuel. Il a publié plus de cinquante livres et écrit plus de cinq cent cinquante nouvelles, les meilleures avant d'avoir trente-cinq ans. La passion d'écrire a mené toute sa vie. Il voyageait pour écrire. Il a écrit, aussi vite

que sa machine le lui permettait, le roman de la vie américaine, et l'Amérique puritaine s'est si bien reconnue dans l'œuvre de ce moraliste — issu du puritanisme — qu'elle l'a repoussé en l'accusant de pornographie et d'obscénité, les « Lignes de protection contre le vice » lui faisant d'invariables procès. Le problème avec Erskine Caldwell, c'est que son œuvre n'a jamais été vraiment bien accueillie dans son pays, même s'il a obtenu des succès. *La Route au paradis* s'est vendue à huit millions d'exemplaires en anglais. La pièce tirée du roman a tenu plus de sept ans à Broadway.

L'œuvre d'Erskine Caldwell, il y a trente-cinq ans, dans *Call it Experience* (1). Il y avait là, semble-t-il, plus de désir de parler de ses livres et de littérature, plus d'humour aussi : la santé intellectuelle d'un homme en pleine possession de ses moyens qui, à près de cinquante ans, résumait une vie et une carrière menées à toute allure.

Il est à parier que son dernier livre de Mémoires, qui, sous le titre *La Force de vivre*, paraît en France en première mondiale (2), laissera ses admirateurs insatisfaits et ne retiendra pas ceux qui ne le connaissent pas. Pourtant, il a confié : « Mes œuvres m'ont coûté tant d'efforts ! Je me suis battu les flancs pour les écrire et l'angoisse que j'éprouvais en songeant au résultat me donnait des sueurs froides. Physiquement, l'acte même de rédiger des œuvres de pure imagination a toujours révolté ma nature. J'ai dû me forcer pour rester assis, victime de

crampes et de mauvaise humeur. Toute la journée ou toute la nuit devant une table et une machine à écrire. (...) J'ai peiné pour camper des personnages vivants et créer des scènes évocatrices, dans les limites étroites de l'univers que je connaissais. »

Le *Force de vivre* est un post scriptum, en forme de testament. «... Mais l'art est difficile. Voilà, ma journée est terminée, je suis au soir de ma vie, dit-il à la fin du livre. Dès le début, j'ai poursuivi un dessin : révéler à travers mon œuvre romanesque l'esprit qui animait chacun, face aux joies ou aux chagrins de l'existence. »

Une traduction bécote n'aurait certainement pas la lecture : « Je ne pourrais vivre avec elle qu'en passant par ses fourches caudines » (p. 202) ; « Je rencontrai donc Tony Mann » (p. 250). Il s'agit du réalisateur Anthony Mann ! « La soirée la plus animée fut celle organisée par les Israélites » (p. 292, au lieu des Israélites II, etc. Voilà quelques exemples entre cent.

Ce livre nous révèle une vie d'homme, d'écrivain, comme on n'en voit plus. Pourtant, une vie aussi extraordinaire soit-elle ne fait pas fondamentalement un bon livre et l'on sent bien que Caldwell ne met aucune bonne volonté d'écrivain à passer en revue ses agendas et sa mémoire. A énumérer ses femmes, ses agents, ses contrats et ses voyages. A citer son discours « pacifiste » lors d'un congrès des écrivains à Sofia, en 1934. On reste déçu par la relation de son séjour de six mois à Moscou en 1941, au moment de la rupture du Pacte germano-soviétique, même s'il montre bien les bombardements sur la capitale soviétique et le Kremlin embrasé par les fusées allemandes ou bien le luxe de son appartement de l'Hôtel National — avec caviar et champagne géorgien (7) — où il dépense ses droits d'auteur en roubles.

Les pages qu'il consacre à ses premières années, baignées dans l'atmosphère qui sera celle de ses meilleurs livres, expliquent comment ce grand voyageur restera toute sa vie influencé par le terroir de son enfance, faisant remonter de sa mémoire les gens du Sud qu'il a connus. Ces « innocents » — dans tous les sens du terme, — victimes de la misère, du refoulement et de leur crédulité.

Survivant à un Sud qui n'est plus celui qu'il a connu, Erskine Caldwell s'est mis en marche depuis cinquante ans sur la « route au paradis », et ne sait plus comment survivre à son œuvre. N'ayant plus, comme lui, la « force de vivre », tous ses compagnons l'ont laissé en chemin.

(1) 1951. Traduit sous le titre « Mais l'art est difficile. Gallimard, collection « L'air du temps », dirigé par Pierre Lazard, 1955.
(2) Initialement *With all my Might*, l'ouvrage va paraître aux Etats-Unis au printemps.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Nicholas Mosley

le montreur de marionnettes

Les romans de Nicholas Mosley risquent fort de rester à tout jamais d'obscurs objets de curiosité. Et n'auraient été les deux films de *Loosey* (*Accident* et *L'Assassinat de Trotsky*), réalisés d'après ses œuvres, le personnage — fils de Sir Oswald Mosley, le fondateur du parti fasciste britannique — aurait certainement suivi la même pente. Mosley ne mérite pourtant ni indifférence ni mépris. Il appartient à la catégorie des bricoleurs qui s'acharnent à mettre au point dans leur petit coin des machines étranges, souvent infernales parce qu'elles dérangent, et évoluent sinon à contre-courant des idées reçues, du moins à côté.

L'Oiseau imago (1) ne dépaysera pas les familiers de Mosley. On retrouve en effet dans ce récit quelques-uns des ingrédients (et même des personnages) présents dans *Aux quatre vents de Londres* ou dans *Accident*. Le héros de l'histoire est un jeune homme de dix-huit ans, prénommé Bert. Il vit à Londres chez son oncle Bill, récemment nommé premier ministre. Bert est un jeune homme triste, bête de surcroît. Sa petite amie, une militante trotskiste, essie de le convaincre de l'immence du grand soir. Mais Bert a la tête ailleurs.

Au psychanalyste qui le suit, il raconte le monde ambigu, parfois même déformé, dans lequel évolue son oncle. Il évoque aussi ses propres rencontres avec des vedettes de la politique ou du monde du spectacle. Là encore, l'univers est trouble, vacillant. En somme, vers quelque personne ou quelque milieu qu'il se tourne, Bert ne trouve aucune des réponses aux questions qu'il se pose.

Peu à peu, il en vient cependant à comprendre que la quête de son identité passe par celle du langage et de ses impossibilités. « Le langage, déclare Bert, est fait pour dire ce que les choses ne sont pas, plutôt que pour dire ce qu'elles sont ; il rend compte des déceptions. » Reste que, si « la vie blesse », le bonheur existe malgré tout, comme la jeune femme l'apprendra.

Un chasseur solitaire

Le roman de Nicholas Mosley est très subtil et pénétrant. La perpétuelle juxtaposition des dialogues et des bribes de pensée du héros lui donnent un relief saisissant qui permet de multiplier les effets de miroir entre la réalité et les multiples facettes de l'imaginaire. Disons-le tout net : ce n'est pas du Joyce. Mosley est plus proche d'Emile Zola, l'auteur de *Les lauriers sont coupés*. Ce n'est pas un technicien, c'est un montreur de marionnettes.

Sarcastique au besoin, il parvient à nous intriguer, à nous dérouter. C'est l'écrivain des fractures, des « accidents ». Il se complait aux frontières de l'imprévu, de l'indiscrétion. C'est un chasseur solitaire. Un penseur d'âme. Lisez-le, il vous intriguera certainement.

BERNARD GENIES.

★ L'OISEAU IMAGO, de Nicholas Mosley. Traduit de l'anglais par Sylvie Salade. Cal-
lamar, 250 p., 95 F.

(1) Les éditions Gallimard ont déjà publié quatre romans de Mosley : *Aux quatre vents de Londres*, *Accident*, *Assassinat* et *Impossible Objet*.



Au même moment, la Chine se ferme aux idées occidentales.

1805: La Chine prend du recul par rapport à l'Occident. Napoléon, lui, suit son idée et avance, victorieux, sur Austerlitz.

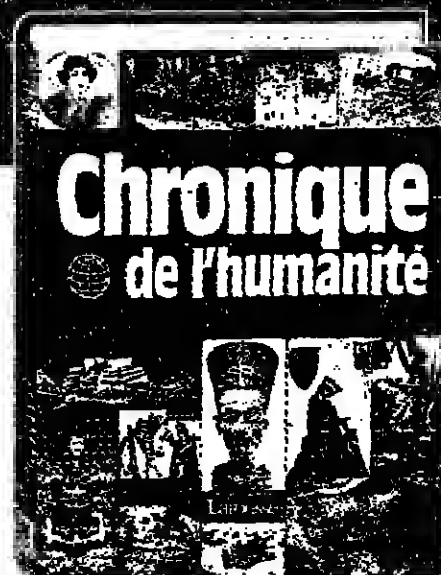
Vous n'imaginez pas tout ce qui s'est passé au même moment, dans le monde, en 1805.

Chronique de l'Humanité vous fait redécouvrir simultanément tous les grands événements qui ont marqué l'évolution humaine. Siècle par siècle, année par année. Sa conception unique, sa richesse de documentation permettent de restituer immédiatement les faits historiques,

politiques, sociaux et culturels de tous les temps. Chronique de l'Humanité, c'est le récit vivant de l'histoire universelle, des origines (4 millions avant J.-C.) jusqu'à 1945. Racontée au présent, une vision complète, inédite de l'histoire mondiale... Chronique de l'Humanité, 1280 pages. 7000 articles. 3500 illustrations. Chronique de l'Humanité, l'autre Chronique Larousse.

C'EST ÇA LE SOUFFLE LAROUSSE

Chronique de l'Humanité, la première histoire en vision panoramique.



Rencontre avec Zhang Jie

Une romancière chinoise à Paris pour la traduction de son récit *Ailes de plomb*

CONSIDÉRÉE en Chine comme l'un des meilleurs écrivains de l'époque post-maoïste, Zhang Jie - née en 1937 à Pékin - a acquis depuis peu une réputation internationale. Plusieurs de ses écrits ont déjà été traduits en anglais et en allemand, et elle figurait, semble-t-il, parmi les lauréats possibles du dernier prix Nobel. Elle est actuellement à Paris, où elle est venue pour la parution de la version française de son roman *Ailes de plomb*, aux éditions Maren Sell & Cie.

Ailes de plomb met en scène, dans la Chine de 1980, une trentaine de personnages au statut social différent : de simples ouvriers, un voyou repent, un directeur d'usine, des cadres, des vice-ministres, un ministre, etc. ; ils forment un paysage humain aux dimensions balzacques dans lequel prennent place les désillusions des jeunes, les combines politiques des dirigeants, des histoires d'amour.

Zhang Jie a évoqué pour nous sa vie, son œuvre et ses goûts littéraires, tout à tour avec humour et avec sérieux, mais toujours d'un ton passionné.

« Pourquoi avez-vous attendu d'avoir quarante et un ans pour commencer à écrire ? »

« Tout simplement parce que je n'avais aucune envie d'écrire avant la chute de la « bande des quatre ». Vous comprendrez aisément que je sois restée insensible à cette « littérature de slogan » qui avait seule droit de cité dans la Chine des années 60 et 70. Il fallait alors produire exclusivement des œuvres à la gloire des ouvriers, des paysans ou des soldats. Je connaissais mal le monde ouvrier et paysan. »

« Vous êtes issue, je crois, d'une milieu littéraire. Est-ce que cela a été déterminant dans votre choix de devenir écrivain ? »

« Pas vraiment. Ma mère était une simple institutrice. Mon père, effectivement, était éditeur

et critique littéraire, et il avait même une certaine renommée dans les cercles intellectuels de Hongkong, avant 1949. Mais il ne s'est jamais occupé de sa famille. Il a rejoint les communistes à Yan'an et il est devenu ensuite un responsable très connu de la Ligue démocratique. Il a été taxé de droitier en 1957, et il a passé vingt ans dans des camps. On ne peut pas dire que mon père m'ait influencée en quoi que ce soit. »

« Les personnages de votre roman *Ailes de plomb* sont des personnages très réalistes, surtout les dirigeants politiques qui sont mis en scène. Vous vous êtes inspirée de modèles vivants ? »

« Ce sont des personnages de roman. Mais je connais très bien plusieurs responsables de l'appareil d'Etat et du parti, des ministres et vice-ministres. Mon mari, Sun Yonyu, était, avant sa retraite, vice-ministre du premier ministre de l'industrie mécanique. Il ne m'a pas été difficile de ramasser les éléments d'information dont j'avais besoin pour créer des personnages réalistes. »

« J'aime Hugo, Virginia Woolf, Borges »

« Où avez-vous connu votre mari ? Quand vous travaillez au bureau général des équipements industriels ? »

« Je le connaissais de nom, bien sûr, depuis longtemps. Et je l'admire, comme tout le monde, parce que c'est un homme extraordinaire, un dirigeant intègre, qui n'a jamais critiqué personne. Je l'ai rencontré dans un camp, pendant la révolution culturelle. »

« Dans un camp ou dans une école de cadres ? »

« Oui, dans une « école de cadres de 7 mois », si vous préférez. Mais vous savez bien que le

but de ce genre d'institution était destiné, en premier lieu, à « réformer idéologiquement » l'individu par le travail manuel. Enfin, je n'ai pas été trop persécutée, surtout si l'on compare à d'autres. Heureusement pour moi que je n'avais pas encore écrit de romans ! Mon mari, en revanche, a beaucoup plus souffert. Il était une des cibles principales de Kang Sheng. Je suis tombée amoureuse de lui. »

« Parlez-nous de vos écrits : quel est le texte que vous préférez ? Dites-moi aussi quels sont vos projets immédiats. »

« Je n'aime plus beaucoup ma première nouvelle *L'Esprit de la forêt*, qui a pourtant obtenu le Prix des meilleures nouvelles en 1978. J'aime bien *Ailes de plomb* et *L'Arche*. Mais je préfère, c'est sans doute naturel, le dernier texte que j'ai écrit : *Quelle mala-*

die a-t-il ? Pour ce qui est de mes projets immédiats, je voudrais rédiger cinq romans (quatre courts et un long) et une nouvelle, tous indépendants les uns des autres. Les intrigues ? Je les ai dans la tête. Mais je ne peux rien vous dire pour l'instant. »

« Accordez-vous beaucoup d'importance au style et à la composition de vos romans ? »

« Non, pas du tout. Je crois que l'essentiel, c'est d'avoir du talent. Si l'on doit faire des efforts surhumains pour écrire et travailler son style à longueur de pages, on perd son temps. Mieux vaut faire autre chose. D'où vient le talent ? Je n'en sais rien. Mais j'ai remarqué que les enfants qui apprennent par cœur des centaines de poèmes finissent souvent par savoir écrire des vers. La composition aussi, pour moi, est secondaire. J'écris quand j'ai quelque chose à dire, à communiquer. Les meilleurs romans sont ceux qui viennent du cœur. Pour *Ailes de plomb*, je me suis assise à ma table de travail et j'ai commencé à rédiger ; c'est ensuite que j'ai réfléchi à la composition interne du roman. »

« Quels sont vos goûts en matière de littérature occidentale et chinoise ? »

« J'aime bien Hugo, Romain Rolland, mais aussi Virginia Woolf ou Borges (que ma fille est en train de traduire en chinois). Vous voyez, j'ai des goûts très éclectiques. Je n'aime pas Baudelaire. Pour ce qui est de la littérature chinoise classique, j'apprécie surtout les *Contes extraordinaires du pavillon du loir* ; je les préfère aux romans comme *Le Rêve dans le pavillon rouge*. Quant à la littérature chinoise des années 30, je considère naturellement que Lu Xun, Mao Dun, Lao She, Ba Jin sont de grands écrivains. Pas Ding Ling. Mais ce qui me paraît le plus important, c'est le renouveau de la littérature chinoise actuelle. Je pense que les Occi-

dentaux n'ont pas encore réalisé que certains romans chinois récents sont des œuvres tout à fait remarquables. »

« Vous pensez à qui ? »

« Je pense à des auteurs comme Wang Meng, Lu Wenfu ou Zhang Xianliang, ou même à des jeunes comme A Cheng ou Zhang Chengzhi. Mais surtout à Wang Meng. »

« Wang Meng est maintenant ministre de la culture. Vous croyez qu'il aura encore le temps de beaucoup écrire ? »

« Bien sûr. Depuis qu'il a été nommé ministre, il a déjà écrit un merveilleux roman : *Le mouvement prend la forme des hommes*. Mais je voudrais revenir sur cette institution de la critique occidentale à l'égard de la littérature chinoise actuelle. Elle tient sans doute au fait qu'il n'existe pas suffisamment de traductions en langues occidentales et que certaines d'entre elles sont bâclées. Ainsi, les versions françaises de mes nouvelles *Emeraude* ou *Les conditions* dans la revue *Littérature chinoise* sont insipides et d'une qualité littéraire médiocre. »

« La version française de *Ailes de plomb* a été réalisée à partir de la première édition du roman. Il en existe une seconde, plus tardive, mais curieusement plus terne, moins critique, moins expressive. Pourquoi une telle expurgation ? »

« Si vous posez la question de cette manière, c'est que vous connaissez la réponse. Qu'est-ce que je peux vous dire d'autre : l'essentiel, pour le public français, c'est d'avoir une version traduite à partir de la première édition. »

ALAIN PEYRAUBE.

★ *AILES DE PLOMB*, de Zhang Jie, roman chinois traduit de l'allemand, préface de Constantin Lévy, Maren Sell & Cie, 290 p., 96 F.



« Les meilleurs romans sont ceux qui viennent du cœur. »

Pékin au quotidien

MALGRÉ son « ouverture », la Chine continue de fasciner les Occidentaux, et elle reste un mystère pour la plupart d'entre eux, même lorsqu'ils ont eu le privilège de l'approcher. En ce sens, le *Pékin* proposé par Louis Aguirre, Henri Lauven et Jean-Philippe Béga fait œuvre salutaire, car il démystifie.

En près d'une trentaine de tableaux, les auteurs brosent un portrait réaliste de cette capitale « hors du monde » dont ils connaissent les moindres rues pour y avoir fait, à des titres divers, des séjours prolongés. Avec les collaborateurs dont ils se sont entourés, tous familiers de la Chine contemporaine, ils nous font découvrir les Pékinois tels qu'ils sont dans leur vie quotidienne. Sans fard, ni lyrisme trompeur. Mais avec un soin attentif pour le détail vrai et, derrière la description décapante, une profonde sympathie pour cette population déboussolée, encore profondément marquée par ses origines rurales, et dont la vie de tous

les jours est loin de ressembler aux images idéologiques que diffuse encore trop souvent le propagande officielle.

Cité impériale hier, ville de type soviétique aujourd'hui, Pékin a travers les siècles assuré sa fonction de capitale administrative et politique d'un immense empire. L'architecture traduit ces permanences et ces mutations. Au visiteur de passage, cet austère espace urbain paraît « fade ». Mais quelle vie se cache derrière ces longs murs borgnes ! C'est le mérite des auteurs de nous en faire sentir le piment, mélange de combines, de joies et de souffrances. A cet égard, le portrait du vieux M. Zhang, soucieux de huit ans, qui a travaillé toute sa vie dans la banque, par la jeune romancière chinoise Zhang Xirou (le Vieux) est un savoureux modèle du genre.

M. L.
★ *PÉKIN, IMMENSE ET CALME, AUTREMENT*. 195 p., 85 F.

Signaux aussi

● André Lévy : *Nouvelles lettres éditantes et curieuses d'Extrême-Occident par des voyageurs lettrés chinois à la Belle Époque*. L'auteur, professeur à l'université de Bordeaux III, a traduit et présenté ces récits de voyageurs chinois découvrant l'Europe au crépuscule du dix-neuvième siècle. (Seghers, 282 p., 88 F.)

● Wou King-tseu : *Chronique inscrite des mandarins*. Un roman drôle et critique sur l'empire mandchou et ses mandarins tyranniques, un aperçu satirique sur une société corrompue, pleine de maquereaux et de putains. Par Wou King-tseu (1701-1784), fils de mandarin et lettré, souvent appelé le « Gogol chinois ». Traduit du chinois par Tchong Fou-Jouel. Introduction d'André Lévy. 2 volumes. (Gallimard/Unesco. Correspondance de l'Orient, 616 p., 48 F. chaque volume. Reprise au format de poche d'une traduction datant de 1976.)

● *Stratégie chinoise ou la muse du dragon, un regard franco-japonais sur les mutations en cours*, par Claude Cadart et Mineo Nakajima, collection « Enjeux et Stratégies » aux éditions Autrement.

● On annonce, d'autre part, la parution prochaine du livre de Maxine Hong Kingston : *Les Hommes de Chine*. A travers un roman de l'immigration, qui est aussi une généalogie de l'œil, l'auteur des *Fantômes secrets de San-Francisco* (Gallimard, 1977) étudie les possibilités d'une culture hybride. Distance, poésie et ironie donnent à ce récit le parfum des légendes de Chine. (Editions Rivage, 315 p., 88 F. Mise en vente le 13 novembre. Traduit de l'anglais par Marie-France de Palomera.)

La Cité interdite de Matteo Ricci

Racontée par un historien américain, la prodigieuse aventure d'un jésuite italien dans la Chine du XVI^e siècle

EN 1582, un jésuite italien, né à Macerata dans les Marches pontificales, débarquait d'un bateau portugais à Macao. Il s'appelait Matteo Ricci. Agé d'à peine trente ans, il devait rester sur le continent chinois jusqu'à sa mort, à Pékin, vingt-huit ans plus tard. Au fil de ces années, il avait acquis, grâce à sa stupéfiante mémoire, la maîtrise de la langue et de l'écriture chinoises, gagné la confiance des puissants et fondé des communautés chrétiennes jusque dans la capitale. Prodigieuse aventure, physique, intellectuelle, spirituelle. Pourtant, que savons-nous de Matteo Ricci ? Lui qui avait tant écrit et publié, mais exclusivement des œuvres scientifiques ou missionnaires, il a, avant de mourir, brûlé tous ses papiers personnels.

Or l'historien américain Jonathan Spence a réussi le tour de force de la faire revivre dans un livre dont la traduction, élégante et claire, vient de paraître : *Le Palais de mémoire de Matteo Ricci*. Sans céder à la tentation du récit romanesque, Jonathan Spence est arrivé à s'insérer dans l'âme de son modèle pour nous restituer le monde tel que le voyait ce jésuite solitaire, perdu dans l'immense Chine.

En fait, la clé a été fournie par le héros lui-même. Il utilisait un système mnémotechnique venu de l'Antiquité classique, qui consiste à associer des images aux souvenirs que l'on veut garder, en les disposant dans un palais imaginaire où l'on circule pour retrouver ces images-souvenirs. Aux Chinois, friands des arts de la mémoire, Ricci propose un cer-

tain nombre d'idéogrammes, renvoyant à autant de figures qu'il explique. Voulant initier ces confucéens à la religion chrétienne, il adapte, d'autre part, pour un graveur chinois, quatre images pieuses. Le livre de Jonathan Spence s'appuie en alternance sur ces gravures et sur quatre de ces idéogrammes. A partir d'eux, guidées par les éclaircissements de Ricci, nous voyons chez Spence par une parfaite connaissance du monde à la fin du XVI^e siècle, des remémorations successives atteignant des domaines toujours plus intimes.

La première, soutenue par l'idéogramme symbolisant deux guerriers qui s'affrontent, prend la vie de Ricci dans le ressac puissant des guerres et des luttes poli-

tiques. Les événements contemporains, Léopante, les incursions japonaises en Chine, s'agencent ainsi par rapport à ce témoin vigilant qui en éprouve les lointains contrecoups. La dernière remémoration mène un idéogramme - une servante jouant avec l'enfant qu'elle porte - et une gravure - la Vierge à l'enfant. La servante, qui peut être présente aux couches de Marie, c'est, pour les jésuites, la promesse d'une intimité sans inconvenance avec le mystère de l'Incarnation ; la Vierge, consolatrice et glorieuse, c'est la promesse inoubliable du triomphe du christianisme en Chine.

L'impossible rencontre

Entre deux pôles - le siècle d'un côté, l'expérience mystique et missionnaire de l'autre - se déploie, comme une « mappemonde », la vie de Ricci, en un perpétuel balancement de Rome à la Chine : les voyages à travers les océans ou au long des fleuves, immenses et dangereux ; la prédication qui, pour être reçue, doit se montrer utile, apporter aux Chinois les connaissances, horloges ou alchimiques, dont ils ont besoin, avant de susciter en eux le besoin d'un Dieu qu'ils ne connaissent pas.

Le plan adopté par Jonathan Spence lui permet, en toute fidélité à son héros, de faire sentir la charge affective, personnelle, des événements, grâce à ces images de mémoire. Concret, riche, énoncé sur un ton précis et en apparence neutre, ce récit nous entraîne avec Matteo Ricci dans sa quête pour rencontrer enfin

l'empereur, ultime symbole de ce monde.

Rencontre impossible. Ricci restera jusqu'à sa mort sous le signe d'une dualité non réconciliable : il sera reçu au palais impérial, mais se prosterner devant un trône vide. Ses œuvres atteindront l'empereur, mais lui ne sera pas là pour les commenter. Et, si la mappemonde est agréée, les peintures religieuses, jugées inquiétantes, sont rapidement mises à l'écart.

Les dernières pages du livre, dépeignant la mort de Matteo Ricci, font apparaître tout ce qui précède comme la recapitulation, par un mourant, de sa vie. La distance de l'historien face à son modèle devient alors celle de ce jésuite face à lui-même. Or la mort de Ricci a déjà été évoquée, juste au milieu du livre. Elle exprimait la défaite d'une ambition - n'être pas devenu pour l'empereur de Chine ce qu'était pour Henri IV le Père Cotton. Ambition qui, ainsi formulée, paraît dérisoire.

A la fin, il ne s'agit plus d'une défaite, mais d'un congé. Ricci referme la porte de son palais de mémoire. Il disparaît, gardant au pied, sous son mandarinat soulevé, la lancinante douleur d'une vieille cicatrice. Ricci le boiteux, nouveau Philoctète et véritable archer de l'esprit, preneur d'une citadelle dont il ne jouira pas, nous a valu un très grand livre.

PIERRE CHUVIN.

★ *LE PALAIS DE MÉMOIRE DE MATTEO RICCI*, de Jonathan D. Spence, traduit de l'anglais par Martine Leroy-Battistelli, Fayot, 322 p., 140 F.



POUR LA C...

Le...

C...

Chronique de...

CINQ MIROIR

POUR LA CHINE



Les femmes et le pouvoir

C'EST toute une fresque de l'histoire chinoise, ancienne et contemporaine, que présente Charles Meyer, en s'attachant à y décrire la place que « les » femmes et « des » femmes y occupèrent. « Quatre mille ans de pouvoir » est peut-être un sous-titre un peu fort s'il suggère que ces dames tiennent si longtemps les rênes de l'Etat. Mais qu'elles aient la main aux affaires publiques ne fait aucun doute, et les exemples abondent, des plus hautes dynasties jusqu'à la révolution culturelle. Pas toujours d'ailleurs du côté des vainqueurs — et l'on rencontre à travers ces pages tout un martyrologe d'héroïnes exécutées sur des modes divers, victimes de revers politiques comme d'une misogynie rampante qui n'a pas dit son dernier mot.

Et puis, voici toutes celles, anonymes, dont le sort ne sera jamais que subi : marchandes vendues autrefois, peu libres encore aujourd'hui, mais qui « bougent » et ébranlent les assises de toute une société, justifiant le titre interrogatif du dernier chapitre : « Si demain les femmes chinoises ?... ».

Il y a dans ce tableau historique une sorte de parti pris féministe dont bénéficient même les personnages dont la réputation est la plus noire. L'impératrice Tseu Hsi par exemple, à laquelle n'est guère reproché, en dépit de ses qualités intellectuelles, que le recours à des « méthodes antiques » [de gouvernement] héritées de ses prédécesseurs. Seule Jiang Qing, l'épouse de Mao, échappe à toute bienveillance...

Tout cela est relaté dans le style le plus alerte, comme un

vaste survol des siècles où des plongées permettent de mettre en relief — avec quelle verve ! — telle ou telle personnalité, exemplaire par son rôle ou sa condition : des femmes guerrières des premiers temps aux jeunes révolutionnaires des années 30, en passant par les sœurs Soong, égéries de la jeune République chinoise et du Guo Ming Tang. Mais sans oublier jamais, en contrepoint permanent, cet autre aspect de la condition féminine qui est la relation avec le monde masculin, à la fois dominateur et dominé. Charles Meyer a beaucoup à dire sur ce qui se passe « derrière le paravent de jade ». Là aussi, « elles changent ».

A. J.

★ HISTOIRE DE LA FEMME CHINOISE, QUATRE MILLE ANS DE POUVOIR, de Charles Meyer, Larousse, 309 p., 120 F.

La République populaire sous (presque) tous ses aspects

Six auteurs en quête d'un personnage : la Chine de 1986.

Si les auteurs ne manquent pas pour offrir, à la suite d'expériences plus ou moins brèves, leur « témoignage » sur la Chine, rares sont les efforts sérieux pour analyser les transformations qu'a connues ce pays depuis dix ans et discerner les voies possibles de son développement futur. C'est précisément ce qu'a tenté un collectif de sinologues, tous dotés d'une longue expérience, dans un recueil de monographies, chacune consacrée à un aspect particulier de la société chinoise. « Entre autorité et modernité », sous-titre de l'ouvrage, définit assez bien l'esprit dans lequel ce travail a été conçu.

Sans vouloir apprécier séparément la valeur de ces six études, citons au moins leurs sujets : l'agriculture, siège des réformes jusqu'ici les plus audacieuses (Claude Aubert) ; le monde ouvrier (Roland Lew) ; l'infrastructure de l'agitation sociale (Jean-Luc Domenach) ; le troisième âge (Hua Changming) ; le nouveau cours littéraire (Wojtek Zafanoli) ; la société chinoise dans la transition modernisatrice, enfin, qui se veut une vaste réflexion d'ensemble sur l'avenir tel qu'il se dessine au présent (Yves Chevrier).

Dans chaque cas, l'analyse est conduite sur la base, non seulement d'une solide connaissance du milieu chinois traditionnel et contemporain, mais encore de recherches précises et approfondies dont témoignent d'ailleurs un abondant appareil de notes. Chacun des auteurs apporte donc une

image aussi « à jour » que possible du domaine traité, de son évolution récente, des tensions qui s'y manifestent. Il y a là matière à découverte, tant pour ceux qui suivent de près les affaires chinoises, que pour des lecteurs moins avertis.

A cet égard, et sans vouloir faire de jaloux, la présentation du « nouveau cours littéraire » nous est apparue comme l'une des plus stimulantes. Ne serait-ce que pour cette citation du poète Bei Dao qui en dit long sur le doute et le pessimisme de la plupart des écrivains qui s'expriment aujourd'hui :

La liberté ce n'est rien d'autre
Que la distance séparant
Le chasseur de sa proie.

La rupture avec l'héritage maoïste

Jean-Luc Domenach, pour sa part, a eu l'ambition d'explorer un terrain à peu près vierge en collectant une foule d'incidents aux origines les plus diverses — des bagarres consécutives à des rencontres sportives au crime plus ou moins organisé, — pour tenter d'entrevoir ce qui pourrait s'apparenter à une opposition politique souterraine avec laquelle le pouvoir doit et devra compter.

De l'ensemble de ces travaux ressort l'idée que si la mort de Mao Zedong et les réformes entreprises sous l'égide de Deng Xiaoping ont marqué une rupture dans l'histoire de la République populaire, une incontestable continuité apparaît, cependant,

par rapport à un passé proche ou lointain. Ce qui ne rend pas moins difficile l'effort de prospective entreprise par Yves Chevrier, qui s'appuie sur d'antiques références historiques comme sur l'exemple de l'URSS, mais pose autant de questions qu'il apporte de réponses.

Un ou deux regrets peut-être... D'abord quant au choix de ces monographies. S'il était certes impossible de tout traiter, il est un peu dommage qu'un chapitre n'ait pas été consacré à l'enseignement, domaine où la rupture avec l'héritage maoïste a été particulièrement radicale et où les options — parfois discutables — qui sont prises sont lourdes de conséquences pour l'avenir.

Est-ce d'autre part faire un procès d'intention à ces excellents auteurs que de déceler chez eux une sorte de parti pris vis-à-vis de l'expérience maoïste, considérée à peu près uniformément comme une aberration d'inspiration ntopique et qui ne pouvait conduire le pays qu'à des impasses ? Conforme au discours officiel chinois d'aujourd'hui, ce jugement n'est qu'imparfaitement nuancé par les nombreuses réserves exprimées sur les réformes économiques, sociales et politiques introduites par les successeurs de Mao Zedong.

ALAIN JACOB.

★ LA SOCIÉTÉ APRÈS MAO, ENTRE AUTORITÉ ET MODERNITÉ, par Cl. Aubert, Y. Chevrier, J.-L. Domenach, Hua Changming, R. Lew, W. Zafanoli, Fayard, coll. « L'Espace du politique », 339 p., 98 F.



A la même heure, Pasteur découvre le vaccin contre la rage.

1885 : Pendant que Louis Pasteur fait progresser la science, les Britanniques résolus à vaincre, s'emparent de Mandalay capitale de la Birmanie.

Vous n'imaginez pas tout ce qui s'est passé au même moment, dans le monde, en 1885.

Chronique de l'Humanité vous fait redécouvrir simultanément tous les grands événements qui ont marqué l'évolution humaine. Siècle par siècle, année par année. Sa conception unique, sa richesse de docu-

mentation permettent de saisir immédiatement les faits historiques, politiques, sociaux et culturels de tous les temps.

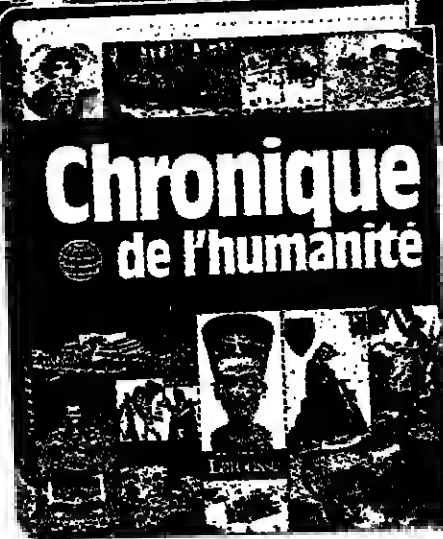
Chronique de l'Humanité, c'est le récit vivant de l'histoire universelle, des origines (4 millions avant J.-C.) jusqu'à 1945. Racontée au présent, une vision complète, inédite de l'histoire mondiale.

Chronique de l'Humanité, 1280 pages. 7000 articles. 3500 illustrations.

Chronique de l'Humanité, L'autre Chronique Larousse.

C'EST ÇA LE SOUFFLE LAROUSSE

Chronique de l'Humanité, la première histoire en vision panoramique.



● RENCONTRES

Un rendez-vous parisien de l'Europe littéraire

Organisées par les Éditions Autrement, en liaison avec France-Culture notamment, les Trans-européennes de littérature seront inaugurées le 27 octobre et se prolongeront jusqu'au 10 novembre. Des écrivains venus de tous les horizons européens participeront durant deux semaines à ces rencontres dont le propos n'est pas d'établir des synthèses mais de laisser exister les différences. Pour cela, les organisateurs des Trans-européennes ont voulu donner à leur manifestation une image d'ouverture et de pluralité.

Le Théâtre du Rond-Point (avenue Franklin-Roosevelt) et la Maison des écrivains (53, rue de Vercueil) accueilleront la plupart des rencontres ; mais certains spectacles ou projections auront

lieu à l'Institut Goethe ou au Centre culturel suisse (1).

En dehors des nombreuses entrées et lectures, plusieurs grands débats se tiendront le soir à 20 h 30 au Théâtre du Rond-Point. En voici la liste : « L'Europe : comment s'y reconnaître ? », avec Christian Bourgois, Erich Fried, Antonin Liehm, Andrzej Kusiakiewicz, Alexandre Tisma, Kenneth White (28 octobre) ; « Langues minoritaires, littératures mineures ? », avec Jean Gattegno, Hubert Nyssen (29 octobre) ; « Sous les images, les mots ? » Imageries et littérature », avec notamment Michel Deguy, Paul Nizon (30 octobre) ; « L'Europe centrale en 1986 : mythe littéraire ? Réalité culturelle », avec Jiri

Grass, Milorad Paric, Harry Malisch, André Karatson, Danièle Sallenave (31 octobre).

Par ailleurs, des « approches » des différentes littératures européennes au Théâtre du Rond-Point, après-midi à 16 h 15, sont programmées : les littératures méditerranéennes (« Méditerranée, périphérie de l'Europe ? », 29 octobre) ; la littérature espagnole (30 octobre) ; la littérature islandaise (31 octobre) ; la littérature italienne (3 novembre) ; les littératures nordiques (4 novembre) ; les littératures néerlandophone et germanophone (5 novembre) ; « Une ou des littératures russes ? », 6 novembre) ; la littérature grecque (7 novembre).

Le 27 octobre, à partir de 22 h 30, France-Culture diffusera une émission intitulée « La nuit

sur un plateau », enregistrée le même jour de 17 h à 20 h au Théâtre du Rond-Point ; ce débat réunira notamment Czesław Miłosz (Pologne), Nédim Gürsel (Turquie), Philippos Drakodakidis (Grèce) et Michel Chailion (France).

Enfin, deux spectacles seront présentés en liaison avec le Festival d'automne : *Le Baiser de Diane*, d'après Pierre Klossowski, mise en scène de Simone Benmouna au Théâtre du Rond-Point, et *Mars*, d'après Fritz Zora, adaptation et mise en scène de Darius Peyramras, au Centre culturel suisse.

(1) Pour tous renseignements, s'adresser aux Éditions Autrement, tél. : 47-70-12-50.

Une tour de Babel

En préambule aux Trans-européennes de littérature, une quarantaine d'écrivains participants ont répondu au questionnaire que leur avaient transmis les Éditions Autrement.

La première question portait sur « les objectifs prioritaires qu'une rencontre entre écrivains de tous les pays d'Europe devrait se fixer ». Il en ressort clairement que l'idée d'une « Europe de la littérature » n'a pas encore pointé à l'horizon, même sous la forme d'une vague utopie. Si Henrik Stangerup, citant T.S. Eliot, estime que l'objectif doit être « comment éviter que l'Europe meure en tant qu'organisme spirituel », il est à peu près le seul à considérer l'Europe comme une entité culturelle. La plupart des autres insistent sur le nécessaire équilibre entre les langues et les cultures nationales, sur l'expression des minorités, sur la fin de l'impérialisme des « grandes » littératures — anglaise, française, allemande et italienne. Avant même d'être née, l'Europe de la littérature paraît condamnée à mort par disqualification : ses membres parlent d'« européocentrisme » (Nedim Gürsel), de défense des langues marginales, d'écrivains en exil (Birgitta Trotzig), d'« Europe nationaliste et chauvine » (José Saramago, Portugal). Bref, une rencontre entre auteurs européens est tout à fait intéressante pour parler des écrivains, mais bien peu pour parler de l'Europe.

Chacun voit midi à sa porte. Aussi bien les réponses sont-elles plus abondantes et plus proches à la deuxième question : « Quelle est aujourd'hui, dans votre travail d'écrivain, la préoccupation qui vous paraît la plus urgente ? ». Elle permet en effet à tous les narcissismes — probablement inséparables de l'écriture — de se donner libre cours. Chacun voit midi à sa porte. Le plus urgent, pour Sébastien Reichmann (Roumanie), est « de réussir à instiller le poème, ou le fragment de récit (qu'il est) en train d'écrire dans la trame de la vie pour la métamorphoser. Ou l'inverse ». Et pour Drakodakidis, c'est « sauvegarder [sa] langue ». Leur préoccupation la plus urgente, c'est de poursuivre l'approfondissement de leur œuvre. Qui s'en étourdirait ?

Troisième question : « La situation de la littérature vous semble-t-elle, pour les différents pays d'Europe que vous connaissez, soulever des problèmes communs ? ». Si l'on met à part quelques réponses très « nationales » ou « politiques » du type « le public des pays de l'Ouest est devenu presque irrécupérable pour la poésie » (Constantin

Abaluta, Roumanie) ou « les situations sont différentes selon qu'on vit à l'Est ou à l'Ouest », la seule position commune paraît être une crainte de la civilisation de l'audiovisuel, telle que l'exprime l'écrivain néerlandais Heilma Haasse : « L'audiovisuel, mal manié du point de vue culturel, empêche le développement de la capacité de lire, c'est-à-dire de visualiser intérieurement par le moyen de l'imagination les multiples et multiformes relations à la réalité humaine ». Ce qu'exprime d'une autre manière le romancier finnois Antti Tuuri : « Comment le rôle du livre peut-il maintenir sa position antérieure ? ».

Mais, d'une façon plus générale, les auteurs invités avouent très mal connaître la situation des écrivains et de la littérature dans les autres pays d'Europe et soulignent que ces Trans-européennes leur permettent précisément de combler en partie cette lacune. Les États d'Europe sont encore des provinces.

Un écosystème réjouissant

Les autres questions posées présentaient un tour plus personnel. On y demandait aux écrivains s'ils désiraient avoir un entretien public avec un autre de leurs confrères. Réponse généralement vague et évasive. Oui, si quelqu'un veut me rencontrer ; oui, comme auditeur ; oui, un auteur belge francophone (Giovanni Orelli, écrivain suisse italo-phonie). Ou carrément non : « Ce type de rencontre est désavantageux pour moi puisque je suis un émotif » (Constantin Abaluta).

La réponse à la question : « Quels sont les écrivains français que vous souhaitez rencontrer au cours de ces journées ? » est très souvent surprenante en ce qu'elle remet en cause nos filiations et nos systèmes d'affinités culturelles nationaux. C'est ainsi que Henrik Stangerup cite dans l'ordre : André Glucksmann, Jean-Pierre Esnard, Gérard Guégan, Edgar Morin, Bernard-Henri Lévy et Philippe Delaroché ; qu'un autre associe Philippe Jacotet et Raphaële Billetdoux, qu'une autre encore (Suzanne Brügger, Danemark) aligne Dominique Aury, Guy Sibon, Jean Baudrillard, Annie Le Brun, Emmanuelle Arsan et Bertrand Poirot-Delpech, ce qui manifeste un écosystème assez réjouissant.

En revanche, une assez belle unanimité semble se reformer pour répondre à la question : « Souhaiteriez-vous discuter des questions liées à la situation économique de l'écrivain ? ». C'est NON. Franchement et massivement. On est là pour se rencontrer, pour se connaître, pour parler de littérature, peut-être pour parler un peu aussi de la réalité européenne ; mais, par pitié, ne parlons pas de sous. Il y a des colloques et des syndicats pour cela. La communauté économique européenne des écrivains n'est certainement pas pour demain.

P. L.

Ce qui m'importe dans l'écriture

Une réflexion du poète autrichien Erich Fried invité aux Journées transeuropéennes

A un moment donné, j'écris un poème d'amour, puis un récit autobiographique, une parabole contre la guerre froide ou encore des vers sur le fait de vieillir.

Est-ce qu'il y a dans tout cela quelques choses de commun, voire une tâche principale ? En fait, on m'a souvent dit que pour dire que la tâche principale de l'écrivain (et des autres arts) était le combat contre l'insensibilité, l'irréflexion, contre l'aveuglement devant l'interconnexion de tout ce que nous faisons de destructeur envers les autres et envers nous-mêmes, contre toute forme d'abrutissement et d'oppression, bref, contre l'aliénation, l'autoritarisme et la réification.

Mais, avec une « tâche principale », il en va comme avec la contradiction principale ou l'ennemi principal de Mao Zedong. Celui qui se focalise sur le seul ennemi principal ou la contradiction principale risque de se faire abattre par l'ennemi ou la contradiction secondaires.

En outre, qui donc a le pouvoir de nous charger d'une tâche, en particulier d'une tâche principale ? C'est seulement à soi-même qu'on peut, à la rigueur, donner des directives, avec le risque, d'ailleurs, de se mutiler.

Il n'est pas non plus possible d'écrire contre l'aliénation, simplement parce qu'on le veut. Non, c'est un combat qui doit nous être entré dans le sang, qui doit nous

avoir pénétrés jusqu'au bout des ongles. Ce qui veut dire que le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. Celui qui, de lui-même, ne prend pas véritablement part aux choses, qui n'a pas, surtout, combattu en lui-même les phrases creuses, les poncifs, les réconforts trop faciles, et qui ne continue pas à les combattre sans relâche, ne peut jamais rien écrire de bien, sinon, au mieux, des choses bien intentionnées.

Cela n'est pas parler contre la littérature engagée. Au contraire. Celui qui ne veut pas s'abrutir découvrira fréquemment qu'il doit s'engager. C'est alors que chaque moyen artistique est à considérer, depuis le récit symbolique ou l'allusion légère jusqu'à la désignation des gens et des choses

par leur nom. C'est là une chose qu'on ne peut égarer ni de soi ni des autres, mais on doit être autorisé à tout faire, y compris à renoncer à l'artifice de l'art.

C'est ainsi qu'on doit, même dans un poème, avoir le droit de désigner les Contrats ou encore Reagan, Weinberger, Bush et Zia-Ul-Haq, du nom de « racaille assassins », puisque c'est ce qu'ils sont, en fait, et cela sans censure ni autocensure !

Mais ce n'est pas du seul fait qu'il s'est autorisé à cela qu'un poète sera bon. Il faut qu'y concoure une inspiration poétique ; la langue doit être le résultat de victoires anciennes et nouvelles sur un verbiage ennuyeux. Et les trouvailles ne viennent pas sous la contrainte.

Pourtant, si l'on s'efforce de comprendre et ensuite de respecter chacune des trouvailles qui nous viennent à l'esprit, si on ne les pèse pas à un but qu'elle ne voulait au fond pas du tout servir, alors ces inspirations ne se tarissent pas si facilement que ça (1).

(Traduit de l'allemand par Pierre Furlan.)

(1) En 1984, Erich Fried a publié, chez Actes Sud, un recueil de fragments autobiographiques, de notations diverses, de remarques littéraires et d'opinions : *La Désobéissance de toutes choses* (voir « Le Monde des livres » du 2 novembre 1984).

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

« Le travail essentiel et décisif doit toujours être le travail qu'on fait sur soi avant même de s'asseoir à sa table de travail. »

Günter Grass parle du métier

Dans ses Essais de critique, l'auteur du Tambour donne à l'écrivain la vocation d'un « bouffon ».

FAUT-IL en chercher l'explication dans sa définition de l'écrivain : « un homme qui écrit contre le temps qui passe ? » Günter Grass a le goût de la marche en zigzag. Rassemblant une douzaine de textes écrits entre 1957 et 1985 et consacrés chacun à un thème littéraire, les *Essais de critique* ne manquent pas de rapprochements hasardeux : par exemple, entre Coriolan et Franz-Josef Strauss, entre l'essence de la bureaucratie chez Kafka et les bouvoiements idéologiques de l'ex-ministre président Hans Filbinger.

Cet obstacle une fois surmonté, l'ouvrage constitue une passionnante profession de foi qui contribue à éclairer la personnalité complexe et contradictoire de l'auteur du *Tambour*.

L'écrivain selon Grass : un homme au métier dérisoire — il fait des mots selon un procédé surnommé qu'on appelle technologie — mais redoutable : il met en question alors que nous attendons des réponses.

Rapportant un entretien entre Kafka et son ami Gustave Janouch, qui ne voyait en Picasso qu'un déformateur capricieux, Grass cite la réponse du premier : « L'art est un miroir qui avance » comme une horloge...

quelquefois. C'est ce caractère prophétique qu'il admire dans l'œuvre de son maître Döblin. « Je ne pourrais pas imaginer ma prose, écrit-il, sans la composante futuriste de son travail. »

Ce qui nous vaut une éblouissante analyse, notamment du roman *Wallenstein*. Comment ne pas regretter que celui-ci ne soit pas encore traduit en France, lorsqu'on lit les citations que nous en donne Grass. Par exemple, ce portrait du guerrier rencontrant

pour la première fois l'empereur Ferdinand : « Une poitrine humaine qui s'élève... des cheveux ou des poils qui, comme des nuages, des toiles d'araignée, tombent à flots sur lui... Un cylindre, colonne charnue, lisse, glissante et froide comme une peau de salamandre. »

As milieu de toutes sortes de coq-à-l'âne, de digressions, de divagations, les *Essais de critique* constituent une mine de réflexions. Sur l'écriture : « Ce n'est pas le quot qui compte mais

le comment. Le contenu ne fait que gêner... » Sur la responsabilité de l'écrivain, à fortiori lorsqu'il est allemand : « Pour nous, le passé ne peut cesser d'être présent. Nous nous demandons toujours : comment en est-on venu là ? »

Renverser son bureau

On envoie, sur la situation de l'écrivain dans la société. A la notion d'écrivain engagé qui évoque pour lui l'appellation « pâtissier de la cour » ou « vélocipédiste catholique ». Grass préfère celle de « bouffon ». Ce qui compte, selon lui, c'est de savoir à l'occasion renverser son bureau pour se mêler à la politique. Il est vrai que cela signifie, tout compte fait, se compromettre avec le pouvoir alors que le poète, lui, ne connaît pas de compromis. « Soyons-en conscients, dit-il. Celui qui, activement, subit cette tension, est un bouffon et transforme le monde. »

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ ESSAIS DE CRITIQUE 1957-1985, de Günter Grass, traduit de l'allemand par Jean Amster. Seuil, 190 p., 79 F.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Une collection de guides intimes sur les villes les plus romantiques d'Europe. L'imagination d'un écrivain (Michel Sutor, Julien Green...) et la précision d'un guide détaillé. 2 coffrets de 8 guides à réserver dès maintenant chez votre libraire (prix de lancement du coffret 250 F).

AMSTERDAM - ATHÈNES - BERLIN - BUDAPEST - COPENHAGUE
DUBLIN - EDIMBOURG - FLORENCE - GENÈVE - LISBONNE
LONDRES - ROME - SÉVILLE - STOCKHOLM - VENISE - VIENNE

Vous écrivez ?
Nous vous éditerons !
Contrat d'édition selon l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.
Bénéficiez de notre expérience.
Conseils et assistance.
Les quatre temps
10, rue Chauchat - 75009 PARIS
Tél : 45.23.30.00

مكتبة الأمل

REPÈRES

Croissance
Amélioration
aux Etats-Unis

Le PNB des Etats-Unis a progressé de 2,4 % en rythme annuel au troisième trimestre, après 0,6 % au second. Au premier trimestre, le PNB avait augmenté au rythme annuel de 3,6 %. L'accélération de la croissance qui a été enregistrée au troisième trimestre s'explique par le gonflement des dépenses des ménages (+ 7,2 % en rythme annuel), entraîné par de nombreuses ventes de voitures neuves, les constructeurs ayant proposé des prêts à taux extrêmement faibles. Le résultat d'ensemble du troisième trimestre reste cependant insuffisant pour permettre d'atteindre l'objectif qui s'était fixé la Maison Blanche pour cette année : + 3,2 %. En 1985, la croissance de l'économie américaine avait été de 2,2 %, après 6,6 % en 1984. Si l'expansion s'est ralentie, le cycle de croissance

REPÈRES
Faillites
Un léger tassement
en septembre

n'en demeure pas moins le plus long de l'après-guerre, puisqu'il dure depuis quatre ans. Le nombre des défaillances d'entreprises s'est établi en septembre à 2 052, contre 1 579 en août (mois atypique), 2 419 en juillet et 2 081 en juin, selon les chiffres corrigés des variations saisonnières publiés par l'INSEE. Pour l'institut, « une certaine détente » semble se dessiner après les « importantes fluctuations » observées fin 1985 et début 1986. « Cette orientation décevante » touche tous les secteurs. Toutefois, pour les neuf premiers mois de l'année, le nombre de défaillances dépasse de 3,8 % celui des trois premiers trimestres de 1985, et le saut des 20 000 faillites est déjà dépassé (20 543 contre 19 784).

SOCIAL

Accord sur l'automatisation
chez Peugeot

Peugeot vient de signer avec les syndicats — sauf la CGT, qui estime qu'aucune garantie n'est apportée sur l'emploi — le premier accord de l'industrie automobile sur la situation et la formation des salariés travaillant sur les installations automatisées, comme celles qui existent à Mulhouse ou à Poissy (le Monde daté 17-18 juin 1984). Ces salariés se sont vus verser six cents francs par mois, mais ce prévoit qu'ils formeront la moitié du personnel de fabrication dans dix ans, soit plusieurs dizaines de milliers.

« chef de secteur », agent de maîtrise chargé d'une entité de production, qui peut obtenir le statut de cadre. Des passages sont possibles de l'un à l'autre avec une formation. De leur côté, les OS « agents de fabrication » travaillant sur les installations robotisées doivent devenir « agents professionnels de fabrication » et pourront accéder aux niveaux d'agent professionnel hautement qualifié ou de « conducteur d'installation ». D'autre part, Peugeot s'engage à donner à tous les salariés travaillant sur les installations robotisées une formation individualisée qui ne pourra être inférieure à quatre cents ou cinq cents heures selon les postes. Enfin, des dispositifs intégrés de sécurité devront être prévus dès la conception des nouvelles installations et une formation spécifique pour les salariés.

L'Arabie saoudite et l'Iran se disputent
le « leadership » de l'OPEP

Les prix du pétrole ont baissé à l'annonce de l'accord de l'OPEP. A New-York, le West Texas Intermediate a perdu 43 cents par baril, tandis qu'à Londres le baril de Brent, après avoir gagné 40 cents le 22 octobre en début d'après-midi, les reprenait en fin de soirée, le pétrole se négociant à 14,90 dollars.

D'autre part, le gouvernement norvégien a décidé de baisser sa production de 10 % pendant deux mois après la décision de l'OPEP jugée « satisfaisante » à Oslo.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Il y a deux semaines, le ministre du Koweït avait parlé 10 francs suisses avec les journalistes qui hantent les couloirs de la conférence de l'OPEP que l'issue de la réunion serait une solution « d'habillage ». Il eut raison. Car le message lancé par l'OPEP au marché pétrolier, après deux semaines et demi de négociations, est pour le moins confus. Les opérateurs ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. « C'est un accord qui n'en est pas un. Le marché espérait une solution permanente à la répartition des quotas de production. Il a été frappé par le caractère insoluble du problème », assure un négociant mercredi soir.

L'Organisation a certes réussi à sauver les apparences en acceptant à l'unanimité de s'en tenir, à quelques nuances près, au statu quo pour deux mois. Mais il n'était que d'attente, mercredi, les interprétations données par les différentes délégations à cet accord pour se convaincre que les déchirements internes sont plus insurmontables que jamais.

L'exemple le plus frappant en a été fourni par les ministres du Koweït et de l'Algérie, qui ont tiré, à quelques minutes d'intervalle, deux leçons totalement opposées de cette conférence. Le premier a estimé avoir fait la preuve qu'une révision complète de la distribution des quotas de production, pays par pays,

sur des bases « rationnelles » était nécessaire. Il eut en outre assuré que l'Organisation « n'avait pas abandonné la stratégie de reconquête du marché », qui, au cours des six premiers mois de l'année, a conduit à la guerre des prix.

Pour le ministre algérien, au contraire, les bases de répartition des quotas sont établies et l'OPEP ne doit pas « chambouler ce qui existe depuis 1983 ». Sur le fond, il eut jugé, contrairement à son homologue koweïtien, que cette conférence met « un point final à cette période de déséquilibre du marché ». « C'est la fin d'une parenthèse de la vie de l'OPEP et le retour à la défense d'un prix (de pétrole) convenu entre les pays membres grâce au plafonnement de la production et à la répartition de quotas pays par pays », a-t-il déclaré, soulignant que la référence à la stratégie de reconquête du marché avait été retirée à dessin du texte final de la résolution.

Le pire
reste à venir...

A l'issue des dix-sept jours de marathon pétrolier, la seule certitude, en définitive, est que le pire reste à venir et que, passés les quelques semaines de sursis accordées à Genève, l'OPEP se retrouvera, le 11 décembre prochain, plus déchirée que jamais sur la stratégie à suivre l'année prochaine. « La prochaine fois, ils nous garderont trois semaines », assure l'un des principaux opposants de l'Arabie saoudite, convaincu que les pays du Golfe avaient tout fait pour prolonger les négociations et ruiner la confiance du marché.

Derrière l'unanimité de façade, deux enjeux divisent toujours profondément l'Organisation. L'un est économique : c'est le niveau et la stabilisation des prix du pétrole. L'autre est politique : c'est le contrôle pur et simple de l'OPEP.

Sur le premier, les divergences sont apparemment simples. D'un côté, une majorité de pays, derrière l'Algérie et l'Iran, souhaitent, au vu de l'expérience catastrophique du premier semestre, éviter absolument

un retour à la guerre des prix. La plupart, comme le Nigeria et l'Indonésie, qui ont joué un rôle crucial au cours de cette conférence, sont partisans, depuis le mois d'août, à toutes les concessions pour que l'Organisation continue de jouer son rôle de gardien des prix et restreigne, à cette fin, son niveau de production.

De l'autre, les pays du Golfe, derrière l'Arabie saoudite et le Koweït, initiateurs de la guerre des prix, s'ont toujours pas abandonnés leur objectif à long terme : reconquérir une part plus importante du marché énergétique mondial en inondant de pétrole à bas prix. Ils ont mal digéré leur échec de l'été et veulent avant tout éviter un redressement trop accentué des cours dans les mois à venir.

Stratégies
divergentes

A l'intérieur même du clan saoudien, les choses sont toutefois loin d'être claires. Le Koweït est partisan de maintenir la stabilité des prix afin de mieux parer les investissements des producteurs concurrents. Par contre, l'Arabie saoudite souhaite une évolution stable et prévisible à long terme des prix pour favoriser une reprise économique mondiale.

Le second enjeu, politique, oppose principalement l'Arabie saoudite et l'Iran. « Ils jouent à savoir qui est le leader de l'Organisation », expliquait un ministre. Ces deux pays, qui, au Moyen-Orient, se posent chacun en champion d'un islam différent, ont transposé au sein de l'Organisation leurs rivalités profondes. L'Arabie saoudite, qui, comme le Koweït, soutient financièrement l'Irak en guerre contre l'Iran, est prise entre deux feux.

D'un côté, elle souhaite une défaite de Téhéran et veut, grâce à la chute des cours de pétrole, priver la République islamique de sa principale source de revenus. Elle y a réussi en entraînant l'OPEP, au cours du premier semestre de l'année, dans une guerre des prix qui a fait chuter les cours de 28 dollars à moins de 8 dollars par baril. Mais, d'un autre côté, elle redoute la confrontation directe avec un adversaire infiniment plus

puissant sur le plan militaire, et craint de perdre son « leadership » historique au sein de l'Organisation. Ce sont les deux raisons qui ont poussé Ryad, cet été, à se ranger finalement au vu de la majorité des pays membres qui souhaitent arrêter la guerre des prix.

Ce faisant, l'Arabie saoudite a laissé l'Iran lui ravir son rôle prépondérant au sein de l'OPEP. Désormais, la majorité des pays membres se rangent derrière Téhéran pour contraindre la stratégie saoudienne par le ministre saoudien du pétrole. Le rôle de ce dernier est d'autant plus difficile que le roi Fahd d'Arabie saoudite, essentiellement soucieux de l'image de marque internationale du royaume, ne lui laisse qu'une marge de manœuvre extrêmement étroite. En témoignent les trois interventions solennelles de gouvernement saoudien au cours de cette conférence. « Ils essaient de se débarrasser de M. Yamani », assurait en privé un ministre. Cheikh Yamani est, par exemple, extrêmement gêné par l'exigence de son roi de revenir à un prix fixe du pétrole, incompatible avec la stratégie de reconquête du marché qu'il soutient par ailleurs.

L'Arabie saoudite a néanmoins réussi, en cours de cette conférence, à récupérer la majorité qu'elle a perdue au mois d'août, du moins à faire la preuve qu'aucun accord n'est possible sans son aval. L'Iran, pragmatique, s'en a cure. « L'essentiel était d'enterrer la guerre des prix », assurait une importante source iranienne à l'issue de la conférence.

On comprend mieux, dans ces conditions, les angoisses du marché pétrolier qui, à peine cette épreuve terminée, commencent à se préparer pour la prochaine conférence prévue en décembre. Son seul espoir : les autres pays de l'OPEP qui, las d'être pris en otage de conflits politiques extérieurs à l'Organisation, souhaitent adopter désormais une stratégie cohérente et claire à long terme. « Vous ne parlez que de tactique et de stratégie, vous devriez être ministres de la défense, non du pétrole », s'est exclamé un ministre latino-américain au cours des débats.

VÉRONIQUE MAURIS.



Au même instant, "Le Chanteur de jazz" sort à Hollywood.

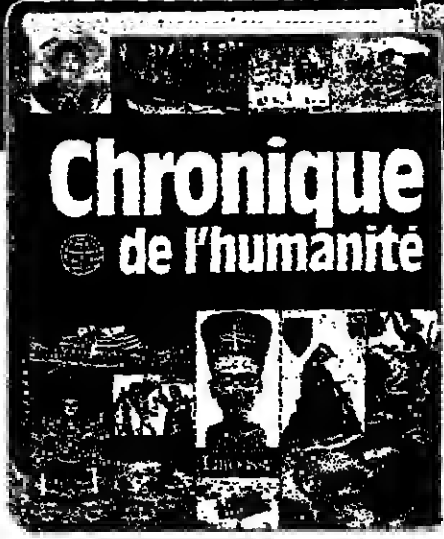
1927 : Le cinéma parlant fait son apparition alors qu'à Boston, aux prises avec la réalité, deux anarchistes italiens, Sacco et Vanzetti sont condamnés sans preuves et exécutés.

Vous imaginez pas tout ce qui s'est passé au même moment, dans le monde, en 1927. Chronique de l'Humanité vous fait redécouvrir simultanément tous les grands événements qui ont marqué l'évolution humaine. Siècle par siècle, année par année. Sa conception unique, sa richesse de documentation permettent de resituer immédiatement les faits historiques, politiques, sociaux et culturels de tous les temps.

Chronique de l'Humanité, c'est le récit vivant de l'histoire universelle, des origines (4 millions avant J.-C.) jusqu'à 1945. Racontée au présent, une vision complète, inédite de l'histoire mondiale... Chronique de l'Humanité, 1280 pages, 7000 citations, 3500 illustrations. Chronique de l'Humanité. L'autre Chronique Larousse.

C'EST ÇA LE SOUFFLE LAROUSSE

Chronique de l'Humanité, la première histoire en vision panoramique.



Etranger

Un contentieux croissant

Les exportations japonaises vers la CEE ont augmenté de 56 % en huit mois

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'excédent commercial du Japon à l'égard de la Communauté atteindra un niveau record en 1986. Au cours des huit premiers mois de l'année, il a déjà dépassé 11 milliards de dollars, soit une progression de l'ordre de 70 % par rapport à l'année précédente. Les importations de produits japonais en Europe, toujours exprimées en dollars, ont augmenté de 39 %, mais les exportations japonaises vers la CEE se sont accrues de 56 %.

Ces résultats alimentent un contentieux de plus en plus fourni entre Bruxelles et Tokyo. M. Willy Decker, le commissaire chargé des relations extérieures, en fera l'inventaire lors de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des Douze lundi 27 et mardi 28 octobre à Luxembourg. Sauf surprise, le

conseil, malgré l'irritation de la Commission, se contentera de contre-mesures limitées assorties, bien sûr, d'une nouvelle déclaration protestant contre le manque de compréhension de Tokyo. Face à ce type de performance, constatons triplement que les Japonais rigolent.

Le marché japonais reste fermé aux produits européens. Les ministres se saisiennent de trois ou quatre dossiers qui illustrent cette situation. La Commission presse le Japon, depuis plusieurs mois, de libérer ses importations de vins, whisky, cognac et autres spiritueux. Les motifs de mécontentement sont multiples : les fabricants japonais colent sur leurs bouteilles des étiquettes qui peuvent faire croire qu'il s'agit de boissons produites aux Etats-Unis, les droits de douane sont élevés, et surtout la fiscalité favorise de manière choquante, pense-t-on à Bruxelles, la production nationale. Les taxes sont en effet calculées non pas en fonction du degré en alcool,

comme cela se fait partout, mais en fonction du prix, si bien que celles frappant par exemple le whisky écossais sont sept fois plus élevées que celles prélevées sur le whisky local. Les Douanes, qui font de cette affaire un cas-test, demanderont en application des règles du GATT la création d'un panel pour arbitrer le litige. Une réplique anodine.

Autre source de mécontentement : la politique restrictive pratiquée par le Japon malgré les promesses faites en matière de normes et de procédures d'agrément. La Commission a remis mardi à l'ambassadeur du Japon à Bruxelles un aide-mémoire où elle demande aux autorités de Tokyo d'accélérer la libéralisation que depuis un an elles prétendent vouloir entreprendre. Ce document analyse la situation pour cinq catégories de produits : les matériaux électriques, les produits cosmétiques, les produits pharmaceutiques, les véhicules à moteur, les équipements médicaux. Il ressort que cette forme sophisti-

quée de protectionnisme par les normes, qui affecte des produits où l'industrie européenne est compétitive, demeure intacte.

L'aéroport de Kansai

Les ministres jetteront un coup d'œil sur le dossier de l'aéroport international de Kansai. Le coût de ce futur aéroport, qui desservira la région d'Osaka-Kyoto-Kobe (20 millions d'habitants), est évalué, pour la première fois, aux alentours de 7 milliards de dollars. Des entreprises américaines, mais aussi européennes, souvent très performantes dans ces créneaux, aimeraient pouvoir participer, dans des conditions de concurrence à peu près normales, aux travaux et à la fourniture d'équipements. Les Japonais s'emploient à les décourager, bien décidés à réserver ce pactole aux entreprises nationales. Ils expliquent qu'il ne s'agit pas d'un marché public et qu'ils n'ont donc aucune obligation de l'ouvrir à la concurrence étrangère.

Un rapport établi par les services américains à l'attention du Sénat conclut que les méthodes utilisées par les Japonais dans cette affaire sont « injustifiées, déraisonnables et discriminatoires ».

Les Douze évoqueront encore l'accord américano-japonais sur les semi-conducteurs et la question des aides et subventions.

Philippe Lemaître.

IG Metall change de président

Flexibilité et semaine de 35 heures sont les objectifs du plus puissant des syndicats ouest-allemands

HAMBURG
de notre correspondant

M. Franz Steinhilber, quarante-neuf ans, qui était prononcé ouvertement des dernières semaines en faveur de la flexibilité des horaires de travail, a été élu mercredi 22 octobre, à Hambourg, à la présidence du syndicat IG Metall, le plus puissant des syndicats ouest-allemands, avec 2,5 millions de membres. Trois de ses proches, dont une femme, ont également fait leur entrée dans le nouveau comité directeur de cette organisation.

Silhouette élancée, costume sombre de bonne coupe, le nouveau patron des métaux a tout du manager moderne et un peu froid, qu'on a davantage l'habitude de voir de l'autre côté de la table des négociations. Avec lui arrive à la tête d'IG Metall une nouvelle génération bien décidée à sortir le syndicalisme ouest-allemand, secoué par le scandale du Neue Heimat, ses difficultés d'adaptation à l'évolution industrielle, de la crise qu'il traverse. Une nouvelle génération pour laquelle le consensus social inventé par l'Allemagne de l'après-guerre n'est plus une fin en soi mais qui a que faire également des états d'âme qui se sont manifestés ces dernières années en RFA à l'égard de la modernité.

Des résistances. Deux ans après avoir arraché de hante lutte la semaine de 38,5 heures, les 35 heures par semaine restent l'objectif prioritaire d'IG Metall. A la différence de leurs prédécesseurs, les nouveaux responsables élus dimanche n'entendent cependant pas laisser au patronat et aux partis de l'actuelle majorité le monopole des thèmes à la mode de la société du futur. Prenant quelques risques personnels, M. Steinhilber avait annoncé la couleur dans les semaines précédant son élection en multipliant les interviews sur la question de la flexibilité et des nouvelles technologies. « Je constate, avait-il déclaré, que pour le patronat une réduction du temps de travail sans la flexibilité est exclue d'avance. (...) Si le patronat veut bien comprendre que la flexibilité ne doit pas dégrader la situation des salariés, mais au contraire l'améliorer, et que cela aussi peut fonctionner, alors un compromis devrait être possible ».

Allant encore plus loin, il accepte maintenant l'idée que la durée du travail des salariés peut être élargie de la durée de travail des machines, imaginant un compromis à aussi possible pour répondre au souhait des dirigeants d'entreprise d'allonger la durée de fonctionnement de leurs installations et à celui des salariés de travailler avec des horaires plus attractifs. « Je peux m'imaginer, a-t-il dit, que les entreprises travaillent nuit, dix ou onze heures dans le futur, au lieu de huit. De là pourrait découler d'incroyables possibilités pour la flexibilité du temps de travail ».

Constant que les organisations syndicales affrontent une phase de renouvellement des idées, M. Steinhilber a également souligné que les nouvelles technologies offraient un espoir de pouvoir réaliser leurs objectifs. « Alors que la technique était auparavant souvent associée à la rationalisation et perçue de façon essentiellement négative, on s'aperçoit aujourd'hui que au sein d'IG

Métall et des autres syndicats, les évolutions techniques — et je ne parle pas ici du progrès technique — sont perçues d'une manière différente ».

Amplement propagés par le service de presse d'IG Metall à tous les participants au congrès, ces propos devaient servir de base à la réflexion que le nouveau président entend voir se développer au sein d'IG Metall. Il n'ignore pas qu'il se heurtera à des résistances, comme en témoigne la contradiction que lui a apportée, à la veille de sa démission, l'ancien responsable des négociations d'IG Metall, M. Jansen, qui avait violemment condamné le

concept de flexibilité, ce « mot magique presque devenu un fétiche ». Si la démission de M. Jansen, dont le personnel était contesté au sein du congrès en raison de ses initiatives personnelles souvent inopportunes, lui dégage la voie, M. Steinhilber n'a pas vraiment lui non plus fait le plein de voix lors de son élection, malgré le soutien que lui a apporté son prédécesseur, M. Hans Mayer, l'un des vieux routiers du syndicalisme ouest-allemand, qui a cédé la place après avoir assuré la transition dans une période particulièrement difficile.

HENRI DE BRESSON.

Le symposium de l'OCDE

Pour ou contre la politique économique de M. Reagan

Le symposium que l'OCDE a organisé à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire, sur le thème « Opportunités et risques pour l'économie mondiale : défi de la complexité croissante », avec la participation d'un certain nombre de personnalités dont MM. Raymond Barre, Kjell-Olof Feltt, ministre des finances de la Suède, Arthur Burns, ancien président du Système de réserve fédérale, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, aura tenu largement ses promesses. S'il s'agissait de mettre en évidence l'existence d'une sorte d'esprit du temps qui imprègne l'ensemble des réflexions des hommes, aussi bien ceux de droite que de gauche, le résultat a été atteint. Avec des nuances, tous les orateurs sont convenus qu'il était impossible de prolonger la tradition de l'Etat tout puissant, ne serait-ce que par l'impossibilité de la financer.

Les différents exposés d'introduction ont rempli leur office de ferments du débat. Le plus discuté aura sans doute été celui de M. Ralf Dahrendorf, professeur de sociologie à l'université de Constance. Pour l'ancien membre (allemand) de la Commission économique européenne, la politique fondée sur l'idée que le chômage et la pauvreté sont que les conséquences d'une croissance insuffisante est entachée d'une sorte de péché originel. Son défaut est qu'elle ne parvient pas à assurer un revenu suffisant à la plupart de ceux auxquels un travail plus ou moins précaire est réservé. A cette politique, dans laquelle les participants auront reconnu celle du président Reagan, M. Dahrendorf n'a opposé une autre méthode, qui pourrait être celle de la tradition social-démocrate en Europe (qu'il n'a pas mentionnée en tant que telle). Elle consisterait à reconnaître à la minorité de la population non adaptée certains droits fondamentaux.

Pour M. Dahrendorf, l'analyse selon laquelle le chômage serait dû avant tout à un manque de flexibilité du marché de l'emploi rencontre vite ses limites. Ses conceptions ont trouvé un vigoureux et incisif contradicteur en la personne de M. Miguel Boyer, ancien ministre (socialiste) des finances de l'Espagne, président du Banco Exterior. Il a rappelé que, entre 1974 et 1982, le chômage est passé en Espagne de 3 % à 16 %, peut-être même à 20 % (« Nous ne savons pas exactement quel est ce chiffre »). Mais, pendant la même période, c'est en Espagne que les salaires réels ont augmenté le plus vite. « Nous n'avons pas compris à quel point chez nous le marché du travail fonctionne mal », a dit M. Boyer, qui a par ailleurs critiqué une autre solution qui a implicitement la préférence de M. Dahrendorf, à savoir...

Pour les pays qui connaissent un fort taux de chômage, a dit M. Boyer, une telle mesure aurait exactement l'effet contraire de celui qui est

recherché. En diminuant le temps de travail, on augmente plus ou moins le coût de la main-d'œuvre, on favorise et on aggrave par là même le chômage que l'on voulait combattre.

Des emplois McDonald ?

M. Richard Cooper, actuellement professeur à l'université Harvard et ancien membre de l'administration Carter, estime, bien que démocrate, que la façon dont on décrit l'augmentation de l'emploi aux Etats-Unis est une caricature. Il est tout simplement inexact de dire que les anciens ouvriers de la sidérurgie ont été remplacés par les employés de McDonald. En réalité, beaucoup de nouveaux postes de travail créés relèvent d'activités qu'on aurait pu appeler auparavant industrielles et qui sont très bien rémunérées.

L'ancien économiste en chef de l'OCDE, M. Sylvia Ostry, chargée de présenter l'exposé introductif sur les nouvelles formes de la politique macro-économique, a montré les limites des politiques monétaristes pratiquées dans la seconde partie des années 70. Elle a plaidé en faveur d'une autre méthode, celle que préconise actuellement le Fonds monétaire international, consistant à définir, à l'échelle internationale, un certain nombre d'objectifs que chaque pays en particulier doit essayer de réaliser dans un climat de « surveillance » mutuelle. Il ne semble pas que tous ses arguments aient convaincu l'ensemble des participants. Non sans raison, M. Lionel Stoleru a fait remarquer que le titre d'une des sessions, « Les économies nationales et les contraintes internationales », ne pouvait pas être plus absurde. Loin d'être une « contrainte », la participation aux échanges internationaux est au contraire le champ des ambitions nationales et son effet est d'assurer un niveau de vie supérieur.

PAUL FABRA.

Affaires

M. Antoine Riboud élu manager de l'année

La société BSN a vingt ans, et son créateur et président, M. Antoine Riboud, âgé de cinquante-huit ans, a été désigné comme « manager de l'année » par les lecteurs du *Nouvel Economiste*.

C'est un honneur tardif pour un homme tout à fait à part dans la galerie des chefs d'entreprise français, qui, depuis des années, défraye l'actualité par ses « coups » et ses initiatives.

Il offre d'abord la particularité d'avoir radicalement changé de métier, ou presque. A l'origine, il est verrier. Fils d'un banquier de Lyon, peu enthousiasmé pour faire des études (il sort dernier de l'Ecole supérieure de commerce de Paris), M. Riboud entre, en 1941, « par protection », dans la firme du son grand oncle, M. Souchoy, qui fabrique du verre d'emballage.

Il en gravit les échelons : secrétaire général en 1952, président en 1962, et y commence son grand jeu de « mecano », réunissant, sous la raison sociale Souchoy-Neuves, une douzaine de verreries.

En 1966, premier grand coup : on lui offre de fusionner avec une société de verre plat, Boussac, installée en France et en Europe : c'est la naissance de BSN, nouveau grand européen du verre, avec Saint-Gobain.

En 1968, la France découvre Antoine Riboud, qui, à cinquante ans, encouragé, affirme-t-il, par Pompidou, ose lancer une OPA fameuse sur Saint-Gobain, vieille dame tricolore. L'OPA échoue, et M. Riboud amorce alors, à partir de 1970, son virage vers l'agro-alimentaire : Evian, Badoit, les brasseries Kronenbourg et Champagnolle, en 1973, les produits laitiers Gervais-Danone, les produits secs (Panzani). En 1979, Antoine Riboud annonce son intention de faire de BSN le « coca-cola fran-

çais », à défaut d'en pouvoir faire le Nestlé, et décide d'abandonner le verre plat, véritable « boulet » financier, ne gardant que le verre creux pour emballer ses propres produits.

En 1984, il acquiert les champagnes Pommery et Lanson (troisième du rang français), et, en mai dernier, la Générale Biscuit. Aujourd'hui, l'empire emploie plus de cinquante mille personnes avec un chiffre d'affaires dépassant 35 milliards de francs.

Sa philosophie est claire : la vie industrielle, c'est, sans arrêt, des sanctions : le marché, où les parts varient, les hommes (il faut attirer les meilleurs), la Bourse (un tout le temps besoin d'argent), et in fine qui façonne l'image d'une firme dans l'opinion.

Améliorer le climat social

Mais M. Riboud offre une particularité : jeune bourgeois lyonnais, il a été frappé par la dureté du travail ouvrier, et tout au long de son existence s'attachera à améliorer sans cesse le climat social de son entreprise.

Aujourd'hui, il essaie de lancer un cri d'alarme. Dans le grand vent de libéralisation, il sent son entreprise vulnérable avec un capital extrêmement divisé (le plus gros actionnaire à 5,36 % pourrait être victime d'une OPA. « On ne peut laisser la compétition sportive sans règle du jeu »).

Bien entendu, il faut faire l'Europe, mais la France doit veiller à ce que ce ne soit pas une teneur. « Si les centres de décisions quittent le pays, c'est une dépression ». Pour Antoine Riboud, c'est là un « coup » que l'on doit interdire. En attendant, « il ne dort que d'un œil ».

F.R.

Le Monde
ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

La Caisse d'Informations Financières, n° 1 du secteur rich, pour développer les agences de Paris et région parisienne.
COMMERCE
COMMERCIAUX (B.F.)
- Sortes des relations.
- Possibilité d'évolution.
- Remunération motivante.
Tél. par n° 1 45-63-20-00.

URGENT
Industrie spécialisée
cherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Premier emploi. Diplôme littéraire ou formation journalistique. Expérience C.V. et présentations à La Semaine Vézénaise n° 25, Boulevard n° 253 94702 Malmaison-Alfort Cedex.

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

recherche

UN PROFESSEUR PERMANENT

en marketing

et des professeurs vacataires (qualifications horaires par semaine) en finances, comptabilité, commerce international, informatique, ressources humaines. Niveau min. dipl. 3^e cycle ou diplôme d'expériences entreprises ou enseignement.

Env. photo + lettre manuscrite à C.V. à :

ESR, 25, rue de Valenciennes 75011 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 27 ans, bac + 3 anglais, exp. courtes ch. empl. serv. export, permis de conduire.

Téléphone : 45-37-51-71.

H. 49 ans, divorce, bachelier d'Or de la prévention routière, élément volé (conducteur et conducteur) actuellement recruteur places de chauffeur de M. P. à Paris. Offrez à M. P. 28, c. de la Chapelle, 75004 Paris.

Tél. par n° 1 45-63-20-00.

capitales propositions commerciales

PLACEMENTS

INTÉRÊTS 11 % Garantie sur immobilisation. 43-48-77-88.

Mesure de la rentabilité (200 cash flow investi) avec cash flow actualisé.

Effet levier.

Entre B.P. 25

8, c. Yves-Villermont, Paris-10^e.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

6^e SUR VERMOREL

12^e arrdt

13^e arrdt

15^e arrdt

78-Yvelines

Haute-de-Seine

ST-GERMAIN CENTRE

Haute-de-Seine

ST-GERMAIN EN-LAYE

Paris

EMBASSY SERVICE

Paris

OFFICE INTERNATIONAL

Paris

LEVALLOIS MAIRIE

Paris

BOINCILLIALE-9

Paris

AGECO 42-84-95-28

Paris

propositions diverses

Paris

Paris

Paris

Paris

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations

non meublées

offres

Région parisienne

ST-GERMAIN EN-LAYE

Paris

locations

meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

Paris

OFFICE INTERNATIONAL

Paris

LEVALLOIS MAIRIE

Paris

BOINCILLIALE-9

Paris

AGECO 42-84-95-28

Paris

propositions diverses

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

immeubles

ST-GERMAIN EN-LAYE

Paris

locations

non meublées

offres

Région parisienne

ST-GERMAIN EN-LAYE

Paris

locations

meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

Paris

OFFICE INTERNATIONAL

Paris

LEVALLOIS MAIRIE

Paris

BOINCILLIALE-9

Paris

AGECO 42-84-95-28

Paris

propositions diverses

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Affaires

Rhône-Poulenc : coup d'envoi aux céramiques fines

TARBES
de notre envoyé spécial

Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie française, s'est lancé dans le secteur de céramiques fines, le jeudi 16 octobre, à Baret (Hautes-Pyrénées), les nouvelles installations de sa filiale céramiques et composites (CEC), un des deux tritons de l'ancienne Coraver, racheté en 1985 à la CGR et à la région. Rhône-Poulenc, spécialisé dans la mise au point de céramiques thermo-mécaniques, matériaux d'avenir de très haute technologie. Résistantes à toutes les agressions (thermiques, chimiques, mécaniques...), à très haut pouvoir isolant et à peu près imposables, les céramiques fines sont principalement employées dans l'électronique (80 % du marché), l'aéronautique et le nucléaire. Mais de nouvelles applications s'ouvrent à elles, notamment dans les industries automobile (pipes d'échappement, patins de culbuteurs, chambre de combustion), aéronautique, métallurgie (robinet de coule, filtres...), chimie, médicale (roulements à billes destinés aux tables d'examen radio par résonance magnétique).

Actuellement, de 1 milliard de francs environ, le marché mondial des céramiques fines (tous produits confondus) (poudres et composites) croît en moyenne de 15 % l'an en volume et en valeur. On considère qu'il se situera entre 85 et 130 milliards de francs dans une dizaine d'années, avec probablement un retournement spectaculaire des positions au profit de l'automobile (sur moins 50 %). Il s'agit des composites, et tous les chimistes du monde s'y intéressent. Mais les Japonais le

dominent actuellement avec une part de 65 % (25 % pour les États-Unis et 10 % pour l'Europe). Outre Rhône-Poulenc, Saint-Gobain et Pechiney, les groupes allemands Hoechst et britannique ICI, ce dernier avec le récent rachat de Rosenthal (RFA), occupent de solides positions.

Avec la CEC, le groupe français entend bien ne pas se laisser distancer. Avant tout centre de recherche et de développement, la CEC commence à mettre au point ses produits. Elle travaille avec la région Rhône-Poulenc, mais des contacts ont également été pris avec Mercedes, Jaguar, Rolls Royce, avec la CEE aussi dans le cadre plus vaste d'un projet de développement à l'échelon européen (EURAM). Associé à Rhône-Poulenc avec 10 % des actions CEC, l'Adnospa apporte ses connaissances. Le groupe chimique amène, lui, son savoir-faire dans l'industrie des poudres et des fibres pour fabriquer des matériaux composites tissés. Insignifiant pour l'instant (25 millions de francs) sur un marché national de 230 millions de francs, le chiffre d'affaires devrait quadrupler dans les deux ans, avec des comptes équilibrés à cette échéance. Dans cette aventure technologique du vingt et unième siècle, Rhône-Poulenc a investi quelque 200 millions de francs, un effort qui n'est pas ridicule comparé au programme de 35 millions de dollars (230 millions de francs) lancé par les Américains. Les Japonais, eux, sont beaucoup plus intrépides et ont décidé de consacrer 120 millions de dollars en dix ans pour asseoir leur suprématie.

ANDRÉ DESSOT.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Sept cents départs attendus chez Dassault

Le groupe aéronautique Dassault-Breguet devrait ajuster ses effectifs actuels à la charge de travail prévisible, selon des modalités sociales qu'un comité central d'entreprise, convoqué pour la mi-novembre, déterminera avec la prochaine direction. Mercredi 22 octobre, le comité central d'entreprise a examiné un plan de mise à la retraite anticipée de sept cents travailleurs, soit environ 4,4 % des effectifs totaux du groupe. Cette évaluation des dirigeants actuels de Dassault-Breguet est liée à l'état des commandes de la société, déjà obtenues ou prévisibles. L'année de l'air française, d'abord, mais aussi certains clients étrangers, en particulier le Maroc et la Jordanie, tendent à conclure des contrats militaires. L'activité civile du groupe, qui représente environ 10 % du chiffre d'affaires annuel, n'est pas en meilleur état dans la mesure où les espoirs mis sur une reprise des commandes aux États-Unis sont contrariés.

Pour les dirigeants de Dassault-Breguet, l'entreprise est donc aujourd'hui en sous-charge industrielle, et c'est la première fois qu'il est ainsi envisagé un « dégraissage » des effectifs. Les syndicats escomptent que, d'ici à la mi-novembre, la société aura réussi à trouver un successeur à Marcel Dassault, et que le ministère de la défense, administration de tutelle en France de la construction aéronautique, aura défini une politique d'équipement du client national et une politique d'exportation. Dans le premier cas, un conseil d'administration est en principe convoqué pour le mercredi 29 octobre, avec pour ordre du jour la désignation du nouveau président-directeur général, après le départ de M. Benoît-Claude Valières. Dans le second cas, c'est à la loi de programmation militaire 1987-1991, qui devrait être soumise à l'approbation du Parlement avant la fin de cette année, de déterminer les nouvelles commandes de Mirage-2000 et le sort de l'avion Rafale, prototype d'un bi-réacteur de combat en cours d'essai.

BSN regroupe ses activités de brasserie sous une seule enseigne

La brasserie Kronenbourg va prochainement fusionner avec la Société européenne de brasserie (SEB) et supprimer en deux ans 580 emplois. Ce projet a été annoncé au comité central d'entreprise, le mercredi 22 octobre à Strasbourg. La nouvelle société — qui prendra l'enseigne Kronenbourg — représentera six usines et quelques 4 000 personnes pour produire 11 millions d'hectolitres. La SEB, qui comptait vingt-deux usines à y a dix ans, ne conserve que quatre unités (Champagne, Eu, Rennes et Saint-Priest). Kronenbourg, implanté à Strasbourg et à Obernai (Bas-Rhin), doit maintenant réduire ses effectifs de plus de 20 %.

Le plan présenté au comité d'entreprise supprime 580 emplois, 250 à la brasserie strasbourgeoise, 230 à Obernai et une centaine au siège strasbourgeois. La direction refuse de parler de licenciements et compte sur quelques 250 préretraités, la récupération d'une partie des activités de sous-traitance, des

mutations au sein du groupe BSN et d'éventuels reclassements à l'extérieur. L'accord de mobilité signé en février dernier avec les syndicats Force ouvrière et CGC n'aurait pas donné les premiers résultats attendus.

Pour justifier ces emplois supprimés, Kronenbourg explique que ses frais de personnel sont plus lourds que chez ses concurrents et que les deux unités doivent accroître leur productivité de 20 % dans les deux prochaines années. — (Corresp.)

All Nippon Airways commande 11 Boeing-747

Le constructeur aéronautique américain Boeing Co. vient de recevoir une commande de 1,5 milliard de dollars, pour la livraison de 11 Boeing-747, de la compagnie aérienne japonaise All Nippon Airways. Cette dernière commande porte à 79 le nombre de commandes d'appareils du type 747 reçus par Boeing depuis le début de cette année et à 761 depuis le lancement de cet avion, il y a plus de dix ans. — (AFP.)

FAITS ET CHIFFRES

• Pas de modification du SMIC, confirme M. Philippe Séguin. — Profitant d'une question d'actualité, le mercredi 22 octobre à l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a répondu qu'il n'entre pas dans les intentions du gouvernement de modifier en quoi que ce soit les dispositions relatives au SMIC. Depuis des mois maintenant, M. Séguin s'attache à démentir ce qu'il a encore appelé « des fantasmes », tandis que MM. Alain Juppé et Edouard Balladur, ses collègues du gouvernement, évoquent l'éventualité d'un SMIC jeunes ou SMIC régionaux.

• Des améliorations à Orly-Quetz. — M. Jacques Doufflaque, ministre délégué aux transports, a inauguré, le 16 octobre, des travaux d'extension de l'aérogare d'Orly-Quetz et a annoncé une amélioration, l'année prochaine, de la desserte en bus de l'aéroport d'Orly. Cette extension, baptisée Hall 4, permettra d'accueillir 2,5 millions de passagers supplémentaires par an à Orly-Quetz. Elle est conçue pour pouvoir recevoir simultanément trois avions gros porteurs, dont un Boeing-747, tout en facilitant les contrôles de police, regroupés à l'entrée d'une salle d'embarquement commune à plusieurs destinations.

SIEMENS

MEDICAL :

Siemens, pionnier de l'imagerie médicale : des installations dans le monde entier.

L'électronique ouvre de nouvelles perspectives pour le diagnostic médical.

Siemens, pionnier de l'imagerie médicale, a déjà reçu du monde entier des commandes pour plus de 2.000 scanographes et de 200 tomographes IRM.

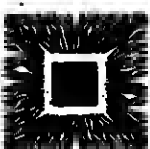
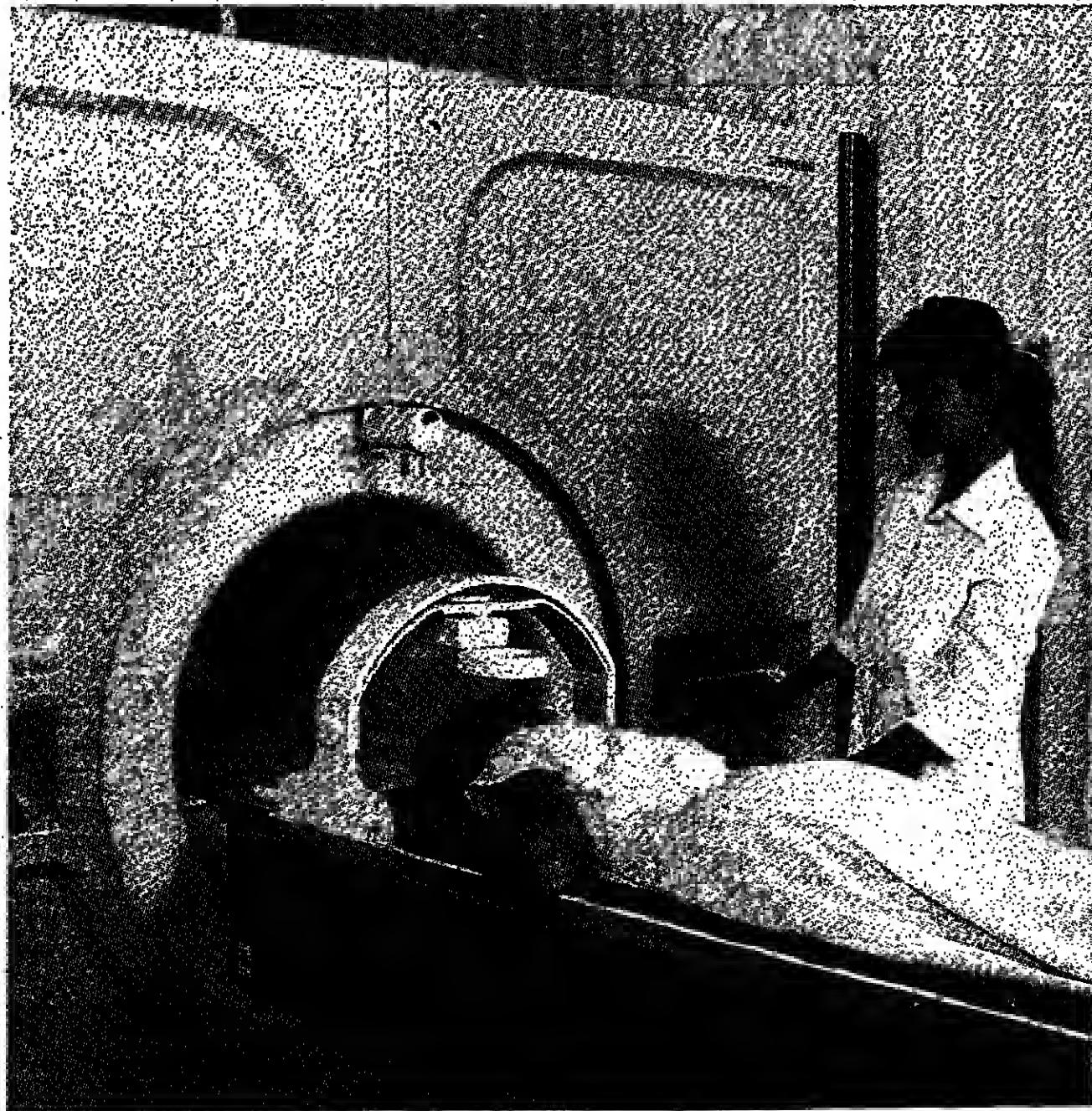
Ces deux systèmes sont complémentaires et permettent de couvrir un très large champ d'explorations cliniques.

Le scanographe peut mettre en évidence des différences de contrastes minimes et permet ainsi la visualisation rapide d'organes mous, contrairement à l'image radiologique conventionnelle. Une vingtaine de scanographes

SOMATOM DR ont déjà été installés ou livrés en France, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Le tomographe IRM permet au médecin d'obtenir des images en coupe du corps humain dans n'importe quelle direction et de recueillir des informations sur la constitution tissulaire et biochimique des organes.

Siemens en France : 3.000 personnes
20 agences - 3 usines - 2,2 milliards de F de CA dont 16 % à l'export - 1,3 milliard de F d'achats à des firmes françaises.



Siemens,
l'électronique au quotidien.

Invitation au Séminaire NTT
"Les Chances pour l'Avenir avec la Nouvelle Société NTT"
 DATES: Mercredi et jeudi 19 et 20 novembre 1986
 LIEU: Hotel Sheraton Bruxelles
 3, Place Rogier, 1000 Bruxelles, Belgique
 Nippon Telegraph and Telephone Corporation
 Tokyo, Japon

Le 1er avril de l'année dernière, après 34 ans de monopole d'Etat sur le marché japonais, NTT est devenue une société privée et un nouveau compétiteur au sein du marché libre des télécommunications.

Pour développer une affaire solide avec ce nouveau statut, il est important pour NTT d'établir des relations mutuellement bénéfiques avec les autres sociétés travaillant de par le monde dans le domaine de télécommunications.

C'est la raison pour laquelle NTT, avec le soutien et la coopération de la Commission Européenne et de l'ECTEL, invite toutes les personnes intéressées, à participer au séminaire qui se tiendra à Bruxelles les 19 et 20 novembre, SANS AUCUN FRAIS DE PARTICIPATION.

PROGRAMME

PREMIERE JOURNEE

10.00 - 11.00 Ouverture de la Session

Discours d'ouverture par M. Haruo Yamaguchi Vice-Président (Senior Executive Vice President), NTT. Allocutions par les personnalités suivantes: M. Michel Carpentier Directeur Général, Télécommunications Information Industries et Innovation Commission de la Communauté Européenne M. J.M. Price, CBE Président, ECTEL M. Hideo Kagami Ambassadeur du Japon auprès de la Communauté Européenne

11.00 - 11.30 Pause - café

11.30 - 12.00

Projection de diapositives "NTT Un An après sa Dénationalisation"

12.00 - 12.30

La Politique d'Approvisionnement de NTT sur le Marché Mondial et ses Activités Internationales

12.30 - 14.30 Déjeuner

Discours par M. Jos Loeff Directeur Général Adjoint (Deputy Director-General), Relations Extérieures Commission de la Communauté Européenne

15.00 - 15.30 Procédures d'Approvisionnement sur le Marché International

15.30 - 16.30 Développements Technologiques Récents de NTT

16.30 - 17.00 Pause - café

17.00 - 17.30 Débats

18.00 - 20.00 Réception

DEUXIEME JOURNEE

Matinée

Interventions individuelles (Les participants intéressés pourront faire leur propre communication ou poser des questions à cette occasion)

Les intéressés sont priés de remplir la fiche d'inscription ci-dessous et de l'envoyer à l'adresse suivante: Séminaire NTT, Secrétariat c/o Centre d'Information et de Relations Publiques Attention: Mlle Mireille Devos 118 Avenue Franklin Roosevelt B-1050 Bruxelles, Belgique Tel. 32-2-649-9196/9197

FICHE D'INSCRIPTION

Je désire m'inscrire / Nous désirons nous inscrire au Séminaire NTT qui se tiendra à Bruxelles le mercredi 19 novembre 1986.

Nom _____
 Titre _____
 Organisation _____
 Adresse _____
 Ville/pays _____ Code postal _____
 No. de tél. _____

Je désire participer aux réunions particulières pour discuter des sujets suivants: (Les réunions se tiendront le jeudi matin, 20 novembre 1986)
 - Produit proposé (nom du produit)
 - Autres sujets (Veuillez préciser)

Affaires Marchés financiers

Nasa Electronique : dépôt de bilan

Le tribunal de commerce de Paris devait prononcer ce jeudi 23 octobre la mise en redressement judiciaire de Nasa Electronique après la déclaration de cessation des paiements effectuée la veille par les responsables de l'entreprise. Une nouvelle étape est donc franchie dans le « scandale Nasa », le numéro un français de la distribution de matériel électronique grand public, après la démission, le vendredi 17 octobre, du second repenseur de l'affaire, M. Pascal Pluchard, et la nomination le lundi 20 octobre d'un administrateur provisoire, M. Jean-Yves Guillemonat.

Cette décision ne surprend guère tant apparaissait forte la dégradation financière de l'entreprise (on parle avec insistance d'un « trou » financier de 500 millions de francs).

L'équipe de Pascal Pluchard n'a cessé, ces derniers jours, de travailler à « un plan de sauvetage partiel » de Nasa, une expression qui montre bien que tout et tous ne pourront être préservés (Nasa dispose actuellement de deux cent cinquante points de vente et emploie mille huit cent cinquante salariés).

La situation de la société est aggravée par les difficultés rencontrées pour faire rentrer les marchandises dans les magasins, à deux mois des fêtes de fin d'année, généralement propices aux ventes de hi-fi, télévision et micro-ordinateurs. En outre, vingt-cinq petits fournisseurs de la société (électriciens, peintres ou plombiers chargés d'installer les nouvelles boutiques) envisagent de se grouper en association de défense pour tenter de récupérer leurs créances (10 millions de francs, estiment-ils).

Mais l'inquiétude des partenaires de Nasa a été avivée par les raisons invoquées le 18 octobre par Pascal Pluchard lui-même pour justifier sa démission et celle des autres administrateurs de la société, quelques jours seulement après le désistement d'un premier repenseur, M. Daniel Lebarb, Bt, beaucoup attendent d'en savoir plus sur les « faits graves » qui ont conduit à la démission de M. Pluchard, auxquels il a fait référence ce jour-là.

PARIS, 22 octobre ↑

Soutenu + 0,96 %

Dernier virage mercredi rue Vivienne, avant la fin du mois boursier finie au 23 octobre. Prudent l'opération de liquidation générale proprement dite, la réponse des primes a eu lieu ce jour. Avec le recul moyen des cours depuis le 1er septembre (+ 4 % environ), beaucoup d'entraînables ont été abandonnés, et le marché n'a pas eu à enregistrer de très grosses ventes bénéficiaires. La tendance a été plutôt soutenue, l'intérêt se concentrant sur la distribution (Carrefour, Printemps, Darty, Docks de France). Mais, sauf exception, les grandes normes de la corbeille n'ont pas eu la cote et sont demeurées au voisinage de leurs niveaux précédents. Ailleurs, l'irrégularité a été de règle. Bref, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrerait une avance de 0,96 %.

De l'avis quasi général, le marché aurait pu mieux faire avec l'accalmie sur le front des changes, l'accord de l'OTCE, qui ne règle rien mais procure deux mois de répit, l'espoir peut-être d'une reprise de l'expansion aux Etats-Unis, enfin, le meilleur état de santé des obligations.

Mais une rumour circule autour de la corbeille sur des ventes boursières. A quatre jours du fameux « Big Bang » (« le Monde économique » du 21 octobre), les « traders » de la City liquident leurs positions pour éviter les rétrogrades avec les futures nouvelles intervenant. Possible. Aucune confirmation n'a cependant pu être obtenue sur des dégoûts.

Au premier étage, le marché obligataire a continué de faire bonne contenance, mais avec beaucoup moins d'affaires. Sur les fonds d'Etat, le taux moyen de 8 1/2 % paraît susciter de l'intérêt. Les opérateurs sont vigilants, même depuis que la veille, la MATIF est restée bien orientée, mais le cours de 108 n'a pu être accroché sur l'échéance de juin 1987.

NEW-YORK, 22 octobre ↑

Légère hausse

Après deux séances consécutives de repli, Wall Street a enregistré le 22 octobre une hausse modérée. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 1 808,35, soit un gain de 2,67 points. Le volume des transactions a porté sur 113,99 millions de titres contre 110 millions la veille. On notait 768 valeurs en hausse, 722 en baisse, 478 en repli.

Autour du Big Board, les opérateurs semblaient quelques peu déçus par les statistiques économiques récemment publiées, qui ne permettaient pas de se prononcer définitivement sur l'évolution de la situation américaine. La progression de 2,4 % du produit national brut au troisième trimestre est conforme aux estimations des meilleurs financiers, et n'apporte donc aucun élément supplémentaire au débat sur la relance économique. L'augmentation de 3,6 % du taux d'inflation est en revanche supérieure aux prévisions, ce qui a accru la nervosité des investisseurs. Parmi les mouvements significatifs, on signalait la hausse de Dun and Bradstreet (+ 2 à 106 1/4) de Sterling Drug (+ 1 7/8 à 48 3/8). En baisse figuraient United Technologies (- 1 5/8 à 40), IBM (- 3/4 à 120 1/2) et Schlumberger (- 7/8 à 31 3/4).

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 22 oct.
Alcoa	38 3/8	39 1/2
AT&T	33 3/4	34 1/2
Borg	53 1/2	54 1/8
Chem. Midland Ind.	35	36 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/8	43 1/4
Eastman Kodak	59 1/8	57 1/2
Exxon	64 5/8	65 1/4
GenCorp	37 1/2	38 1/4
General Electric	75 3/4	76 1/8
General Motors	67 1/2	68 1/4
Johnson & Johnson	62 1/2	63 1/4
IBM	120 1/2	120 1/2
ITT	52 3/8	53 1/4
Loews	37 1/2	37 1/2
Pfizer	58 1/8	58 1/8
Schlumberger	31 3/4	31 3/4
Union Carbide	57 3/4	57 1/4
U.S. Steel	21 1/2	21 5/8
Westinghouse	24 3/4	25 1/8
Yarn Corp.	53 1/2	54 1/4

CHANGES

PARIS

Dollar : mieux tenu à 6,5150 F ↑

Sur des marchés des changes assez calmes, où l'annonce d'une augmentation de 2,4 % du PIB américain au troisième trimestre était attendue, le dollar s'est montré assez ferme, surtout vis-à-vis du yen, sur des achats japonais d'obligations américaines.

FRANCFORT 22 oct. 23 oct.

Dollar (en DM) ...

TOKYO 22 oct. 23 oct.

Dollar (en yen) ... 155,28 156,90

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 oct.) ... 7 1/2 %

New-York (22 oct.) ... 5 15/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

21 oct. 22 oct.

Valeurs françaises ... 148,6

Valeurs étrangères ... 187,1

Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 366,5 370,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

21 oct. 22 oct.

Industrielles ... 1 808,35 1 808,35

LONDRES

(indice Financial Times)

21 oct. 22 oct.

Industrielles ... 1 265,2 1 262,4

Mines d'or ... 294,5 296,6

Fonds d'Etat ... 82,56 82,56

TOKYO

22 oct. 23 oct.

Nikkei ... 15 895,15 15 962,27

Indice général ... 1 304,19 1 345,11

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 octobre
 Nombre de contrats : 19 979

COURS	ÉCHÉANCES			
	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Dernier ...	107,28	108,05	107,95	107,70
Précédent ...	107	107,90	107,80	107,65

AUTOUR DE LA CORBEILLE

L'AIR LIQUIDE : AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMÉRAIRE. - Le conseil d'administration de L'Air Liquide a été autorisé le 22 octobre par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, pour un montant maximum de 3 milliards de francs. L'opération se fera par souscription en espèces, au moyen de l'émission d'actions nouvelles. L'augmentation de capital, dont le montant sera de 473 971 680 F, s'effectuera ainsi par l'émission de 6 771 024 actions nouvelles au nominal de 70 F chacune, à raison d'un titre nouveau pour cinq anciens, au prix de 400 F.

GROUPE CIC : FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT AVANT IMPÔT. - Le résultat consolidé (avant impôt et participation des salariés) de la Compagnie financière du CIC a progressé de 70 % au premier semestre 1986 pour s'établir à 952 millions de francs, contre 560 millions de francs au 30 juin 1985.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou désp.	+ ou -	Rep. + ou désp.	+ ou -	Rep. + ou désp.
SE-U...	6,5170	4,5240	+ 75	+ 87	+ 155	+ 180
SE-F...	4,6851	4,7037	- 40	- 25	- 90	- 63
Yen (100)...	1,5563	1,5794	+ 90	+ 187	+ 179	+ 204
DM...	3,2716	3,2814	+ 76	+ 90	+ 159	+ 180
France...	2,6771	2,6834	+ 46	+ 54	+ 96	+ 110
S.S. (100)...	15,7015	15,7330	+ 9	+ 57	+ 15	+ 129
S.S. (100)...	3,9728	3,9878	+ 131	+ 140	+ 228	+ 224
L (1 000)...	4,7331	4,7489	- 124	- 129	- 224	- 241
S. (100)...	5,5258	5,5489	- 323	- 287	- 614	- 583

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U...	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16
DM...	4 1/8	4 3/8	4 7/16	4 7/16	4 7/16	4 7/16	4 7/16	4 7/16
SE-F...	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2
S.S. (100)...	6 1/2	7 1/2	7 1/8	7 1/2	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 3/4
S.S. (100)...	9 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
L (1 000)...	10 1/8	11 3/8	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16	11 1/16
S. (100)...	7 1/4	7 3/4	8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en flux de matière par une grande banque de la place.

SICAV DU GROUPE CIC

SICAV ACTIONS	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé (en francs)	Performances (en pourcentage) (sur période 31.12.85 - 31.12.86)
SNF (diversité)	25.06.79	1.455	1.151,74	52,44	+ 62,73 % + 15,13 %
CRÉDINTER (international)	28.09.70	537	448,27	13,82	+ 75,33 % + 24,12 %
UNIJAPON (valeurs japonaises)	03.12.73	1.484	1.439,65	36,75	+ 121,79 % + 47,92 %
SICAVIMMO (valeurs immobilières)	15.02.71	1.165	757,42	31,32	+ 139,22 % + 23,62 %
FRANCIC (actions françaises, CEA)	25.09.78	3.514	381,50	13,53	+ 140,90 % + 34,54 %
TECHNOCIC (valeurs technologiques)	16.01.84	99	1.114,23	46,40	+ 21,01 % + 11,83 %
JAPACIC (valeurs japonaises, japonaises et du Pacifique)	12.06.84	530	164,97	4,36	+ 72,57 % + 48,34 %

SICAV OBLIGATIONS	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé (en francs)	Performances (en pourcentage) (sur période 31.12.85 - 31.12.86)
RENTACIC (rentes semestrielles)	02.12.68	1.178	171,83	6,47	+ 98,48 % + 18,98 %
EUROICIC (obligations étrangères)	22.09.80	243	10.072,07	659,59	+ 72,45 % + 27,36 %
ÉCUCIC (couverture en Ec)	10.07.85	102	1.171,81	-	+ 13,81 %
AURÉCIC (valeurs liées à l'or)	15.12.85	799	1.338,51	-	+ 30,85 %
JEUNEPARGNE (diversité)	17.03.86	102	228,10	-	+ 13,43 %

SICAV COURT TERME	Date de création	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative (en francs)	Dernier coupon payé (en francs)	Performances (en pourcentage) (sur période 31.12.85 - 31.12.86)
SÉCURICIC (prélevés, très court terme)	05.08.85	2.529	10.763,18	1,50	+ 5,04 %
MONECIC (régularité)	01.04.82	3.871	5.775,37	1 mois	+ 10,70 %
ASSOCIC (sépargne 0,25%)	05.08.83	6.672	1.259,80	3 à 6 mois	+ 18,38 %
ÉPARCIC (moyen terme, coupon réduit)	03.07.84	2.112	2.908,44	6 mois à 2 ans	+ 18,34 %

Indice moyen des Sicav actions du Groupe CIC (base 100 au 31.12.85) : 100,21

Arbitrages entre Sicav. Pour faciliter la gestion de votre portefeuille et favoriser les arbitrages entre les Sicav France, Technocic, Crédinter, SNF et Japon, la commission de souscription est réduite à 1,50 % au moment de la souscription.

Pour toute information complémentaire, adressez-vous au guichet de la banque du Groupe CIC le plus proche de votre domicile ou retourner ce coupon à Christine Joffet (D.E.F.G.), BP 207, 91, rue de la Victoire, 75482 Paris Cedex 02. Tél. (1) 42.00.00.00.



groupe cic



CONFIRMATION D'UNE FORTE REPRISE

Les ventes consolidées pour le premier trimestre clos le 30 septembre se sont élevées à 92,97 millions de dollars contre 61,6 millions, soit une progression de 51 %.

Le bénéfice net ressort à 10,76 millions de dollars, en hausse de 73 %. Le bénéfice par action s'établit à 53 cents contre 31 cents. Cette évolution traduit l'amélioration de la marge nette.

John H. Kriebel, commentant ces résultats, a notamment déclaré : « Ces bons résultats reflètent la tendance à la hausse enregistrée au cours des troisième et quatrième trimestres de l'exercice précédent (du 1er janvier au 30 juin 1986). A la fin de ce premier trimestre, nous constatons la croissance des marchés d'Extrême-Orient, du Brésil et de certaines régions des Etats-Unis. Nous continuons nos efforts pour augmenter nos parts de marché et pénétrer de nouveaux marchés dans le monde entier. »

Le carnet de commandes s'élève à 66 millions de dollars contre 45 millions l'année dernière.

BOUTGUES

Boutiques a acquis, le 21 octobre 1986, 37 283 actions de la Société Aux Trois Quartiers, soit 58,89 % du capital. Cette participation était détenue précédemment par la Société Paris-France.

La Bourse c'est ma vie.

La Bourse au Minut. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde
 36.15 tapez : LEMONDE

LE MINUT A PROUVE A QUI PARLER.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

22 OCTOBRE Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel										22 OCTOBRE 1974													
Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1800	AS 50 1973	1670	1700	1700	+ 1.78	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
4288	CALRE 35	4470	4480	4480	+ 0.44	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1200	C.C.F. 1973	1172	1178	1178	+ 0.26	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1211	C.C.F. 1974	1218	1218	1218	+ 0.00	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1211	Compagnie T.P.	1218	1218	1218	+ 0.00	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
2110	Compagnie T.P.	2200	2200	2200	+ 0.00	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
2200	Compagnie T.P.	2200	2200	2200	+ 0.00	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1462	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
430	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
1770	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91	2200	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	2600	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06	3000	Compagnie	2199	2199	2199	+ 0.06
730	Compagnie T.P.	1270	1282	1282	+ 0.91																		

Comptant. (selection)

Second marché (reflection)

VALEURS	% du nom.	% de cession	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations																	
Exp. 7 1/2 1972	9180		Crédit	851	885 d	Mass	188		A.S.P.A.	1300	1286	Danubay	1923	1930	Mohs	280	286
Exp. 8 1/2 77	123 40	3 786	Crédit (R)	815	820	Realt. Mut. (R)	304 10	300 50	A.S. Minérale	882	848	Danubay	922	922	Nouveau Danubay	700	710
8 1/2 78 (R)	103 70	2 600	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	Assesol	4515	4530	Crédit Mut. (R)	575	585	Ch. Gen. Fin.	451	427
8 1/2 78 (R)	103 70	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.A.F.F.	640	665	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Crédit Mut. (R)	520	509	B.L.P.	1040	1040	Crédit Mut. (R)	575	585	Crédit Mut. (R)	585	585
10 1/2 78 (R)	100 08	7 086	Crédit	480	441	Créd											

SICAV (refinanciación)

22/10

VALUES	Emulsion Frame incl.	Rechat net	VALUES	Emulsion Frame incl.	Rechat net	VALUES	Emulsion Frame incl.	Rechat net
A.A.A.	705 75	880 52	Emuls.	360 45	360 45	Paulin Express	15381 67	8231 01
Adema Express	444 11	922 87	Free-Applications	1287 73	1287 73	Paulin Express	581 42	557 72
Adema Express	360 05	858 50	Free-Apps	360 10	286 71	Paran-Hall	1114 17	1112 08
Adema Express	1146 02	922 87	Free-Apps	290 20	290 20	Paran-Hall	955 01	955 01
A.G.E. Adema (ex CAP)	149 10	130 02	Free-Apps	705 07	720 00	Paran-Hall	280 45	280 45
A.G.E. 3000	551 72	839 26	Free-Apps	7898 10	7898 98	Paran-Hall	222 63	694 03
A.G.E. 3000	1127 09	839 26	Free-Apps	56 76	684 42	Paran-Hall	105 01	105 01
A.G.E. 3000	625 10	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	7045 90	7045 90
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	192 37	105 70	Paran-Hall	5578 96	5578 96
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	10470 70	8282 38	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	14 08	137 98	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	1160 00	1144 03	Free-Apps	693 83	409 95	Paran-Hall	8204 78	8204 78
A.G.E. 3000	693 18	839 26	Free-Apps	122 04	118 05	Paran-Hall		

Hors-cote

.....	10	988
.....	840	855

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

